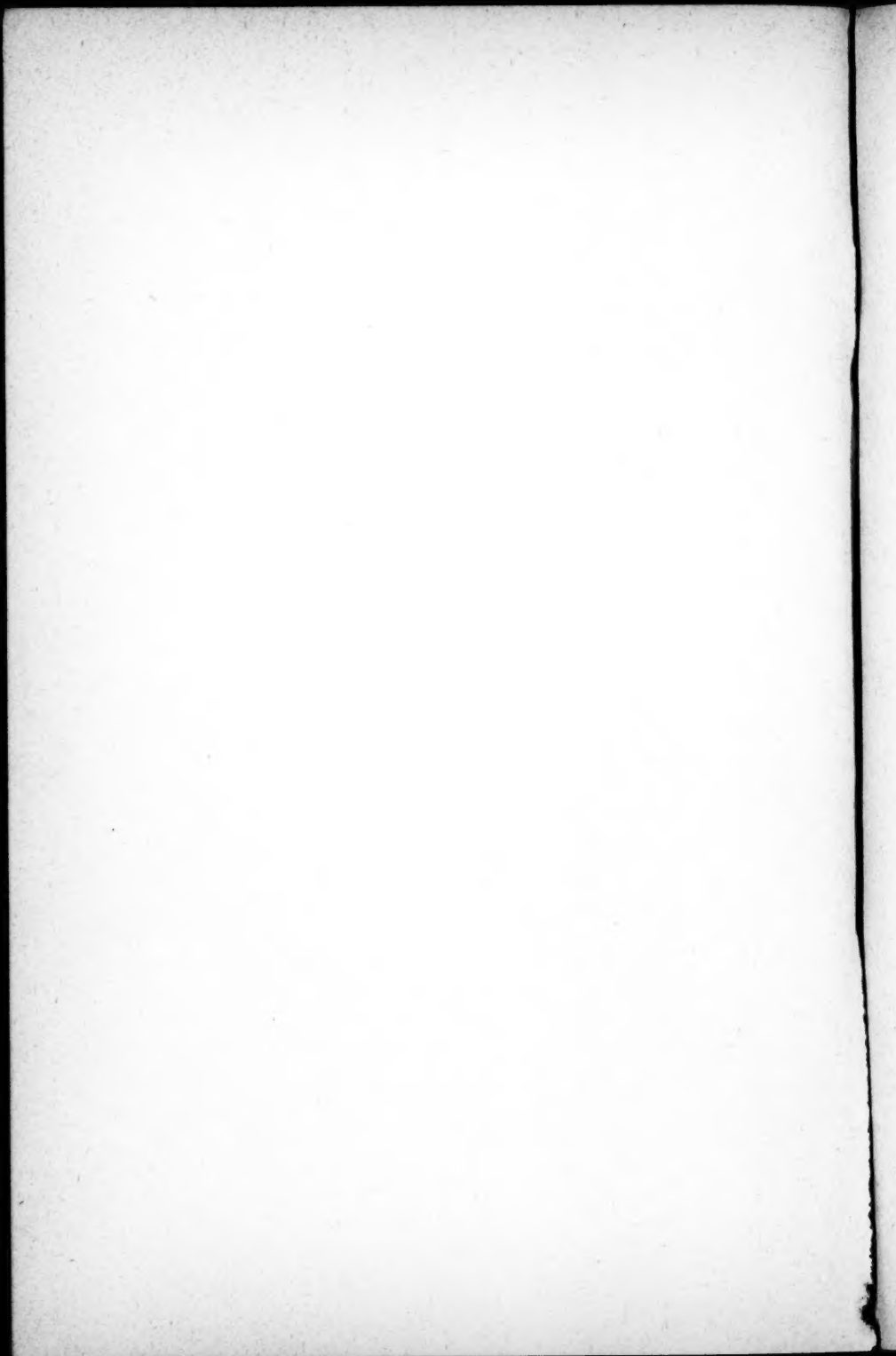


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-SIXIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-DIX-SEPTIÈME

Septembre-Décembre 1901.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^o
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1901

0
1
. R6
t. 77
1901

H
~~R3282~~ 4.77
JAN 10 1921
~~156721~~
Spec.

UNIVERSITY OF
TORONTO
LIBRARY

L'ÉTUDE

DES

ORIGINES GRECQUES

(Suite et fin¹.)

II.

➤ Les arguments littéraires et archéologiques ne peuvent résoudre le problème des Origines grecques. Mais l'étude des sites, la *topologie*, parviendrait, je crois, à nous donner une solution. Cette « géologie des sites » arriverait à classer les périodes et à dater les fossiles de l'archéologie. Les faits qu'elle nous révélerait auraient sur les monuments archéologiques deux grands avantages. Ils sont localisés dans l'espace : ils appartiennent sûrement à tel pays, à tel site. Ils sont presque toujours localisés dans le temps : ils peuvent être sériés et datés avec quelque approximation. Nous aurions donc une géographie certaine et une chronologie vérifiable, tout au moins les grandes lignes d'une géographie et d'une chronologie, le cadre et la charpente d'une histoire rationnelle. Car l'histoire de la Méditerranée peut se comparer à un terrain sédimentaire où, couches par couches, les marines successives ont laissé leurs traces. Ces dépôts, plus ou moins épais, sont de nature et de teintes différentes. Ils ont des traits communs ; mais chacun d'eux a aussi des particularités très caractéristiques.

Ils ont des traits communs parce qu'à travers tous les siècles et toutes les civilisations, la Méditerranée conserve son régime des vents, son allure générale des courants et des côtes, son cli-

1. Voir *Revue historique*, t. LXXVI, p. 1.

mat, sa faune, sa flore, etc. Par le seul fait qu'elle est méditerranéenne, une marine doit se plier à certains usages, adopter une certaine nourriture et un certain genre de vie, conformer ses routes aux vents, ses établissements aux lieux et productions, etc. Nous avons déjà vu comment et pourquoi une « échelle » méditerranéenne sera toujours différente d'un port atlantique. A travers toute l'histoire, cette différence s'est maintenue : jamais un port méditerranéen n'a pu s'établir à la bouche même d'un fleuve. Si, d'une marine à l'autre, les grands ports méditerranéens sur une même côte se sont déplacés, c'est que les fleuves eux-mêmes déplaçaient leurs embouchures. Milet, fermée par les boues du Méandre, fit place à Ephèse, que fermèrent ensuite les boues du Caystre. Smyrne prit la place d'Ephèse ; mais nous pouvons prévoir qu'avant deux siècles les boues de l'Hermos auront tué Smyrne à son tour... Ces causes permanentes, avec leurs effets permanents, peuvent être étudiés dans n'importe quelle période de l'histoire méditerranéenne. Connus pour une thalassocratie, ces effets peuvent être, sans chance d'erreur, transportés à une autre thalassocratie. Nos *Instructions nautiques* régissent déjà les navigations grecques et romaines. Les portulans et les voyageurs de la période « franque » fournissent, — nous le verrons, — le véritable commentaire des navigations d'Ulysse et l'explication rationnelle de ce que nous appelons, faute d'étude suffisante, les légendes de l'*Odyssée*.

Mais chaque période eut aussi ses particularités, et de deux sortes au moins, les unes de faits, les autres de mots. Car chacune des puissances thalassocrates apportait avec elle ses habitudes nationales, sa civilisation, ses mœurs propres, ses préférences et ses antipathies. Et chacune apportait sa langue ou son dialecte.

Langue ou dialecte ne tardaient pas à se fixer au dehors, à s'infiltrer dans le langage des « peuples de la mer. » Les thalassocrates imposaient une onomastique à leurs sites préférés : l'onomastique méditerranéenne garde encore des noms de lieux phéniciens (Tyr, Saida, Carthage, Malaga), grecs (Nauplie, Seleucie, Alexandrie, Palerme, Agde, Empurias), romains (Valence, Port-Vendres, Chersell, Césarée), arabes, italiens, etc., etc. Les thalassocrates répandaient leurs termes de commerce, noms de mesures, de monnaies, de marchandises : la langue ou le *sabir* commercial de la Méditerranée garde encore

le souvenir des Phéniciens (*sac, vin, thon, aloès, etc.*), des Grecs et de tous leurs successeurs.

Les habitudes aussi se traduisaient et se fixaient au dehors, dans le choix des routes (l'Archipel du XVIII^e siècle a ses routes des Anglais et des Hollandais, et ses routes des Français), dans le choix des relâches aussi (venus de l'ouest, Français et Anglais ne rencontrent pas la terre au même point que les Arabes, Grecs ou Phéniciens venus de l'est), dans l'aménagement des entrepôts (l'Anglais, pour son charbon, a besoin d'autres quais et d'autres docks que le Franc pour ses draps, l'Arabe pour ses épices ou le Grec pour sa poterie) et dans la situation même des débarcadères (un vaisseau d'aujourd'hui, calant cinq ou six mètres, ne peut s'arrêter aux mêmes plages que les barques à fond plat des Anciens). A chacune de ces marines différentes, il fallut des ports différents, des voies de terre et de mer, des stations de ravitaillement ou de défense, des aiguades toutes différentes. Toutes les fois que l'une de ces thalassocraties disparut, faisant place à quelque rivale, ses aiguades (les gens de Paros se souviennent encore des séjours que faisait le capitán-pacha dans leur port de Trio au temps de la thalassocratie turque), ses stations et relâches (les Provençaux n'ont pas oublié les anses où débarquaient les pirates sarrasins), ses routes (les chemins des Francs existent encore en Morée) demeurèrent dans le souvenir des hommes, et, gardant un nom étranger, elles formèrent l'une des couches de l'histoire méditerranéenne.

Cette histoire n'est donc qu'une série de couches empilées. Même sans grande habitude, il est facile de discerner ces couches et de les séparer les unes des autres. Dans chaque couche prise à part, il est facile aussi de déterminer la raison des emplacements choisis et des routes fréquentées, — c'est là ce que j'appelle la *besogne topologique*, — et il est non moins facile d'expliquer le sens de l'onomastique imposée, — c'est le rôle de la toponymie. Topologie et toponymie, ces deux études combinées arrivent sans peine à déterminer les éléments de ces différents terrains. Puis, elles peuvent remonter aux causes et reconstituer dans ses grandes lignes chacune de ces époques commerciales. Origine, extension et durée, pour chaque thalassocratie, elles nous dresseront une chronologie et une géographie d'ensemble. Mais elles parviendront surtout à pénétrer dans le détail, à ranimer devant nos yeux la vie locale de tel site aujourd'hui désert ou délaissé : quand

le témoignage des écrivains et des monuments est absolument muet, elles feront émerger du sol même la vision des foules qui s'agitaient jadis au long de telle route oubliée ou dans les *soukhs* de tel bazar disparu.

Les résultats de ces deux études auront une valeur générale, c'est-à-dire que, bien établis pour un point donné, ils seront valables pour tous les autres points de la même époque. Le dock anglais est partout le même; qui connaît les us et mœurs de Gibraltar connaît aussi Malte, Aden ou Singapoore. Ces résultats seront en outre discutables et vérifiables, parce qu'ils sont rationnels : l'une et l'autre de ces études s'appuient sur des lois constantes et partent des phénomènes actuels pour remonter aux faits du passé. La Méditerranée d'aujourd'hui explique la Méditerranée d'il y a quarante siècles. Sous nos yeux, l'une de ces couches est en train de se déposer. Depuis le commencement du xix^e siècle, les Anglais ont conquis la direction du trafic méditerranéen. Leurs termes de marine et de commerce, leurs marchandises et leurs modes, leurs mesures et leurs habitudes de navigation ont pénétré de Gibraltar à Alexandrie. La Méditerranée actuelle tient, comme en suspens, ces matériaux anglais, qui se déposeront quelque jour, quand une autre puissance, — allemande, française ou italienne, — reprendra le dessus. On en pourra étudier alors les gisements principaux autour de Gibraltar, de Malte, de Smyrne, de Chypre et du canal de Suez. Cette couche anglaise recouvrira presque partout la couche française des xviii^e et xvii^e siècles. Installée déjà sous le flot anglais, mais encore apparente, cette couche française est à peu près également répandue d'Alger au Caucase et de Beyrouth à Marseille. La thalassocratie *franque* de ces deux siècles nous est bien connue. Les gisements en ont été bien explorés. Nous pouvons sans peine en reconnaître les dépôts, grâce aux voyageurs du temps, Tournefort, Lucas, etc., grâce aux rapports diplomatiques et consulaires et grâce encore aux traditions locales. Avant les Français, les Italiens avaient eu cinq ou six siècles de monopole. Une épaisse couche italienne est encore visible en certains points; mais, le plus souvent recouverte par la couche *franque*, elle serait plus accessible à nos recherches si nous avions les documents enfermés aux archives de Gênes et de Venise. A leur tour, les Italiens avaient eu comme prédécesseurs les Arabes. On peut dire que cette thalassocratie arabe, qui dura trois ou quatre siècles, nous est

presque inconnue, non pas faute de documents, mais faute d'exploration et d'étude. Il en est de même de la couche byzantine, qui, sous le mince feuillet arabe, nous conduit aux bancs épais, compacts et uniformes des Romains et des Grecs. Ceux-ci nous sont familiers. Nous en reconnaissons à première vue les échantillons et les fossiles. Alexandrie et Laodicée, le Méandre et le Tibre, Rhodes et Marseille, Ostie et Panorme parlent à tous nos souvenirs. C'est l'arrière-fond de notre science historique. Ce sont là, croyons-nous, les plus vieux gisements de l'histoire méditerranéenne.

Mais étudiez cette couche gréco-romaine : la topologie et la toponymie ne tarderont pas à vous montrer notre préjugé ou notre erreur. Dans les gisements les plus anciens de cette couche, une étude, même superficielle, fait aussitôt reconnaître des débris qui ne sont pas contemporains de la masse, qui n'ont pas glissé là non plus d'une couche postérieure, mais qui doivent provenir d'une couche plus ancienne. Ce sont, ou des noms de lieux qu'aucune étymologie grecque ou latine ne parvient à expliquer : Ἰδᾶ, Σάμος, Κέρνθος, Σάλαμις, Πήγεια, Κάσος, *Massicus, Cumae, Oenotria*, etc.; ou des situations de villes contraires à toutes les théories des Grecs, Tirynthe, Chalcédoine, Astypalées, etc.; ou des systèmes politiques, des amphictyonies de *sept* ports, dont la politique grecque ne donne ni le modèle ni la clef; ou des routes de commerce jadis suivies on ne sait par quelles caravanes, on ne sait pour quel trafic, et abandonnées, semble-t-il, du jour où le peuple grec, maître de ses destinées, eut la conscience de ses propres besoins et la libre disposition de ses forces : telles, la route odysseenne de Pylos à Sparte, ou la route légendaire (Thésée) de Trézène à Marathon. Si, mis en éveil par ces constatations, on veut chercher quelque lumière dans le plus vieux document géographique des Grecs, je veux dire dans l'*Odyssée*, on y retrouve les mêmes mots et les mêmes phénomènes incompréhensibles. Noms, routes, habitudes, conceptions, théories, l'*Odyssée* ne semble pas grecque. Elle est pleine du moins de souvenirs qui semblent *anté*-helléniques, parce qu'ils sont *anti*-helléniques, contradictoires à tout ce que nous savons de la langue, de la pensée, de la vie et de la civilisation grecques. A s'en tenir même au ton général de l'*Odyssée*, comme des autres poèmes homériques, Gladstone déjà remarquait avec justesse combien les belles formules homériques de

politesse, — « J'ai l'honneur d'être fils d'un tel, » par exemple, — sont étrangères à ces ignorants du protocole qu'ont toujours été et que sont encore les Hellènes.

*
*
*

Les « témoins » de cette couche préhellénique sont répandus dans toute la Méditerranée, mais plus faciles à reconnaître dans les eaux grecques. Là, ils abondent. Sur toutes les côtes grecques et même en travers des îles, des isthmes et des péninsules de la Grèce, ils arrêtent l'explorateur attentif. Pour les diverses régions de l'Hellade, vingt exemples typiques pourraient être cités. Je rapporterai par la suite une expérience qui me fut personnelle. Chargé de fouilles par l'École française d'Athènes à Mantinée et à Tégée (1888-1890), je m'étais proposé l'étude de l'Arcadie. Pausanias en main, j'en ai, durant huit ou dix mois, exploré tous les cantons. Le résultat final fut pour moi la conviction que l'Arcadie primitive, avec ses routes, ses villes et ses noms de lieux, était toute différente de l'Arcadie historique. Sûrement, cette *Pélasgie* avait moins de ressemblance avec l'Arcadie des Hellènes qu'avec la Morée des Francs ou des Vénitiens, c'est-à-dire avec une Arcadie aux mains de conquérants ou de négociants venus de la mer¹. Si l'on veut comprendre, en effet, l'habitat et peuplement de cette Pélasgie, il faut imaginer une route commerciale traversant les cantons parrhasiens, avec des caravanes étrangères qui, débarquées au golfe de Laconie, remonteraient l'Eurotas et descendraient l'Alphée ou la Nèda pour gagner les ports de l'Élide. Le site de Lykosoura, mère de toutes les villes arcadiennes et centre du royaume préhellénique, n'est pas conforme aux nécessités des indigènes et n'est pas imposé non plus par les conditions naturelles. Durant les temps helléniques, jamais une ville ne s'est installée dans cette plaine du haut Alphée. La volonté des hommes essaya de lutter contre les indications de la nature : Épaminondas fonda Mégalopolis. Cette ville militaire et artificielle n'eut qu'une existence éphémère et un rôle presque nul. Une grande cité ne pourrait vivre en cet endroit que par un commerce de transit entre l'Eurotas et l'Alphée, par un trafic de caravanes entre le golfe de Laconie et le

1. Victor Bérard, *De l'Origine des cultes arcadiens*. Paris, Thorin, 1894.

golfe d'Élide. Nous ne voyons pas qu'aux temps helléniques cette route terrestre ait été suivie ou du moins très fréquentée. Sous les Francs et sous les Vénitiens, au contraire, les armées et les caravanes passent ici : le château et la ville de Karytena jouent le même rôle d'étape et de forteresse qu'au temps des Pélasges la vieille ville de Lykosoura, « la première que les hommes construisirent sur le haut des monts¹. »

D'autres, en des expériences analogues, sont arrivés au même résultat. M. Clermont-Ganneau a été le véritable initiateur de ces recherches par telle de ses études sur *le Dieu Satrape et les Phéniciens dans le Péloponèse*². M. E. Oberhümmer a fait la même découverte pour l'Acarnanie et l'Épire méridionale. Il est obligé d'admettre la fréquentation de ces côtes par un commerce étranger, phénicien, pense-t-il, en des temps antérieurs à la floraison grecque³ : c'est à cette côte des Thesprotes qu'embarqué sur un vaisseau phénicien, Ulysse dit avoir été jeté par la tempête. Mais il est un exemple plus court et plus décisif que M. Kiepert a signalé déjà⁴ : celui des villes prétendues grecques, portant le nom très grec, semble-t-il, d'Ἀστυπάλαια.

Ἀστυπάλαια est un nom de lieu fort répandu dans l'Archipel, Étienne de Byzance connaît cinq Astypalées : 1° une île, occupée jadis par les Kariens et nommée par eux Ἡρόρα, puis colonisée par les Doriens, qui la surnommèrent la *Table des dieux* à cause de sa fertilité; 2° une ville dans l'île de Kos; 3° une île entre Rhodes et la Crète; 4° une ville dans l'île de Samos; 5° un promontoire de l'Attique. — En remontant aux sources, il est visible qu'Étienne a fait un double emploi du texte de Strabon, touchant la même île d'Astypalée : εἰσι πολλαὶ τῶν Σποράδων μεταξύ τῆς Κῶ μάλιστα καὶ Ῥόδου καὶ Κρήτης, ὧν εἰσιν Ἀστυπάλαιά τε καὶ Τήλος, dit Strabon au liv. X (p. 488), et il ajoute : ἡ μὲν οὖν Ἀστυπάλαια ἱκανῶς ἐστὶν πελαγία, πόλιν ἔχουσα. Étienne a transcrit Ἀστυπάλαια νῆσος μία τῶν Κυκλάδων, en comptant une première Astypalée, puis νῆσος πόλιν ἔχουσα μεταξύ Ῥόδου καὶ Κρήτης, en comptant une autre Astypalée, qu'il catalogue après la ville de Kos. Au vrai, ces deux Astypalées ne sont qu'une seule et même île et ville.

1. Pausanias, VIII, 38, 1.

2. *Journal asiatique*, X, p. 157; XII, p. 237.

3. T. Oberhümmer, *Die Phoenizier in Akarnanien*. Munich, 1884.

4. H. Kiepert, *Sitzungsberichte König. Preuss. Akad.*, 1891, II, p. 839.

Restent donc seulement quatre Astypalées. Strabon nous en fait connaître une cinquième sur les côtes de Carie, et les inscriptions une sixième dans l'île de Rhodes.

A première vue, l'étymologie de ce nom grec paraît certaine : c'est la *Ville Vieille*, ἀστὺ παλαιὴν, synonyme des Παλαιόπολις et Παλαιόπολις que nous trouvons dans le Péloponèse. Ἀστυπάλαιον est devenu Ἀστυπάλαια : c'est que, la plupart des noms d'îles et de villes étant du féminin, celui-ci a conformed sa terminaison au modèle commun, ou bien ce n'est là qu'un caprice de l'usage ; nous avons en France des « Villevieux. » Ἀστυπάλαια serait donc la *Vieille Ville*. De tout temps l'Archipel, comme toutes les régions de la terre, a dû avoir un certain nombre de *Villeneuve*s et de *Vieilleville*s. Mais cette étymologie admise entraîne des conséquences très nettes et très précises pour l'emplacement de ces Astypalées. Les Anciens avaient déjà noté comment la plupart des vieilles villes en Grèce sont bâties loin de la mer. « Les villes nouvellement fondées, » dit Thucydide¹, « ayant une plus grande expérience de la mer, plus riches d'ailleurs, s'établirent sur les rivages, en travers des isthmes, pour la plus grande commodité de leur commerce. Mais les vieilles villes, αἱ δὲ παλαιαί, à cause de la piraterie jadis florissante, s'étaient bâties plutôt loin de la mer, aussi bien dans les îles que sur le continent. »

Cette affirmation de Thucydide est conforme à l'opinion commune des Anciens. Tous croyaient avoir constaté que les étapes de leur civilisation étaient aussi marquées par les étapes de leurs villes sur le chemin qui, du haut des monts, les avait amenées jusqu'au bord de la mer : « Platon, » dit Strabon, « conjecture qu'après les déluges ou cataclysmes, les hommes ont dû passer par trois formes de sociétés très différentes. Ce fut d'abord une société simple et sauvage, que la peur des eaux couvrant encore les plaines avait refoulée vers les hauts sommets. Une seconde société se fixa sur les dernières pentes des montagnes, rassurée peu à peu en voyant les plaines qui commençaient à se sécher. Une troisième société enfin prit possession des plaines mêmes. A la rigueur, on pourrait supposer une quatrième forme, une cinquième, voire davantage : en tout cas, on doit considérer comme la dernière la société que les hommes, une fois délivrés de toute

1. Thucydide, 1, 6.

terreur de ce genre, vinrent former sur le bord de la mer et dans les îles. A chacun de ces déplacements, qui, des lieux hauts, entraînaient les populations vers la plaine, correspondait probablement un changement marqué dans le genre de vie de ces populations et dans leur gouvernement¹. »

L'affirmation de Thucydide est conforme aussi à la logique des faits et à notre expérience contemporaine ou moderne. Aux siècles derniers, quand l'Archipel turc était infesté de corsaires occidentaux, tous les bourgs des îles, Milo, Syra, Kalimno, Nio, étaient perchés en haut d'un mont, quelquefois tout voisins de la rade principale, souvent, au contraire, fort éloignés : « Le port de Skyros, » dit Choiseul-Gouffier², « qu'on nomme aujourd'hui la Grande-Plage, n'est plus d'aucune utilité aux insulaires, dont toute la marine consiste en quelques bateaux qui trouvent forcément un abri entre les écueils ou que l'on tire à terre lorsque la mer est trop grosse. Réfugiés vers la pointe septentrionale de l'île, les habitants ne pensent qu'à se garantir de la piraterie générale, héréditaire chez les Grecs. Le village de Saint-Georges, bâti sur un pic élevé, leur offre un asile, et, quoique leurs habitations soient répandues sur le penchant de la montagne et jusqu'au rivage, chacun a, dans la partie supérieure, une seconde maison où il se retire en cas de danger... » « A Syra, » dit Tournefort³, « le bourg est à un mille du port tout autour d'une colline escarpée...; on voit, sur le port, les ruines d'une ancienne et grande ville, appelée autrefois Syros. » A Milo, « dont les habitants sont bons matelots, et, par la connaissance des terres de l'Archipel, servent de pilotes à la plupart des vaisseaux étrangers, le bourg est à cinq milles du mouillage de Poloni, à deux milles de la grande rade⁴. » Aujourd'hui, Nio et Milo sont restées sur leurs hauteurs parce qu'elles ont perdu toute importance maritime; seuls, les vaisseaux de guerre les fréquentent encore. Mais, au-dessous de la vieille Syra des Francs, une ville nouvelle s'est installée tout au bord de la mer : la commerçante et grecque Hermopolis s'est élevée sur les quais de l'ancienne Syros.

Mais rien ne vérifierait mieux l'affirmation de Thucydide que l'exemple actuel de Kalymnos. L'île de Kalymnos est faite de

1. Strabon, XIII, 592.

2. I, p. 125.

3. Nous aurons à revenir longuement sur cette Syra de Tournefort.

4. Tournefort, *Voyage du Levant*, Lettres VIII et IV.

trois ou quatre bandes de montagnes parallèles. Entre ces murailles, orientées du nord-ouest au sud-est, se creusent d'étroites vallées parallèles aussi, que terminent sur la mer des anses ou des golfes. La plus large de ces vallées est la plus méridionale. Elle a vue sur la mer de Kos par une rade circulaire bien abritée, avec une bonne plage pour tirer les bateaux et un bon mouillage par trente-six à vingt-deux mètres d'eau et de vase : c'est la rade de l'Échelle, la *Skala*. La vallée a un autre débouché sur l'Archipel du large, avec un autre port moins bon, à Linaria. « La population de Kalymnos, disent les *Instructions nautiques*¹, se monte environ à 7,500 habitants, qui vivent, pour la plupart, à la Skala ou bien dans la ville de Kalymnos. Cette ville est bâtie à l'intérieur, au sommet d'une falaise abrupte, haute de plus de 244 mètres; une bonne route y mène en moins d'une heure. » La ville, en effet, se dresse au milieu de la vallée, juste à égale distance des deux ports. C'est là, sur une roche imprenable, qu'elle s'est réfugiée aux siècles derniers, aux temps des corsaires dont parle Tournefort : « Patmos, » dit-il à propos de l'île voisine, « Patmos est considérable par ses ports : mais ses habitants n'en sont pas plus heureux. Les corsaires les ont contraints d'abandonner la ville, qui était au port de la Skala, et de se retirer à deux milles et demi sur la montagne, autour du couvent de Saint-Jean². » De même à Samos, la ville ancienne, voisine de la mer, « était abandonnée depuis longtemps, et, pour se mettre à couvert des insultes des corsaires, on s'est retiré sur la montagne³. »

Aujourd'hui, les corsaires disparus permettent aux insulaires de ramener leurs villes à la côte; on redescend aux Échelles. A Kalymnos et à Patmos, les Échelles sont redevenues les grands centres de population. Sur leurs montagnes, les vieilles villes de l'Archipel franc sont presque désertées. Elles subsistent encore, mais vides, avec leurs églises et leurs cultes, qui appellent à certains jours les prêtres et les fidèles de la Skala. Ces panégyries annuelles repeuplent pour quelques heures les rues abandonnées : sur le rivage de la Messénie, Pausanias nous décrit de

1. *Instr. naut.*, n° 691, p. 217. — On appelle *Instructions nautiques* les publications officielles du service hydrographique de la Marine pour la navigation à voile et à vapeur.

2. Tournefort, *Lettre X*.

3. Tournefort, II, p. 114.

même une vieille ville de Thouria, perchée en haut d'une falaise, où il ne reste qu'un temple de la déesse syrienne; les habitants sont descendus dans la plaine¹.

Des textes anciens comme des faits récents, voici donc une loi *topologique* qui ressort formelle et constante : les vieilles villes indigènes de l'Archipel sont éloignées de la mer, perchées au sommet des monts. Or, il se trouve que toutes les Astypalées de l'Archipel hellénique échappent à cette loi : toutes sont situées au bord de la mer, toutes celles du moins dont nous connaissons l'emplacement exact. Une seule fait exception : l'Astypalée samienne. A Samos, en effet, Polyen nous dit que Polycrate fortifia l'acropole nommée Astypalée, *τειχίσας ἀκρόπολιν τὴν καλουμένην Ἀστυπάλαιαν*². Cette Astypalée samienne rentrerait dans le type des vieilles villes grecques : semblable à l'acropole d'Athènes ou à l'Acrocorinthe, elle est sur la hauteur, à une certaine distance de la mer. Mais si, par le site, cette Astypalée semble grecque, nous verrons que son nom même de Samos ne semble pas hellénique. En outre, nous pouvons constater aujourd'hui que la capitale des Grecs, maîtres de l'île, n'est pas installée sur les ruines de cette ancienne cité. Tournée vers le sud, la *Vieille Ville* était assise au bord du détroit, comme un port de transit. La capitale contemporaine est assise sur la côte nord, au fond de la meilleure rade et en face de l'Asie Mineure. Ce déplacement n'est pas fortuit ni causé par des nécessités passagères, puisque dès l'antiquité le même phénomène s'est produit, — et nous l'étudierons plus loin, — pour les capitales de Kos et de Rhodes : le jour où les Hellènes ont vraiment disposé de ces îles, ils en ont installé la capitale sur la côte nord, en face de l'Asie Mineure, en tournant le dos à de plus vieux établissements. Si, dès l'antiquité, les Hellènes, devenus maîtres de Samos, ne délaissèrent pas ce vieil emplacement, c'est qu'un sanctuaire vénéré et des traditions religieuses rivaient la capitale à ce site préhellénique : cette côte méridionale était le domaine, le séjour préféré de la grande déesse Héra.

Des cinq autres Astypalées, celle de Rhodes ne nous est connue que de nom. Kiepert croit pouvoir la placer tout au sud de l'île, sur un promontoire rocheux, véritable îlot rattaché à la côte par

1. Pausanias, IV, 31, 1.

2. Polyen, I, 23.

une langue de sable, que les Grecs modernes appellent Prasonisi. Mais il ne donne aucune raison de son hypothèse, sauf peut-être la ressemblance des autres Astypalées.

L'Astypalée de Carie est un promontoire, ἐν τῇ παραλίᾳ τῆς ὑπεύρου Ἀστυπάλαιά ἐστιν ἄκρα¹, sur la côte entre le cap Termion et le port Myndos, en face des îles Argées. C'est le même emplacement, sans doute, que d'autres appellent Παλαιὰ Μύνδος, la vieille Myndos, *Myndus et ubi fuit Palaemyndus*, dit Plin². La nouvelle Myndos datait de la première colonisation grecque; la tradition la rattachait aux Trézéniens et à leurs plus anciennes fondations³. Nous pouvons donc nous demander si la vieille Myndos, antérieure à ces Trézéniens, est une ville hellénique.

L'Astypalée d'Attique est en un site exactement pareil. C'est un promontoire en face d'un îlot : « Entre le Pirée et le cap Sounion, » dit Strabon⁴, « on rencontre d'abord le promontoire Ζώστηρ, puis le promontoire Astypalée, ἄλλη ἄκρα Ἀστυπάλαια, qui, chacun, ont en face d'eux une île, l'îlot Phabra et l'îlot Eléoussa, πρόκειται νῆρος Ἐλεούσα. » Les cartographes contemporains⁵ ont identifié cette Astypalée avec la butte rocheuse qui ferme à l'ouest la rade d'Hagios Nikolaos, en face de l'île Arsida. « Il est impossible, » dit Kiepert, « d'imaginer une ville sur cette butte, qui mesure à peine mille pas de circuit et qu'un isthme de sables et de marais rattache à peine à une côte sans ressources. » Il est impossible, en effet, qu'un peuple maître du continent se soit jamais installé en pareil endroit. Mais, sur cette butte, la présence actuelle d'une chapelle de Saint-Nicolas prouverait, à elle seule, que les marins de tous les temps trouvèrent quelque commodité à la possession de ce promontoire. Saint Nicolas, dans la Grèce moderne, a remplacé le dieu des mers : il est le protecteur des matelots et souvent ses chapelles s'élèvent sur les ruines d'un temple de Poseidon. Cette anse d'Astypalée est, à l'ouest du Sounion, la première relâche à peu près sûre pour les barques et les bateaux venus du large : « Le port San-Nikolo, » disent les *Instructions nautiques*, « est convenable l'été pour les caboteurs; mais,

1. Strabon, XIV, II, 20.

2. Plin^e, V, 29; cf. Ét. de Byz., s. v. Μύνδος.

3. Pausanias, II, 30, 9.

4. Strabon, IX, II, 21.

5. *Karten von Attika*, Text, III, 21.

comme il est ouvert au sud, il n'est pas convenable en hiver¹. » Au fond du port, une plage de sable et de marais salants offre un débarcadère commode, surtout pour les vaisseaux d'autrefois que l'on halait à terre. Le pays voisin n'est pas très habité. Nous verrons que cette relâche d'été et cette plage de halage est une station tout indiquée pour les marins de l'Égée primitive.

Les deux dernières Astypalées sont des villes : l'une est dans l'île de Kos; l'autre est dans l'île que les Anciens appelaient du même nom d'Ἀστυπάλαια, d'où les modernes ont fait Stampalia. La première a disparu entièrement; mais nous en pouvons retrouver le site exact. Strabon nous dit qu'elle était au bord de la mer : « La ville des Koïens était autrefois Astypalée. Elle était située dans une autre partie de l'île, au bord de la mer néanmoins, comme la capitale actuelle, ἐν ἄλλῳ τόπῳ ὁμοίως ἐπὶ θαλάττῃ². » De l'avis de tous les explorateurs, cette Astypalée ne peut être située qu'à l'extrémité sud-occidentale de l'île, sur le promontoire recourbé qui, dans cette île balayée de tous les vents, forme, à vrai dire, la seule rade abritée. La carte de Kiepert indique avec raison la vieille Astypalée auprès du hameau actuel de Stampalia. M. Paton, ayant longtemps séjourné à Kos et étudié l'île dans le plus grand détail³, ne voit pas d'autre emplacement possible pour la *Vieille Ville*. Mais il ne peut comprendre non plus les raisons de celui-là, et, en effet, le choix de cet emplacement semble à première vue tout à fait paradoxal. Que l'on jette seulement les yeux sur la forme et sur la situation de l'île.

L'île de Kos, par sa conformation, regarde vers le nord. Toute la côte sud, du cap Fourka au cap Krokilos, n'est qu'une montagne tombant à pic dans la mer. La côte nord, au contraire, borde une plaine fertile, bien arrosée, rafraîchie par le vent du nord : Anciens et Modernes en ont toujours vanté l'agrément et la salubrité. L'île de Kos, d'autre part, regarde vers l'est, de par sa situation au bord du continent asiatique. Elle ne peut avoir de débouchés commerciaux que vers ce continent. Et le détroit qui la sépare de l'Asie est un passage très fréquenté par les navires qui vont de Smyrne à Rhodes et inversement. Donc, conformation de l'île et situation du détroit, ces deux forces, attelées en quelque façon à la

1. *Instr. naut.*, n° 691, p. 151.

2. Strabon, XIV, 657.

3. Paton et Hicks, *Inscr. of Kos*. Oxford, 1891.

capitale de Kos, devaient avoir pour résultante la direction nord-est. En effet, du jour où ces forces travaillent librement, du jour où Kos prend conscience d'elle-même, elle installe sa nouvelle capitale au bout de la plaine fertile et sur le bord du canal, près de la pointe nord-est, dans un site exactement symétrique, mais exactement opposé aussi à l'emplacement d'Astypalée. La ville actuelle est encore en cet endroit et Paton a cent fois raison de dire que « s'installer ailleurs c'est renoncer à toutes relations avec le monde. »

Mais Paton raisonne en citoyen de Kos. Si le nouveau site répond à tous les besoins des indigènes, peut-être n'est-il pas conforme à tous les désirs des marins étrangers. Les côtes nord et nord-est de l'île sont de dangereux parages, où les calmes plats alternent avec les violents coups de vent du nord ou du sud-est. Il faut sans cesse veiller au vent, prévoir les rafales et, dès que le ciel menace, chercher un mouillage et bien asseoir ses ancres : « Entre la petite île de Palatie et un cap que je ne connois que sous le nom turc de *Karabagda*, qui signifie *Dans la vigne noire*, le calme nous obligea de rester un peu de temps. Toutefois, le premier jour d'octobre, nous nous efforçâmes dans le canal qui sépare la terre ferme de l'île de Co... A peine avions-nous passé la nuit que tout d'un coup un vent contraire s'éleva, qui nous contraignit de relâcher et de retourner sur nos pas, et, continuant le lendemain, qui étoit le 2 du mois, il nous fit résoudre de donner fonds pour prendre quelques nouvelles provisions dans cette île de Co... Je m'avançai un peu dans la campagne, que je trouvai parfaitement belle, mais principalement la plaine, qui est aux pieds des montagnes et où la ville est située. De vray, elle estoit toute verdoyante d'orangers, de limons et de toutes sortes de fruits, et enfin cultivée en toutes ses parties et remplie de quantités de vignes et de plusieurs beaux jardins. J'entrai ensuite dans la ville, qui est jolie et assez peuplée... Je me retirai dans notre galion. Le lendemain, néanmoins, on ne parla point de lever l'ancre, parce que nous avions toujours le vent contraire, et, comme le ciel et la mer nous menaçoient d'une grande tempeste, je ne voulus point sortir du vaisseau, parce que le lieu où nous avions pris terre n'estoit pas un port, ni même un endroit assuré pour nous... La nuit qui précéda le 4 d'octobre, feste de saint François, le mauvais temps s'augmenta. Mais, comme notre vaisseau estoit d'une grandeur extraordinaire, que

trois grosses ancres l'avoient rendu immobile contre cette tempeste, nous ne nous en aperçûmes presque point... La tempête cessa avec la pluie. Néanmoins, comme je vis que le matin on ne parloit point de se remettre en mer, parce qu'elle n'estoit pas tout à fait tranquille, je descendis dans l'île une seconde fois¹. »

La plupart des voyages du Levant nous racontent de pareilles relâches en ce canal de Kos ou sur les côtes de l'île. Or, la ville de Kos n'a qu'un port incommode et périlleux². La pointe sablonneuse ou marécageuse qui le forme est bordée de roches et de bas-fonds. Ce n'est pas une rade à vrai dire. Le vent est-nord-est et le siroco y soufflent en rafales et des orages y tombent du haut des montagnes d'Asie. La plupart des voiliers ne peuvent tenir en ce mouillage. Ils doivent aller chercher refuge sur la côte asiatique, dans le port de l'ancienne Halikarnasse. La rade d'Astypalée, au contraire, offre sur la côte méridionale de l'île un excellent abri. Toute cette côte sud de l'île est fermée aux vents du nord par la masse même et les hautes montagnes de l'île, et une sorte de queue montagneuse s'arrondit encore à son extrémité occidentale, pour protéger des vents d'ouest la rade d'Astypalée. Cette rade, close de deux côtés, serait ouverte aux vents du sud si un îlot ne se dressait au-devant de la côte, formant ainsi un bon mouillage où les caïques tiennent contre toutes les tempêtes. Les Génois ou les chevaliers de Rhodes trouvèrent jadis cet îlot de bonne prise. Ils s'y installèrent, le couronnèrent de fortifications, et leurs murs ruinés lui ont valu le nom de *Palaio-Kastro* ou *Palaio-nisi* : c'est l'exact équivalent de notre Ἀστυπάλαια...³. Ici encore, il semble donc que la *Vieille Ville* ne soit pas un établissement indigène, mais une station de marins étrangers. Avant les Hellènes, cette Astypalée fut aux mains ou dans la clientèle d'un « peuple de la mer. »

Enfin, la dernière de nos Astypalées insulaires est située sur l'isthme étroit qui rattache les deux masses rocheuses de l'île Stampalia. Elle domine les deux rades peuplées d'îlots. Elle trempe dans les deux mers du sud et du nord. C'est, à tous points de vue, le type même de ces villes neuves, dont parlait Thucydide, « installées sur les isthmes pour la facilité du commerce. » Ici encore,

1. Pietro de la Valle, I, p. 193.

2. *Instr. naut.*, n° 778, p. 277 et suiv.

3. O. Rayet, *Mém. sur l'île de Kos*, p. 59.

un vieux château franc ou vénitien, que nous signalent les *Instructions nautiques*¹, dit assez quelle relâche commode offrait aux corsaires et trafiquants latins l'une ou l'autre des deux rades.

En résumé, de toutes ces Ἀστυπάλαια, aucune ne répond ni à l'idée que les Grecs se faisaient d'une *ville vieille* hellénique, ni aux éternelles nécessités qui, dans la Méditerranée, déterminent tout vieil établissement indigène. Au contraire, les Astypalées d'Attique, de Carie, de Kos et de Stampalie correspondent admirablement aux préoccupations et aux habitudes constantes des marins étrangers, débarqués et installés sur une côte barbare. En Asie Mineure, les Crétois, premiers fondateurs de Milet, ont installé leur forteresse au-dessus de la mer, à l'endroit où se trouve aujourd'hui Milet-la-Vieille, κτίσμα Κρητικὸν ὑπὲρ τῆς θαλάττης τεταγμένον ὅπου νῦν ἡ Παλαιμυλητός ἐστι². En Espagne, les Grecs d'Emporion ont leur vieille ville sur un petit îlot côtier, et leur ville nouvelle est sur le continent, séparée en deux par une muraille : ville des indigènes et ville des Grecs³. Mais nos Astypalées répondent tout particulièrement aux descriptions que Thucydide nous donne des débarcadères phéniciens sur les côtes siciliennes, ἀκρας τε ἐπὶ τῇ θαλάσῃ ἀπολαβόντες καὶ τὰ ἐπιταίμενα νησίδια ἐμπορίας ἔνεκον⁴. Or, dans la légende, une Ἀστυπάλαια est fille de Phoinix et sœur d'Europe : elle a de Poseidon un fils, Ankaïos, qui devient roi de Samos. Ἀστυπάλαια est aussi mère d'Eurypylos, roi de Kos. Une autre Ἀστυπάλαια, fille aussi de Phoinix et sœur d'Europeia, avait donné son nom à l'île d'Astypalée⁵. N'avons-nous pas dans cette légende le souvenir d'une Méditerranée phénicienne dont les embarcadères, délaissés par les Grecs, devinrent pour eux des « villes vieilles? »

* * *

Cet exemple d'Astypalée, même si l'on n'accepte pas la dernière hypothèse, nous prouve tout au moins l'existence de marines antérieures aux Grecs et la survivance de leurs « témoins » topologiques. Il est une multitude de faits pareils qui, tous, après examen, conduisent au même résultat. Déjà, dans l'antiquité, quelques-uns

1. *Instr. naut.*, n° 691, p. 218.

2. Strabon, XIV, 634.

3. Strabon, III, 160.

4. Thucydide, VI, 2.

5. Roscher, *Lexic. Mythol.*, s. v. *Astypalaia*.

de ces faits avaient excité la curiosité ou scandalisé le bon sens populaires. Les Grecs ne pouvaient comprendre l'aveuglement de leurs ancêtres, qui follement s'étaient installés en tels endroits incommodes ou peu avantageux, quand, tout près de là, un site merveilleux s'offrait à la fondation d'une cité hellénique. Aux portes du Bosphore, les Mégariens, disait-on, avaient fondé Chalcédoine. Cette ville, sur les falaises de la côte asiatique, n'avait qu'un très mauvais mouillage et des eaux peu poissonneuses. Sur la côte européenne, en face, la Corne-d'Or offrait le meilleur port de la Méditerranée, avec des plages, des aiguades et des bancs de thons qui assuraient la richesse d'une ville populeuse. Aussi, la Pythie s'était moquée des Mégariens « aveugles » et elle avait envoyé des colons plus avisés fonder Byzance en face des Aveugles, ἀπενάντιον τῶν τυφλῶν.

De même, dans l'onomastique primitive, combien de noms semblaient étranges ou mystérieux aux Hellènes de l'histoire et combien de beaux calembours ils inventèrent pour expliquer ces rébus ! De ces noms, quelques-uns ne nous ont été transmis que par leurs géographes. Mais la plupart nous ont été conservés aussi par l'usage populaire : ils nous servent encore aujourd'hui pour désigner, par exemple, les îles de l'Archipel ; Syra, Naxos, Sériphos, Siphnos, Paros, Corcyre, les îles grecques portent encore des noms antéhelléniques, des noms qui, du moins, ne présentent aucun sens en grec et ne semblent pas grecs d'origine. A travers toutes les thalassocraties antiques, modernes et contemporaines, ces vieux noms ont en quelque sorte surnagé jusqu'à nous. Si parfois ils ont été recouverts par les apports des marines plus récentes, ils ont rapidement émergé à nouveau et leur engloutissement n'a été que passager : la Théra des Hellènes est redevenue la Théra des Grecs modernes après avoir porté quelque temps un badigeon italien ou franc sous les vocables de *Sainte-Irène* ou *Santorin*.

Car les couches successives de l'onomastique méditerranéenne ne se sont pas toujours exactement, parallèlement, superposées et recouvertes l'une l'autre. Elles ne se présentent pas à notre étude en une série verticale de tranches horizontales et continues. Il y a des plissements, des effondrements, des dislocations qui parfois interrompent la succession régulière, engloutissent les couches supérieures et font émerger celles du fond. Il y a aussi

des points qui semblent dès l'origine être demeurés stables et émergés. Dans notre Méditerranée actuelle, nous pouvons apercevoir à la surface ou atteindre à une faible profondeur les témoins onomastiques de l'époque préhellénique. Sur nos côtes de Provence, Monaco paraît remonter au delà de l'*Hercules Monoecus* des Romains et de l'Ἡρacles Μόναικος des Grecs, jusqu'à un original sémitique. Près de Baléares, dans *Iviça*, affleure à nouveau le vieux nom phénicien que les Grecs recouvrirent de leur Ἰβήσσοι, mais que les Romains remirent au jour dans leur *Ebusus*. La toponymie peut donc, elle aussi, pour cette période préhellénique, nous fournir d'abondants matériaux et compléter l'œuvre de la topologie... L'étude des noms prêterait souvent à l'étude des sites une aide appréciable.

Mais il faut se méfier un peu de cette aide. Le même exemple d'Astypalée pourrait nous montrer encore les dangers de l'argument toponymique et de quelles précautions il faut s'entourer avant de risquer une étymologie ou de la tenir pour certaine. Kiepert, ayant terminé son étude des Ἀστυπάλαια, conclut que le site n'étant pas grec, le nom ne doit pas l'être non plus. Il propose une étymologie sémitique. De la racine hébraïque *Sapal* ou *Saphal* (être bas), il tire une forme verbale, *istapel*, et il s'efforce de montrer que toutes les Astypalées sont situées en contre-bas, d'où leur nom. S. Bochart lui-même n'avait pas mieux trouvé, *Astippela ab humilitate dictum*. Ce n'est pas que je veuille médire de S. Bochart; mais il a été, je crois, la plus illustre victime de la fureur-toponymique en ce xvii^e siècle, où pourtant elle fit rage. S. Bochart (1599-1667), qui fut un des philologues les plus érudits de l'École normande et que Bayle proclamait l'un des plus grands savants du siècle, jouit aujourd'hui d'un oubli parfaitement immérité. Souvent, on l'utilise sans le citer. Kiepert croit découvrir des choses nouvelles que depuis deux cents ans Bochart avait inventées. C'est le sort commun de tous les érudits français du xvii^e siècle.

S. Bochart avait reconstitué, en deux livres, la *Géographie sacrée*. Le premier de ces livres, intitulé *Phaleg*, était consacré aux Pays de l'Écriture et traitait, dans ses quatre parties, de la Division des Races et des trois Descendances de Sem, Japhet et Cham. Le second, intitulé *Chanaan*, étudiait, en ses deux parties, la colonisation phénicienne et la langue

phénicienne et punique. *Chanaan* seul nous intéresse. Par l'examen des légendes et des noms de lieux, grâce à une connaissance admirable de tous les auteurs de l'antiquité classique, historiens, géographes, poètes ou mythographes, grâce aussi, il faut bien l'avouer, à une faculté moins admirable de trouver dans l'une quelconque des langues sémitiques une étymologie pour tous les noms propres, grecs ou romains, Bochart était arrivé à reconstituer une Méditerranée phénicienne : en Chypre, en Égypte, en Cilicie, en Pisidie, en Carie, à Rhodes, à Samos (on pourrait continuer ainsi, par la seule énumération des trente-six premiers chapitres, tout le périple de la mer Intérieure), partout il retrouvait les « témoins » de la colonisation sémitique. Aucun littoral n'échappait à ses prises de possession pour le compte des Phéniciens. Il hésitait même à nier (chap. XXXVIII) que l'Amérique fût restée en dehors de leur clientèle. Il savait (chap. XLII) que la langue des Gaulois avait plus d'une ressemblance avec celle des Phéniciens.

Malgré toutes ses erreurs, S. Bochart est d'une fréquentation profitable, aujourd'hui que triomphe le préjugé exactement contraire. Fondée sur la Bible et sur le préjugé de l'infailibilité biblique, la théorie de Bochart s'écroula avec le préjugé¹. Le XVIII^e siècle, séparant la vérité de la religion, sépara aussi « l'histoire sainte » de l'histoire et chassa Phéniciens et Juifs de l'antiquité philosophique. Il est grand temps de revenir à certaines conceptions de Bochart. Mais il faut profiter de son exemple pour éviter certains de ses errements. A le lire, on s'aperçoit bientôt d'où provient surtout la faiblesse de son argumentation et la fantaisie de ses découvertes. C'est que, d'habitude, il n'envisage qu'un seul nom à la fois. Il ne reconstitue presque jamais la classe ou la série à laquelle ce nom peut appartenir. Il n'en recherche pas les similaires ou les complémentaires. Il procède presque toujours sur un fait isolé, et il voudrait en tirer une loi générale. Le vice de la méthode saute aux yeux. Mais la correction est fournie par Bochart lui-même. En deux ou trois points, il est arrivé à des résultats indiscutables²; c'est qu'alors il s'est donné la peine de collectionner un grand nombre

1. Je le citerai d'après la 3^e édition de 1692.

2. Cf. H. Lewy, *Die Semit. Fremdsw.*, p. 36 et suiv.

de faits avant de risquer une hypothèse. Il dresse par exemple la liste des parfums et plantes odorantes et montre que Grecs ou Latins et Hébreux leur ont donné les mêmes noms :

kenamon, κιννάμωμος, *cinnamanus*.

kassia, κασία, *cassia*.

mour, μύρρα, *myrrha*.

lebona, λίβανος,

chalbena, χαλθένη, *galbanum*.

aalot, ἄλότης,

bdelah, βδέλλιον, *bdellium*.

nard, νάρδος, *nardus*.

kopher, κύπρος, *cyprus*.

nataph, νέτωπον.

Pour l'un de ces noms, Hérodote dit que les Grecs l'ont emprunté aux Phéniciens, τὰ ἡμεῖς ἀπὸ Φοινίκων μαθόντες κιννάμωμον καλέομεν¹. Bochart en conclut avec raison que les autres vocables ont été pareillement empruntés par les Grecs aux Phéniciens.

Bochart nous fournit ainsi le moyen de corriger les écarts de sa fantaisie. Sans le vouloir, il pose la loi de toute recherche étymologique : il ne faut jamais étudier un nom isolé. La première règle en toponymie doit être la *règle des systèmes*. J'entends par là qu'il faut commencer par dresser des listes, des systèmes de noms, et étudier toujours un ensemble de faits et non un fait isolé. Cette règle s'impose d'elle-même. Un fait isolé n'est point matière à science. Un nom propre isolé n'est point matière à étymologie scientifique. Vraie pour toutes les études d'onomastique, cette règle doit être suivie plus scrupuleusement quand il s'agit d'étymologies sémitiques. Dans toutes les langues sémitiques, en effet, le rôle des voyelles est effacé; la charpente du mot est faite de consonnes et le plus souvent d'une triade de consonnes; autrement dit, les racines sémitiques sont le plus souvent trilitères. Toutes les combinaisons de trois consonnes, d'ailleurs, ou presque toutes, se trouvent dans le vocabulaire des racines sémitiques. Il sera donc possible de trouver une étymologie sémitique à presque tous les noms de lieux grecs, romains ou fran-

1. Hérodote, III, 171.

çais : *PaRiS* deviendra la *Ville du Cavalier* parce que *PaRaS* veut dire *Cavalier* en hébreu.

Ce sont des étymologies de cette sorte ou de pires encore qui, malgré toute sa valeur, ont discrédité le travail de Bochart : « *Lindus*, phoenicio nomine *Limda*, quasi mucro aut aculeus dista est, quia in insulae sita, » nous dit-il en parlant de la ville rhodienne de Lindos¹. « A dracone immani mons phoenicio sermone vocatus est *Peli-naas*, id est *stupendi serpentis*, » dit-il en parlant du mont chiote Pelinas². On peut malheureusement ouvrir son livre presque au hasard pour tomber sur de pareils exemples. Movers, à son tour, ne s'est pas assez défié de trouvailles aussi fantaisistes. Hécatée et Hérodien, cités par Étienne de Byzance, lui fournissaient une ville égyptienne, colonie des Phéniciens, *Αἰγῆρις, πάλιν Φοινίκων*³ : si le nom est phénicien, dit Movers, il peut s'expliquer par (*statio*) *ad Hebraeos*, et n'être qu'un équivalent des *Ἰουδαίων στρατόπεδον*, *Vicus Judaeorum*, *Castra Judaeorum*, dont nous parlent Josèphe et la *Notitia Dignitatum*⁴. Pareillement, *Αἰλύσιον* se traduira par *versus Libyes*⁵. Mieux encore, *Byrsa*, la citadelle de Carthage, viendra de *Basra*⁶.

Pour nous garder un peu des imaginations de Bochart ou de Movers, il ne faut donc étudier que des systèmes de noms. Mais ces systèmes peuvent être de différentes sortes, et l'on peut en imaginer deux ou trois sortes au moins.

En premier lieu, la Méditerranée actuelle ou ancienne nous offre des noms de lieux qui présentent entre eux une grande similitude de structure, d'allure et de consonance. Il suffit de citer *Maratha*, par exemple, comme type de ces noms qui se rencontrent de Syrie en Espagne et de Thrace en Libye, et qui, pourtant, semblent n'avoir aucun sens, aucune étymologie valable ni en grec ni en latin. La Phénicie avait sa ville de *Μάρπητος* ou *Μαρίθους*, son fleuve *Μαρίθις*; la Syrie, ses pirates *Marato cupreni*; l'Arabie a son mont *Μάρπηθα*; l'Ionie, son port de

1. P. 368.

2. P. 384.

3. Étienne de Byzance, s. v.

4. Movers, III, p. 186.

5. Movers, III, p. 333.

6. Movers, II, p. 139.

Μαράθισον et son île Μαράθουσα; la Crète, sa ville Μαράθουσα; la mer Ionienne, son île Μαράθη; la Laconie, son fleuve Μαράθων; l'Attique, son port de Μαράθων; l'Espagne, sa plaine de Μαράθων, etc. Autres exemples : d'Espagne en Carie, îles, villes et promontoires s'appellent Σάμος, Σάμη, Σαμικόν, Σαμία, Σαμοθράκη; de même Ζάκυνθος est le nom de vingt îles ou ports. En dressant la liste de ces noms similaires, on formera une première espèce de système, que l'on peut appeler le *système verbal*, uniquement fondé sur la ressemblance des vocables.

A défaut de similitude, les noms peuvent être unis par des liens de voisinage. Dans telle région donnée, dans tel golfe, dans telle île ou dans tel port, il peut se faire que tous les noms de lieux semblent se rattacher les uns aux autres. Si, par exemple, on dresse la liste des noms insulaires de l'Archipel hellénique, on s'aperçoit bientôt qu'il faut les ranger en deux colonnes. Chaque île, en effet, a plusieurs noms. Les uns, authentiquement grecs, se comprennent et s'expliquent sans peine par le vocabulaire grec, telles sont l'île aux Cailles, Ὀρτυγία; l'île de l'Écume, Ἀχνη; la Belle-Île, Καλλίστη, etc. Les autres noms, au contraire, semblent inintelligibles, Δήλος, Πίρος, Κίτος, Νάζος, etc. En réunissant, d'une part, tous ces noms grecs, et, d'autre part, tous ces noms étrangers, on aura un double *système local* ou *géographique*.

Enfin, les noms peuvent avoir une sorte de parenté historique ou légendaire. La légende béotienne unit les noms de Κάβμος, Εὐρώπη, Τηλέρασσα, Θήβαι, etc., dans une union indissoluble. L'histoire mégarienne unit de même Μέγαρχα, Νίσσια, Νίσος, Ἀερώτη, Μινώα, etc. On trouverait mille autres exemples de pareils *systèmes historiques* ou *légendaires*, soit que l'histoire du commerce établisse des liens entre Τάμαστος et Τεμέστη, productrices de cuivre, entre Σίφνος et Ἴσπανία, productrices d'or ou d'argent; soit que la légende coloniale mette en rapports Μέγαρχα et Χαλκήδων; soit enfin que des cultes communs ou les mythes d'Héraklès et de Thésée nous ramènent à ces amphictyonies primitives, à ces groupes de *sept* ports dispersés sur le pourtour du golfe Saronique et dont les Grecs savaient toujours le nombre, mais semblaient avoir oublié les noms.

En réalité, ces différentes sortes de systèmes toponymiques sont inséparables les unes des autres. Σίφνος et Ἴσπανία pour-

raient aussi bien former, — nous le verrons par la suite, — un système *verbal* qu'un système *historique*. Ces deux dernières sortes de systèmes surtout se pénètrent constamment, et ce sont, à vrai dire, les plus fructueux et les plus légitimes. Car un *système local* est toujours un peu arbitraire : où s'arrête une région? pourquoi prendre tel golfe dans une mer et telle mer dans la Méditerranée? Les *systèmes locaux* prêtent à trop de tentations : ils ne doivent servir que de vérificateurs. Des deux autres, c'est le système *verbal* qui doit servir de base et de règle. Le système *historique* arrivera comme couronnement. Nous avons déjà vu comment le système verbal des Ἀστυπάλαια nous conduit à la légende d'Astypalée, fille de Phoinix. Le système verbal est, en fin de compte, le plus facile et le plus sûr. C'est lui qui, jusqu'ici, a fourni les matériaux les plus utiles pour l'étude de la toponymie préhellénique. C'est le système verbal, en effet, qu'Olshausen, dès 1853, avait pris comme fondement de ses *Études sur les noms de lieux phéniciens en dehors du domaine sémitique*. Il avait groupé les noms de la forme Ἀδράμυττις, Ἀδράμυττιον, *Adrumetum*, Χατραμῶται et Ἀτραμώται, les Ἀτάδουρις et Ἀταδύριον, les Ἰερδάνης, Ἰέρδανος et Ἰέρδανος, etc., et montré comment ces noms, qui n'ont un sens que par l'étymologie sémitique, sont pourtant répandus de l'Arabie au Bosphore et de la Lycie aux côtes Barbaresques. Ces études d'Olshausen peuvent toujours être citées comme les modèles du genre; les résultats en sont convaincants¹.

Voilà donc une première précaution contre les entraînements de l'étymologie : toute hypothèse étymologique qui ne s'appuie que sur un nom isolé, qui ne s'applique pas à un système, doit être résolument écartée. Mais la formation des systèmes n'est que le premier pas. Une fois les systèmes dressés, isolés et bien reconnus, il faut encore les pénétrer et en trouver l'explication. Celle-ci peut être de plusieurs sortes. D'un peuple à l'autre, en effet, les noms de lieux peuvent se transmettre de plusieurs façons, et l'on pourrait, semble-t-il, imaginer vingt sortes de prêts et d'emprunts en ces matières. Mais ces variétés de transports, si nombreuses en apparence, se ramènent en fin de compte à trois principales.

1. *Rhein. Mus.*, VIII, p. 320.

Première manière : transcription. Le peuple emprunteur accepte l'onomastique des étrangers telle qu'elle se présente à lui, tout entière, idées et vocables, du moins telle qu'il la perçoit. Il en calque les noms et les reproduit de son mieux. Il ne fait subir aux consonnes et aux voyelles que des modifications légères pour les adapter seulement aux nécessités ou aux habitudes de son oreille et de son gosier ; bref, il transcrit les noms, en quelque sorte, dans son ton particulier ; mais il n'en altère aucune des valeurs essentielles. Consonnes et voyelles, les noms d'Espagne, d'Italie, de Syrie, d'Égypte, de Chypre, de Rhodes, de Péloponnèse, de Sicile, de Baléares, etc..., se sont exactement transmis de thalassocraties en thalassocraties depuis les origines helléniques jusqu'à nos jours.

Seconde manière : traduction. Le peuple emprunteur rejette les formes extérieures de l'onomastique étrangère ; mais il garde les idées : il traduit les noms du voisin en sa propre langue. A l'entrée du détroit de Gibraltar, toutes les marines actuelles connaissent le *Mont des Singes* ; mais chacune lui donne un vocable différent, anglais, français, espagnol, arabe, etc. On trouverait pareillement des caps de la *Roche-Noire*, que les Turcs appellent *Kara-Bouroun*, les Francs et les Italiens *Pietra-Nera* ou la *Pierre-Noire* et les Grecs *Mavrolithari*.

Troisième manière : entre ces deux extrêmes, transcription ou traduction, souvent le peuple prend un moyen terme. Il ne sait pas traduire le nom qu'il emprunte. Il ne se contente pas de le transcrire non plus. Il s'en empare pour le pétrir, le raccourcir, l'allonger, le façonner au gré de son imagination ou de ses raisonnements : il arrive, par quelque calembour, à faire sortir un sens apparent de ce vocable incompris¹. Les Francs prennent le *Megara*

1. Bondelmont., *Lib. Insul.*, chap. XII et suiv. : « Nunc ad insulam Carpanti venimus. Carpos enim graece, latine fructus... Nisaros : nisos graece, insula latine interpretatur... Dicitur Sicandros a multitudine ficuum : Sicos, etenius graece, latine ficus, interpretatur... Policandros dicitur a poli, civitas et andros, homines, id est civitas hominum vel virorum... Panaya a pan graece totum latine, et ya, sanitas, quasi tota sanitas... Anaños surgit insula, ab ana graece, latine sine, et flos, serpens id est sine serpente. » De même Thevenot, I, chap. LXIX : « L'île de Milo est ainsi appelée de Mylos, qui, en grec vulgaire, veut dire moulin, à cause qu'il y a quantité de moulins à vent et aussi parce qu'ils en tirent les meules de moulin... L'île de Syra, qui en grec vulgaire veut dire Signora ou maîtresse, est ainsi appelée parce qu'elle com-

des Grecs et en font le port de la *Maigre*. Les Anglais prennent le *Livorno* des Italiens et en font leur *Leghorn* (Corne de Jambé?). Les Romains, dans l'antiquité, avaient de même tiré de l'*Ogilos* des Hellènes leur *Aegilia*. Nous verrons les Hellènes, par le même procédé, tirer des *Roches* phéniciennes (*Solo*) leurs villes de Solon, *Soloi*, ou des *Caps* phéniciens (*Ros*) leurs promontoires des Rhodiens, *Rhodos*, ou des *Haltes* phéniciennes (*Minoha*) leurs colonies de Minos, *Minoa*. Parfois, de tels calembours sont à nouveau traduits par quelque successeur : les Italiens ayant pris l'*Hymettos* des Hellènes en firent leur Mont-du-Fou, *Il Matto*, que les Turcs traduisirent en *Deli-Dagh*, et les Grecs modernes, ayant traduit le turc, disent *Trélovuno*.

Transcription, traduction ou calembour populaire, toute onomastique empruntée subit l'une de ces trois opérations. Devant un système à ouvrir, il faut donc envisager ces trois explications possibles, et l'on peut hésiter entre trois clefs : avant de se décider, il faut hésiter entre elles. Si Kiepert, pour Astypalée, a sûrement fait erreur, c'est qu'il n'a pas songé que ce nom authentiquement grec, appliqué à un site étranger, pouvait être cependant dérivé, par traduction, d'un original étranger... Mais, entre ces trois clefs, laquelle choisir? Quels indices trouver pour l'emploi de chacune dans chaque cas particulier? On ne saurait avoir trop de défiance. Mais je crois que, pour diminuer les chances d'erreur ou les écarts de fantaisie, une règle stricte pourrait être posée : la *règle des doublets*.

J'entends par là qu'une hypothèse étymologique ne doit être tenue pour entièrement valable que si elle s'appuie sur un doublet. Les Grecs, à la côte d'Afrique, ont un promontoire qu'ils nomment *Mégale Akra*, ce qui veut dire en grec le *Grand Cap* : ils le nomment aussi *Rous Adir*, ce qui ne veut rien dire en grec. Mais, dans les langues sémitiques, ce nom signifierait pareillement le *Grand Cap* ou la *Grosse Tête*. *Mégale Akra* et *Rous Adir* forment donc un doublet gréco-sémitique, et, sûrs du premier terme, nous pouvons, je crois, affirmer le sens précis

mande par sa hauteur toutes les autres fles... » De même encore, d'Arvieux, II, p. 10 : « Les gens du pays appellent ce port *Rheifa* et les Francs *Catfa*, parce qu'ils prétendent qu'il a été rebâti par le grand-prêtre *Catife*. » Nous avons en ce dernier exemple l'équivalent de *Soloi*, ville de *Solon*.

et l'origine du second. Car nous savons par l'histoire que les Grecs ont succédé aux Phéniciens sur ces côtes africaines. Or, nous voyons bien, par l'histoire constante de la Méditerranée, comment les marines successives se transmettent leurs noms de lieux en se les expliquant et comment les nouveaux venus traduisent l'onomatistique de leurs prédécesseurs tout en conservant parfois les noms originaux à côté de la traduction. Les Vénitiens et les Génois apprennent des Byzantins le nom de *Montagne Sainte* pour l'Athos peuplé de moines : ils acceptent le nom grec *Hagion Oros*, mais ils le traduisent aussi en italien, *Monte Santo*. Toutes les thalassocraties méditerranéennes en ont usé de même. Dans la couche hellénique, on trouve en abondance de pareils doublets, qui donnent une certitude absolue sur certains problèmes des origines grecques. Quand la plupart des îles de l'Archipel portent à la fois deux ou trois noms ; quand de ces noms l'un est sûrement grec, Ἀχνη, l'*Écume*, et quand l'autre, Κάσος, expliqué par une étymologie sémitique, ramène au même sens d'*Écume*, on peut affirmer, je crois :

1° Que Ἀχνη-Κάσος forment un doublet gréco-sémitique ; 2° qu'une thalassocratie sémitique occupa jadis l'Archipel et que la phrase de Thucydide est l'écho d'une tradition digne de foi, l'expression d'une vérité historique, nullement légendaire : « Les insulaires étaient des Kariens et des Phéniciens ; car ces deux peuples avaient colonisé la plupart des îles, οἱ νησιῶται Κάρες τε ὄντες καὶ Φοίνικες οὗτοι γὰρ δὴ τὰς πλείστας τῶν νήσων ᾤκησαν¹. »

Que l'on prenne bien garde à cette double affirmation. Elle contient en germe toute notre thèse. C'est une série de doublets gréco-sémitiques qui nous entr'ouvriront le mystère des origines grecques. C'est une série de doublets qui nous montreront les échanges de mots, de produits et d'idées entre les Phéniciens et les plus anciens habitants des terres helléniques. Or, je crois cette méthode inattaquable. Si une étymologie peut toujours être discutée, mise en doute et rejetée, je crois qu'un doublet porte en lui-même sa preuve d'authenticité. Un esprit critique peut repousser l'étymologie la plus vraisemblable, sous prétexte que toutes les rencontres sont possibles et qu'un nom grec peut ressembler à un mot phénicien sans en être dérivé ou sans lui avoir servi de

1. Thucydide, I, 8.

modèle. Mais, en face d'un doublet, la certitude s'impose à tout homme de bonne foi, pourvu que le doublet soit bien établi, pourvu que les deux termes s'appliquent bien à une seule et même chose et que la chose convienne au double nom; quand il s'agit d'onomastique, il faut que le doublet toponymique soit bien le nom d'un seul et même site et il faut qu'il soit en concordance avec la topographie et la topologie de ce lieu.

III.

Toponymiquement comme topologiquement, plus on explore la Méditerranée et mieux on voit l'énorme quantité de matériaux encore inexploités qu'elle offre pour la reconstitution des thalassocraties primitives. Toutes les îles de l'Archipel, tous les cantons de l'Hellade nous offrent quelque site de *Vieille Ville* antérieure aux Hellènes et que les Hellènes ont délaissée. Les grands sanctuaires grecs, Delphes, Olympie, Eleusis, etc., semblent tous appartenir à cette même époque préhellénique. Que sont aux temps historiques les grands ports de l'épopée, Ithaque, Pylos, Aulis, Iolkos, etc.? Sur toutes les plages de débarquement, à tous les détroits, aux environs de toutes les pêcheries, les doublets gréco-sémitiques abondent. Il suffit de les ramasser. Ils se présentent d'eux-mêmes quand une fois on a commencé de les réunir. Bref, les mers de l'Hellade offrent tous les matériaux toponymiques et topographiques pour l'étude de cette période antérieure aux Grecs, qui certainement a existé, qui a duré plusieurs dizaines de siècles peut-être, et qui, bien explorée, finira quelque jour par rejoindre l'histoire toute moderne des Hellènes aux vieilles histoires des Égyptiens et des Sémites.

Mais, au cours de cette étude, on ne tarde pas à faire une autre découverte : c'est que les poèmes homériques sont une description ou tout au moins un souvenir fidèle de cette Méditerranée des origines. L'*Épopée homérique*, grâce à W. Helbig, a éclairé toutes les découvertes de l'archéologie égéenne ou mycénienne, préhellénique. Et, réciproquement, cette archéologie a élucidé ou mis en valeur bien des détails, bien des mots, bien des épisodes de l'*Épopée*, que l'explication littérale ou littéraire des philologues n'avait pas compris. La géographie homérique peut conduire à un double résultat similaire. L'*Odyssée*, surtout,

apparaît bientôt comme une mine de renseignements précis. Car ce n'est pas l'assemblage de contes à dormir debout que les vains littérateurs nous présentent. C'est un document géographique qui nous dépeint une certaine Méditerranée avec ses habitudes de navigation, ses théories du monde et de la vie navale, sa langue, ses instructions nautiques et son trafic. Or, cette Méditerranée odysseenne est aussi la Méditerranée des origines et des doublets gréco-sémitiques, et l'*Odysseia* peut nous faire connaître le temps lointain où des Phéniciens et des Kariens occupaient les îles. Réciproquement, cette Méditerranée des origines, une fois explorée, nous explique l'ensemble et le détail des aventures odysseennes. Ulysse ne navigue plus dans une brume de légende en des pays imaginaires. De cap en cap, d'île en île, il cabote sur les côtes italiennes ou espagnoles. Les monstres atroces qu'il rencontre, cette horrible *Skylia*, qui, du fond de sa caverne, hurle comme un jeune chien à l'entrée du détroit,

ἐνθα δ' ἐνὶ Σκύλλῃ ναίει δεινὸν λελακυῖα
τῆς ἧ ται φωνὴ μὲν ἔσῃ σκύλακος νεογιλῆς...¹.

nos marins la connaissent et nous la signalent dans les parages du détroit de Messine : « En dedans du cap s'élève le mont Scuderi, qui a 1,250 mètres de hauteur. Auprès du sommet aplati de cette montagne, il existe une caverne d'où le vent sort en soufflant avec une certaine violence². »

Nous aurons souvent à citer ces *Instructions nautiques*. C'est, je crois, le meilleur commentaire de l'*Odyssee*. Les anciens avaient coutume de chercher dans les poèmes homériques la source de toute science et de toute vérité. Pour l'*Odysseia*, cette conception me semble plus juste qu'on ne pourrait croire. A ne voir en effet dans l'*Odysseia* qu'une suite de légendes et qu'une œuvre d'imagination, on s'éloigne d'un juste sentiment des choses. Il vaut mieux la rapprocher de tels ou tels poèmes géographiques, demi-scientifiques, utilitaires, que composèrent ou traduisirent les Grecs et les Romains pour codifier leurs découvertes et celles d'autrui. Il y aurait quelque irrévérence sans doute et une grosse erreur à pousser jusqu'à l'extrême

1. *Odyssee*, XII, 86-87.

2. *Instruct. naut.*, n° 731, p. 249.

ce rapprochement entre Homère et Scymnus de Chios ou Avienus. Il faut pourtant l'avoir présent à l'esprit. Il ne faut jamais oublier les tendances utilitaires de l'esprit grec :

κοινὴν πᾶσι τὴν εὐχρηστίαν
διὰ σὲ παρέξων τοῖς θέλουσι φιλομαθεῖν¹.

Leurs poètes les connaissent et s'adaptent à leurs goûts. Ces marins écoutent plus volontiers les vers qui peuvent les servir dans leurs navigations. Tout en passant une heure agréable, ils veulent apprendre les chemins des eldorados, la longueur du voyage et le retour à travers la mer poissonneuse,

ὅς κέν τοι εἴησιν ὁδὸν καὶ μέτρα κελούθου
νόστον θ', ὥς ἐπὶ πόντον ἐλεύσεται ἰχθυόεντα².

Il faut donc étudier et traduire l'*Odyssee*, non pas à la façon des rhéteurs et manieurs de *Gradus*, qui n'y voient qu'un assemblage de beautés et d'épithètes poétiques. Dès l'antiquité, certains ne tenaient Homère que pour un conteur de fables : « Eratosthène, dit Strabon, prétend que tout poète ne cherche que l'amusement et non la vérité³. » Mais une école adverse, celle « des plus homériques qui suivent vers par vers l'épopée, » οἱ δ'ὁμηρικώτεροι τοῖς ἔπεσιν ἀκολουθοῦντες, savaient que la géographie d'Homère n'est nullement inventée, que « le poète est, au contraire, le chef de la science géographique, ἀρχηγέτης τῆς γεωγραφικῆς ἐμπειρίας » : ses récits sont exacts, « plus exacts bien souvent que ceux des âges postérieurs ; ils contiennent sans doute une part d'allégories, d'appâts, d'artifices pour le populaire ; mais toujours, et surtout dans les voyages d'Ulysse, ils ont un fondement scientifique, δι' ἀκριβείας Ὅμηρος καὶ μᾶλλον γε τῶν ὕστερον μυθολογεῖται, εὐ πάντα τερατευόμενος, ἀλλὰ καὶ πρὸς ἐπιστήμην ἀλληγορῶν ἢ διασκευάζων ἢ δημαγωγῶν ἅλλα τε καὶ τὰ περὶ τὴν Ὀδυσσέως πλάνην⁴. » Plus on avance dans l'étude de l'*Ὀδυσσέως πλάνη* et mieux on vérifie la justesse de cette phrase. Les descriptions homériques les plus apparemment fantaisistes ne sont toujours qu'une exacte, très exacte copie de la réalité. Le plus

1. Scymn. Chi., v. 9-10.

2. *Odyssee*, IV, v. 389-390.

3. Strabon, I, p. 7.

4. Strabon, I, p. 1 et 18.

souvent, en regard de l'*Odyssée*, on peut copier quelque passage de nos *Instructions nautiques*.

La description de Charybde et de Skylla n'est qu'une instruction nautique d'une précision parfaite. « Voici mes instructions, pilote, » dit Ulysse à l'entrée du détroit, « tu vois cette vapeur et ce remous; tiens le navire en dehors; ne perds pas de vue le rocher qui est sur la côte, en face, de façon à ce que le navire ne t'échappe pas et que tu ne nous jettes pas en perdition :

σοὶ δὲ, γυδερνῆθ', ὧδ' ἐπιτέλλομαι...
 τούτου μὲν καπνοῦ καὶ κύματος ἐκτός ἔσργε
 νῆα· σὺ δὲ σκοπέλου ἐπιμαίεο μὴ σε λάθῃσιν
 κείσ' ἐξορμήσασα καὶ ἔς κακὸν ἄμμε δάλησθα¹.

Nous ouvrons nos *Instructions nautiques*² : « La navigation de ce détroit demande quelques précautions à cause de la rapidité et de l'irrégularité des courants qui produisent des remous ou tourbillons dangereux pour les navires à voiles. En outre, devant les hautes terres, les vents jouent et de fortes rafales tombent des vallées et des gorges, de sorte qu'un navire peut arriver à ne plus être maître de sa manœuvre. La rencontre de deux courants opposés produit, en divers points du détroit, des tourbillons et de grands remous appelés *garofali* (œillels) dans la localité. Les principaux sont sur la côte de Sicile et sont aussi appelés *carioddi* : c'est le Charybde des anciens. »

« Le détroit, dit Kirké à Ulysse, est bordé de deux roches, l'une très haute, où habite Skylla, l'autre très basse, sous laquelle Charybde engloutit les flots. Rapproche-toi de Skylla, qui te prendra six compagnons. Mais il vaut mieux perdre six hommes que tout ton équipage. »

Les *Instructions nautiques* recommandent encore la même manœuvre. Quand on vient de la mer Tyrrhénienne, il faut s'écarter de la côte de Sicile, se rapprocher de la côte de Calabre où l'on trouve la marée plus favorable. Puis, la région des *garofali* étant dépassée, on gouverne au milieu du canal et l'on va sans difficulté soit à Messine, soit à Rhegium, de l'un ou de l'autre côté du détroit. Ulysse, qui vient du nord, gouverne ainsi.

1. *Odyssée*, XII, v. 217-221.

2. *Instr. naut.*, n° 731, p. 237 et suiv.

Il longe d'abord Skylla, qui lui prend six hommes. Puis il revient au milieu de la passe et de là il entend les mugissements des troupeaux siciliens. Il met alors le cap sur la côte sicilienne et débarque au Port-Creux, à Messine¹... En sens inverse, après le massacre des troupeaux divins et le naufrage qui en est la punition, Ulysse, sur son épave, est d'abord jeté vers Charybde, puis vers Skylla. Il retourne vers le nord. Il est exilé de nouveau par les dieux vers les terreurs et les enchantements de la grande mer Occidentale, où l'attend la captivité de Kalypso.

Il faut donc suivre les *Plus homériques*. W. Helbig protestait déjà contre les gens qui ne tiennent pas un compte rigoureux de tous les mots du poète : « Les épithètes homériques, dit-il, traduisent la qualité essentielle de l'objet qu'elles doivent caractériser². » Ce ne sont pas des épithètes poétiques que l'on peut traduire ou négliger selon la fantaisie du moment. Il faut s'attacher à tous les mots de l'épopée, τοῖς ἔπειν ἀκολουθεῖντες, et le livre de W. Helbig est là pour montrer quels résultats on peut espérer d'une pareille méthode. En étudiant les textes, les vrais textes, « le vrai grec », — comme le voulait S. Reinach, — par le moyen de la géographie maritime, — comme le voulait E. Curtius, — nous arriverons, je crois, à quelques certitudes sur l'origine de la civilisation grecque.

Victor BÉRARD.

1. *Odyssée*, XII, v. 260 et suiv.

2. W. Helbig, *l'Épopée homérique*, trad. Trawinski, p. 201.

LES RELATIONS

DE

HENRI IV AVEC LA LORRAINE

DE 1608 A 1610.

Au début de son règne, Henri IV avait trouvé dans le duc de Lorraine Charles III un adversaire redoutable, qui faillit un moment devenir son rival au trône. Quand la paix eut été conclue entre les deux princes, le roi essaya de s'assurer l'alliance du duc en mariant sa propre sœur, Catherine de Bourbon, avec le fils aîné de Charles III, le duc de Bar Henri; mais les deux époux étaient parents, la duchesse calviniste. La poursuite de la dispense nécessaire au mariage, mais dont l'obtention fut retardée par l'obstination religieuse de la princesse, occupa de longues années et permit aux Lorrains de témoigner à Henri IV leur opposition. Cependant, le roi ne se tint pas pour battu. A la mort de Catherine, il songea à la remplacer; deux ans après, Henri de Bar épousait la nièce de la reine, Marguerite de Gonzague. Bientôt mourut le cardinal de Lorraine, le meilleur auxiliaire de la politique de Charles III. Quand le vieux duc disparut à son tour (14 mai 1608) et que son fils aîné lui eut succédé sous le nom de Henri II, Henri IV pouvait croire le moment venu de diriger les affaires de Lorraine. Il n'en était rien. Le roi de France allait trouver dans le duc son neveu et dans ses conseillers une opposition presque constante à ses projets.

Henri II, à qui ses sujets devaient donner le nom de *Bon*, bienveillant à l'excès, courageux et chevaleresque, était faible d'intelligence et surtout de caractère. Sous l'empire des Jésuites, qui pullulaient à la cour de Lorraine, il était devenu d'une dévotion outrée. Naturellement irrésolu et habitué à se laisser diriger par son père, il lui était devenu impossible de se conduire

lui-même et d'agir avec suite, ce qui ne l'empêchait pas de persévérer dans une voie fausse ou équivoque, faute d'en apercevoir les dangers. En un mot, il n'avait aucune des qualités politiques de Charles III, dont il allait cependant suivre les traditions.

L'avènement du nouveau duc n'avait amené aucune révolution à la cour de Nancy. Les conseillers de Charles III restaient au pouvoir. C'étaient M. de Maillane, maréchal du Barrois, le baron d'Ancerville, grand chambellan de Lorraine, Michel Bouvet, président de la Cour des comptes et M. de Marainville, secrétaire des commandements du duc, quatre personnages qui avaient été au premier plan sous le règne précédent et qui devaient y demeurer après. D'autres cependant allaient prendre sous Henri II une place non moins considérable comme Jean Voillot, simple conseiller d'État sous Charles III, devenu secrétaire général des commandements du nouveau duc, et surtout le comte de Torniel qui avait été premier gentilhomme de la chambre et surintendant de la maison du duc de Bar. Nommé à l'avènement de Henri II grand maître d'hôtel et chef des finances de Lorraine, le comte allait devenir le premier conseiller du duc; originaire d'une famille milanaise, il devait servir d'intermédiaire entre la Lorraine et l'Espagne et faire pencher du côté de Philippe III la politique de son maître. C'est surtout à ces deux conseillers, Voillot et Torniel, qu'il faut attribuer l'opposition que fera Henri II aux desseins du roi de France.

Au milieu de l'année 1608, Henri IV avait-il sur la Lorraine des projets arrêtés? Il est permis de l'affirmer. Un peu plus tard, quand il dévoila au maréchal de Lesdiguières le but de sa politique, son plan, en ce qui concernait la Lorraine, était déjà réalisé point par point. Ce but était d'établir sa propre famille au-dessus des princes du sang de toutes les autres maisons. Comme « le principal fondement de l'Etat estoit son fils le Daulphin, » auquel « toutes les lignes de la puissance du royaume se doivent rapporter » comme une construction bien faite à une pièce centrale, Henri IV déclarait « qu'il vouloit établir ses enfans legitimes et autres en telle façon qu'ils s'opposassent aux entreprises et usurpations de la maison de Lorraine et de Guise, lesquels, de tout temps, avoient eu se but d'empiester l'Etat ». Développant son plan, le roi ajoutait « qu'il commenceroit par... le Daulphin, *que son intention*

estoit de l'establis Roy absolu et luy donner toutes les vrayes et essentielles marques de la Royauté, et obliger tous ses freres et sœurs, soit legitimes soit naturels, de le recognoistre comme leur vray Maistre ». Il mariait à Louis l'héritière de Lorraine, puis établissait ses autres fils et filles. Voulant « opposer ses enfans naturels a tous les princes de Lorraine qui ont tousjours l'image du Roy de Sicile devant les yeux, et aux maisons de Savoye, de Longueville et de Nevers », il avait commencé par le duc de Vendôme, le premier de ses bâtards, pour continuer par les enfans de la marquise d'Enragues, dont l'aîné était le marquis de Verneuil¹.

Dans ce plan, la maison de Lorraine était directement visée. Henri IV devait réaliser ces projets en mariant d'abord le duc de Vendôme à M^{lle} de Mercœur, en assurant au marquis de Verneuil l'évêché de Metz, puis en préparant l'union du dauphin avec la fille aînée de Henri II. Ce dernier mariage, qui sera le point capital de sa politique en Lorraine, Henri IV ne pouvait évidemment pas le prévoir à l'avènement de Henri II puisque le nouveau duc n'avait pas encore d'enfant ; mais les circonstances devaient bientôt porter le roi à le concevoir, puis à le réaliser. D'ailleurs, Henri IV essayait d'agir indirectement sur la Lorraine en la tenant sous sa dépendance au point de vue religieux et en s'établissant fermement à Metz, Toul et Verdun. Quand viendra le moment d'intervenir dans le duché, le roi aura dans la main les trois évêchés et sera maître incontesté des villes de protection.

I.

Le mariage de César de Vendôme avec Françoise de Lorraine, fille de la duchesse de Mercœur, la plus riche héritière du royaume, était préparé depuis dix ans² quand, en 1608, Henri IV s'occupa de le réaliser. La duchesse, soutenue secrètement par les Guise, n'en voulait pas. Elle opposa à Vendôme le comte de Chaligny, cousin germain de sa fille, et fit si bien que

1. « Discours de ce qui s'est passé le vendredy dix septieme d'octobre mil six cens neuf, entre le Roy et M. le marechal Desdiguieres, dans la galerie de Fontainebleau » (arch. du ministère des Affaires étrangères, f. fr., t. 767, fol. 120-124).

2. *Lettres missives de Henri IV* des 20 et 21 mars 1598, t. IV, p. 934 et 935. Cf. L'Etoile, éd. Jouaust, t. VII, p. 127.

celle-ci parla d'entrer au couvent plutôt que d'épouser César¹. Pour obtenir la dispense nécessaire au mariage qu'elle projetait, M^{me} de Mercœur s'était adressée au nonce, puis directement au pape. Le roi pouvait facilement neutraliser cette demande; il en chargea son ambassadeur à Rome, M. de Brèves². Il lui était plus difficile de vaincre l'obstination de la princesse et l'opposition de Mayenne : Henri IV s'adressa au duc de Lorraine.

Le mariage de Françoise était subordonné au consentement de Henri II, comme chef de la maison de Lorraine, et à celui de son frère le comte François de Vaudémont, représentant de la branche dont était issu le duc de Mercœur³. M. de Chanvallon, surintendant des affaires de Lorraine en France, venu à Nancy à la mort de Charles III, acheta le consentement du duc. Grâce à une pension de 12,000 écus, Henri IV obtint « un pouvoir par écrit et verbal de déclarer et accomplir tout ce qui seroit nécessaire » pour le mariage⁴. Muni de cette pièce, le roi se rendit incognito à Paris et descendit à l'hôtel de Mayenne où les Guise étaient assemblés. Les princes lorrains, intimidés, consentirent au mariage et signèrent le contrat⁵.

L'opposition de la duchesse n'en continua pas moins. En vain les conseillers du roi, Sully, Sillery et Villeroy essayaient-ils de la réduire⁶ et le duc de Luxembourg, son parent, s'efforçait-il de lui persuader d'envoyer sa fille auprès de la reine, pour découvrir si la répugnance qu'elle témoignait à César venait d'elle-même ou lui était dictée⁷; rien n'y fit. L'évêque de Verdun, Erric de Lorraine, beau-frère de la duchesse, appelé par le roi pour sermonner sa nièce⁸, n'avait pu en venir à bout. Après

1. « Instructions à M. de Breves, allant résider ambassadeur à Rome, en mai 1608 » (Bibl. nat., fonds Colbert Vc, t. 107, fol. 86 v°; L'Estoile, t. IX, p. 81).

2. *Lettres missives* des 12 et 16 mai 1608, t. VII, p. 550 et 552, et Instructions citées.

3. Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur, était fils de Nicolas de Vaudémont, second fils du duc de Lorraine Antoine.

4. Instructions au baron de la Chastre, mai 1608, et à M. de la Clielle, juin 1608 (*Annales de l'Est*, t. XV, p. 87 et 92).

5. Instructions à M. de la Clielle (*Ibid.*, p. 92), et *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, t. V, p. 567-568.

6. *Lettres missives* des 13, 17 et 22 mai 1608, t. VII, p. 550, 555 et 556.

7. *Négociations avec la Toscane*, t. V, p. 568. M^{me} de Mercœur était une Luxembourg-Martigues.

8. Instructions à M. de la Clielle (*Annales de l'Est*, t. XV, p. 90). Cf. *Lettres missives* du 2 juin, t. VII, p. 563, et L'Estoile, t. IX, p. 81-82.

avoir épuisé tous les moyens de conciliation, il ne restait plus à Henri IV qu'à obliger M^{me} de Mercœur à s'exécuter en lui intentant une action judiciaire. D'après les termes du traité conclu en 1598, le roi pouvait, en cas de dédit, réclamer à la duchesse cent mille écus comptant, lui en faire payer deux cents mille autres et se faire amener la princesse; mais il préférait avoir pour lui la légalité¹.

Pour gagner le procès que Henri IV pensait faire à M^{me} de Mercœur, le consentement de Henri II ne suffisait plus; Chanvallon devait déclarer en justice la volonté du duc de Lorraine et celle du comte de Vaudémont. Henri IV chargea son maître d'hôtel ordinaire, M. de la Clielle, d'aller à Nancy retirer les pièces nécessaires. Le choix du roi était significatif. Depuis qu'il avait conclu la paix avec Charles III, Henri IV n'avait pas envoyé en Lorraine d'ambassadeur pour traiter d'affaires politiques. La Clielle, que le roi chargeait d'une mission de confiance, connaissait les affaires du duché. Envoyé plusieurs fois comme ambassadeur à Florence pendant la Ligue, il avait réclamé les bons offices du grand-duc pour amener la paix entre Henri IV et Charles III². Il devait, cette fois, accompagner l'évêque de Verdun qui s'en retournait en Lorraine et retirer de Henri II un pouvoir, de François de Vaudémont une procuration au nom de Chanvallon pour le mariage du duc de Vendôme et de M^{lle} de Mercœur³.

Henri II et son frère s'exécutèrent et bientôt M^{me} de Mercœur en fit autant. Sa fille fut élevée auprès de la reine; le mariage eut lieu le 7 juillet 1609⁴. César de Vendôme, devenu duc de Mercœur, devait, par lettres patentes du 15 avril 1610, enregistrées le 4 mai, « recevoir rang et seance immédiatement apres les princes estrangers », c'est-à-dire de Lorraine, de Savoie et de Nevers⁵. De ce côté, Henri IV avait pleinement réussi et il en témoigna sa reconnaissance au comte de Vaudémont⁶, comme il

1. Instructions à M. de la Clielle, p. 93.

2. Cf. *Annales de l'Est*, t. XV, p. 89-90.

3. Instructions, p. 90. Cf. *Lettres missives* du 8 juin 1608, t. VIII, p. 959. Cette lettre, adressée au duc de Lorraine, avait été déjà imprimée avec celle du comte de Vaudémont comme étant de 1598, t. IV, p. 942 et 943.

4. *L'Estoile*, t. IX, p. 313.

5. Bibl. nat., coll. Brienne, t. 267, fol. 82, et arch. des Affaires étrangères, f. fr., t. 767, fol. 169.

6. *Lettres missives* du 23 décembre 1608, t. VII, p. 654 et 655.

l'avait fait déjà au duc de Lorraine et à l'évêque de Verdun¹.

Pendant qu'il mariait son premier bâtard, Henri IV réussissait à pourvoir le second de l'évêché de Metz. Le cardinal Charles de Lorraine, détenteur de ce siège, avait fait trop de mal au roi pour qu'il ne songeât pas à en assurer la succession à un serviteur dévoué. Dès 1601, Henri IV avait fait sonder le pape sur la coadjutorerie de cet évêché; mais cette demande, timidement faite et assez froidement accueillie par Clément VIII², ne lui fut sans doute pas renouvelée. En vain, le roi avait-il réclamé l'indult pour les trois évêchés, le pontife le lui avait refusé. Henri IV songea alors à en assurer les sièges à ses candidats. Il choisit pour Metz le marquis de Verneuil. A la mort du cardinal de Lorraine (24 novembre 1607), les chanoines de Metz postulerent en sa faveur; mais le prince était trop jeune, ils échouèrent³. Le roi, qui s'était déjà vu refuser l'abbaye de Saint-Symphorien-lès-Metz⁴, se contenta de réclamer pour son fils l'expectative de l'évêché dont le siège serait donné au cardinal de Givry⁵.

Henri IV s'était flatté d'obtenir facilement cette satisfaction⁶. En dépit du zèle que le roi mettait à réformer les abbayes de France et celles de Metz en particulier⁷, son ambassadeur à Rome, M. d'Alincourt, ne parvenait point à obtenir de Paul V le « tiltre de l'evesché » pour le cardinal⁸. Henri IV changea d'ambassadeur. M. de Brèves, rompu dans la diplomatie par un long séjour à Constantinople, fut envoyé à Rome avec les expéditions nécessaires pour obtenir la nomination de Givry. Le nouvel ambassadeur réussit; le cardinal obtint le siège de Metz dont l'expectative était garantie au marquis de Verneuil⁹.

A Rome, le nouvel évêque avait défendu les intérêts français

1. Instructions à M. de la Cliche (*Annales de l'Est*, t. XIV, p. 90-92).

2. *Lettres du cardinal d'Ossat*, éd. Amelot de la Houssaye, t. IV, p. 507.

3. *Histoire de Metz par les Bénédictins*, t. III, p. 189.

4. *Lettres missives* du 7 février 1608, t. VII, p. 106.

5. *Ibid.*, 28 et 30 novembre, 24 décembre 1607 et 7 février 1608, t. VII, p. 391, 394, 399 et 486-487.

6. *Ibid.*, 13 décembre 1607 et 28 mars 1608, t. VII, p. 397 et 503. Cf. *Négociations avec la Toscane*, t. V, p. 567.

7. *Lettres missives*, année 1607, t. VIII, p. 404-406.

8. *Ibid.*, 28 mars 1608, t. VIII, p. 503-504 et 539.

9. *Ibid.*, 13 et 26 mai 1608, t. VII, p. 551 et 558; Instructions à M. de Brèves citées plus haut (p. 35, n. 1), fol. 83 et 86; *Histoire de Metz*, t. III, p. 190.

contre les Lorrains. Le protonotaire Antoine de Lenoncourt, qui avait succédé au cardinal de Lorraine comme primat de la collégiale de Nancy, essayait d'obtenir de Paul V « quelques privilèges et prérogatives » en faveur de cette église pour acquérir une juridiction sur les collégiales dépendant de l'évêché de Metz; il songeait à annexer à sa primatiale le prieuré de Lay, du diocèse de Toul, au préjudice de l'abbaye de Saint-Arnould de Metz. L'ancien vice-légat du feu cardinal, le Viardin, était parti à Rome pour défendre ces prétentions. M. de Brèves pria le pape de ne rien octroyer à l'église de Nancy au détriment des évêchés de la protection du roi; Givry combattit les entreprises du Viardin et réussit à maintenir dans leur intégrité les droits de l'évêché de Metz¹.

Le roi, reconnaissant, prépara au cardinal une réception splendide (14-17 juin 1609)²; mais les honneurs qu'il lui fit rendre n'étaient qu'un encouragement à le bien servir. Suivant les ordres de Henri IV, Givry s'efforçait de remédier aux abus que son prédécesseur avait introduits dans le diocèse : il obligea les vassaux de l'évêché et surtout les Lorrains à lui faire leurs reprises³ et se fit remettre les titres de fondation, les privilèges et les statuts des abbayes et des prieurés pour les garantir contre toute nouvelle prétention lorraine⁴. Cependant, l'évêque de Metz n'était pas chez lui. En dépit des services qu'il lui rendait, Henri IV ne considérait Givry que comme le représentant de son fils naturel. Le cardinal n'avait le droit de « pourveoir à aucunes charges, n'innover en rien es terres de l'évêché de Metz » sans en avoir donné avis au roi; c'était Le Maire, surintendant des biens du marquis de Verneuil, qui devait présenter à l'évêque, de la part de Henri IV, les candidats aux bénéfices⁵.

Maître absolu de l'évêché, le roi l'était aussi de la cité de Metz, celle des villes de protection qui lui était le plus dévouée. Henri IV en menageait le gouverneur, M. d'Épernon, qu'il

1. *Lettres missives* des 16 avril et 16 juin 1608, t. VII, p. 523 et 572; Instructions à M. de Brèves, fol. 86.

2. *Lettres missives* du 3 juin 1609, t. VIII, p. 714-717, et *Histoire de Metz*, t. III, p. 192.

3. *Lettres missives* des 21 septembre et 14 octobre 1609, t. VII, p. 771 et 783. Cf. Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 492, fol. 51. — Le comte de Tornetel vint faire les reprises de Henri II (arch. de la Meurthe, B 1317, fol. 273 v°).

4. *Histoire de Metz*, t. III, p. 193.

5. *Lettres missives* du 21 octobre 1609, t. VII, p. 791.

redoutait, mais faisait assez bon marché des privilèges municipaux. En 1609, il enleva aux magistrats de Metz le droit de nommer les gouverneurs des places de l'évêché¹. Seuls, les Lorrains lui suscitaient des difficultés à Metz, à propos de l'exécution de certains traités passés entre Charles III et les rois de France et surtout des « confins des pays messins ». Cette dernière question, soulevée en 1608, était encore pendante deux ans après, malgré plusieurs conférences tenues en 1609².

La possession des deux autres villes de protection, Toul et Verdun, dont les évêques avaient le titre de comte et dont François de Vaudémont était gouverneur, préoccupait à bon droit Henri IV qui s'efforçait d'y transformer sa protection en une véritable souveraineté. Toul surtout l'inquiétait. L'évêque, Christophe de la Vallée, créature du cardinal de Lorraine, n'avait cessé de s'opposer à l'autorité royale; Henri IV profita de sa mort pour établir sa souveraineté dans l'évêché et dans la cité. En dépit des efforts de d'Alincourt et du cardinal de Givry, le pape avait refusé d'accepter pour le siège un candidat français. M. de Maillane, frère du ministre lorrain, fut nommé à Toul³; mais le roi exigea qu'il lui jurât fidélité. Le nouvel évêque fit d'abord des difficultés pour prêter ce serment; la forme en fut longuement débattue⁴. Henri IV tint bon et Maillane vint à Fontainebleau jurer entre les mains du roi, le 8 juillet 1608. Dans ce serment, il n'était plus fait de réserves touchant les droits de l'Empire sur la ville de Toul; bientôt l'ancien comte-évêque allait être qualifié par le roi d'« évêque au comté de Thoul ». Le chapitre de la cathédrale jura également fidélité (23 août)⁵. Ainsi, celui des trois évêchés qui était resté le plus indépendant de la France reconnut l'autorité de Henri IV.

1. *Histoire de la ville de Metz*, par J. Worms, p. 183.

2. Lettre du lieutenant général de Metz à Henri II, 8 novembre 1608 (Bibl. nat., coll. de Lorraine, t. 568, fol. 34; *Lettres missives* du 22 octobre 1608, t. VII, p. 618 (reproduite à tort en 1609, p. 791), et du 31 octobre 1609, p. 795). Cf. coll. Dupuy, t. 188, fol. 5 et 28, et t. 586, fol. 42.

3. Lettre de Baret à Charles III du 14 avril 1607 (coll. de Lorraine, t. 14, fol. 36). Cf. de Pimodan, *Histoire de la réunion de Toul à la France*, p. 347 et suiv.

4. Lettres du nonce Ubaldini, 1608 (Bibl. nat., ms. ital. 1264, fol. 130 v° et 145).

5. « Articles presentez au Roy par M. l'evesque de Toul, respondus à Sa Majesté avec le serment fait au Roy par le sieur evesque » (arch. des Affaires étrangères, fonds Lorraine, t. VII, non paginé). Cf. de Pimodan, *ouvr. cit.*, p. 356-359.

Un an après, la cité tombait à son tour sous la domination du roi. Le règlement du 1^{er} août 1609, en même temps qu'il supprimait les droits ecclésiastiques et féodaux de l'évêque, diminuait les privilèges dont jouissait la ville. Désormais, les « estrangers », c'est-à-dire les Lorrains, ne pourraient posséder de bénéfices dans la partie du diocèse qui était française; les candidats qui en seraient pourvus n'en jouiraient qu'après avoir communiqué leurs provisions au procureur du roi. D'autres articles visaient directement l'ancienne autorité du comte et les libertés des citoyens. Le roi se réservait la connaissance du « crime de fausse monnoye » à Toul; la garde des portes de la ville devait être « a sa solde et sur son Estat ». Désormais, les appellations des jugements de l'évêque, du chapitre et des magistrats ressortissaient directement à la justice de Metz et non plus à la chambre de Spire, ce qui brisait le dernier lien de la cité avec l'Empire. Henri IV se réservait d'évoquer à son conseil, pour deux années, les différends survenus entre ses officiers et les magistrats municipaux, d'ailleurs ses représentants devaient acquitter toutes les charges et jouir de tous les privilèges des citoyens¹. Toul n'était donc plus protégé par le roi de France.

Henri IV eût désiré en faire autant à Verdun. L'évêque Erric lui était dévoué, il est vrai; mais c'était un prince lorrain, fort attaché à sa dignité de comte, contre lequel le roi eût voulu faire prévaloir son autorité. Depuis plusieurs années, des différends avaient surgi entre le gouverneur, M. d'Haussonville², et un serviteur d'Erric nommé Passavant, à l'occasion d'entreprises de juridiction des officiers royaux et de la prétention qu'émettait Henri IV de nommer les candidats aux bénéfices du diocèse³. Pour atteindre les droits de l'évêque et du chapitre, Henri eût voulu établir à Verdun une chambre royale; le procureur La Plume en fit réclamer la création par quelques bourgeois. Erric réclama; un arrêt du conseil d'État maintint l'évêque et le chapitre dans leurs droits, tout en faisant porter à Metz les appellations qui allaient auparavant à Spire (7 juillet 1607)⁴.

1. « Règlement du Roy Henry le Grand pour les officiers de Toul » (bibl. de l'Institut; coll. Godefroy, t. 331, fol. 427-429). Cf. de Pimodan, *ouvr. cit.*, p. 373.

2. En réalité, d'Haussonville était lieutenant du comte de Vaudémont pour le roi.

3. Lettre de Baret citée (coll. de Lorraine, t. 14, fol. 36).

4. De Pimodan, p. 363-364.

Henri IV ne s'en tint pas là. L'année suivante, M. de Bullion fut chargé d'« informer le roi des droits et prétentions » qu'il avait « à la souveraineté et erection de justice à Verdun ». Le rapport fut peu concluant : Bullion ne montrait que les antécédents de la protection des rois de France sur la cité et se bornait à conclure à la « volontaire submission » de certains évêques. Henri IV désirait davantage. La Plume, chargé de rechercher des titres établissant ses droits complets, s'adressa au bailli de Verdun, Saintignon, qui dut en fournir de meilleurs, car Erric cassa son bailli et mit Passavant à sa place¹. Saintignon, prétendant que son attachement à Henri IV était le seul motif de sa disgrâce, refusa de résigner sa charge. A son tour, Erric protesta de son dévouement à la cause royale et réclama « la disposition des Etats de son Evesché » et la « conservation des droits et juridiction » que le roi lui avait « par plusieurs fois promis² ». Passavant s'en alla trouver Henri IV ; Saintignon vint aussi plaider sa cause et ce fut lui qui la gagna (12 novembre 1609)³.

Erric était vaincu. Las de la lutte et depuis longtemps dégoûté de la vie ecclésiastique⁴, il eût voulu laisser son évêché à son neveu, le comte de Chaligny ; mais le roi ne voulait pas à Verdun un nouveau lorrain. En vain Erric alla-t-il à Rome solliciter cette grâce, prenant des chemins détournés et « portant des lunettes à son nez pour se rendre incongneu ». Henri IV, averti par M. de Brèves, ne lui permit pas de résigner son évêché⁵.

Ainsi, dans la seconde partie de l'année 1609, le roi de France était devenu à peu près maître absolu dans les trois évêchés, car Metz, Toul et Verdun n'étaient plus guère que de nom des « villes de protection. » C'est à ce moment que Henri IV se décida

1. Lettre de Saintignon au chancelier Sillery, 1^{er} février 1609 (coll. Godefroy, t. 265, fol. 26).

2. Lettres originales d'Erric au roi et à Villeroy, 2 août 1609 (coll. Godefroy, t. 265, fol. 55 et 57).

3. Valois, *Inventaire des arrêts du Conseil d'État sous Henri IV*, t. II, n° 14597.

4. Voir E. Langlois, *Un évêque de Verdun, prince de Lorraine, ensorcelé, marié et condamné par le tribunal de l'Inquisition* (*Annales de l'Est*, t. IX, p. 277 et suiv.). Cf. L'Estoile, t. IX, p. 82, et *Lettres missives* du 28 octobre 1605, t. VI, p. 559.

5. Lettres d'Ubal dini au cardinal Borghèse, ms. ital. 1264, fol. 281, 288 et 295 ; de Brèves à l'ambassadeur de Venise, Champigny, 12 décembre 1609 (Bibl. nat., ms. fr. 20786, fol. 457), et *Lettres missives* du 17 mars 1610, t. VII, p. 862.

à réaliser les projets qu'il avait conçus depuis près d'un an sur la Lorraine en mariant le dauphin avec la fille aînée de Henri II.

II.

L'idée de marier au dauphin l'héritière du duché de Lorraine paraît être venue à l'esprit de Henri IV d'une façon assez inopinée. Si l'on en croit l'historien Vittorio Siri, le roi aurait conçu ce projet peu après la naissance de la princesse. En 1608, le duc de Mantoue, Vincent de Gonzague, était venu en Lorraine pour assister aux funérailles de Charles III¹. Après avoir séjourné quelque temps à Nancy², il s'en alla prendre les eaux à Spa; il y rencontra son cousin, le duc de Nevers, qui l'invita de la part du roi son maître à venir en France. Vincent arriva à Paris au mois de septembre et resta quelques semaines à la cour, choyé par le roi et la reine, sa belle-sœur³. Le duc allait s'en retourner en Italie quand il apprit que sa fille, la duchesse de Lorraine, venait d'accoucher d'une fille, Nicole⁴, et qu'elle était « si gravement malade que les médecins avaient peu d'espoir de la guérir ». Henri IV rassembla aussitôt son conseil, gagna le duc en lui promettant son appui en Italie, et, dans la nuit du 12 octobre, décida que, si Marguerite de Gonzague venait à mourir, son père se rendrait immédiatement à Nancy, et s'efforcerait, par l'effet que produirait sa présence, d'amener Nicole en France « sous prétexte de la faire élever auprès de la reine, mais au fond pour la marier au dauphin et réunir, par ce moyen, la Lorraine à la France ». Vincent se serait d'autant mieux laissé persuader qu'on parlait d'un attentat du comte de Vaudémont contre sa belle-sœur. Le duc envoya à Nancy son médecin pour s'assurer de la vérité; il en apprit bientôt le rétablissement de Marguerite⁵.

1. Arch. de la Meurthe, B 7709.

2. Le duc passa par Phalsbourg au mois de juillet, sans doute pour se rendre à Spa (ibid., B 8083).

3. Suivant L'Estoile, t. IX, p. 136 et 143, Vincent, arrivé à Paris le 27 septembre, partit pour Fontainebleau le 15 octobre. Ces données s'accordent avec les faits postérieurs. Bassompierre dit à tort qu'il vint à la cour en août et s'en alla en sept. (*Hist. de ma vie*, éd. de la Soc. de l'hist. de France, t. I, p. 201-202).

4. Nicole naquit le 3 octobre 1608 (*Mémoires de Balhasar Guillaume*, conseiller, secrétaire de Son Altesse..., pour servir à l'histoire de Lorraine; Bibl. nat., ms. fr. 14518, p. 24).

5. Siri, *Memorie recondite*, t. I, p. 552, et t. II, p. 37; traduction française, t. VII, p. 255-258, et t. VIII, p. 3-5.

Le récit de Siri peut sembler romanesque; mais toutes les circonstances qui y sont rapportées s'accordent avec les données que nous fournissent les documents contemporains¹. D'ailleurs, l'historien italien, historiographe de France sous Louis XIV, avait consulté les archives du royaume et peut-être, sous Mazarin, celles de la famille de Gonzague². Nous n'avons, il est vrai, aucune trace du conseil d'État tenu dans la nuit du 12 octobre; mais rien ne s'oppose à ce qu'il ait eu lieu; la date en est vraisemblable³. Il est donc permis de croire que Henri IV songea à marier le futur Louis XIII à Nicole de Lorraine dès le mois d'octobre 1608, mais que ce projet n'eut pas de suite immédiate. Les événements qui allaient se dérouler le firent bientôt reprendre. Moins d'une année après la naissance de Nicole, le roi devait tout tenter pour l'unir au dauphin. Le mariage lorrain, dont les circonstances n'ont pas été suffisamment mises au jour et dont on a même nié le projet⁴, fait partie du « grand dessein » de Henri IV réduit à ses justes proportions⁵.

La mort du duc de Clèves (25 mars 1609) et les prétentions

1. Les préliminaires de l'accouchement, son succès, la maladie qui suivit nous sont connus par les lettres de Marie de Médicis réunies sous la date de 1608 (Bibl. nat., fonds Colbert Vc, t. 87). La reine avait envoyé à sa nièce son propre chirurgien, Honoré (fol. 249-251), grâce à qui tout se passa bien (fol. 257 v° et 258). Quand Marguerite tomba malade (fol. 260 v°), Vincent dépêcha son médecin et pria le roi et la reine d'en envoyer d'autres (fol. 262 v° et 263). Marie de Médicis, impatiente d'avoir des nouvelles, en avait fait réclamer par le prince de Joinville, qui s'en allait en Lorraine (fol. 262. — Pour la date, voir *Lettres missives* du 24 décembre 1608, t. VII, p. 656). Au début de l'année suivante, toute maladie était conjurée; le 12 janvier 1609, la reine félicitait sa nièce de son rétablissement et lui apprenait le retour de son père à Mantoue (fol. 285 v°).

2. Sur les suites de ce mariage, Siri dit avoir inutilement recherché « dans les archives de la couronne » (éd. italienne, t. II, p. 37; trad. française, t. VIII, p. 228).

3. Si, comme il semble probable, la maladie de Marguerite se déclara quelques jours après l'accouchement, un courrier, venant de Nancy par Montmirail en quatre ou cinq jours, pouvait arriver à Paris le 11 octobre. Ce jour-là, Henri avait réuni son conseil (Valois, t. II, p. 501); peut-être le tint-il assemblé dans la nuit du 11 au 12. Rien ne prouve, d'ailleurs, qu'il ne l'ait rassemblé de nouveau le 12 au soir, si le courrier n'arriva que ce jour-là.

4. *Memorie recondite*, t. II, p. 37. Siri n'a pas vu qu'en refusant de croire que Henri IV ait pu concevoir ce mariage en 1609, il contredisait son propre récit touchant l'année précédente.

5. Voir là-dessus les *Économies royales de Sully et le grand dessein de Henri IV*, par M. Pfister, articles parus ici même, t. LIV-LVI, 1894.

qu'émettait, sur son héritage, la maison d'Autriche, à qui l'archiduc de Flandre pouvait donner la main sur le Rhin inférieur, avaient changé l'attitude du roi. Oubliant les dispositions pacifiques qu'il n'avait cessé de témoigner depuis 1598 malgré les provocations des Espagnols et les sollicitations de ses conseillers huguenots, Henri IV acceptait l'éventualité d'une guerre pour soutenir, contre les princes catholiques et l'empereur lui-même, les droits des princes protestants¹. Malgré les déclarations du roi, Rodolphe II avait chargé ses agents de prendre en main l'administration des duchés de Clèves et de Juliers et évoquait à soi le conflit (14 mai). Au début de juin, Henri IV renvoyait en Allemagne son émissaire ordinaire, M. de Bongars, pour essayer une médiation ; mais à ce moment les princes de l'Union évangélique décidaient, à Dortmund, de laisser les duchés au comte palatin de Neubourg et à l'électeur de Brandebourg. Henri IV ne devait pas tarder à se déclarer en leur faveur². Tout en négociant à l'extérieur, le roi se préparait en France. Sur les frontières de Champagne devaient se réunir des troupes importantes. Il faisait revenir de Languedoc ses compagnies d'élite et avait résolu, pour le 31 juillet, de faire assembler à Mézières la compagnie de deux cents hommes d'armes de ses ordonnances « sous le titre de la Reyne », à Mouzon celle du dauphin, à Toul celle de son second fils, le duc d'Orléans, à Arcis-sur-Aube celle du connétable de Montmorency et bientôt à Vaucouleurs celle du marquis de Verneuil³. Ces préparatifs devaient intimider l'archiduc de Flandre, et, au besoin, servir à une action plus directe. En cas de guerre avec l'Empire ou l'Espagne, Henri eût pu ainsi isoler la Franche-Comté des Pays-Bas et de l'Allemagne.

Dans ces conditions, c'était en quelque sorte un devoir pour lui de s'assurer de la Lorraine, trait d'union naturel entre les comtés espagnols de Bourgogne et de Luxembourg. Tenir le duché en sa puissance eût été pour Henri IV le plus sûr moyen d'empêcher les possessions séparées de l'Espagne et les deux branches de la maison d'Autriche de faire un corps à l'est du

1. C'est ce qu'il déclarait dès le 3 avril à ses ambassadeurs en Hollande (Philippon, *Heinrich IV. und Philipp III.*, t. III, p. 340).

2. Anquez, *Henri IV et l'Allemagne d'après la correspondance de Bongars*, p. 160-162. Cf. Philippon, t. III, p. 342-345.

3. *Lettres missives* du 28 juillet 1609, t. VIII, p. 964-965, et Arch. nat., K 108, pièce 122 bis. Cf. Bassompierre, t. I, p. 227.

royaume. Sans doute, Henri IV y avait songé depuis longtemps, autant pour agrandir ses États ou ceux de son fils que pour porter le coup de grâce à cette maison de Lorraine « dont il avait reçu des maux indicibles¹. » A la fin de 1608, il avait cru un moment en trouver le moyen par le mariage de Nicole et du dauphin. En temps ordinaire, Henri IV eût attendu pour proposer cette alliance que la princesse fût un peu plus âgée; d'ailleurs, il pouvait naître un fils à Henri II. L'ouverture de la succession de Clèves précipita la réalisation des projets du roi.

L'action de l'empereur et la décision des princes protestants provoqua sans doute la détermination de Henri IV. Peut-être s'occupait-il du mariage lorrain dès la fin du mois de mai; du moins était-il résolu en juin². L'affaire devait se conclure avec tout le secret possible; par crainte d'indiscrétion, le roi n'en parla à aucun de ses ministres³. Il lui fallait cependant, pour faire à Henri II les ouvertures nécessaires, se confier à un homme qui lui fût personnellement dévoué et fût cependant assez intéressé aux affaires de Lorraine pour n'exciter aucun soupçon, soit en France, soit dans le duché.

Il ne pouvait mieux choisir que Bassompierre. Le jeune marquis, mousquetaire avant l'âge, sorte de condottiere qui avait déjà couru l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Suisse, compagnon de plaisir et favori du roi, lui devait toute sa fortune; mais il venait de refuser de prêter le serment de conseiller d'État⁴ et paraissait ne vouloir jouer aucun rôle politique. Envoyé déjà en Lorraine pour y représenter Henri IV⁵, Bassompierre était fort

1. *Mémoires de Richelieu*, coll. Michaud et Ponjoulat, t. I, p. 32. Cf. Discours de Henri IV au maréchal de Lesdiguières : « Il se resolvoit de faire le mariage de M^{lle} de Lorraine avec monseigneur le dauphin, si tant est que le duc d'aujourd'huy n'eust d'autres enfans, que ce ne seroit pas peu d'adiouster à la couronne de France la Lorraine » (arch. des Affaires étrangères, f. fr., t. 767, fol. 121).

2. En faisant le total des jours que donne Bassompierre, t. I, p. 224-225, on voit que Henri IV lui parla de ce projet quatorze jours après le mariage du prince de Condé, soit le 31 mai. Plus loin, p. 226, il semble que ce soit au mois de juin. Sur la fin de ce mois, Henri IV renvoyait, avec ses instructions, l'envoyé du landgrave de Hesse, l'auteur de la convention de Dortmund. Dès lors, sa politique en Allemagne était fixée (Philippon, *ouvr. cit.*, t. III, p. 344, n. 2).

3. Bassompierre, t. I, p. 227.

4. Le fait se rapporte sans doute à l'année 1608. En 1610, dit Bassompierre, « le Roi voulut qu'enfin je lui prestasse le serment de conseiller d'Etat, que je n'avois voulu prêter deux ans auparavant » (*Histoire de ma vie*, t. I, p. 269).

5. Aux noces du duc Henri avec Marguerite de Gonzague (*Ibid.*, p. 183).

estimé à Nancy où il était un personnage marquant et quasi-officiel. A la fin de son règne, le vieux duc Charles III l'avait prié plusieurs fois de l'assister auprès des États du duché¹; Henri II, dont il tenait le jeu et qui était son débiteur², l'aimait beaucoup; enfin, il était si populaire en Lorraine qu'à chaque voyage qu'il faisait à Nancy ou dans les terres de son frère à Haroué, il rassemblait autour de lui une partie de la noblesse du pays³, jalouse d'approcher un personnage si bien en cour, si heureux en amour, si accompli dans ses manières, si soigné dans sa tenue. Ainsi, Bassompierre, en quelque sorte Lorrain et Français à la fois, pouvait facilement embrasser les vues du roi sans paraître suspect au duc. Douze mille écus qu'il pouvait distribuer aux conseillers lorrains devaient bien disposer en sa faveur l'entourage de Henri II⁴. Pour écarter tout soupçon d'une action politique en Lorraine, Henri IV avait résolu de couvrir ce voyage d'une sorte de mission en Allemagne⁵.

Cette ambassade extraordinaire paraît avoir été confiée à Bassompierre vers la fin du mois de juin; mais il semble que le marquis ne soit parti que vers le 10 juillet⁶. Il arriva en Lorraine vers le milieu du mois, et, pour mieux déjouer tout soupçon, s'en alla droit à Haroué chez sa mère. Après y être demeuré une douzaine de jours⁷, il vint à Nancy saluer les princes et passer son

1. *Ibid.*, p. 191-192 et 194.

2. Arch. de la Meurthe, B 1326, fol. 139 et 140, aux comptes des années 1608, 1609 et 1610.

3. *Histoire de ma vie*, t. I, p. 170 et 266.

4. *Ibid.*, p. 225.

5. *Ibid.*, p. 229. Ces détails tirés des Mémoires mêmes de Bassompierre, le caractère du marquis, le secret que réclamait sa mission et la façon dont il l'exécuta expliquent suffisamment, croyons-nous, le caractère « romanesque » du récit que Bassompierre nous en a laissé et le fait que les contemporains n'en ont point parlé. Philippson, *ouvr. cit.*, t. III, p. 384, note, qui trouvait là des arguments suffisants pour rejeter au rang de fable l'ambassade de Bassompierre, n'a pas vu que les documents espagnols dont il se servait pour exposer l'action politique de Henri IV en Lorraine confirmaient indirectement le témoignage du marquis. La sincérité de Bassompierre en ce qui concerne le « grand dessein », établie par M. Plister (*Revue historique*, t. LVI, p. 46-48), est, d'ailleurs, confirmée par le témoignage de l'historiographe Scipion Duplex (*Histoire de Henri le Grand*, éd. de 1635, p. 400), un des rares contemporains qui n'aient pas exagéré les projets de Henri IV.

6. Bassompierre, t. I, p. 226, raconte qu'il voulut, avant son départ, voir le mariage de César de Vendôme, célébré le 7.

7. *Ibid.*, il écrit « quelques jours »; à la page suivante, on voit qu'avant de parler de son ambassade du duc, il était resté « trois semaines en Lorraine »,

temps à la cour. Ce fut seulement au bout de quatre ou cinq jours qu'il demanda audience à Henri II; il lui remit alors sa lettre de créance et lui exposa le motif de son ambassade. Le duc, sans doute encore ému d'un attentat auquel il venait à peine d'échapper¹, fut effrayé. Le séjour de Bassompierre en Lorraine et surtout le silence qu'avait gardé l'ambassadeur depuis son arrivée à Nancy lui paraissaient suspects. Henri craignait que le marquis n'eût attendu, pour se déclarer, l'approche des troupes royales vers la frontière², afin de le contraindre par les armes s'il n'accédait immédiatement à la proposition de Henri IV. Bassompierre s'efforça de le détromper, l'assurant que le roi n'avait amassé tant d'hommes en Champagne que pour empêcher toute entreprise de l'archiduc Albert sur Clèves et lui apprit que Henri IV ne lui demandait, pour l'instant, que de garder le secret de sa proposition et lui laissait, pour se décider, l'espace de quinze jours³.

Le duc fut un peu rassuré; mais, incapable de prendre lui-même une résolution dans une affaire aussi grave, il en chargea le président Bouvet, qui avait toute sa confiance et que le roi estimait. Le soir, le président, dont la maison était voisine de celle qu'habitait Bassompierre, le vint trouver; ils allèrent se promener dans « la place de la rue Neuve enfermée de barrières⁴ ». Le marquis détailla à Bouvet la proposition du roi, fit ressortir à ses yeux les avantages que le duc y devait trouver et lui offrit « de l'intéresser » dans l'affaire; le président refusa, protestant de son dévouement à son maître et déclarant qu'il

y compris les « quatre ou cinq jours » qu'il demeura à Nancy. Ce chiffre, qu'il place d'ailleurs dans la bouche de Henri II, est exagéré : Bassompierre arriva à Nancy à la fin de juillet. Sur ces dates, voir plus loin, p. 48, n. 2.

1. Henri II avait failli être assassiné le 18 juillet (*Mémoires de Balthasar Guillerme*, ms. fr. 14518, fol. 26). Cf. lettre de condoléance de la reine, fonds Colbert Vc, t. 87, fol. 329 v°.

2. Les compagnies royales étaient sans doute arrivées à la fin du mois de juillet, comme le roi l'avait ordonné. Cf. une lettre du conseiller d'État M. de Paysieux à M. de Brèves du 23 juillet 1609 : « Sa Majesté fait presentement acheminer ses compagnies, qu'elle entretient de gendarmes et de cheval-legers, en Champagne, proche la frontiere des archiducs » (Bibl. nat., ms. fr. 3541, fol. 18). Cf. une lettre de Villeroy à Bongars, Anquez, *ouvr. cit.*, p. 162. — Deux mois plus tard, Henri IV devait faire retirer ses compagnies (*Lettres missives* du 3 octobre 1609, t. VII, p. 777).

3. Bassompierre, t. I, p. 227-229.

4. Aujourd'hui place de la Carrière.

était heureux d'avoir quelque répit pour mieux le conseiller. Le lendemain, Bassompierre quitta Nancy avec le rhingrave Otto, prince de Salm, et, passant par Blamont, Saarbourg, Saverne, Strasbourg et Lichtenau¹, se rendit chez le margrave de Bade pour conférer des affaires de Clèves. Il passa ensuite quelques jours à Strasbourg et revint à Nancy vers le 20 août².

A son retour, Bassompierre trouva de nouvelles instructions de Henri IV concernant en particulier les affaires de Clèves. L'empereur venait, en effet, de s'emparer de Juliers le 23 juillet et le roi voulait, par tous les moyens, empêcher la maison d'Autriche de s'y établir³. Dans ces conditions, il était naturel que Henri IV désirât obtenir l'appui du duc de Lorraine en cas de guerre; mais Bassompierre ne put obtenir de lui que la promesse d'observer la neutralité. Quant à la question du mariage de Nicole,

1. C'était l'itinéraire ordinaire. Cf. arch. de la Meurthe, B 1322, pour le voyage d'un Lorrain à Ingolstadt à la fin de juillet.

2. Bassompierre, t. I, p. 232-237. Quoique l'on ne trouve ailleurs aucune trace de sa mission en Allemagne, elle s'explique, et les dates permettent de l'établir. L'électeur palatin, le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade-Dourlach, vers lesquels Bassompierre était envoyé après Bongars, s'efforçaient, en juillet 1609, d'assurer aux princes de Brandebourg et de Neubourg l'héritage de Clèves (Anquez, p. 162-163; Ritter, *Briefe und Akten zur Geschichte des dreissigjährigen Krieges*, t. II, p. 295 et 301). Le margrave de Bade, à qui Bassompierre devait s'adresser en particulier, avait été employé, dès le mois d'avril, par Henri IV, comme médiateur entre le duc de Deux-Ponts et le palatin de Neubourg; plus tard, il s'occupait, avec le margrave d'Ansbach, de concilier les princes de Neubourg et de Brandebourg (*Ibid.*, p. 223-224, n. 1 et 3. Cf. Philippon, *ouvr. cit.*, p. 340-341). Suivant Bassompierre, le margrave de Bade était resté dans ses États pour la cervaison; à cette occasion, l'électeur palatin était en Haut-Palatinat. Ce dernier était, en effet, le 10 août, à Friedrichsbühl, où il avait convié les princes de Bade et de Wurtemberg pour la cervaison, *zur Hirschfaist* (Ritter, t. II, p. 342, n. 1). Le 15, les trois princes y étaient réunis (*Ibid.*, p. 341). Bassompierre vit le margrave un dimanche: c'était, évidemment, le 10, car le marquis comptait sans doute en Allemagne selon le calendrier grégorien, auquel sont rapportées les dates précédentes. D'après l'itinéraire, dont il nous donne le détail, son entrevue avec Henri II doit donc être reportée au 2 août; comme il le revit « au bout de dix-huit jours » (p. 238), son retour à Nancy est du 20 au plus tard. — Cependant, le récit du marquis contient une inexactitude assez grave. Le duc de Wurtemberg, qu'il ne vit pas, ne pouvait être aux noces du « marquis d'Anspach, » qui ne se maria qu'en 1612 (*Allgemeine deutsche Biographie*, t. XIV, p. 91). Bassompierre a, sans doute, confondu avec le mariage du duc de Wurtemberg, qui eut lieu le 5 novembre 1609 (Sattler, *Geschichte des Herzogthums Wurtemberg*, t. VI, p. 38), dont on devait parler déjà (*Briefe und Akten*, t. II, p. 347).

3. Sur l'attitude de Henri IV à la fin de juillet et ses déclarations du 3 août à l'envoyé de l'archiduc de Flandre, voir Philippon, t. III, p. 346-350.

elle n'était nullement décidée. Pendant l'absence du marquis, Henri II avait passé une partie de son temps à en conférer avec le président Bouvet; mais il ne s'était arrêté à aucune résolution. Quand Bassompierre réclama une réponse définitive, ce fut à lui que le duc demanda conseil. L'ambassadeur répondit qu'en sa qualité de « procureur du roi » il ne saurait le conseiller, mais qu'il lui indiquerait toutes les réponses qu'on pouvait faire à sa proposition; le duc n'aurait qu'à choisir. La question pouvait être envisagée à un triple point de vue : d'une part, l'intérêt de Nicole devait pousser Henri II à la marier au dauphin; de l'autre, le sien propre l'amenait à la même conclusion; celui de sa famille et de ses sujets pouvait seul faire hésiter le duc quoique, à le bien prendre, une telle alliance devait plutôt augmenter que diminuer la Lorraine. Bassompierre fit ressortir aux yeux de Henri II l'honneur et la sécurité que ce mariage apporterait à sa fille et à lui-même, aux princes de sa maison et au duché de Lorraine; il lui fit remarquer que le mariage de Nicole avec le dauphin n'entraînerait pas la réunion de ses États à la France s'il lui survenait un fils, et que, même dans le cas contraire, il n'amènerait pas forcément l'absorption du duché dans le royaume. Les princes de Lorraine, reconnaissant l'ambassadeur, seraient sacrifiés; mais l'avenir de l'héritière du duc devait passer avant tout¹.

C'était là, il faut le reconnaître avec Siri², d'assez piètres arguments pour décider Henri II à accepter le mariage qu'on lui proposait et les raisons de Bassompierre sentaient fort la rhétorique; mais l'ambassadeur, n'en pouvant invoquer d'autres, s'efforçait avant tout de rassurer l'âme égarée du duc. Si l'historien italien, dont la critique est toute de rhétorique, a raison de dire que le marquis « s'efforçait de dorer la pilule par des paralogismes fallacieux », il exagère en ajoutant que ses exhortations étaient « si peu raisonnables que la bouche même d'un canon n'aurait pas été assez éloquente pour contraindre le duc à y prêter l'oreille³ » et il méconnaît le caractère de Bassompierre en affirmant que celui-ci prétendait agir par dévouement pour le

1. Bassompierre, t. I, p. 237-246.

2. *Memorie recondite*, t. II, p. 37-38. Ces observations critiques ne sont pas reproduites dans la traduction française.

3. *Ibid.* Traduit par Perrens, *les Mariages espagnols sous le règne de Henri IV et de Marie de Médicis*, p. 241.

duc et sa maison. Le marquis remplissait son rôle d'ambassadeur; tout en détaillant à Henri II les réponses qu'il pouvait faire, il se refusait à lui dicter celle que le duc eût peut-être acceptée¹. C'est, du moins, ce qui ressort du discours que nous a laissé Bassompierre. On peut se demander, il est vrai, si ce morceau est authentique. Il est probable que non. L'auteur, qui se plaisait aux paradoxes et prétendait les soutenir mieux encore avec la plume que par la parole², a dû, en reprenant par écrit ses arguments, les amplifier. Il le fit sans doute assez longtemps après les événements; l'impression que ceux-ci laissèrent dans son esprit lui firent certainement mêler dans son récit aux raisons qu'il donna au duc d'autres qu'il n'avait pu dire, soit qu'il ne les prévît pas encore, soit qu'il fût de l'intérêt du roi de les tenir secrètes³. Quoi qu'il en soit, le fond de son discours doit être vrai.

Après avoir indiqué à Henri II les différentes réponses qu'il pouvait faire, Bassompierre lui montra quelles conséquences elles entraînaient. Dire à Henri IV « que les intérêts de la maison de Lorraine et le désir de perpétuer sa succession et ses Etats en sa même famille » l'empêchaient d'agréer sa proposition, était « un refus absolu », dont le duc devait naturellement se garder et qu'il pouvait adoucir en ajournant le mariage des deux princes, à cause de leur âge. Il y avait aussi deux manières d'accepter : l'une en priant le roi de traiter cette affaire « avecques toute sorte de secret et de silence » pendant que le duc s'efforcerait « de disposer ses sujets à l'agréer et ses parents à le consentir » ; l'autre « de recevoir au pied de la lettre l'offre du roy⁴ ».

Devant ces quatre solutions, Henri II, de plus en plus per-

1. Plus tard, dans son *Avis important à l'ambassadeur touchant les circonstances les plus importantes qui dependent de sa charge*, Bassompierre écrira : « Il se doit conserver tant qu'il pourra sans soupçon vers ceux qu'il pratique et ne point perdre l'occasion de leur faire entendre les bons offices qu'il leur prouve... Si l'affaire qu'il négocie est très difficile, il ne la doit point poursuivre ni opiniâtrer » (bibl. de l'Arsenal, ms. 4529, fol. 228). Peut-être le marquis, dont le caractère devait rester foncièrement le même, observait-il déjà ces principes.

2. *Histoire de ma vie*, t. I, p. 253-254.

3. C'eût été donner un bien mauvais conseil à Henri II que de lui dire : « Vous estes obligé, par ce précédent refus, d'envoyer mesdames vos filles en Bavière pour en eslongner la proie » (*Ibid.*, p. 247). C'est là, sans doute, une réminiscence du projet que les Espagnols devaient, l'année suivante, suggérer au duc.

4. Bassompierre, t. I, p. 246-248.

plexe, n'osait choisir; il penchait cependant vers la troisième qui, n'engageant rien définitivement, pouvait détourner de lui la colère de Henri IV, qu'il craignait d'exciter par un refus. Sans doute, cette détermination lui fut conseillée par le président Bouvet qui, si l'on en croit un historien lorrain, « se servit de l'apologue de l'homme qui ne craignoit pas de s'engager à peine de la vie de faire parler dans dix ans un âne devant un prince », pensant « qu'avant ce temps la mort du prince, la sienne ou celle de l'âne lui seroit une excuse légitime pour se dégager¹ ». Deux jours plus tard, Henri II répondit à Bassompierre « qu'il estoit tout résolu de se conformer aux volontés du roy et recevoir l'honneur qu'il lui vouloit faire, seulement desireroit-il de gagner et disposer les principaux de son Estat pour leur faire goûter ce mariage, et le pallier cependant à ses parans jusqu'à ce qu'il fut temps de le découvrir, suppliant humblement Sa Majesté de le vouloir cependant tenir secret ». Sur les instances du marquis, Henri II lui donna une réponse écrite, malgré la répugnance qu'il témoignait à s'engager. Muni de cette lettre, Bassompierre revint aussitôt trouver le roi. Henri IV « fut extraordinairement satisfait du bon succès » de l'ambassade². Il devait bientôt en témoigner sa reconnaissance au président Bouvet³.

Suivant l'historien de Charles IV, « aussitôt après le retour de Bassompierre à Paris », Henri IV aurait envoyé à Nancy M. de Bullion pour arrêter les articles du mariage et le duc y aurait consenti, par crainte des armes du roi⁴. Si cette ambassade a eu lieu, rien n'en a subsisté. S'agit-il de ce Bullion qui s'était occupé de la juridiction royale à Verdun ou de celui qui fut dépêché en Savoie à la fin du mois d'octobre? Nous ne le savons pas. L'ambassadeur chargé de négocier à Turin le mariage de la fille aînée de Henri IV avec le fils de Philibert-Emmanuel pouvait fort bien passer par Nancy et être chargé, vis-à-vis du duc de Lorraine, d'une commission semblable; mais

1. *Histoire de Charles IV*, par Guillemain (bibl. municipale de Nancy, ms. 127, fol. 10). Guillemain, qui écrivit dans la seconde partie du xvii^e siècle, a dû recueillir des témoignages de contemporains des événements.

2. Bassompierre, t. I, p. 248-251. Le marquis arriva sans doute à Paris dans les premiers jours de septembre, date des événements qu'il rapporte après son ambassade.

3. *Lettres missives* du 14 octobre 1609, t. VII, p. 783.

4. Guillemain, *ms. cit.*, fol. 9 v^e.

nous n'en trouvons aucune trace dans ses instructions¹. D'ailleurs, la proposition qu'il aurait faite à Henri II n'eût pas été motivée puisque, d'après sa réponse même, le duc de Lorraine ne s'était engagé à rien pour le moment. Le témoignage de Guillemin est, en outre, en opposition formelle avec celui de Fontenay-Mareuil, qui rapporte à l'année suivante le projet de contrat². « On ajoute », continue l'auteur lorrain, « que, pour rendre l'alliance plus forte et plus assurée, l'on arrêta en même temps le mariage du duc d'Orléans avec la princesse Claude », seconde fille de Henri II. « Mais, reprend-t-il, comme on n'a pas vu ces articles, on ne peut les rapporter ici³. » Nous pouvons donc rejeter ce récit que tout contredit. Selon le même historien, ces unions se seraient faites malgré l'Espagne, car, dit-il, l'irrésolution de Henri II venait de ce que « le roy d'Espagne, Philippe III, qui trouvoit la Lorraine autant à sa bienveillance que le roi de France, avoit pris le mesme expedient pour s'en asseurer, et avoit fait, quinze jours auparavant, proposer le mariage de l'infant Philippe IV avec la princesse Nicole⁴ ». Il y a là encore une confusion avec les événements de l'année suivante.

L'Espagne, en effet, n'avait pas devancé la France en Lorraine; mais Philippe III n'allait pas tarder à être informé des projets de Henri IV sur le duché. Les conseils que Henri II avait sans doute demandés en Lorraine au comte de Torniel, en France à Chanvallon et peut-être à ses parents et alliés de l'étranger⁵, quelques mots sans doute échappés à Henri IV qui, le 17 octobre, confiait son « secret » au maréchal de Lesdiguières, les espérances que les ministres du roi pouvaient fonder d'eux-mêmes sur un mariage dont le projet leur avait été soumis un an auparavant et que la mauvaise santé de Henri II pouvait, à ce moment, rendre réalisable, tous ces faits et peut-être des indiscretions voulues avaient évidemment excité la défiance des diplomates espagnols. Le 30 septembre, l'ambassadeur de Philippe III à la cour de France, don Iñigo de Cardenas, écrivait à son

1. « Instructions à M. de Bullion s'en allant en Savoye... Faict à Fontainebleau, le 23 octobre 1609 » (Bibl. nat., ms. fr. 24917, fol. 172-177).

2. *Mémoires de Fontenay-Mareuil*, éd. Michaud et Poujoulat, p. 11.

3. *Ms. cit.*, fol. 9 v^o et 10.

4. *Ibid.*, fol. 9.

5. A cette époque, du 15 août au 15 septembre 1609, Henri II envoya de nombreux courriers en Lorraine, en France, au duc de Bavière, son beau-frère, et à celui de Mantoue, son beau-père (arch. de la Meurthe, B 1317, fol. 272-275).

maître : « Le duc de Lorraine vient de tomber malade, le bruit court ici que c'est grave; le Roi de France compte s'emparer du duché, s'il meurt ». Henri IV, ajoutait-il, s'occupait de cette affaire avec beaucoup de résolution et s'efforçait de faire rompre tous liens d'alliance entre la Lorraine et l'Espagne. Le mariage du dauphin avec l'héritière du duché devait servir de prétexte pour envahir la Lorraine; le roi justifierait ses droits en s'emparant de la princesse. Cependant, remarquait l'ambassadeur, l'affaire ne paraissait pas réussir au gré de Henri IV. L'Espagne pouvait ainsi prévenir immédiatement les projets du roi de France : Cardenas, prenant les devants, en avait déjà averti l'archiduc de Flandre¹. Philippe III ordonna à son agent d'« envoyer immédiatement en Lorraine une personne de confiance pour représenter au duc les intentions du Roi de France », lui conseiller la plus grande prudence, enfin l'assurer de la protection du roi d'Espagne et de ses ministres. Cardenas était prié d'agir « en grand secret et avec dissimulation² »; après avoir mûrement choisi son envoyé, il devait le dépêcher d'abord au comte de Torniel que Philippe III avait su apprécier dans une récente ambassade³.

De son côté, Henri IV agissait en Lorraine; selon Cardenas, il avait fait distribuer dix mille écus dans le duché et en avait offert à l'agent du duc résidant à Paris, c'est-à-dire à Chanvalon, une pension de quatre mille pour faire accepter par l'opinion le mariage qu'il proposait; enfin, il engageait avec Henri II d'actifs pourparlers au sujet des frontières de ses États⁴. Le roi de

1. Arch. nat., K 1461 bis, pièce 85, reproduite dans les *Briefe und Akten* de Ritter, t. II, p. 430.

2. « [Con] mucho el secreto y dissimulaçaon », délibération du Conseil d'État; « con sumo secreto y recato », lettre du roi.

3. Lettre du 9 novembre 1609 (Arch. nat., K 1452, pièce 87). Cette lettre reproduit à peu près la délibération du 27 octobre, imprimée en partie dans les *Briefe und Akten*, t. II, p. 430. Ritter avance à tort, p. 539, que, après la première lettre de Cardenas, Philippe III envoya en Lorraine le duc de Feria. Les instructions de cet ambassadeur, publiées par Perrens, *ouvr. cit.*, p. 224, n. 1, reproduisant d'ailleurs textuellement une dépêche d'avril 1610, n'ont été expédiées qu'après la mort de Henri IV : on y trouve la phrase « el rey de Francia defuncto ». — Le comte de Torniel, que Perrens, p. 213, et parfois Ritter écrivent Forniel, en dépit des originaux très lisibles, avait été envoyé comme ambassadeur en Espagne en 1608 et en 1609 (arch. de la Meurthe, B 1317, fol. 258, et B 1326, fol. 250 v°).

4. « Este Rey... a terrido muchas quexas del duque de Lorena, assi en materias de confines. »

France était donc en bonne voie et peut-être Henri II eût-il accédé à ses désirs s'il n'eût trouvé dans sa famille l'opposition qu'il redoutait tant. La proposition du mariage français, connue de l'Espagne, avait dû être de bonne heure divulguée en Lorraine. Dès que le duc de Vaudémont l'eut appris, il s'y opposa brutalement. « Par l'intermédiaire d'un évêque¹ », disait Cardenas, il avait sommé son frère de marier son propre fils, Charles, à l'héritière du duché pendant que, de son côté, Henri IV le pressait de la donner au dauphin.

Les Espagnols étaient bien renseignés. Au commencement du mois d'octobre, le duc d'Épernon vint à Nancy conférer avec Henri II des « limites de ses pays et du pays messin ». Le jour où il devait arriver, François de Vaudémont avait fait courir le bruit que le gouverneur de Metz était envoyé « avec charge de demander de la part du Roi, en mariage pour Monseigneur le Dauphin, Madame la princesse de Lorraine ». « Avant que personne n'entrast dans la chambre » de Henri II, il avait envoyé auprès de lui le primat de Nancy, M. de Lenoncourt, qui avait rang d'évêque, « pour l'en advertir et luy proposer de faire le mariage ce matin là, affin qu'il eust une honneste excuse... de n'accorder pas la demande » de d'Épernon. De cette proposition, Henri II « ne se mocqua pas seulement, mais s'en scandalisa bien fort, disant que l'on luy vouloit bailler un tuteur, ce qu'il ne vouloit nullement ». Le comte de Vaudémont, « demeuré fort estonné de cette response », écrivait d'Épernon au roi, « faict estat d'aller trouver Vostre Majesté dans peu de jours », sous un prétexte quelconque, en réalité, « pour supplier Vostre Majesté de la seconder aupres de son Altesse de Lorraine en ce mariage pretendu² ». Il semble, en effet, que François vint à la cour et qu'il témoigna son mécontentement à Henri IV³.

1. « Por medio de un obispo. » Dépêche du 29 novembre 1609 (Arch. nat., K 1461 bis, pièce 137), reproduite dans les *Briefve und Akten*, t. II, p. 489-490.

2. Lettre du duc d'Épernon au roi, 18 octobre 1609 (Bibl. nat., coll. Dupuy, t. 492, fol. 14).

3. Suivant les *Mémoires* de Fontenay-Mareuil, t. I, p. 16, le comte de Vaudémont montra publiquement son ressentiment à propos du duc de Vendôme. Malgré l'affection qu'il portait à son bâtard, Henri IV dut céder à François, « car il le vouloit flatter, pour lui faire souffrir plus patiemment le mariage de M. le dauphin avec la princesse de Lorraine, sa niece, auquel M. de Vaudémont avoit jusques là pretendu. » Nous ignorons si ce fait eut lieu à la fin de 1609 ou au commencement de l'année suivante.

D'autres renseignements permettent de compléter le récit du duc d'Épernon. Suivant l'historien lorrain Guillemain, le comte exigeait de son frère une réponse immédiate. Henri II, se voyant à peu près engagé du côté de la France, lui répondit assez froidement « que leurs enfants étoient encore trop jeunes pour les marier et que, quand sa fille seroit en âge, il le consulteroit le premier sur le choix de l'époux qu'il voudroit lui donner » ; François aurait répliqué au duc « que s'il prétendoit marier sa fille à quelqu'un d'autre qu'au prince de Lorraine, il lui disputerait la couronne jusqu'à la dernière extrémité et que toute sa maison périroit avec ses fils plutôt que la souveraineté passât dans un[e] autre¹ ». Telles étaient, en effet, les dispositions du comte de Vaudémont². Elles allaient mettre Henri II en fâcheuse posture.

III.

Henri IV s'efforçait d'amener le duc de Lorraine à accepter ses propositions, parce qu'il était complètement décidé à la guerre. A la fin du mois d'août, on pouvait croire encore qu'il n'en viendrait pas aux armes³; au commencement de l'automne, il devenait impossible d'en douter. Sur les conseils de Sully et de Lesdiguières, le roi avait consenti, au mois de septembre, à recevoir les ouvertures du duc de Savoie, mécontent de Philippe III; à la fin d'octobre, Bullion allait à Turin s'entendre avec Philibert-Emmanuel⁴. A ce moment, Henri IV venait de déclarer au pape sa résolution de soutenir les princes protestants d'Allemagne⁵. Il paraissait bien disposé à la guerre. Un événement d'ordre intime allait encore précipiter la résolution de Henri IV et le pousser définitivement dans cette voie pour n'en plus sortir. Ce fut la fuite du prince de Condé (29 novembre 1609)⁶.

1. Bibl. de Nancy, ms. 127, fol. 11.

2. Voir plus bas, p. 61.

3. Lettre du 28 août 1609 (*Négociations avec la Toscane*, t. V, p. 594).

4. Bassompierre, t. I, p. 265-266, et Instructions du 23 octobre, citées plus haut, p. 52, n. 1.

5. Instructions au cardinal de la Rochefoucauld, 16 octobre 1609 (coll. Brienne, t. 288, fol. 380). Cf. Philippson, t. III, p. 359.

6. Bassompierre, t. I, p. 261.

En cas de guerre, Henri IV avait besoin de l'appui des princes protestants d'Allemagne, et ceux-ci ne paraissaient guère se soucier de lui¹. Avant d'agir, le roi voulait savoir s'il serait secondé. Les princes de l'Union évangélique devaient s'assembler à Hall, en Souabe, dans les premiers jours de l'année 1610; Henri IV en profita pour leur rappeler qu'ils étaient intéressés, au moins autant que lui-même, à soutenir les héritiers protestants à la succession de Juliers. Il choisit pour cela un ancien ambassadeur en Angleterre, M. de Boissise, qui reçut ses instructions le 29 décembre. Boissise devait, en passant, visiter le duc de Lorraine et le comte de Vaudémont, leur faire part de l'objet de sa mission et les engager à se déclarer en faveur de Henri IV; il était également chargé de présenter ses hommages à Marguerite de Gonzague et à sa belle-sœur, la duchesse de Clèves, qui, depuis l'occupation de Juliers, s'était réfugiée auprès de son frère Henri II, et de visiter la jeune héritière de Lorraine si elle était à Nancy².

L'ambassadeur arriva le 10 janvier 1610 dans la capitale du duché; Henri II le reçut le lendemain. Boissise lui déclara que son maître était décidé à soutenir les protestants contre les prétentions émises sur la succession de Clèves par la maison d'Autriche, mais qu'il ne demandait qu'à tout régler à l'amiable. Le duc l'approuva; il redoutait la guerre, croyant les forces des princes possédants beaucoup plus considérables que celles de l'archiduc Albert, et venait d'apprendre une attaque des Impériaux contre Clèves. L'ambassadeur lui fit alors observer que l'établissement des Autrichiens à Juliers à la place des vrais héritiers pourrait être préjudiciable à son duché et ajouta que, pour cette raison, le roi l'engageait à se joindre à sa cause; cette fois, Henri II ne répondit rien. Boissise évita de le presser et se contenta de la promesse que lui fit le duc d'en écrire directement à Henri IV. Il vit ensuite les duchesses de Lorraine et de Clèves et « la petite-fille du duc qui, écrivait-il au roi, est jolie et belle, ce

1. Anquez, p. 172.

2. Instruction donnée à M. de Boissise allant en Allemagne pour la journée de Halle, en l'an 1609 (*Memoires d'Etat recueillis de divers manuscrits, ensuite de ceux de M. de Villeroy*, éd. in-12, 1665, t. III, p. 248-254). Des copies meilleures se trouvent à la Bibl. nat., fonds Colbert Vc, t. 107, fol. 123-131, et fonds Dupuy, t. 927, fol. 126-142. Cette dernière est datée du 29 décembre, ce qui concorde parfaitement avec les dates des lettres de Boissise.

qui se peust »; mais ne put approcher du comte de Vaudémont, qui s'excusa, sous prétexte de maladie¹. Le soir même de son entrevue, Boissise partit pour l'Allemagne, où, un mois après, il devait conclure avec les princes de l'Union la ligue offensive et défensive de Hall (11 février 1610)².

Peu après le départ de Boissise, Henri II envoya au roi une lettre où « il m'a assuré, disait Henri IV, que je recevray de luy et de ses Estatz aux occasions qui s'offrent toute l'assistance que je puis desirer de son amitié ». Le bon duc y disait ingénument « qu'il a fait esperer aux ambassadeurs de l'Empereur, de la maison de Saxe³ et des autres princes de la Germanye qui l'ont visité sur le subject des diferens de Cleves qu'il ne s'entremettra que pour moyenner et favoriser quelque accord amiable entre les parties ». Aussi Henri IV pensait-il que les princes de l'Union n'auraient pas à se plaindre du duc. « Toutesfois, ajoutoit le Roi, si je veux qu'il en use autrement, il m'a faict dire qu'il preferera mes conseils et mon contentement à toute autre consideration⁴. » Henri IV se fiait à cette déclaration, pourtant si vague, du Lorrain. Il avait tort. La missive du duc lui avait été remise par Chanvallon le 31 janvier⁵; deux jours plus tard, il recevait seulement la lettre que Boissise lui avait écrite le 11; ce retard, évidemment calculé, venait de Marainville, le secrétaire du duc, « qui s'estoit offert de l'envoyer en diligence⁶ ».

Les alliés de Henri IV n'étaient pas aussi satisfaits que lui du duc de Lorraine. A l'Union évangélique les catholiques avaient répondu par la formation d'une Ligue catholique, formée en dehors de l'empereur, mais avec l'appui du roi d'Espagne et du

1. Lettre de Boissise au roi, datée de Saint-Nicolas, 11 janvier 1610 (coll. Godefroy, t. 289, fol. 89. Original).

2. Anquez, p. 178-179.

3. L'électeur de Saxe était le seul prétendant protestant à la succession de Juliers qui fût allié de l'empereur et soutenu des catholiques. Henri IV devait s'efforcer vainement de l'attirer à lui (Philippson, t. III, p. 421-422).

4. Henri IV à Boissise, 12 février 1610 (coll. Dupuy, t. 765, fol. 24 v°).

5. Chanvallon n'emportait-il que des lettres? « J'ai trouvé les peaux d'Espagne et les gans que M. de Chanvallon m'a apportez de vostre part tres excellens », écrivait Marie de Médicis à Henri II au début de 1610 (fonds Colbert Ve, t. 88, fol. 16). Ne peut-on supposer qu'il s'agit de papiers ou de parchemins concernant l'ambassadeur d'Espagne à propos du mariage de Nicole?

6. Ibid. et Boissise au roi, 2 mars 1610 (coll. Godefroy, t. 265, fol. 113. Original).

pape¹. Quand fut signé le traité de Hall, la *Ligue* venait d'être définitivement conclue à Wurtzbourg (10 février 1610)². Le duc de Bavière, Maximilien, beau-frère de Henri II, en était le chef. Les électeurs ecclésiastiques et le roi d'Espagne avaient songé à y faire entrer la Lorraine³; il était à craindre que Maximilien ne l'y entraînat. Dans les armées que préparaient les Impériaux, la plupart des capitaines étaient lorrains. Les princes protestants réunis à Hall prièrent le roi de déclarer à Henri II que, s'il ne voulait favoriser leur cause, il observât du moins la neutralité qu'il avait promise⁴. En même temps, ils écrivaient au duc pour lui demander de ne pas tolérer les levées d'hommes qui se faisaient contre eux en Lorraine⁵. Henri IV chercha à donner satisfaction à ses alliés. « Mon frere le duc de Lorraine m'a donné esperance de favoriser mes armes en ceste execution, répondit-il à Boissise. Mais il ne peut pas empescher ses subjectz de prendre party à la guerre où bon leur semblera. Toutes-fois, j'espere de faire avec luy que le nombre de ceux qui me serviront surpassera celui des autres⁶ ». Henri II répondit à son tour aux princes de l'Union le 1^{er} mars. Pour assurer ses États contre les troubles qui pouvaient résulter de la succession de Juliers, il avait, disait-il, depuis trois mois, défendu à ses sujets d'aller servir à l'étranger, et il venait de renouveler à ses baillis et aux gouverneurs de Lorraine l'ordre d'y tenir la main⁷. Malgré ces promesses et ces déclarations, il y avait en Allemagne, au mois d'avril, « cinq ou six cens chevaux levés en Lorraine pour le service de Léopold⁸ »; d'ailleurs, à cette époque, le

1. Philippson, t. III, p. 389. Cf. *Lettres missives* du 22 février 1610, t. VII, p. 840.

2. *Allgemeine deutsche Biographie*, art. *Maximilian I*, t. XXI, p. 5.

3. *Briefe und Akten*, t. VI, p. 674, 706, et t. II, p. 533.

4. *Ibid.*, t. III, p. 87, n. 1, détail tiré de la lettre de Boissise au roi du 10 février 1610 (coll. Godefroy, t. 265, fol. 104. Original).

5. *Briefe und Akten*, t. III, p. 121 et suiv. Le baron Dohna, envoyé en France pour remercier Henri IV, était chargé de cette lettre. Il avait également pour mission d'empêcher, ou tout au moins de retarder, directement en Lorraine ou indirectement par le roi, les enquêtes d'une commission que l'archiduc Léopold avait envoyée dans le duché, sans doute vers la duchesse de Clèves (*Ibid.*, p. 110, n. 1).

6. Lettre du 23 février 1610 (coll. Dupuy, t. 765, fol. 31). Cf. *Briefe und Akten*, t. III, p. 121.

7. *Briefe und Akten*, t. III, p. 122.

8. Boissise à Henri IV, 17 avril 1610 (coll. Dupuy, t. 765, fol. 45 v°).

comte de Salm, dont les possessions étaient enclavées dans le duché, se voyait assailli par ses propres sujets, et leur désir de servir la cause impériale était tel qu'il devait leur donner en masse la permission de partir¹.

Les armements toujours croissants de Henri IV pouvaient pousser le Lorrain à protéger ses États; c'étaient les conseils des Espagnols qui l'amenaient à s'opposer au roi et à prendre parti pour les Impériaux. Au commencement de l'année 1610, Philippe III, alarmé des dispositions de Henri IV vis-à-vis de la Lorraine, avait prié son ambassadeur en France de lui faire connaître jusque dans les moindres détails les négociations entreprises par le roi en vue du mariage de l'héritière de Lorraine. Au dauphin, il voulait, disait-il, opposer son fils aîné, l'infant don Philippe². Cardenas n'avait sans doute pas sous la main l'homme de confiance qu'il lui fallait pour accomplir cette mission, car ce fut seulement le 5 avril qu'il informa son souverain de l'exécution de ses ordres. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur avait dépêché auprès de Henri II un religieux entendu aux affaires, d'origine italienne³. Depuis le départ de cet envoyé, les troupes de Henri IV augmentaient sur les frontières de Champagne⁴. On pouvait trouver là un excellent prétexte pour persuader au duc de Lorraine que l'armée française n'était là que pour l'obliger, soit par intimidation, soit de force, à conclure le mariage de Nicole et du dauphin. Il fallait donc conseiller au duc, avant que le roi de France en pût être averti, d'envoyer sa fille en Bavière pour la mettre à l'abri de tout enlèvement; aussi Cardenas pensait-il dépêcher immédiatement en Lorraine un second agent qui devait, tout d'abord, s'adresser au comte de Torniel pour appuyer le religieux, conseiller la

1. Lettre au prince palatin, 4 avril 1610 (*Briefe und Akten*, t. III, p. 181).

2. Arch. nat., K 1452, pièce 94. Lettre de Philippe III à Cardenas, du 15 janvier 1610, reproduisant une délibération du Conseil d'État du 5 (Ibid., K 1426, pièce 1).

3. « Un religiose de consideration ». C'est seulement dans la dépêche du 28 avril que Cardenas dit « un religiose italiano ».

4. Dès le mois de mars, Henri IV parlait de renforcer les armements qu'il s'était engagé à faire à Hall. « Au lieu de huit mil hommes de pied et de deux mil de cheval..., je fais assembler plus de vingt mil hommes ». Lettre à Boissise, 4 mars 1610 (coll. Dupuy, t. 765, fol. 39). Au mois d'avril, il augmentait encore ses forces; le 4, il devait avertir Henri IV de leur approche (*Annales de l'Est*, t. XV, p. 103, n. 1).

nouvelle mesure à prendre et proposer le mariage espagnol¹.

Un courrier fut, semble-t-il, envoyé en Lorraine². Dès lors, tout marcha vite, sinon à la satisfaction de Henri II. A la fin du mois d'avril, don Inigo rendait compte à son maître de la mission du religieux entre les mains duquel il avait remis les intérêts de l'Espagne. Le récit de l'entrevue du moine et de Henri II est des plus intéressants : la scène eût mérité la plume d'un Bassompierre. Dans cette dépêche longue, mais sèche, il y a tout un drame. On y voit se dérouler les artifices de la diplomatie espagnole aux prises avec les terreurs du malheureux duc, pusillanime, irrésolu, mais avouant naïvement ses craintes et les raisons de son indécision, se trahissant ingénument comme il l'avait fait devant Bassompierre³. Aux ouvertures que l'Italien lui avait faites des projets matrimoniaux du roi de France, Henri II répondit qu'il en avait déjà « quelques indices et soupçons » lorsque l'archiduc de Flandre l'en avait avisé. Cependant, il paraissait affligé et perplexe; pressé de questions, il avait fini par avouer qu'un de ses plus zélés serviteurs qu'il ne nommait pas, mais qui était le comte de Torniel⁴, envoyé auprès de Sa Majesté catholique, en avait reçu le meilleur accueil et entendu quelques propositions d'alliance entre la Lorraine et l'Espagne : Philippe III semblait désirer marier à l'héritière du duché sinon l'infant, du moins son second fils don Carlos en lui donnant l'investiture des Pay-Bas. C'était,

1. Dépêche du 5 avril 1610 (Arch. nat., K 1462, pièce 95; *Briefe und Akten*, t. III, p. 177-178). Cf. avis du Conseil d'État du 27 avril (Arch. nat., K 1427, pièce 20, et K 1608, pièce 65).

2. C'est à cette personne plutôt qu'au religieux que nous rapportons cette indication, tirée des comptes de Cardenas, du mois de mai 1609 à la fin d'avril 1610, dépenses secrètes : « Una persona que per orden de S. M^a se embio a Lorena a haçar cierta... de ymportantia seledro una cadena de triescentos escudos de oro de peso » (Arch. nat., K 1427, pièce 24). Les dépenses faites par le religieux « en la jornada de Lorena » mentionnées dans la pièce 28 parmi d'autres fonds secrets furent certainement plus considérables. D'ailleurs, un semblable présent ne convenait guère à un religieux.

3. Le tableau, s'il était plus « écrit », mériterait, tout aussi bien que le récit de l'ambassade de Bassompierre, l'épithète de « romanesque » que Philippon donne à ce dernier. Les raisons alléguées à Henri II et les propositions des Espagnols sont encore ici plus monstrueuses et plus irraisonnables que celles du marquis. C'est pour nous une raison de plus de croire à la véracité de Bassompierre.

4. « Y era bien entendido que era el conde de Torniel. » Cette phrase est entre tirets dans l'original.

du moins, ce que la cour de Madrid avait donné à entendre à l'envoyé de Henri II¹.

Le duc se montrait fort honoré de cette proposition, et peut-être l'eût-il acceptée plus facilement que celle de Henri IV si sa famille y eût consenti; mais sa femme et son frère n'en voulaient point. Toute dévouée aux intérêts de son oncle, que venait d'embrasser son père², la duchesse Marguerite désirait marier Nicole au dauphin; ce projet la passionnait tellement qu'elle ne voulait plus en attendre la réalisation: elle menaçait son mari s'il n'y consentait d'emmener sa fille en France et de rester auprès de la reine pour garantir la sécurité de l'enfant et la sienne propre. Aussi Henri II ne pouvait-il envoyer Nicole en Bavière comme le lui conseillaient les Espagnols; d'ailleurs, le péril lui paraissait moins imminent qu'on ne le lui faisait craindre³. D'autre part, le duc « voyait avec une grande peine » le comte de Vaudémont lui proposer de marier son fils aîné, Charles, à Nicole; mais les prétentions et les droits de son frère lui paraissaient trop considérables pour être négligés. En vain, le religieux fit-il briller aux yeux de Henri II l'honneur et les avantages que lui apporterait le mariage espagnol; le duc répondit qu'à coup sûr, d'une alliance avec l'Espagne ou la France, il n'hésiterait pas à préférer la première, mais qu'il ne pouvait pas plus l'accepter que l'autre. « Si je donne ma fille à Sa Majesté catholique, disait-il en substance, mon frère s'en ira en France, bouleversera la chrétienté et la guerre retombera sur mes États; si je l'accorde à Henri IV, le comte se réfugie en Espagne, et c'est encore la guerre; en la réservant à mon frère, je cours autant de risques à cause de la passion qu'apporte ma femme aux intérêts français. » Telles étaient les dispositions où le religieux italien avait laissé le duc de Lorraine. De l'avis de Cardenas, le meilleur parti à prendre était de laisser Nicole épouser son cousin Charles⁴.

1. Serait-ce à cette occasion que Henri II reçut l'offre d'une pension de 6,000 écus, dont il est question dans le post-scriptum d'une lettre du duc à Cardenas? (Des Robert, *la Jeunesse de Nicole de Lorraine (Mémoires de l'Académie de Stanislas*, année 1888, p. 301). Nous ne le savons pas; rien dans la correspondance et les comptes de Cardenas n'ayant trait à une pension de ce genre jusqu'à la mort de Henri IV. Peut-être l'offre n'eut-elle pas de suite.

2. Le duc de Mantoue venait, au dernier moment, d'adhérer à la ligue franco-savoyarde (Philippon, t. III, p. 470).

3. La lettre du 4 avril, par laquelle le roi avertissait le duc de l'arrivée de ses troupes en Lorraine, l'avait sans doute rassuré.

4. Dépêche du 27 avril 1610 (Arch. nat., K 1462, pièce 225). La partie prin-

L'Espagne, en effet, n'avait offert au duc de Lorraine qu'un appât grossier. A ce moment, Philippe III, redoutant une lutte qui devenait imminente, essayait de reprendre avec Henri IV des négociations de mariage entamées deux ans auparavant entre le dauphin et l'infante¹. Marie de Médicis, poussée par le nonce Ubaldini, y aurait volontiers consenti²; Henri IV, outré de la protection que les Espagnols donnaient au prince de Condé³, s'y refusait et poussait de plus en plus ses préparatifs de guerre. Outre les princes protestants d'Allemagne et les ducs de Savoie et de Mantoue, le roi de France croyait pouvoir compter sur la Hollande et même l'Angleterre⁴. Sur les frontières de la Lorraine se pressaient de nombreuses troupes : 30,000 hommes s'y assemblaient avec une forte artillerie, n'attendant, pour partir, que l'arrivée de Henri IV qui devait les commander en personne⁵. Sully était chargé de pourvoir aux subsistances⁶, le connétable de Montmorency de recruter des soldats⁷, le maréchal de Bouillon se disposait à diriger les opérations⁸. Pour gagner l'Allemagne sans traverser les territoires espagnols,

cipale, le récit du religieux, est reproduite dans les *Briefve und Akten*, t. III, p. 223-224. Ce récit est lui-même résumé dans l'instruction secrète donnée au duc de Féria vers le mois de juin (Perrens, *les Mariages espagnols*, p. 214, n. 1). — Sur ce religieux, nous n'avons aucun renseignement; mais son origine italienne et son dévouement aux intérêts espagnols permet de croire qu'il était originaire du Milanais. L'emploi d'un religieux était un bon moyen pour persuader le dévot Henri II. Quelques années plus tard, François de Vaudémont devait se servir, pour faire réussir le mariage de Nicole et de Charles, d'un « carme espagnol de grande réputation » (*Mémoires du marquis de Beauveau*. Cologne, 1687, in-12, p. 5 et 6).

1. *Lettres missives*, 23 juillet 1608, t. VII, p. 573-583. Ces projets étaient plus anciens. Cf. Perrens, *ouvr. cit.*

2. B. Zeller, *Henri IV et Marie de Médicis*, p. 306.

3. Condé, parti de Bruxelles le 22 février 1610, était arrivé le 31 mars à Milan, d'où l'on pensait qu'il allait gagner l'Espagne. « Nostre guerre s'eschauffe plus que devant à cause des faveurs que les Hespagnols font à M. le Prince », écrivait Villeroy à Boissise le 5 avril (coll. Dupuy, t. 765, fol. 44 v°).

4. Philippon, t. III, p. 382. Ce n'était pourtant pas sans appréhension (*Lettres missives* du 13 avril 1610, t. VII, p. 882-883).

5. Dans les Instructions à La Cielie, données vers le 10 avril 1610, Henri IV parle de « vingt-cinq ou trente mil hommes » (*Annales de l'Est*, t. XV, p. 103); à la fin d'avril, ce dernier chiffre paraissait certain (*Ibid.*, p. 103, n. 1).

6. *Lettres missives* des 8 et 10 mars, t. VII, p. 865 et 866.

7. *Ibid.*, 20 mars, p. 877.

8. Dans une lettre datée de Sedan, qu'il écrivit à Villeroy le 2 mai, le maréchal étudie les routes que devront suivre les armées du roi et s'y montre stratège consommé (fonds Colbert Vc, t. 107, fol. 320-321).

Henri IV aurait voulu avoir le passage libre à travers la Lorraine; Henri II, retranché derrière sa neutralité, s'y refusait. C'est sans doute pour marcher, en cas de besoin, par le Luxembourg que, dès le début de l'année, le roi essayait d'occuper Mars-la-Tours, entre Verdun et Metz; au mois d'avril, ses agents s'efforçaient d'y parvenir; mais le duc résistait¹. Cette attitude et les secours que Henri II accordait indirectement aux Impériaux avaient dû éveiller les inquiétudes de Henri IV; le roi, s'il ne connaissait pas l'action de l'Espagne en Lorraine, n'était certes pas sans la soupçonner. La nouvelle de l'envoi éventuel de Nicole en Bavière² montra à Henri IV la nécessité de surveiller le duc.

Par une lettre du 4 avril, le roi avait informé son neveu de l'envoi de ses troupes sur ses frontières³; quelques jours après, il envoya auprès de lui M. de la Clielle en qualité d'ambassadeur résident⁴. Le maître d'hôtel chargé deux ans auparavant de négocier le mariage du duc de Vendôme devait, cette fois, demeurer en Lorraine pour conférer avec Henri II, observer ses agissements et en avertir Henri IV. Après avoir remercié le duc de la réponse qu'il avait donnée à son maître sur son attitude dans la querelle de Juliers, La Clielle lui rappellerait les desseins du roi : Henri IV ne voulait favoriser les héritiers protestants ni au préjudice de la religion catholique, ni à celui de l'autorité de l'empereur, ni à celui de la paix générale, comme le prouvaient les démarches que Boissise faisait en son nom auprès des électeurs ecclésiastiques et des autres princes catholiques d'Allemagne. L'ambition de la maison d'Autriche qui occupait Juliers, l'hostilité que lui témoignait Philippe III en secourant Condé poussaient Henri IV à la guerre, et il n'avait pas à se louer des catholiques d'Allemagne, dont la ligue n'avait de religieux que le prétexte. Cependant, il y avait peut-être un

1. Lettre de Henri II à Sillery, 17 avril 1610, où, suivant le duc, « trois mois auparavant » les partisans du roi publient le résultat de leurs entreprises.

2. Instruction pour le sieur de la Clielle « allant trouver le duc de Lorraine pour résider en qualité d'ambassadeur auprès de lui pour le commandement et pour le service de Sa Maïesté » (*Annales de l'Est*, t. XV, p. 107).

3. *Ibid.*, p. 98, n. 4.

4. Sur la date de cette ambassade, qui est certainement postérieure au 5 avril et que nous attribuons au 10 de ce mois, voir *Ibid.*, p. 109, n. 1. Dans les *Briefe und Akten*, t. III, p. 162, elle est, sans raison, datée du mois de mars.

moyen de tout concilier. Le roi d'Espagne, reprenant les visées de Charles-Quint et de Philippe II à la domination universelle, voulait se faire nommer roi des Romains; par haine contre ses frères, l'empereur Rodolphe II était porté à l'appuyer. Henri IV, qui disposait des électeurs protestants, proposait d'opposer à Philippe III le beau-frère du duc de Lorraine, Maximilien de Bavière. Il s'attirerait ainsi les sympathies des catholiques. Tout en faisant cette ouverture à Henri II, le roi le priait « de tenir cette proposition si secrète que nul autre que luy n'en ayt connoissance » de peur d'offenser la maison d'Autriche ou les princes de l'Union. Il fallait se ménager la première; quant aux autres, on les déciderait « en accordant la querelle de la succession de Cleves » en leur faveur.

Telles étaient les clauses de politique générale dont La Clielle devait s'entretenir avec Henri II; elles comprennent presque toute l'instruction¹. Des questions pendantes entre le roi et le duc, il était peu question. Henri IV faisait reluire aux yeux de son neveu l'importance de ses armements²; mais il ne parlait pas de l'appui que le duc eût pu lui donner, soit en défendant à ses sujets de s'armer, soit en livrant le passage à travers la Lorraine. Toutefois, La Clielle devait faire savoir à Henri II que le projet d'envoi de Nicole en Bavière était connu; mais c'était là, dirait-il, un bruit sans fondement auquel le roi ne croyait pas. La Clielle n'en devait pas moins rechercher si de tels propos avaient été tenus, s'en plaindre au duc en l'avertissant que de tels projets ne pouvaient venir que de sujets rebelles et en avertir Henri IV³. Il avait encore à demander à Henri II de lever pour le roi, comme cela se faisait sous Charles III, une compagnie de cent hommes d'ordonnance que le duc choisirait à son gré⁴. Ces arrangements faits avec Henri II, La Clielle devait visiter tous les princes et toutes les princesses de la cour de Nancy et « faire tous offices nécessaires » envers les conseillers et les serviteurs du duc pour les bien disposer en faveur de Henri IV. Il avait ordre de correspondre avec les autres ambassadeurs, et en particulier avec Boissise⁵, avec les

1. *Annales de l'Est*, t. XV, p. 99 à 107.

2. *Ibid.*, p. 103.

3. *Ibid.*, p. 107-108.

4. *Ibid.*, p. 108.

5. « J'envoye mon maistre d'hostel La Clielle en Lorraine pour y resider...

gouverneurs des trois évêchés et des villes de la frontière. Il devait enfin « advertir soigneusement » le roi de tout ce qu'il apprendrait d'important, en se servant « du chiffre et du gergon » qui lui avaient été spécialement donnés¹.

Dans ces conditions, Henri IV se croyait sans doute assuré du succès. Cependant, le moyen qu'il cherchait pour s'emparer de la route de Metz ne réussissait pas : Henri II, déclarant qu'il était traité « non comme un serviteur, mais comme un ennemy du Roy », se plaignait amèrement au chancelier Sillery des entreprises que les Français continuaient à poursuivre dans ses États. Tout en faisant juger de la possession de Mars-la-Tour par sa cour de Saint-Mihiel, le duc prétendait que cette position n'était d'aucune utilité pour Henri IV, protestant, si elle lui était nécessaire, de la « luy mestre es mains » avec de meilleures que le roi trouverait « au besoin de son service² ». Henri IV jugea plus sage de s'adresser à l'archiduc Albert pour faire avancer son armée par la vallée de la Meuse³. Par crainte d'hostilités, l'archiduc lui accorda le passage à travers le Luxembourg⁴. Les troupes royales étaient prêtes à marcher; Henri IV, retardé au dernier moment par le sacre de la reine (13 mai), allait immédiatement quitter Paris pour aller se mettre à la tête de son armée.

Quels étaient, à ce moment critique, les dispositions de Henri II et les desseins du roi sur la Lorraine? Nous ne les connaissons point d'une façon certaine; mais on peut les reconstituer. Au

Il aura bonne correspondance avec vous comme vous l'entretiendrés avec luy. » Henri IV à Boissise, 5 avril 1610 (coll. Dupuy, t. 745, fol. 44). Malheureusement, dans la correspondance de Boissise, nous ne voyons pas qu'il ait reçu de lettres de La Cliquette.

1. *Annales de l'Est*, t. XV, p. 108-109.

2. Lettre citée plus haut, p. 63, n. 1. Il dut y avoir, sur la frontière de Lorraine et des pays de protection, mainte protestation au sujet du passage et du séjour des troupes royales. D'après le « Rapport de Jean Widemot, soldat de la garnison de Clermont chargé d'aller s'enquerir auprès de M. de Nubécourt touchant une compagnie de carabiniers françois qui avoient été logés à Nubécourt, 4 mai 1610, » les soldats, cherchant un gîte, avaient été empêchés, le 3, d'« aller loger à Souilly, nûe propriété de Son Altesse, » et envoyés à Nubécourt, le seigneur du lieu ajoutant « que les habitants... n'avoient que faire de se plaindre, qu'ils en verroient bien d'autres » (coll. de Lorraine, t. 489, fol. 69).

3. *Lettres missives* du 8 mai 1610, t. VII, p. 895-896.

4. D'Aumale, *ouvr. cit.*, t. I, p. 839.

milieu du mois de mai, le duc était avec son frère aux eaux de Plombières; mais il devait, dans quelques jours, se diriger sur Bar-le-Duc¹. Sans doute, Henri II n'attendait pour se mettre en route que la nouvelle du départ de Henri IV pour la Champagne, car il devait se défier du roi. L'envoi de La Clielle, sur l'ambassade duquel nous n'avons aucun renseignement, avait peut-être incité le duc à la prudence. Peut-être aussi Henri II observa-t-il mieux qu'auparavant la neutralité qu'il avait promis de garder. Tout ce que nous savons, c'est que Nicole ne fut pas envoyée en Bavière; mais la retraite de la cour à Plombières, au milieu des Vosges, avait peut-être pour objet d'éloigner l'enfant pour la soustraire à toute tentative d'enlèvement.

Quant à Henri IV, il voulait évidemment contraindre son neveu à accorder le mariage du dauphin avec Nicole, et, à défaut du consentement du duc, enlever sa fille par un coup de force². Si l'on en croit Fontenay-Mareuil³, ce mariage « fut enfin conclu nonobstant toutes les oppositions du Roy d'Espagne et de toute la maison de Lorraine... De sorte qu'au même temps que le Roy seroit parti de Paris, un ambassadeur seroit allé à Nancy pour signer le contract de mariage; après quoy, M. et M^{me} de Lorraine eussent amené la princesse à Châlons pour estre nourrie auprès de la Reine en attendant que le mariage se peust consommer ». Nous ne saurions accepter complètement ce témoignage. La Clielle, qui fut évidemment le dernier ambassadeur envoyé en Lorraine par Henri IV, n'était, ses instructions en font foi, chargé de préparer aucun arrangement de ce genre⁴; d'ailleurs, les dispositions de Henri II ne l'eussent guère favorisé. Il est vrai que le roi devait désirer faire élever Nicole à la cour⁵; sans doute, Marguerite de Gonzague ne s'y fût

1. Lettres de Marainville à Henri II, 17 mai 1610, et à Voillot, 25 mai (coll. de Lorraine, t. 532, fol. 5 et 9).

2. Lettre du nonce Ubaldini, 12 mai 1610 (Bibl. nat., ms. ital. 1265, fol. 308). Peut-être était-il déjà question d'une semblable mesure quand Cardenas fit avertir Henri II par le religieux.

3. *Mémoires*, p. 11.

4. Le roi pouvait, il est vrai, envoyer un député extraordinaire, et il serait permis de croire avec Digot (*Histoire de Lorraine*, t. V, p. 15) que Bullion fut alors choisi si, pour avancer ce fait, Digot ne s'appuyait sur Guillemain, qui, nous l'avons vu, place l'envoi de Bullion en 1609.

5. C'était le procédé qu'avait proposé d'employer Henri IV avec M^{de} de Mercœur.

pas opposée¹. De plus, Fontenay-Mareuil, qui paraît avoir connu les pièces officielles, affirme que, « par le traité, le Roy devoit, entre autres choses, conserver l'ancienne chevalerie dans ses privilèges² », ce qui eût été un excellent moyen de se ménager la noblesse lorraine. Ce traité a pu exister sur le papier; nous y verrions volontiers les derniers projets de Henri IV, ceux qu'il avait l'intention d'exécuter en allant se mettre à la tête de son armée; mais il n'y eut pas d'acte officiellement conclu entre les deux souverains. Peut-être le roi qui, dans quelques jours, allait se rendre en Champagne³, en avait fait pressentir Henri II; en cas de refus, il eût sans doute essayé de s'emparer de l'héritière de Lorraine, peut-être en occupant le duché. Telles étaient, croyons-nous, les intentions de Henri IV quand son « grand dessein » s'évanouit avec lui sous le poignard de Ravailiac (14 mai 1610).

La crainte régnait alors en Lorraine comme dans l'Europe entière. Devant l'incertitude des événements, Henri II tremblait. L'assassinat du roi, loin d'arrêter ses alarmes, parut les fortifier. A la nouvelle de la mort de Henri IV, le bailli des Vosges, M. de Lenoncourt, songea « à pourveoir à la frontière » comme avait fait Charles III après l'assassinat de Henri III⁴. Le maréchal du Barrois, Maillane, pria le duc de revenir au plus vite de Plombières « pour se rendre plus util au service de la Roynie et du Roy present⁵ »; mais c'eût été là un rôle digne de Charles III; Henri II demeura dans les Vosges⁶. Il fallut les avis de Marainville, alors à Paris, pour rassurer le duc et ses conseillers. La

1. Elle avait menacé Henri II de conduire elle-même Nicole en France. Voir plus haut, p. 61.

2. *Mémoires*, p. 11.

3. La dernière indication que Henri IV nous donne lui-même de ses projets est dans sa lettre à Boissise, du 2 mai, datée de Paris : « Je fais estat de partir de cette ville le xx^e du present pour m'acheminer en mon armée qui est en Champaigne » (coll. Dupuy, t. 765, fol. 55).

4. Lettre au duc, 18 mai 1610 (coll. de Lorraine, t. 489, fol. 65).

5. Lettre du 17 mai, publiée dans le *Journal de la Société d'archéologie lorraine*, année 1893, p. 25. Nous croyons que le Maillane dont il s'agit est le conseiller du duc et non l'évêque de Toul, comme l'avance l'éditeur de cette pièce. A Paris, on croyait que Henri II devait venir à Bar le 25 mai (lettre de Marainville à Voillot, coll. de Lorraine, t. 532, fol. 9).

6. Il y était encore le 5 juin, d'après une lettre qu'il écrivait à Voillot (coll. de Lorraine, t. 14, fol. 76).

politique de Marie de Médicis, opposée à celle de Henri IV, donnait bon espoir aux Lorrains. « Plus l'on va et plus l'on se rassure, écrivait le secrétaire. Car ces commencemens sont manifestement favorables à ceulx de la maison. Il n'y a plus rien qui presse au fait de Malatour¹ ny en beaucoup d'autres. Que Son Altesse n'apprehende plus, comme elle fainct, que l'on luy parle si tost de ma dame sa fille ny de beaucoup de choses semblables² ». Il n'y avait plus à craindre d'enlèvement ni de guerre. Aussi, malgré l'empressement que l'on mit à envoyer le baron d'Ancerville « vers la Royne mere plaindre le deuil du feu Roy Henri IV^e, son mary³ », les Lorrains et Henri II en particulier éprouvèrent-ils un immense soulagement. Beaucoup, sans doute, jugeaient comme Marainville que « Dieu *hait voulu punir le Roy et non le royaume* » et pouvaient dire avec lui : « Il est certain que *nous ne perdons gueres* et ne tiendra *qua nous* de bien *prendre locasion pour nos affaires* si nous sommes *sages* et en savons user⁴ ».

Une telle oraison funèbre se comprend de la part d'un Lorrain. Si Henri IV eût vécu, les destinées du duché eussent évidemment changé. Peut-être le roi eût-il réussi à conclure le mariage de Nicole et de Louis; comme Henri II n'a pas eu de fils, la Lorraine eût été probablement donnée au fils puîné de Louis XIII et de Nicole, ce qui l'eût préparée à l'annexion au royaume. Mais Henri IV eût pu échouer; dans ce cas, il eût sans doute fait subir au duché le traitement que la Lorraine devait souffrir un peu plus tard. Ce ne sont là que des hypothèses, encore devons-nous les subordonner à l'idée d'un succès général des projets de Henri IV; mais il est nécessaire d'envisager ces éventualités pour apprécier comme il convient la politique du

1. Ancienne forme de Mars-la-Tour. On voit par là que l'occupation de ce lieu fut disputée par Henri IV jusqu'à sa mort.

2. Lettres de Marainville à Voillot, des 17 et 20 mai 1610 (coll. de Lorraine, t. 532, fol. 5 et 7).

3. Mandement du 21 mai 1610 (arch. de la Meurthe, B 1326, fol. 253 v^o). D'Ancerville arriva à Paris le 24, d'après la lettre de Marainville du 25 mai (coll. de Lorraine, fol. 9). Cf. lettre de Marie de Médicis (fonds Colbert Ve, t. 88, fol. 29 v^o et 30). Le comte de Vaudémont était aux funérailles de Henri IV; il semble que la mort du roi eût apaisé le ressentiment de François contre son frère (*Mémoires de l'Académie de Stanislas*, art. cit., 1888, p. 307).

4. Lettre de Marainville, du 17, citée note 2. Les mots en italiques sont chiffrés dans l'original avec déchiffrement au-dessus.

duc de Lorraine. Si l'on s'arrête à la première hypothèse, on peut trouver que Henri II, en croyant assurer par son opposition aux projets de Henri IV l'indépendance de son duché, ne pouvait que la compromettre en précipitant les événements; dans l'autre cas, cette supposition devient une certitude. D'ailleurs, il est permis de penser que Richelieu, qui devait reprendre contre la maison d'Autriche les projets de Henri IV, s'est souvenu de cette opposition quand il a si durement traité la Lorraine, et ce n'est pas un paradoxe de dire que la politique de Henri IV, acceptée du duc de Lorraine comme elle l'avait été des trois évêchés, eût été aussi profitable au duché qu'à la France. La mort du roi, en faisant abandonner ses projets, eût en réalité mieux garanti l'indépendance de la Lorraine que ne le fit l'opposition de son duc.

Louis DAVILLÉ.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE DU CLERGÉ

ET LA VENTE DES BIENS NATIONAUX D'ORIGINE ECCLÉSIASTIQUE

DANS LA SEINE-INFÉRIEURE

ET SPÉCIALEMENT DANS LE DISTRICT DE CAUDEBEC.

La vente des biens nationaux a été laissée dans l'ombre par les grands historiens de la Révolution.

S'ils ont reproduit longuement et fidèlement les discussions passionnées auxquelles a donné lieu la loi du 2 novembre 1789 qui mit les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, s'ils ont mentionné la loi du 21 décembre de la même année et celle du 9 juillet 1790 qui décidèrent d'abord de la vente de 400 millions de biens nationaux, puis de la vente totale de ces biens, ils ont malheureusement passé sous silence la vente elle-même, les conditions dans lesquelles elle s'est accomplie et les résultats qu'elle a donnés.

Il semble, à les lire, que l'histoire de la Révolution ne consiste que dans les guerres extérieures et civiles, dans les faits et gestes des assemblées, des clubs et de la commune. Pourtant, des derniers mois de 1790 à la fin de 1795, la vente des biens nationaux se poursuivait dans toute la France, et, dans les provinces assez heureuses pour n'être le théâtre ni de la guerre étrangère ni de la guerre civile, elle fut le principal événement politique de cette période. Elle est restée, avec la conquête de l'égalité civile et des libertés politiques, le grand point acquis de la Révolution; jusqu'en 1830, elle a tenu autant de place que ces dernières dans les préoccupations de la nation. Dans les diverses constitutions qui, pendant quarante ans, se succédèrent en France, de 1791 à 1830, l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux fut proclamée et assurée par un article spécial.

Son importance dans l'histoire politique de la Révolution ne laisse

aucun doute; il conviendrait donc de l'étudier sérieusement et profondément pour pouvoir porter enfin sur sa cause, son exécution et ses résultats un jugement définitif et impartial.

Nous voudrions y contribuer en étudiant dans un département normand, la Seine-Inférieure, et spécialement dans ce qui fut, de 1790 à 1800, le district de Caudebec, l'état de la propriété foncière ecclésiastique à la veille de la Révolution et la vente de cette propriété sous la forme des biens nationaux. En rapprochant les conclusions de ce travail de celles auxquelles ont abouti MM. Minzès, dans son étude sur la vente des biens nationaux en Seine-et-Marne, et Loutchisky, qui l'a étudiée dans le district de Tarascon, peut-être pourra-t-on entrevoir les conditions qui ont généralement présidé à cette vente et les résultats qu'elle a donnés.

Il y avait encore, en 1789 (l'édit d'août 1787 n'ayant pas été maintenu), deux sortes de propriétaires fonciers, les privilégiés (nobles et clergé sous toutes ses formes), qui ne payaient pas l'impôt foncier, les roturiers (bourgeois et paysans), qui, au contraire, y étaient soumis. Il y avait donc une propriété foncière exempte d'impôt et une propriété foncière payant l'impôt des vingtièmes (un dixième du revenu).

Quel était en France, à la veille de la Révolution, le nombre des propriétaires fonciers qui n'étaient pas soumis à l'impôt et quelle était l'étendue des propriétés foncières non grevées?

A ces deux questions, on a répondu par des hypothèses hasardées et sans bases précises; Sieyès nous avoue, en donnant la sienne (80,000 ecclésiastiques et 110,000 nobles), qu'il ignore, « comme tout le monde, » le rapport des ordres entre eux. Sous toutes réserves, le mieux est de s'en tenir à l'opinion de Mounier, qui estime à 500,000 le nombre des privilégiés. Ce chiffre représente le cinquantième de la population française, évaluée généralement, pour 1789, à 25,000,000 d'habitants environ.

Les différentes évaluations de la superficie de la propriété foncière des privilégiés sont encore plus discordantes.

La propriété foncière du seul clergé couvrirait, au dire de différents auteurs, soit la moitié, soit le tiers, soit le cinquième, voire le dixième du sol français; malheureusement, ces estimations ou proviennent de témoins suspects et partiiaux (Talleyrand par exemple), ou sont le résultat de généralisations abusives. Le mieux est de n'en pas tenir compte. Seule, l'étude détaillée de la vente des biens nationaux permettra de la résoudre; nous allons tenter de le faire pour la Seine-Inférieure.

La superficie de ce département était estimée, en 1790, à 357 lieues carrées, soit 571,200 hectares, et sa population à 600,000 âmes. Quelle y était alors la superficie et la valeur des biens ecclésiastiques ?

Le nombre des articles ecclésiastiques inscrits aux vingtièmes pour 1790, comparé à celui des articles roturiers soumis à l'impôt avant la Révolution, donne, dans les onze cantons suivants, les rapports que voici :

<i>Cantons.</i>	<i>Arrondissements.</i>
Montivilliers, 9,25 0/0. Fécamp, 13,45 0/0. Criquetot, 6,30 0/0.	} Le Havre, 9,66 0/0.
Yerville, 13,47 0/0. Caudebec, 10,22 0/0. Yvetot, 4,30 0/0. Saint-Valery, 12 0/0.	
Totes, 15,54 0/0. Eu, 5,14 0/0.	
Neufchâtel, 3,46 0/0. Saint-Saëns, 6,26 0/0.	} Neufchâtel, 4,83 0/0.
Grand-Couronne, 4,10 0/0.	
	} Rouen.

Soit, au total, pour les 11 cantons, le rapport : 9,13 à 100.

Ce qui représente 8,30 0/0 du nombre total des cotes foncières de vingtièmes prévues pour 1790.

Le calcul des superficies occupées dans le district de Caudebec par la propriété foncière ecclésiastique non bâtie donne un pourcentage inférieur à celui du nombre des cotes foncières de même nature : 5,10 0/0 (superficie du district de Caudebec : 44 lieues carrées environ, soit environ 70,400 hectares ; superficie de la propriété foncière ecclésiastique non bâtie : 3,600 hectares).

La différence de 8,30 0/0 à 5,10 0/0 s'explique facilement : 1° les cotes foncières que nous avons étudiées en premier lieu comprennent à la fois et la propriété bâtie et la propriété non bâtie, alors que le calcul des superficies porte uniquement sur la seconde. C'est là la principale raison de la différence constatée. Cette différence tient aussi au fait que la propriété foncière ecclésiastique, bien loin d'être agglomérée par grandes masses, comme le laisse supposer de prime-abord l'idée de la grande propriété, était morcelée en un très grand

nombre de petites parcelles réparties çà et là dans toutes les paroisses.

Sur 136 communes composant le district de Caudebec, il y avait des biens fonciers ecclésiastiques dans 132. La superficie totale des biens fonciers ecclésiastiques dans le district de Caudebec était de 3,601 hectares, soit 5,10 0/0 de la superficie.

Le nombre des ecclésiastiques étant d'environ un demi pour cent de la population du district (450 sur 90,000 habitants), il semble ($5,10 \times 0,50$) que chaque ecclésiastique possédât plus de deux fois et demie de biens fonciers que la moyenne des habitants. Comment expliquer alors que tant de membres du bas clergé aient si facilement voté la vente des biens ecclésiastiques ?

C'est qu'il faut distinguer plusieurs sortes de biens ecclésiastiques ; séparer nettement les biens du clergé régulier de ceux du clergé séculier et dans ces derniers ne pas confondre les biens des fabriques, des chapelles et des confréries avec les bénéfices de cures et de vicariats. Ceux-ci seuls servaient à l'entretien des ministres du culte.

Les biens du clergé régulier étaient plus importants de beaucoup que ceux du clergé séculier. Sur 3,600 hectares de biens ecclésiastiques, le clergé régulier possédait 2,030 hectares, soit 56,20 0/0. Les deux abbayes de Saint-Wandrille et de Jumièges, les principales du district, il est vrai, tenaient à elles seules 1,226 hectares, la première 643, la seconde 583. Les revenus de ces 1,226 hectares allaient à une trentaine de religieux au plus et à deux abbés commendataires. Il ne restait que 1,574 hectares de biens ecclésiastiques séculiers, soit 43,80 0/0 du total de la propriété foncière ecclésiastique.

Sur ces 1,574 hectares, 682, soit 42,44 0/0, appartenaient aux chapelles ou aux confréries ; 576 hectares, 36,66 0/0, étaient la propriété de 108 fabriques ; 313 hectares enfin, soit seulement 19,90 0/0, étaient bénéfices de cures ou de vicariats. Cela ne représentait qu'une moyenne de 3 hectares 29 par cure, et encore n'y avait-il que 95 cures sur 150 paroisses qui possédassent des biens fonciers. Les ministres du culte n'occupaient que 8,69 0/0 du total de la propriété foncière ecclésiastique et leur part, comparée à celle du clergé régulier, était dans le rapport de 45 1/2 à 100.

Quoi d'étonnant si un certain nombre de leurs représentants à l'Assemblée constituante votèrent la vente des biens du clergé et abandonnèrent de bon gré, contre la promesse d'un presbytère et d'un traitement fixe de 1,200 livres au minimum, leur portion congrue et les revenus aléatoires de la dime !

Les biens fonciers ecclésiastiques ne couvraient, en somme, que 6 0/0 au maximum de la superficie du district de Caudebec. Il y a

loin de cette modeste réalité aux calculs fantaisistes qui attribuaient au clergé le quart et parfois la moitié du sol français.

Mais la comparaison des revenus fonciers du clergé aux revenus des terres roturières donne une idée plus exacte de la richesse foncière que la comparaison des superficies occupées et fait ressortir une plus-value à l'avantage du clergé.

Cette plus-value ne tient pas à une supériorité dans la qualité des terres occupées par le clergé, mais uniquement aux exemptions de charges et d'impôts dont celui-ci bénéficiait. Le revenu d'une terre augmentait ou baissait de 15,20 ou 25 0/0 suivant que cette terre passait des mains des roturiers aux mains du clergé ou inversement : dans le premier cas, en effet, elle cessait de devoir les vingtièmes (40 0/0 du revenu) et la dime (valeur variable, 40 0/0 au maximum), auxquels, dans le second cas, elle redevenait assujettie. Aussi, la proportion des revenus fonciers ecclésiastiques au reste des revenus fonciers donne-t-elle un pourcentage double de la proportion des superficies.

Dans la paroisse de Bacqueville, la superficie des biens ecclésiastiques était à celle des autres terres comme 8,25 est à 100 (138 acres contre 4,694) et la proportion des revenus fonciers comme 46,45 est à 100 (6,925 livres contre 42,000).

Dans la paroisse de Presles (canton de Neufchâtel), les revenus fonciers ecclésiastiques étaient aux autres revenus fonciers comme 8 0/0, et dans ce même canton le nombre d'articles fonciers ecclésiastiques n'était que de 3,46 0/0 du total.

Le reste de la propriété foncière, c'est-à-dire la plus grande partie, était aux mains des nobles, des bourgeois et des paysans ; mais dans quelles proportions pour chacune de ces trois classes ? Pour les nobles exempts, on peut l'établir ; mais bourgeois et paysans paraissent avoir été confondus ensemble sur les rôles de vingtièmes.

Suivant la méthode indiquée par M. Loutchisky dans sa brochure sur la *Petite propriété en France avant la Révolution et la vente des biens nationaux*, p. 41, note, rien ne serait plus simple que de distinguer les bourgeois des paysans : « Les membres des familles bourgeoises ajoutaient à leur nom le titre de sieur, sous lequel ils étaient inscrits dans les cadastres et dans les procès-verbaux des ventes. Pour les paysans, les ouvriers des villages, les artisans, etc., leurs nom et prénoms suffisaient sans aucun titre... ; » il suffirait donc d'indiquer comme bourgeois tous les propriétaires qui, sur les rôles des vingtièmes, ont leurs nom et prénoms précédés du titre de sieur, et comme appartenant à la classe des paysans, ouvriers de vilage, artisans, ceux dont le nom n'est précédé d'aucun titre.

Cette division des propriétaires, bourgeois et paysans, d'après l'adjonction ou la non-adjonction du titre de sieur sur les rôles des vingtièmes, paraît une méthode un peu simpliste. Appliquée à trois paroisses de la Seine-Inférieure, Buglise (hameau de la commune de Cauville, canton de Montivilliers), Bruneval (hameau de la commune de Saint-Jouin, canton de Criquetot), Bénarville (commune du canton de Goderville), cette méthode donne des résultats assez étranges pour paraître suspecte. A Buglise, sur 36 propriétaires, dont 12 paysans et artisans, 10 ou 11 auraient loué leurs terres, 1 ou 2 seulement les auraient exploitées eux-mêmes ; à Bénarville, sur 23 propriétaires, dont 16 paysans (?), 3 seulement occupaient leurs terres et les exploitaient, les autres louaient ; à Bruneval, enfin, sur 12 propriétaires, dont 6 paysans (?), 2 seulement, Pierre Hauville et un sieur Georges Franchard, faisaient valoir eux-mêmes. Ainsi donc, sur 34 soi-disant paysans, 6 ou 7 seulement exploitaient eux-mêmes leurs propriétés et 27 ou 28 les louaient. Encore, parmi ces 7 exploitants, rencontre-t-on un sieur, c'est-à-dire, suivant la méthode de critique employée par M. Loutchisky, un bourgeois. N'est-ce pas une méthode suspecte que celle qui mène à de si étranges conclusions ?

Il se peut que tous les individus qui « ajoutaient à leur nom le titre de sieur » fussent des bourgeois, mais parmi ceux qui, sur les rôles des vingtièmes, ne portent pas ce titre, n'y en avait-il pas également beaucoup d'autres ?

Un fait certain ressort pourtant de l'étude de la propriété foncière dans les trois paroisses ci-dessus, c'est le grand nombre de propriétés louées ou affermées et, comme corollaire, le petit nombre de propriétaires exploitant eux-mêmes. Sur les 90 parcelles inscrites aux vingtièmes pour ces trois paroisses, 83 ou 84 étaient louées ou affermées, et sur 74 propriétaires 6 ou 7 seulement exploitaient eux-mêmes leurs terres.

Rien, à la veille de la Révolution, ne pouvait faire prévoir la vente des biens du clergé. Sur les 900 cahiers remis aux députés des États généraux, il n'y en avait qu'un nombre infime qui réclamassent cette vente. Dans la région qui devait être, un an plus tard, la Seine-Inférieure, il n'y en avait pas un seul. Le clergé était considéré dans la masse de la nation comme un propriétaire ordinaire dont les droits n'étaient pas plus discutables que ceux de n'importe quel particulier.

Ce que le pays n'avait pas demandé ses élus l'exécutèrent : sept mois après la convocation des États généraux, l'Assemblée constituante mettait les biens du clergé à la disposition de la nation.

Deux arguments avaient décidé du vote de l'Assemblée : un argu-

ment financier : la nécessité de trouver des ressources extraordinaires pour combler le déficit du trésor, et surtout un argument politique : le désir, en confisquant les biens du clergé, de lui enlever tout pouvoir politique. Les discours qui décidèrent du vote de la loi et certains articles insérés dans la loi même ne laissent aucun doute sur ce point.

Les embarras du trésor furent le prétexte, l'occasion de cette vente ; ils n'en furent pas la raison. Le clergé, par la bouche de son président, l'archevêque d'Aix, avait proposé les 400 millions nécessaires pour faire face au déficit du trésor ; on repoussa cette offre et l'on s'attaqua au principe même de la propriété ecclésiastique. Mirabeau et Thouret, entre autres, soutinrent que le clergé n'était pas propriétaire, mais était seulement usufruitier ; la propriété appartenait à l'État, toujours libre de reprendre ses droits de propriétaire, à condition de subventionner le ministre du culte. Maury répliqua brillamment, mais le siège de la majorité était fait.

Dès la fin d'août 1789, les ci-devant privilégiés, qui, pendant la nuit du 4 août, avaient spontanément sacrifié leurs privilèges, laissaient paraître certains regrets et donnaient à entendre que, s'ils cédaient pour un moment à la force du courant égalitaire qui emportait tout, ils n'avaient pas perdu l'espoir de se voir réintégrer plus tard dans leurs privilèges. Pour ôter cette espérance tout au moins au clergé, il fallait lui enlever la base de son pouvoir politique en confisquant ses propriétés. Ce fut le motif de la loi du 2 novembre 1789.

On prête à Mirabeau, à qui l'on faisait remarquer la difficulté de trouver des acquéreurs pour les biens nationaux, la réponse suivante : « Que nous importe ! Si on ne les achète pas, nous les donnerons. » Exact ou non, ce mot traduit parfaitement la pensée de ceux qui avaient décidé la vente des biens ecclésiastiques ; ils voulaient les supprimer à tout prix. La raison de cette vente était si bien une raison politique, que les assemblées administratives des départements le reconnaissaient elles-mêmes hautement. Le 22 novembre 1790, le comité des biens nationaux faisait rejeter par celle de la Seine-Inférieure une soumission générale aux biens de l'abbaye de Belloczane (district de Gournay) en s'appuyant sur des considérants politiques : « La Constitution française encore dans son berceau, disait le comité, repose essentiellement sur la vente des biens nationaux. Il faut qu'elle se fasse et qu'elle se fasse sans retour. Or, elle se fera sans retour si vous y intéressez beaucoup d'individus. L'intérêt plus divisé devient plus général, et ce sera cet intérêt général qui rendra inutiles tous les efforts du clergé pour rentrer dans les biens qu'il n'a jamais dû posséder. »

La loi du 2 novembre 1789 fut votée à 200 voix de majorité. Une partie du bas clergé avait voté la loi. L'article 2 portait : « Dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'aucune cure moins de 4,200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendances. » Un grand nombre de curés, qui ne connaissaient dans leurs paroisses, comme biens ecclésiastiques, que les propriétés et les terres de la plus proche abbaye et qui végétaient réduits à la portion congrue, estimèrent plus honorable la situation que leur faisait la nouvelle loi et préférèrent accepter 4,200 livres de l'État que de disputer à leurs paroissiens une dime qui les empêchait tout juste de mourir de faim, et ils votèrent la mise des biens ecclésiastiques à la disposition de la nation.

La loi du 21 décembre de la même année, en créant une caisse de l'extraordinaire, décida en principe la vente de domaines de la couronne et de biens ecclésiastiques pour 400 millions.

Mais comment exécuter cette vente ? S'adresser directement au public, c'était courir le risque d'échouer. Effrayés par les menaces du haut clergé et dans certaines contrées du bas clergé lui-même, les particuliers n'oseraient sans doute se présenter aux ventes. Pour rassurer les acquéreurs contre les dangers possibles que pourraient leur faire courir une contre-révolution, on eut l'idée d'interposer entre eux et l'État des corps anonymes, les municipalités, auxquelles seules ils auraient affaire ; ce fut l'objet de la loi du 24 mars 1790, qui ordonna l'aliénation aux municipalités de 400 millions de biens nationaux, dont la vente avait été décidée en principe trois mois auparavant. Les municipalités soumissionnèrent à l'envi tant et si bien que, le 9 juillet suivant, l'Assemblée vota l'aliénation de tous les domaines nationaux. Mais, pour prévenir toute tentation de spéculation de la part des municipalités, la loi portait qu'elles étaient tenues d'aliéner elles-mêmes aux particuliers dès que, sur une propriété particulière, elles recevaient de la part du public une soumission au moins égale à celle qu'elles avaient faite elles-mêmes. Pour empêcher que quelque fidéicommiss n'achetât en bloc tous les biens d'une abbaye ou d'un couvent et ne les rendit plus tard aux religieux qui les avaient possédés, la loi portait qu'à offre égale les soumissions particulières seraient préférées aux soumissions totales. Les législateurs avaient pris toutes les dispositions nécessaires à la vente effective et au partage définitif des biens ecclésiastiques.

Dans la Seine-Inférieure, la vente commença pendant les derniers mois de 1790 et dura jusqu'au 4^{er} vendémiaire an VI (6 novembre 1795), date à partir de laquelle le restant des biens nationaux servit

de garantie aux porteurs de mandats territoriaux. A la première réunion de l'assemblée administrative du département, le 3 novembre 1790, le président, M. Herbouville, mentionnait au nombre des attributions de cette assemblée celle de « faciliter la vente des biens nationaux. » Le procureur général syndic du directoire départemental et les membres de la commission chargée par l'assemblée administrative de tout ce qui concernait les biens nationaux considéraient comme une œuvre très importante la part qu'ils devaient prendre à la liquidation des biens nationaux.

Dès le commencement de novembre, toutes les opérations préparatoires étaient en activité, et le procureur général syndic annonçait « sous peu de jours » la réception des enchères qui devaient précéder l'adjudication des biens. Dès le 6 décembre, l'Assemblée constituante rendait les premiers décrets autorisant les soumissions des municipalités. Jusqu'au 15 mai 1791, trente-sept décrets autorisèrent pour la Seine-Inférieure un nombre égal de soumissions. Dix-huit de ces soumissions furent passées au compte de la municipalité de Rouen, portant sur un total de 21,400,000 livres en assignats, soit 19,050,000 livres valeur réelle. Le Havre soumissionnait en une fois pour 2,515,469 livres en assignats; Dieppe en deux fois pour 1,330,052 livres en assignats. Au total, pour ces trois municipalités, 25,246,124 livres. Seize autres municipalités du département avaient soumissionné pour une somme totale de 5,048,975 livres en assignats.

Dans un rapport du 15 novembre 1791 à l'Assemblée administrative du département de la Seine-Inférieure, le procureur général syndic évaluait la totalité des biens nationaux du département, « d'après les estimations comparées aux ventes déjà faites, » à 57,762,023 livres. Au 31 octobre 1791, il en avait déjà été vendu pour 32,808,954 livres, dont 30,295,099 livres aux municipalités et 2,513,855 livres aux particuliers en vertu de la loi du 20 août 1790, autorisant la vente directe sans l'interposition des municipalités. Du 31 octobre 1791 à la fin de la vente, les particuliers acquirent pour 37,438,770 livres assignats. La vente des biens nationaux produisit au total dans notre département 70,247,734 livres assignats, ce qui ne représente que 43,000,000 en argent, étant donné la dépréciation du papier-monnaie. Financièrement, la vente des biens nationaux fut une opération manquée, et, malgré les immenses ressources qu'elle procura au trésor, la Révolution n'en aboutit pas moins à une « hideuse banqueroute. » Comme mesure politique, la vente des biens ecclésiastiques eut un plein succès, elle s'accomplit parfaitement et fut définitive. Mais, ainsi qu'on l'a si souvent répété, a-t-elle fondé en France la petite propriété?

Pas dans le district de Caudebec au moins et cela pour deux raisons : parce que, comme nous l'avons vu, la propriété ecclésiastique y tenait peu de place, et que, comme nous l'allons voir, les biens nationaux tombèrent en majeure partie aux mains de bourgeois déjà propriétaires fonciers.

Un coup d'œil superficiel laisserait croire que la vente avait donné naissance à un grand nombre de petites propriétés et que le vœu de l'Assemblée constituante s'était réalisé. Les 3,630 hectares de biens ecclésiastiques du district de Caudebec firent en effet l'objet de 900 adjudications auxquelles prirent part 462 acheteurs, ce qui représente une moyenne de 4 hectares par adjudication, de deux adjudications et de 7 hectares 70 par acquéreur. Mais une analyse de la vente des biens ecclésiastiques montre combien sont factices ces moyennes grossières. Sur 900 adjudications, 60 à peine furent d'une tenure sensiblement égale à la moyenne générale de 4 hectares. On en trouve de moins de 54 centiares (une perche); une atteignit 215 hectares (380 acres), trois propriétés de plus de 100 hectares, 22 de plus de 30 hectares furent vendues sans être morcelées. Ces 26 adjudications, soit 2,88 0/0 du total des adjudications, comprenaient 1,610 hectares, soit 44,70 0/0 de la superficie totale des terres vendues et contenaient en moyenne 62 hectares. Les 874 adjudications restantes, soit 97,22 0/0, se partageaient 2,020 hectares, soit 53,30 0/0 de la superficie totale, ce qui ne donne plus qu'une moyenne de 2 hectares 08 pour la presque totalité des adjudications, soit près de moitié moins de la moyenne générale. Encore y avait-il une vingtaine d'adjudications de 10 à 30 hectares et une soixantaine de 10 à 4 hectares. 750 adjudications environ comprenaient de 1 à 4 hectares (la majorité d'entre elles avaient une superficie allant de 4 à 2 hectares); 50 adjudications n'atteignaient pas 1 hectare.

La moyenne de deux adjudications par acquéreur est tout aussi factice que celle de 4 hectares par adjudication. Un cinquième à peine des acquéreurs (19,40 0/0) prit part exactement à deux adjudications. Plus de 57 0/0 des acquéreurs (264 sur 462) n'ont pris part qu'à une adjudication; 135, 29 0/0, ont pris part à 2 ou 3 adjudications; 52 acquéreurs, 11 0/0, à un nombre d'adjudications allant de 4 à 9; 11 acquéreurs, 2,30 0/0, à 10 adjudications et plus, en moyenne à 17, et 3 acquéreurs, sur ces 11, ont prit part respectivement l'un à 24, l'un à 27, l'un même à 40 adjudications. Les 57 0/0 des acquéreurs qui n'ont acheté qu'une fois ont absorbé 29 0/0 du total des adjudications. Les 135 acquéreurs, 29 0/0, qui ont acquis deux ou trois fois, 35 0/0 des adjudications. Les 52, 11 0/0, qui

ont acquis de quatre à neuf fois, 26 0/0; les onze plus gros acheteurs, enfin, 2,30 0/0, qui ont acquis dix fois et plus, près de 40 0/0 des adjudications.

Les adjudications ayant été d'importance si différente et le nombre d'adjudications par tête d'acquéreur aussi variable, les superficies acquises par chacun des acheteurs ne pouvaient être que fort inégales. La moyenne de 7 hectares 70 par tête d'acquéreur était donc, elle aussi, purement fictive. Vingt-huit des acquéreurs, 6,06 0/0 du nombre total, avaient acheté chacun plus de 30 hectares de terre; ils se partagèrent 1,904 hectares, soit 52,45 0/0 de la superficie vendue, ce qui représentait 68 hectares par tête d'acquéreur. Encore, sur ces 28 acheteurs, 19 n'atteignaient pas à cette moyenne de 68 hectares et 9 la dépassaient avec une moyenne de près de 405 hectares 1/2 par tête. Le plus gros acquéreur avait acheté 245 hectares. Les trois suivants de 400 à 440 hectares. Les 434 autres acquéreurs, soit 97,22 0/0, se partageaient seulement 4,726 hectares, soit 47,55 de la superficie, ils n'avaient plus en moyenne que 3 hectares 97 par tête; encore ce chiffre doit-il être abaissé à moins encore pour 400 d'entre eux. Une vingtaine d'acquéreurs en effet sur ces 434 avaient acquis chacun de 40 à 30 hectares, en moyenne 47. 444 acquéreurs n'avaient donc plus en moyenne par tête que 3 hectares 30, pas même la moitié de la moyenne théorique. Une trentaine n'atteignaient pas 4 hectare. Les 3/5 des acquéreurs environ avaient acquis en moyenne de 2 à 5 hectares.

On voit combien fut inégale la répartition des biens nationaux entre les acquéreurs. 1/10 des acquéreurs avait absorbé les 3/5 des terres mises en vente, les 9/10 s'étaient disputé les 2/5 restant. Dans un district de 90,000 habitants et de 48,000 hectares, peut-on dire que la petite propriété a été fondée par la vente et le partage de 4,375 hectares entre 350 individus?

Encore une bonne partie des terres tomba-t-elle aux mains de la bourgeoisie. Sur cinquante-quatre acquéreurs pris au hasard, trente, c'est-à-dire plus de moitié, étaient des citoyens, onze Rouennais, treize Caudebecais, deux Bolbecais, un Parisien, un Yvetotais, un habitant de Lillebonne et un de Darnétal. Les vingt-six autres acquéreurs habitaient des villages ou des bourgs du département de la Seine-Inférieure, presque tous même du district de Caudebec.

Sur les procès-verbaux de vente, mention est toujours faite du domicile de l'acquéreur, mais sa profession est rarement indiquée. Sur cinquante-six acquéreurs pris pour épreuve, elle n'est indiquée que pour vingt-quatre : deux « marchands laboureurs, » cinq

« marchands, » deux « négociants, » un « marchand de cidre tenant hôtel garni à Paris, » un « marchand tanneur, » un « marchand bourselier, » un tourneur, un juge de paix, deux hommes de loi, un banquier, un essayeur de monnaie, un menuisier, un fabricant, un « apothicaire, » un « bourgeois. »

Si l'on compare non plus le nombre des acquéreurs de la classe bourgeoise et de la classe paysanne, mais l'importance de leurs acquisitions respectives, on voit grandir encore davantage le rôle de la première. Sur les vingt-huit acquéreurs qui ont acheté 52 0/0 de la superficie totale des biens nationaux, vingt et un appartenaient à la bourgeoisie. Sur vingt-six autres acquéreurs pris au hasard, neuf en font également partie. Les bourgeois, on le voit, ont eu une grande place parmi les acquéreurs de biens nationaux ; mais c'est à tort qu'on les accuserait d'avoir formé dans le district de Caudebec quelques-unes de ces légendaires « bandes noires » d'accapareurs.

Un dixième seulement des adjudications, 92 sur 900, fut acquis par des syndicats d'acheteurs. Ces acheteurs, au nombre de 460, étaient 446 personnes différentes et n'acquirent en tout que 643 hectares, ce qui ne représente qu'une superficie de 6 hectares 90 par adjudication et de 5 hectares 1/2 par tête d'acquéreur : il n'y a là rien d'exagéré. Ce dernier chiffre est même inférieur à la moyenne générale de superficie par acheteur.

L'importance des acquisitions de la bourgeoisie n'a pas son origine dans un accaparement ; elle s'explique simplement par les conditions sociales et économiques de l'époque où se fit la vente et par la nature même des biens qui furent vendus.

Le morcellement n'eut pas lieu d'abord avec toute la rigueur qu'avait souhaitée l'Assemblée constituante. Certaines grandes fermes et de grandes propriétés abbatiales ne purent être morcelées ; d'autre part, beaucoup de paysans, quoique fort désireux d'acquérir, n'osaient le faire par crainte d'une contre-révolution et n'avaient pas pour la plupart de capitaux disponibles en quantité suffisante. Dans la bourgeoisie, l'on trouvait moins de scrupules et plus d'argent ; l'on acheta plus de terres et des terres plus importantes, surtout durant les deux premières années.

A partir de 1793, sur les votes réitérés de la Convention, la vente s'opéra par parcelles, et les grosses adjudications, assez nombreuses de 1790 à 1793, diminuent de 1793 à 1795, et même, de juin à novembre de cette dernière année, on n'en rencontre plus une seule.

Tocqueville, étudiant la vente des biens nationaux, avait constaté que la plupart des terres ecclésiastiques avaient été achetées « par

des gens qui en possédaient déjà, » de sorte, concluait-il, « que le nombre des propriétaires s'est bien moins accru qu'on ne l'imagine. » Et il ajoutait : « L'extrême division de la propriété est un fait bien antérieur à la Révolution française. »

Dans le département de Seine-et-Marne, les constatations de M. Minzès sont identiques : les acquéreurs étaient en grande partie des bourgeois, commerçants, industriels, banquiers, avocats, hommes de loi, et à tout prendre la vente des biens nationaux n'avait pas sensiblement modifié la répartition de la propriété foncière.

L'étude de la vente des propriétés foncières ecclésiastiques dans le district de Caudebec conduit aux mêmes conclusions. Ces biens ne comprenaient que 6 0/0 de la superficie ; c'était peu, et à côté d'eux la propriété individuelle avait le champ large.

La vente des biens nationaux n'eut d'autre résultat que de les faire tomber en majeure partie aux mains de la bourgeoisie déjà riche de terres ; elle permit aussi à quelques gros cultivateurs de devenir propriétaires des fermes qu'auparavant ils louaient et à quelques artisans de villages et de bourgs d'acheter un petit champ ou une « masure. » La propriété ecclésiastique n'était plus, c'est vrai ; mais les terres, possédées respectivement par les bourgeois, par les paysans et par les artisans, étaient restées dans un rapport proportionnel sensiblement le même qu'avant la vente.

G. LECARPENTIER.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

XV^e-XVII^e SIÈCLES.

XV^e SIÈCLE. — S'attaquer au xv^e siècle italien après Burckhardt, après Voigt, après Taine, après tant d'autres, l'entreprise était hardie. La hardiesse a bien servi M. Philippe MONNIER. Ses deux gros volumes sur *Le Quattrocento, essai sur l'histoire littéraire du XV^e siècle italien*¹, se lisent sans un moment de fatigue. C'est toute la vie du siècle qui défile devant nous, la *Signoria*, la société, l'Église, le menu peuple, les humanistes, les sages, les pédants, les platonistes, les moines. Tout cela décrit d'un style infiniment riche, infiniment souple, raffiné lorsqu'il faut dire les préciosités de l'humanisme, d'une touche subtile, délicate, gracieuse pour peindre la nouvelle éclosion de la poésie « en vulgaire, » d'une verve étourdissante, lourde, grasse et chaude lorsqu'il s'agit de rendre la vivante et savoureuse inspiration des chante-histoires de carrefour, retracer l'existence du *calzolaio* ou du menuisier, passer du palais de la Via Larga aux échoppes de Calimala².

On dira que ce style est factice, que la préciosité y confine souvent à l'enflure, que la vulgarité y devient triviale, que l'auteur a des habitudes qui ressemblent à des manies³. On le chicanera sur le sans- façon, l'à peu près de ses traductions du latin et de l'italien⁴, sur sa passion pour le modernisme exaspéré⁵. On l'accusera d'avoir mal composé son gros livre⁶, de n'avoir évité ni les redites ni les

1. Paris, Perrin, 1901, 2 tomes in-8° de 341 et 463 p.

2. T. II, p. 161 : « On se cogne, on se poche, on se bosse, on se casse, on s'écharpe, on s'enfonce, on s'abîme, on s'estourbit, » etc.

3. Par exemple l'emploi du mot « escient. »

4. Je pourrais multiplier les exemples. P. 315, n. 3 : « *Germen et omne*, les graines et tout. »

5. M. Monnier ne peut pas dire un écrit ; il dit « une écriture, »

6. L'hellénisme, le peuple, etc. ; voilà des sujets qui reviennent trois ou

retours en arrière, de ne suivre un ordre ni chronologique, ni géographique, ni logique. On lui reprochera, dans son admiration pour les érudits italiens, auxquels il a, en italien, dédié son livre, d'avoir oublié qu'il existait aussi des savants de ce côté-ci des Alpes¹. Je défie le plus grincheux des lecteurs de formuler ces critiques pendant qu'il lira ces huit cents pages ; il sera sous le charme, emporté par le tourbillon. Cela grouille et cela vit.

Assurément il est, là dedans, surtout question de littérature. Mais M. Ph. Monnier, en ceci digne héritier d'un nom respecté, ne sépare pas la littérature de son fond social. C'est Rome, c'est Naples l'aragonaise, c'est Ferrare, c'est surtout Florence, la Florence de Laurent qu'il nous décrit, et, sans apprendre dans son livre aucun fait nouveau, l'historien pourra s'y plaire. Il y trouvera un portrait piquant d'Eneas-Sylvius Piccolomini (p. 254), un très juste dosage de ce qui reste encore du moyen âge dans l'humanisme, une franche appréciation de la nullité foncière des humanistes purs (p. 292) et une très fine caractéristique du genre particulier de « tyrannie, » qui fut celle du Magnifique (t. II, p. 33). Je ne crois pas qu'on ait mieux dit ni qu'on puisse mieux dire. Mais ce qu'il y a encore de plus intéressant dans le *Quattrocento*, c'est la foule florentine, cette foule qui se presse aux sermons de Bernardino, qui traîne dans les rues les cadavres des Pazzi, qui chante et qui danse, et d'où sortent ces artisans obscurs, ignorés, méprisés des humanistes, les Donatello, les Ghirlandajo, les Botticelli. Après nous avoir conté l'apogée, M. Monnier nous explique la décadence du *Quattrocento*, l'influence néfaste de Naples (t. II, p. 400), pour qui l'italien n'est qu'une langue étrangère, une matière à littérature, Naples la monarchique et la courtisane. Et le livre se ferme à l'instant où retentit la voix, chargée d'orages, de frà Girolamo².

HISTOIRE DU XVI^e SIÈCLE ET HISTOIRE DE LA RÉFORME FRANÇAISE. — Il existe sur Poyet un livre récent de M. Porée. Était-il utile d'en écrire un nouveau ? M. Maurice DEUBEL a été de cet avis. Mais son *Guillaume Poyet, avocat et chancelier*³, est plutôt une étude sur la procédure criminelle, l'administration et la fiscalité du XVI^e siècle, une sorte de commentaire juridique de l'œuvre de Poyet qu'une bio-

quatre fois. M. Monnier cède parfois à la très vilaine tentation de nous ahurir. P. 50 : « *Aucun siècle ne pensa moins que celui qui nous occupe.* »

1. M. de Nolhac, par exemple, est ignoré.

2. Pas d'index ! Pas d'index pour ces 800 pages où s'agitent des milliers de noms.

3. Paris, Nancy, Berger-Levrault, 1901, in-8°, 148 p. (*Bibl. de la conférence Rogévillo*).

graphie du chancelier¹. L'auteur s'appuie moins sur les textes contemporains que sur l'*Historiographie sans gages*, qui est du XVIII^e siècle, et sur l'*Histoire de France* de Garnier². Ceci me met à l'aise pour ne pas discuter sa tentative de demi-apologie de Guillaume Poyet³.

Peu à peu se continue le travail de constitution des histoires provinciales de la Réforme française. Montbéliard, la Bourgogne, la Saintonge, Clairac, Saint-Quentin, le Forez, nombreuses sont les régions à propos desquelles nous arrive, cette fois, une moisson de documents.

Cette histoire présente dans le comté de Montbéliard un intérêt particulier. Pays de langue française et de domination allemande, la principauté n'a connu ni les retours offensifs du catholicisme ni la persécution : c'est un type de petit État où s'est librement développée la Réforme. D'autre part, elle a été, précisément parce qu'elle était à la fois de France et d'Empire, le théâtre d'un conflit violent entre les deux tendances du protestantisme, la tendance luthérienne qui lui venait du Wurtemberg, la tendance « sacramentaire » des Français et des Suisses.

Sur cette histoire, il n'existait qu'un livre partial et sans critique de M. Tournier, *le Protestantisme dans le pays de Montbéliard*⁴. Tout autre est la valeur de la consciencieuse *Histoire de la Réforme dans le pays de Montbéliard depuis les origines jusqu'à la mort de P. Toussain, 1542-1573*, de M. John Vriévor⁵. Ce n'est pas que l'auteur atteigne toujours à l'impartialité absolue qui devrait être de règle en un pareil sujet. Il lui arrive trop souvent d'écrire « la vérité » pour « la doctrine réformée. » Il témoigne tout son mépris (p. 62) à un chanoine qui, pour conserver ses bénéfices, s'engage à

1. La vie de Poyet après sa condamnation tient en une note de trois lignes (p. 144, n. 2).

2. M. Deubel connaît mal les ouvrages récents.

3. Son gros argument contre Chabot est le suivant : Chabot innocent ne serait pas contenté de simples lettres d'abolition. Mais comment pouvait-il obtenir une réhabilitation avant d'avoir établi que son juge s'était rendu coupable de forfaiture ? P. 10 : le « dépit » de Louise de Savoie « d'avoir vu sa main refusée par le duc de Bourbon » n'est plus, depuis Paulin Paris, une de ces vérités qu'on puisse avancer sans preuves.

4. Besançon, 1889. M. l'abbé Tournier parle, par exemple, de « la dépravation » bien connue de Marguerite d'Angoulême, qu'il confond sans doute avec la reine Margot.

5. Thèse de la Faculté de théologie de Paris, formant les volumes XXVII et XXVIII des *Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard*. 1900, 2 vol. in-8°, xx-356 et 358 p. Le deuxième est consacré aux pièces et appendices.

ne plus célébrer la messe; il n'a pas un mot de blâme pour le comte qui lui impose cet engagement, « lui promet en échange une place de conseiller à vie » et le tient deux jours enfermé. Il trouve naturelle (p. 67) l'interdiction faite aux catholiques d'aller entendre la messe hors de la principauté. Et lorsque Toussain, plus tolérant d'ordinaire, se laisse aller (4539) à prononcer des paroles qui rappellent Innocent III, M. Viénot ne relève dans ce ton (p. 70) que « de l'énergie et du sérieux. » Tant il est difficile d'écrire l'histoire de la Réforme comme celle des Babyloniens!

Mais M. Viénot, hâtons-nous de le dire, s'appuie sur des recherches très étendues. A partir de 1545, il a, pour ainsi dire (et en ce qui concerne Montbéliard), continué Herminjard en puisant aux fonds où le vénéré et regretté travailleur de Lausanne avait coutume de faire ses trouvailles¹, à Zurich, Neuchâtel, Bâle, etc. Il y a ajouté de fructueux dépouillements à Montbéliard, Vesoul et Besançon, aux Archives nationales et surtout aux Archives d'État de Stuttgart. Il a eu l'excellente idée de publier tous ses textes. Quelques-uns sont d'une réelle importance, par exemple : le rapport de Pierre Toussain sur l'Interim, le colloque de 1571, les *Articles sur lesquels ceux de l'église de Montbéliard désirent avoir fidèle résolution*, avec les réponses de Beze, etc.

Le récit que M. Viénot a tiré de ces sources devrait débiter par une description physique et morale de la principauté², quelques indications sur ses rapports avec le prince souverain, avec l'Empire, avec la France, avec les pays voisins, sur la situation de sa population³, l'état social des diverses classes (cette étude n'est faite que pour le clergé) et le plus ou le moins de résistance qu'elles opposaient à la Réforme. M. Viénot nous raconte l'extension au pays de Montbéliard de l'insurrection des paysans allemands, sans nous dire si la situation du paysan montbéliardais ressemblait à celle de ses frères de Souabe ou d'Alsace. On ne voit pas assez chez lui jusqu'à quel point les princes du Wurtemberg, en réformant le comté, eurent les habitants pour complices. Il ne nous parle pas assez du rôle des réfugiés français à Montbéliard (p. 293). Son livre a trop, comme cadre et comme ton, l'allure d'une biographie de Pierre Toussain, dont il loue avec raison l'opinion très nette sur le cas de Servet (p. 496), mais dont il s'exagère peut-être la valeur⁴.

1. Sur les sources, voy. t. II, p. 313-316.

2. Il y a bien une carte, mais qui donne les limites de 1786.

3. La question de la langue n'est guère traitée que par prétérition.

4. Notamment le mérite littéraire. P. 77, il donne en regard un texte de

Les parties les plus neuves et les plus solides du livre sont le récit des tentatives nombreuses faites pour soumettre au luthéranisme les populations réformées de Montbéliard et pour y rétablir des cérémonies plus ou moins empruntées au catholicisme, et surtout les chapitres relatifs à l'*Intérim*. On y voit très clairement quel était le vrai caractère de cette mesure : sous couleur de ménager provisoirement la situation des églises rivales, c'était en réalité un essai de rétablissement subreptice du catholicisme et de suppression de la Réforme; l'archevêque de Besançon et l'empereur, en exigeant des pasteurs une stricte application de l'*Intérim*, les mettaient en réalité hors d'état d'exercer, tandis que les curés réinstallés prenaient impunément avec ce même texte les plus grandes libertés. Dans ces conditions, on comprend que cet armistice n'ait pas duré et qu'il n'ait contenté, au fond, personne¹.

Le registre de baptêmes publié par M. H. PATRY est en réalité une *Chronique de l'établissement de la Réforme à Saint-Seurin-d'Uzet en Saintonge*², c'est-à-dire dans une petite paroisse rurale, de 1544 à 1564. Telle qu'elle apparaît dans ce travail et dans sa position de thèses de l'École des chartes³, la méthode suivie par le jeune historien me paraît excellente. Il se place à un point de vue véritablement historique : l'étude des agents, des milieux, des moyens et des résultats de la propagation de la foi nouvelle⁴.

L'un des principaux évangélistes de la Saintonge, Philippe Véron, le *Ramasseur*, a peut-être le premier prêché la foi nouvelle dans le Vermandois.

M. Alfred DAULLÉ, pour écrire l'histoire de *la Réforme à Saint-Quentin et aux environs du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle*⁵, a utilisé les documents des Archives nationales, de celles de l'Aisne et surtout du greffe du tribunal de Saint-Quentin, par exemple le registre de l'église du Câtelet de 1592 à 1617 (à partir de fin 1599, l'église est à Lehaucourt). Il publie un assez grand nombre de ces

Farel et la paraphrase de ce texte par Toussain. Il trouve la seconde très supérieure au premier; j'y vois un pur délayage.

1. Nombreuses planches, dont malheureusement M. Viénot n'indique jamais la source. Un index.

2. In-8° de 36 p., extrait du *Bulletin du protestantisme français*. Pièces justificatives provenant du fonds du parlement de Guyenne.

3. *Les Débuts du protestantisme en Saintonge et en Aunis*.

4. M. Patry se fait quelques illusions sur ce que pourront nous donner en général les registres des officialités et les archives municipales. En trop de lieux, ces fonds ont été dilapidés, quand ils n'ont pas été volontairement mutilés.

5. 1 vol. in-8° de 302 p. (tiré à 100 ex.), avec une carte du Vermandois et une gravure. Le Cateau, Roland, 1901.

documents, souvent très précieux : une liste de 593 noms (312 familles) de l'église du Câtelet; celle des 233 réformés de Saint-Quentin en 1599; une liste d'hérétiques que l'évêque de Noyon fit dresser par les curés des paroisses en 1632 (p. 94)¹; une liste analogue datant de 1637-1640 (p. 99)²; des rôles de conversion après la Révocation (p. 199); des listes de fugitifs (p. 215), enfin le rôle des sépultures protestantes en terre profane de 1737 à 1787 (p. 260-270).

Quand elle est faite avec ce soin, une étude d'histoire locale ne peut manquer d'apporter une contribution à l'histoire générale. Ce n'est pas que le Vermandois soit une grande province ni une terre d'élection de la Réforme³. On ne l'y voit pas avant 1561 et ses propagateurs y auraient été le *Ramasseur*, puis de l'Espine. Toujours est-il qu'en 1562 il fallait déjà interdire aux non-catholiques l'entrée des maîtrises. En 1599, presque tous les fabricants et marchands de « toilettes » et dix-sept « compagnons » figurent sur la liste; en 1670, ils seront un dixième de la population⁴; leurs richesses, leur « faste », un peu imprudent peut-être, excitent les jalousies de leurs concurrents et du corps de ville. Un certain nombre d'entre ces gros marchands se convertissent (parmi eux les Crommelin) pour obtenir d'être constitués en communauté de métier. D'ailleurs, dès 1644, M. Daullé nous a fait assister à la démolition progressive de l'Édit de Nantes; il retrace ensuite les épisodes de la Révocation et nous donne la lamentable autobiographie du dernier converti (converti par force) de Saint-Quentin. Il suit la vie latente de la Réforme malgré la persécution, et il emprunte aux registres de l'état civil d'une paroisse voisine de Saint-Quentin l'un des traits les plus immondes de cette persécution : l'inhumation, ou plutôt l'enfouissement « *dans le fumier* », le 23 janvier 1760, du cadavre d'un vieillard, « à cause de son entêtement et opiniâtreté à vivre et mourir dans la religion prétendue réformée ».

On trouvera des faits analogues, mais contés de façon succincte, dans l'*Essai* de M. C. CABROL sur l'*Histoire de la Réforme à Clairac*⁶.

1. 424 personnes, 108 familles à Saint-Quentin.

2. 553 personnes, 128 familles; quelques immigrés.

3. En 1542, un colporteur d'Anvers est condamné pour avoir vendu des *Institution chrestienne* à Paris à faire amende honorable à Paris et à Saint-Quentin; non pas qu'il ait commis un délit dans cette ville, mais « comme plus prochaine ville royale de l'issue de ce royaume du costé d'Anvers. »

4. Sous le ministère de Jean Mettayer.

5. P. 296, les *Montmorency* (le connétable et ses fils) sont à tort rangés parmi les protestants.

6. *Des origines à l'édit de Tolérance* (1530-1787), avec un plan du siège de 1621. Cahors, Coueslant (et Paris, Fischbacher), 1900, in-8°, 181 p.

Malgré de consciencieuses recherches¹, malgré l'intérêt du sujet, — Clairac a eu pour abbé Gérard Roussel, et la population, au début du XVII^e siècle, était en presque totalité protestante, — le travail de M. Cabrol reste superficiel, surtout pour la période antérieure à la Révocation. L'auteur nous mesure trop parcimonieusement les documents dont il s'est servi².

Les notices que F. NAEF avait rédigées d'après des notes de Th. Claparède et que M. R. CLAPARÈDE publie sous ce titre *la Réforme en Bourgogne*³ ne constituent pas une histoire de la réformation dans cette province, mais de simples indications sur chacune des églises de la Bourgogne, classées par colloques⁴. Ces notices sont exclusivement empruntées à des recueils connus, surtout à la *France protestante*. Telles quelles, elles nous rendent le service de nous présenter sous une forme commode tous les faits bien établis. M. R. Claparède, en fidèle légataire intellectuel de F. Naef, n'a pas voulu faire subir à ce travail une revision « trop complète, » ce qui en aurait changé le caractère. Il s'est contenté de le pourvoir d'un index, de quelques notes, d'une carte de l'ancienne Bourgogne, de quelques photographies et surtout d'une liste des réfugiés de Bourgogne admis à la bourgeoisie de Genève de 1539 à 1792⁵. On notera sur cette liste la part considérable qui revient aux professions industrielles (plus du tiers)⁶, encore que pour certaines églises de la province, celle de

1. Aux archives du Consistoire (n'existent que postérieurement à 1752) et municipales, au fonds TT, etc.

2. Une désinence en *ac* n'indique nullement une origine celtique. Les cahiers de doléances (très intéressants d'ailleurs) de 1588 ne peuvent servir (p. 14) à expliquer la propagation de la Réforme à Clairac; trop de choses avaient changé depuis 1530. Sur G. Roussel, M. C. Cabrol n'ajoute rien à Schmidt, sauf des détails sur les nombreux procès qui éclatèrent entre l'abbé et ses sujets.

3. *La Réforme en Bourgogne, notice sur les églises réformées de la Bourgogne avant la Révocation de l'édit de Nantes*. Paris, Fischbacher, 1901, in-16, 257 p.

4. On peut en évaluer le nombre à 20 ou 25.

5. D'après le *Livre des bourgeois*. Plus un appendice donnant les dates des principaux événements relatifs au rétablissement du culte réformé sur le territoire de l'ancienne Bourgogne. On y relèvera, pour les années 1873 et voisines, quelques faits d'intolérance assez réussis.

6. Quelques-uns des réfugiés sont appelés « maître. » Peut-on en inférer que tous les autres étaient des compagnons? Il y a parmi eux des lanterniers, menuisiers, serruriers, maréchaux, cordonniers, maçons, horlogers, épingliers, sergiers, beaucoup d'imprimeurs, des couturiers, joailliers et orfèvres, aiguilliers, tisserands, tondeurs de drap, confiseurs, chaudronniers, indienneurs, etc. Le nord de la province et la Bresse fournissent à la Réforme des agriculteurs, qui naturellement émigrèrent peu. Le reste appartient au commerce et aux professions libérales, avec quelques nobles.

Chalon par exemple, les protestants paraissent s'être recrutés surtout (p. 402 et 407) dans la classe moyenne. Ce livre ne saurait dispenser de recherches ultérieures. Mais il sera utile aux chercheurs, en leur épargnant un premier labeur toujours fastidieux. « D'autres, disait l'auteur de ces notices, pourront s'en servir pour un travail plus complet. » Il faut donc remercier M. R. Claparède de les avoir mises au jour¹. L'histoire de la Réforme en Bourgogne reste à faire, mais le sujet est dès à présent débrouillé.

C'est surtout d'après des documents lyonnais que M. l'abbé Reure raconte quelques *Épisodes des guerres de religion dans le Forez*² : prise du château d'Essalois par Honoré d'Urfé (1590), complot royaliste contre Montbrison (février 1594), escarmouche de Saint-Rambert (4 mars 1594), levée d'armes d'Honoré d'Urfé, démission d'Anne d'Urfé (1594-95), etc.

1. Sans sortir de son cadre, M. R. Claparède aurait pu signaler les documents relatifs aux églises de Bourgogne qui sont à la bibliothèque de Genève, et dont beaucoup ont été publiés dans les *Opera* de Calvin. En voici quelques-uns : *Arnay-le-Duc*, lettre de Popillon à Calvin, 22 déc. 1561 (intéresse aussi Chalon et Beaune); *Beaune*, lettre de Sébastien Tiran, 24 déc. 1561, et une lettre de Beaune du 7 mai 1562; *Chalon*, lettre de l'église, 9 juin 1561 (?); lettre de Bon Dupré à Calvin, 23 déc.; mention sur la liste de Colladon; *Couches*, 27 févr. 1561; *Dijon*, milieu 1561, 16 févr. 1562, 17 févr.; *Is-sur-Tille*, 3 févr. 1562, et *Corpus* XLVI, 447, 448, 455, *Calv. op.* XIX, n° 3558; *Mâcon*, 20 sept. 1561, 20 nov. : « Messieurs, jusques icy par faulte ou d'ordre ou de zèle tel qu'il appartenoit, sommes demeurés sans église, paresseux et tellement nonchallans qu'encores que soions si prochains de vous comme nous sommes, onques ne nous estoit venu en phantasie de vous aler requérir un ministre pour nous annoncer la parole de Dieu » (d'après des notes de M. H. Aubert). De même le *Livre des Bourgeois*, capital au point de vue genevois, aurait pu être complété au moyen du *Registre des habitants*, bien plus intéressant pour l'histoire des provinces françaises. Il donne, par exemple, pour 1549 : « Noble Grégoire de Reynne de Challon en Bourgogne, sa nièce et son mari Becherle; Jehan Belot (cf. Naef, p. 95) de Montréal-les-Auxerre; » pour 1550 : « Jehan Libenet, natif d'Yz-sur-Thilles, auprès de Dijon ou duché de Bourgogne, menuisier. » Je retrouve en 1551 des réfugiés de Dijon (un pâtissier, un tailleur de pierre, un apothicaire, un chaussetier), de Noyers (des imprimeurs et des potiers d'étain), de Chevilly (localité non mentionnée par Naef), de Seurre, de Pise (loc. non ment.), de Mâcon (cordonnier), d'Is (drapier), du village de Malhour (?), d'Auxerre (menuisier), et de même pour les années suivantes. Je relève en 1553 Jean Durand, libraire à Dijon (Naef, p. 42), en 1558 Jean Bissac, libraire, natif de Noyers (p. 92). Il y aurait naturellement aussi, pour le futur historien de la Réforme en Bourgogne, à explorer le fonds TT des Archives nationales.

2. Montbrison, Brassart, 1901 (extr. du *Bull. de la Diana*), 23 p. Le même abbé Reure nous envoie une notice (extr. de la *Revue du Lyonnais*) sur l'*Écrivain Claude du Verdier* (1565-1649), personnage dont le seul mérite est d'être le fils d'Antoine du Verdier, le bibliographe. Lyon, Waltener, 1901, in-8°, 43 p.

Le texte inédit que MM. G. VALLÉ et PARFOURU nous donnent sous le titre de *Mémoires de Charles Gouyon, baron de la Moussaye (1533-1587)*¹, est en réalité le *Brief discours de la vie de Mme Claude du Chastel, dame de la Moussaye*, rédigé entre 1587 et 1592² par le mari de la défunte³. C'est avant tout l'histoire du parfait et inaltérable amour d'un jeune gentilhomme réformé pour sa cousine, ardente huguenote. Et, à cet égard, comme tableau de mœurs du xvi^e siècle, ces *Mémoires* sont des plus intéressants. Nous sommes trop habitués à vivre dans un xvi^e siècle débauché et truculent; il y avait, sous les Valois, des hobereaux qui menaient une vie relativement tranquille, qui ne prenaient qu'une part assez restreinte aux guerres civiles, qui filaient le parfait amour avec leur épouse légitime et pouvaient se vanter de n'avoir pas, en seize ans, découché plus de six nuits de suite. Il est vrai qu'ils se mariaient jeunes et qu'ils n'hésitaient pas à se remarier⁴: Charles Gouyon pleura six ans sa divine du Chastel, puis il convola avec Anne de la Noue, la fille du Bras-de-Fer.

S'ils ne présentaient pas ce genre d'intérêt, la valeur des *Mémoires* du baron de la Moussaye serait plutôt médiocre. Précisément parce qu'il a plus vécu auprès de sa « chère maîtresse » que sur les grandes routes où chevauchaient les hommes d'armes, l'auteur nous apprend peu de choses. L'épisode le plus curieux est celui du voyage du prince de Condé à Jersey, en novembre 1585 (p. 439-441). — Nous féliciterons les éditeurs du soin avec lequel ils se sont acquittés de leur tâche⁵. Notons, parmi leurs appendices, une lettre du pasteur Larroque, du 11 janvier 1663, sur la destruction de l'église de Plouër, et des lettres intéressantes sur la Révocation en Bretagne, les enlèvements d'enfants et l'arrestation des fugitifs (p. 479-483).

1. Paris, Perrin, 1901, in-8°, xxxiv-248 p., 32 pl., heureusement choisies et bien exécutées. Une carte. Des pièces d'archives et des notices généalogiques, un index.

2. Les dernières pages rendent invraisemblable l'hypothèse d'une rédaction postérieure au remariage de l'auteur.

3. Le premier tiers du ms. est du xvi^e siècle; il a sans doute été écrit par l'auteur ou sous sa dictée. Le reste (voy. la pl. de la p. 2) est du xvii^e siècle, c'est donc une copie (Gouyon mourut en 1593).

4. Ces remariages s'expliquent par l'âge peu avancé auquel meurent souvent ces jeunes femmes, victimes, après une de leurs nombreuses couches, de l'ignorance des médecins du temps. Inversement, les femmes à trois ou même à quatre maris ne sont pas rares au xvi^e siècle.

5. P. xxv, n. 1. Walsingham est qualifié d'« historien anglais. » Lisez : « ministre. » P. 168 et 169, les éditeurs sont-ils bien sûrs que le nom de la seconde femme de François de la Noue doit se lire de Luré et non de Juré?

Les documents recueillis par M. l'abbé J. LESTRADE sur *les Huguenots en Comminges*¹ sont presque tous extraits des archives de Muret (où se trouvent en particulier les papiers des États de Comminges) ; ils intéressent surtout le bas Comminges². Ce n'était pas un pays huguenot³ ; mais il était menacé par ses voisins, les huguenots du pays de Foix, et souvent traversé par les bandes qui opéraient en Gascogne, particulièrement celles du roi de Navarre⁴. Par suite, *les Huguenots de Comminges* forment un utile complément aux *Mémoires de Monluc* ; ils contiennent quelques lettres inédites de ce capitaine. Une chose apparaît avec beaucoup de netteté dans ces documents commingeois : c'est de quelle façon et pour quelles raisons la Ligue s'est constituée en ce pays. Dès le 26 juillet 1563, Monluc invite les habitants à former une « confédération » ; il leur cite l'exemple des autres provinces. Mais déjà le mouvement a commencé chez les paysans, mouvement pour se défendre contre les pillards ; or, en Comminges, les pillards ce sont les huguenots. Ces premières ligues (au début la noblesse se fait plutôt tirer l'oreille pour y entrer) sont donc une tentative d'organisation spontanée, comme les fédérations de 1789. Ce sont, encore en 1587, des fédérations contre les auteurs de « voleries, meurtres et violements, » contre ceux qui veulent forcer le paysan à payer l'impôt, contre la misère qui le force à se retirer en Espagne, « et les autres qui sont demeurés sont au pain quérrant ; » en présence de l'impuissance des pouvoirs publics, les Commingeois s'unissent pour se défendre eux-mêmes. C'est seulement en mars 1589 que les États adhéreront à la Sainte-Union⁵. Cela n'arrête pas d'ailleurs le mouvement d'organisation spontanée. En dehors du gouverneur nommé par Mayenne, en dehors des États,

1. Paris, Champion, et Auch, Cocharaux, 1900, 1 vol. in-8°, xi-428 p. (*Arch. hist. de la Gascogne*, 2^e sér., fasc. 5). Appendices et index.

2. Il y a un appendice sur Saint-Bertrand.

3. La pièce I, datée entre « 1553-1560 », ne saurait être antérieure à 1560. Elle témoigne d'un état de désorganisation sociale qu'on ne trouve pas avant François II.

4. M. Lestrade, qui a rempli avec une parfaite impartialité son rôle d'éditeur, établit (p. 56) que le pillage de Lombez et de Samatan par les huguenots en 1569 est une légende. Il n'y eut pas de Saint-Barthélemy en Comminges.

5. Ils y adhérèrent de nouveau le 18 juin 1589. Pourquoi cette seconde manifestation ? La réponse est p. 155 : « Attendu que le Roy s'est rendu du cousté de l'hérétique... » Ici (n. 2), M. Lestrade dit : « A l'aide de cette calomnie, qui malheureusement trouva créance, les ennemis du roi travaillaient à la rendre impopulaire. Il est notoire que Henri III ne fut pas hérétique. » D'accord. Mais le texte ne dit pas cela. Il dit que « le Roy s'est rendu du cousté de l'hérétique... » Cela n'est nullement une calomnie, puisque le 30 avril précédent le roi avait signé avec « l'hérétique » le traité du Plessis-lez-Tours.

les villages se syndiquent entre eux (avant 1594) pour « reduyre les gens volleurs et hommes de mauvaïse vye, courir sus lesdits volleurs et assassinateurs criminels. » Ces *ligues campanères*, ces « prétendues ligues, » ces « prétendus villages confédérés » sont d'abord vus d'un mauvais œil par l'Union officielle. Mais le gouverneur Villars et le parlement de Toulouse sont bien obligés de les tolérer, de les autoriser à s'imposer et à s'armer, et nous voyons même les délégués des communautés associées prendre séance aux États, ce qui ne les empêche pas de conclure des trêves particulières avec leurs voisins huguenots du comté de Foix¹. Il y a là un véritable essai de gouvernement local.

La grande Ligue, la Sainte-Union, perdit de bonne heure des partisans (dès le début de 1590)², et il y eut en Comminges un parti royaliste. Cependant, la reconnaissance de Henri IV ne s'opéra pas sans difficultés; il y eut des résistances jusqu'en 1596³. M. de Lestrade donne des documents qu'il a réunis une édition soignée et son commentaire est généralement exact⁴. Une sobre introduction fait ressortir le caractère moins religieux que politique de ces événements⁵.

Dans la série *Les Protestants d'autrefois*, inaugurée par M. Paul

1. Les États essayèrent vainement, en 1592, de les absorber dans une grande ligue commingeoise, placée sous l'autorité de l'Eglise. Le point de vue religieux apparaît peu dans les ligues campanères.

2. On parle aux États « de la division qu'est entre les habitants du pays contre l'association et Union... » (p. 172).

3. Les derniers ligueurs encourageaient les paysans à ne pas payer l'impôt royal. D'autre part ces paysans, ne comprenant rien à la volte-face des hauts personnages de la province, se croyaient trahis.

4. Signalons une erreur sur Emmanuel de Savoie, marquis de Villars (voy. sa commission, p. 193), à qui M. Lestrade donne le prénom de son grand-père, Honorat (p. 190). Il manque quelques notices sur les noms propres. En se renfermant dans les archives muretaines, M. Lestrade s'est condamné à ne voir qu'un côté des choses, le côté le plus défavorable aux huguenots. — Les quelques documents qu'il donne pour la période 1621-1632 ne sont pas suffisamment reliés par lui à l'histoire générale.

5. « Ce serait (p. x) s'abuser étrangement que d'y chercher une préoccupation religieuse quelconque. » Il y a là une manifeste exagération. Assurément, les guerres civiles en vinrent très vite, surtout après 1572, à n'avoir de religieux que le nom; on en pourrait dire autant des croisades, et dire aussi que les guerres révolutionnaires n'ont pas été des guerres pour la liberté. Lorsqu'une guerre se prolonge, quelle qu'en soit la cause initiale, elle devient une guerre comme les autres, une occasion de pillage et un moyen de domination. Il n'en reste pas moins que les guerres de religion ont commencé par être des guerres religieuses. — Tous les documents sont en français, sauf (p. 341) une formule d'abjuration en langue d'oc.

de Félice, M. Henry LEHR s'est chargé de la *Vie et institutions militaires*¹. Au moyen des Archives de la guerre, des Mémoires de chefs huguenots et de quelques documents provinciaux issus du département d'Eure-et-Loir², il étudie successivement les armées huguenotes des guerres de religion, la situation des réformés dans l'armée française sous le régime de l'Édit de Nantes et celle des régiments protestants étrangers, les effets militaires de la Révocation, les corps de réfugiés³. Il montre, au début des guerres civiles, l'organisation militaire des huguenots calquée sur leur organisation religieuse; mais, cette organisation fédérale, les chefs la brisent lors de l'entrée en campagne pour former de nouvelles unités tactiques. Dans cette armée de croyants, M. Lehr signale, après La Noue, l'intrusion des soldats de métier, qui lui inoculent de bonne heure tous leurs vices. Il recherche les conceptions militaires des hommes de guerre et des théoriciens huguenots, La Noue⁴, d'Aubigné, du Plessis-Mornay, les Camisards, dont il rapproche avec raison la stratégie de celle des Boers. Comme il était inévitable, M. Lehr s'est laissé trop complètement prendre par son sujet et il a tendance à considérer comme spécifiquement huguenots des usages⁵, des habitudes que l'on retrouve dans toutes les armées du même temps. Il a raison de constater la persistance de l'élément protestant dans les troupes françaises après la Révocation, mais c'est abuser du silence des textes qu'affirmer que la liberté de conscience du soldat, — j'entends du soldat *français*, — était respectée au XVIII^e siècle⁶. M. Lehr termine par des pages inté-

1. Paris, Fischbacher, 1901, in-12, VIII-332 p. Une notice bibliographique et un index. Quelques pièces, notamment des listes de conversion.

2. C'est assez dire que, du côté provincial, l'information de M. Lehr est insuffisante.

3. Ce plan, très clair, n'est pas toujours scrupuleusement respecté. Il est question de Rohan et des Camisards (ch. VI et VII) avant le chapitre sur l'Édit de Nantes. Sur les régiments protestants étrangers (suisses), il fallait citer le *Ludwig Pfyffer* de Segesser.

4. Il ne connaît malheureusement que le La Noue des *Discours*, mais non pas la lettre aux États de Flandres de 1576. Voy. mon *La Noue*, p. 91 et suiv.

5. Par exemple, p. 64, celui du cantonnement.

6. P. 283 et suiv. De même, p. 186, le fait que les moines espagnols conseillaient de tuer les Français comme hérétiques ne prouve nullement que « dans les régiments qui guerroyaient en Flandres ou dans le Roussillon, la proportion des protestants ait été bien forte. » Depuis le XVI^e siècle, le fanatisme espagnol considérait la nation française, en bloc, comme hérétique, puisqu'elle commettait le crime inexpiable de tolérer l'hérésie. P. 21, M. Lehr a raison d'établir une distinction, pour le XVI^e siècle, entre l'alliance avec l'étranger et l'appel de troupes étrangères. Mais c'est faire aux protestants la partie trop belle que de ne pas parler de la fameuse lettre adressée par les Rochelois à

ressantes sur l'organisation du service de santé à la fin de l'ancien régime.

C'est devenu un jeu de compléter l'incomplet Berger de Xivrey. M. BAGUENAUT DE PUCHESSE apporte sa part : quatorze lettres inédites (de 1589 à 1595) de Henri IV au duc et à la duchesse de Nevers¹, provenant de la bibliothèque de Saint-Petersbourg².

Je ne saurais terminer cette partie du *Bulletin* sans toucher à une question générale soulevée récemment par M. N. WEISS, à propos de la thèse ci-dessus mentionnée de M. H. Patry. Sous ce titre, *Le XVI^e siècle devant le haut enseignement*³, M. Weiss proclame « qu'il serait temps enfin de faire cesser l'ostracisme dont l'enseignement supérieur semble frapper l'étude du XVI^e siècle en France. » On pensera peut-être que le mot d'« ostracisme » est bien gros ; et lorsque M. Weiss déclare que ni à la Sorbonne, ni au Collège de France, ni ailleurs on ne trouverait « un seul cours sur l'histoire du XVI^e siècle français, » je puis lui certifier que, s'il n'existe en effet, nulle part en France, de *chaire* consacrée au XVI^e siècle, plusieurs professeurs, dans nos Universités, ont consacré au XVI^e siècle une ou plusieurs années de *cours*. Dire « qu'on ne peut guère ouvrir un livre français [sur le XVI^e siècle] sans y trouver peu ou point d'idées générales, une critique nulle ou insuffisante, des jugements puérils ou surannés, bref des lacunes révélant celles de l'enseignement officiel, » c'est rayer de notre littérature quelques travaux excellents, parmi lesquels je citerai seulement celui de M. Ferdinand Buisson et ceux de M. Abel Lefranc⁴. Il n'en reste pas moins que les observations de M. N. Weiss ont leur valeur. Le siècle qui ouvre l'âge moderne, qui pose tous les problèmes intellectuels, moraux, sociaux dont nous cherchons encore la solution, ce siècle mériterait sans doute mieux que des cours isolés, semés un peu au hasard sur les affiches

Élisabeth, le 12 nov. 1572; ils la reconnaissaient pour « leur Roynne souveraine et Princesse naturelle. »

1. *Lettres inédites de Henri IV au duc et à la duchesse de Nevers...* Paris, 1900, in-8°, 21 p. (extr. de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*).

2. Copies à la Nationale, *Nouv. acq.* 6282. A noter, p. 11, la façon charmante dont Henri annonce à Nevers sa rentrée dans Paris : « Yl me tarde que je vous payse fere la bienvenue an ma méson du Louvre et cervyr de commys-sayre pour vous remetre en possession de la vostre, laquelle j'ay nétoyée avec le reste de cete vylle des fascheus hostes quy y estoient. »

3. *Bulletin du protestantisme français*, 15 févr. 1901, p. 107-109.

4. De nombreux jeunes gens se mettent d'ailleurs à l'étude du XVI^e siècle. Des travaux se préparent, à l'heure actuelle, sur Guill. du Bellay, le cardinal de Tournon, etc. Mais il est très vrai que ce travail n'est encore ni organisé ni suffisamment dirigé.

blanches : une chaire de l'histoire de la Renaissance et de la Réforme ne serait pas déplacée dans quelques-unes de nos Universités, ni des conférences, spéciales à l'historiographie et à la littérature de cette période, à l'École des hautes études¹. Il y a évidemment un intérêt national à éviter le désagrément que M. N. Weiss nous fait prévoir : « Et il arrivera sans doute comme cela est arrivé, par exemple, pour l'étude du vieux français, que nous nous occuperons de cette histoire quand on s'en sera occupé à l'étranger. » *Quod omen Di avertant!*

XVII^e SIÈCLE. — Philippe de Béthune, frère de Sully, fut ambassadeur à Rome de septembre 1604 à juin 1605. On était encore au lendemain de l'absolution du roi, et l'Espagne était, ou se croyait, à Rome toute-puissante. Heureusement, Béthune pouvait compter sur un pape avisé, timoré mais sage, Clément VIII Aldobrandini. A force de souplesse, d'ingéniosité, il arrive à reconstituer dans le sacré collège un parti français; il fait un pape, Léon XI; il joue le rôle d'arbitre souverain, d'accord avec le cardinal de Joyeuse, dans le conclave d'où sortit Paul V. La correspondance de Béthune était conservée au château de Sully. M. l'abbé COUZARD² nous donne le résumé de ces documents, auxquels il a joint quelques originaux et copies conservés à la Bibliothèque nationale et des pièces des Archives vaticanes. Comme on peut s'y attendre, le livre présente un réel intérêt général : c'est, vue de Rome, l'histoire de quatre années de la politique européenne. La conspiration de Biron, la succession d'Élisabeth et l'avènement de Jacques I^{er}, les menées du jésuite Persons contre les catholiques loyalistes anglais, protégés par la France, la question de la Valteline, la prise d'Ostende, la conspiration d'Henriette d'Enragues, la lente préparation du conclave qui devait se réunir à la mort de Clément VIII, les intrigues du second conclave, tels sont les sujets sur lesquels M. Couzard apporte, sinon des détails tout à fait nouveaux, du moins une note qui manquait encore, la note romaine³.

Le travail, analysé plus haut, de M. C. Cabrol sur Clairac nous avait conduits en Agenais. C'est à la même province que se rapportent

1. Satisfaction partielle vient d'être donnée à ce vœu, en ce qui concerne l'histoire littéraire, par la nomination de M. Lefranc à l'École des hautes études.

2. *Une ambassade à Rome sous Henri IV* (sept. 1604-juin 1605) *d'après des documents inédits*. Paris, Picard [1900], in-8°, x-416 p. Thèse de la Faculté des lettres de Bordeaux.

3. Il aurait pu, quoi qu'il en dise dans sa préface, être moins avare de documents. Les fautes d'impression, malgré un erratum insuffisant, sont en nombre. La p. 225 répète la p. 18 (sur la naissance du dauphin). P. 269, pour que soit intelligible la phrase de Philippe III sur son ambassadeur, il faut retraduire le mot « un correcteur » en espagnol et lire : « un corrigidor. »

les volumineuses *Études* de M. le Dr L. COUYBA¹. Il s'agit ici de la Fronde, qui commence en Agenais par une révolte contre l'insupportable hauteur du duc d'Épernon. Condé bénéficie de ces dispositions. Cependant, la ville d'Agen reste dans une large mesure fidèle à la royauté. Un de ses consuls, Bernard de Faure, ose résister en face au peu endurant vainqueur de Rocroy, et, devant les barricades d'Agen, Condé trouve une seconde Lérida. Aussi d'Harcourt s'appuie-t-il sur cette place. Contre Bordeaux révolté, Agen devient le centre du royalisme en Guyenne : on y transfère le Parlement, on y rétablit la chambre de l'Édit.

Pour retracer cette histoire de cinq années, M. le Dr Couyba s'est livré à des recherches prodigieuses. On se fera difficilement une idée de la masse énorme de documents de toute provenance qu'il cite ou qu'il analyse. Évidemment, ses deux volumes ne sont pas d'une lecture facile, et les lignes générales du sujet y sont noyées sous l'abondance touffue des détails. Mais ils seront indispensables à qui voudra désormais étudier la Fronde en province, et même la Fronde tout court ; car M. Couyba n'a pu raconter la Fronde en Agenais sans parler beaucoup de la Fronde en Guyenne, et un peu ailleurs.

Sous ce titre, *La Noblesse française sous Richelieu*², M. le vicomte G. d'AVENEL réédite, en un format plus maniable et en supprimant les références, le livre II de son ouvrage sur *Richelieu et la monarchie absolue*. Un seul chapitre (et dont les éléments sont pris à d'autres parties de l'ouvrage ci-dessus) a été intercalé dans le texte primitif : il a pour objet la noblesse d'église³.

« Ce livre n'est pas une œuvre de polémique. » Tel est l'*Incipit* de *Bossuet et le protestantisme, étude historique*⁴ par M. L. CROUSLÉ, et, de bonne foi, l'auteur a cru faire, en l'écrivant, un pas décisif « vers cette réconciliation et cette paix religieuse qui fut l'objet de la constante préoccupation de Bossuet. » Je doute fort que le succès couronne cette espérance. M. Crouslé se croit impartial, et le voilà qui part en guerre contre « des partis violents, en posses-

1. *Études sur la Fronde en Agenais et ses origines*. 1^{er} fasc. : *le Duc d'Épernon et le parlement de Bordeaux* (1648-1651). Villeneuve-sur-Lot, R. Leygues, 1899, in-8°, 160 p. 2^e fasc. : *D'Harcourt et le prince de Condé. La fin de la Fronde* (1651-1653). Ibid., 1900, in-8°, 492 p. La table, dite cependant générale, et l'index ne portent que sur la seconde partie.

2. Avec le surtitre *Étude d'histoire sociale*. Paris, Colin, 1901, 1 vol. in-18, 361 p.

3. La numérotation des chapitres a été changée, parfois aussi leur titre. Par exemple, le chapitre VI : « Les mariages et les mœurs, » est devenu : « Les mariages et la filiation. »

4. Paris, Champion, 1901, 1 vol. in-8°, XIV-289 p.

sion de la puissance publique, et qui se font obéir sans être obligés de se faire connaître » (p. II); qui voit (p. IV) dans le protestantisme « un mouvement de révolte et de haine »; qui dénonce (p. 84) « les protestants presque souverains de la société depuis un certain nombre d'années, » souverains qui n'ont pris le pouvoir « que pour humilier et domestiquer, en l'insultant, la majorité catholique de la nation. »

On prévoit ce que va devenir l'histoire en des mains aussi passionnées. Au Bossuet si finement nuancé de M. Rébelliau¹, M. Crouslé substitue un Bossuet impeccable et qui n'a pas eu de « variations. » Si Claude, si Jurieu, « l'aïeul (p. 48) de tous ceux qui détestent l'ancienne France, » si Basnage, si Leibnitz n'ont pas accepté les propositions d'union de Bossuet, « c'est que leur charité (p. 30) n'était pas égale à la sienne. » Toujours il a raison, et eux, tort².

M. Crouslé s'installe en Bossuet comme en une citadelle, il en épouse toutes les idées, il en prend les attitudes; et deux siècles ont passé en vain. Il finit par interpeller Jurieu à la seconde personne; il parle encore au nom de Bossuet dans sa conclusion, où il anathématisait le mécanisme moderne, et, puisqu'il faut l'appeler par son nom, le « renanisme. » Car Renan a sa place, tout sulpicien qu'il ait été, et aussi Richard Simon³, encore qu'il fût oratorien, dans cette histoire des controverses de Bossuet et des protestants. — En vérité, je ne crois pas que M. Brunetière lui-même se soit aussi complètement identifié avec son héros⁴.

1. Voy. *Revue de l'histoire des religions*, 1900, p. 445.

2. De même, lorsque M. Crouslé parle des guerres du xvi^e siècle, ce sont toujours les protestants qui ont commencé.

3. Inutile de dire que cet ennemi de Bossuet (p. 272) ne sentait pas « sa conscience bien nette. »

4. M. Crouslé croit, comme Bossuet, que l'ordre qu'il faut suivre en matière de religion est « d'apprendre de l'Eglise ce qu'on doit croire de l'Ecriture et de l'Ecriture ce qu'on doit croire de l'Eglise. » Mais, dirait Montaigne, nous voilà au rouet! — Il écrit, sérieusement (p. 101), que Bossuet « n'était pas moins capable que tel de nos savants d'aujourd'hui de lire les textes originaux. » — Il paraît n'avoir lu des œuvres des adversaires de Bossuet que les citations qu'en donne Bossuet lui-même. Il néglige les publications et travaux historiques récents, la requête de Bossuet à Louis XIV contre les protestants de Bois-le-Vicomte, l'article de M. Lemoine dans la *Revue de Paris* sur les évêques et les nouveaux convertis (n° du 15 nov. 1900). Il est loin de penser, comme M. Rébelliau (*Bossuet*, p. 115), que la thèse de Bossuet « de l'autorisation officielle de la guerre civile par les synodes protestants de France » est « erronée. » Car M. Crouslé est beaucoup plus *bossuétiste* que Bossuet lui-même. — Comparant (p. 92) l'Angleterre à la France, il dit que jamais chez nous il n'y a eu d'autorité laïque pour nous demander, sous la surveillance des gens de

A se réfugier ainsi dans le passé, M. Crouslé a gagné quelque chose. Il a vu, dans toute sa grandeur, le drame moral qui se jouait à la fin du XVII^e siècle, et sa robuste franchise ne dissimule et n'atténue rien. Il reconnaît (p. 44) que « catholiques et protestants ne s'entendront jamais sur le point de départ, quelques concessions qu'ils puissent se faire réciproquement sur des points particuliers. » « Le nœud de la question, dit-il excellemment (p. 37), était... dans la faculté qu'ont ou que peuvent avoir les particuliers de former leur foi en eux-mêmes. » Bossuet eut le grand mérite de forcer Claude et Jurieu à lui concéder ce point, à savoir que, d'après eux, il y a « autant de religions, je ne dis pas qu'il y a de paroisses, mais qu'il y a de têtes¹. »

Cet individualisme religieux et l'évolutionisme qui en découle, M. Crouslé ne les admet, ne les comprend pas plus que Bossuet. Mais, ajoute-t-il douloureusement (p. 49), dans cette « lutte corps à corps, non seulement de deux hommes, mais de deux sociétés..., l'on sait laquelle des deux est aujourd'hui vaincue et comme dissoute par l'esprit nouveau, après bien des révolutions. » M. Crouslé n'essaie pas, lui, de nous faire croire à la *modernité* de Bossuet².

Les libertins, qui attirèrent sur eux les foudres du grand évêque,

police : « Que croyez-vous de la présence réelle [ou de la grâce] ? Vous êtes-vous acquittés de vos obligations religieuses ? Avez-vous communiqué et jeûné aux jours « prescrits ? » On croit rêver quand on lit de pareilles choses, dans le pays des formulaires et des billets de confession, des conversions par voie administrative, des procès d'hérésie faits à des cadavres, dans le pays (ici M. Crouslé ne me contredira pas) des persécutions révolutionnaires et napoléoniennes, dans le pays de l'ordre moral.

1. M. Rébelliau a d'ailleurs montré (p. 152) que Bossuet était lui-même en grande partie l'involontaire auteur de cette dernière « variation » du protestantisme. La Réforme était grosse de la libre pensée; il en a été l'accoucheur.

2. Il le félicite avec raison (p. 104) d'avoir « bien vu que le protestantisme n'avait aucun moyen logique d'entraver le progrès du socinianisme, qui est bien près de l'abandon de tout dogme religieux. » — Il fait parfois de singuliers aveux. Il confesse que Bossuet n'était pas un historien « désintéressé » (p. 39); avant tout, il craignait « que la faiblesse de sa réponse ne compromît le salut d'une âme. Il répondit en *habile* théologien [je souligne], *quoique la simple raison n'y trouve peut-être pas son compte*. » Qu'importe (p. 53) que l'*Histoire des variations* ne soit pas impartiale, puisque c'est « un ouvrage destiné expressément à combattre le protestantisme » ? De leur côté, les protestants « ont leurs historiens, » auxquels M. Crouslé donne licence d'écrire l'histoire « sous le jour qui convient à leur intérêt. » Que devient, en tout cela, l'intérêt de la vérité ? — P. vi, contre la légende d'un Bossuet persécuteur, M. Crouslé montre triomphalement l'évêque de Meaux invoquant « le témoignage des protestants de son diocèse... tant il craint peu d'être démenti. » Je le crois bien : il aurait fait beau voir qu'ils le démentissent !

les burlesques, les goinfres, Ninon de Lenclos, Boursault, Saint-Amant, Chaulieu, des Réaux, tels sont quelques-uns des sujets que, dans *Autour du XVII^e siècle*, M. Pierre BRUN égratigne d'une plume fine et piquante¹. Certes, sur aucun de ces sujets, il n'apporte rien de très nouveau². Il nous rappelle seulement que, sous les pompes empesées du « grand siècle, » toute une foule grouillante s'agitait, et qui n'avait rien de très louisquatorzien. Cela non plus n'est pas bien nouveau, mais il n'est pas inutile de le redire³.

C'est aussi à ce « grand siècle, » — dans lequel, contrairement au mot de Cousin, tout n'est pas grand, — qu'est surtout consacrée la deuxième série de conférences mondaines de M. Victor DU BLED⁴. Elles ne valent ni plus ni moins que les précédentes⁵. Si l'auteur n'est pas un érudit, du moins a-t-il beaucoup lu, et il a certainement enseigné bien des choses au public spécial auquel il s'adressait.

HISTOIRE DU TRAVAIL. — M. Louis MORIN, typographe troyen, déjà connu par d'utiles et consciencieuses contributions à l'histoire du travail⁶, nous donne aujourd'hui ce qu'il appelle lui-même son « œuvre de prédilection, » une *Histoire corporative des artisans du livre à Troyes*⁷. Cet ouvrage ne pouvait avoir ni les dimensions ni l'intérêt de la *Bibliographie lyonnaise* de M. Baudrier (la ville de Troyes n'est guère que le berceau des *Almanachs* et de la *Bibliothèque bleue*), mais M. Morin a tout fait pour le rendre instructif⁸, et il n'a

1. Grenoble, Falque et Perrin, 1901, in-16, VII-408 p.

2. Le style, mélange d'archaïsme et de néologisme, est spirituel jusqu'à la fatigue. Je pardonne à M. P. Brun de faire de son livre, à force de citations non enguilemettées, une sorte de centon des auteurs dont il parle, mais pourquoi respecter même l'orthographe des fragments qu'il enchâsse ainsi dans sa prose? — Je lui signale, p. 159 : « la Notizie scritte, destinée... » et p. 14 : « La mas segura est dudar. »

3. P. 88, il s'étonne que « les avocats ne plaident pas au criminel. » Mais l'art. 162 de l'ordonnance de Villers-Cotterets n'autorisait en matière criminelle ni la plaidoirie ni l'assistance d'un conseil.

4. *La Société française du XVI^e au XX^e siècle*. 2^e sér. : *XVII^e siècle. Les Prédicateurs*. — *Le Cardinal de Retz*. — *La Famille de Mazarin*. — *M^{lle} de Scudéry*. — *Les Amis de M^{me} de Sévigné*. — *Modes et costumes*. Paris, Perrin, 1901, 1 vol. in-12, XII-331 p.

5. Voy. *Rev. hist.*, 1900, t. LXIII, p. 311.

6. Citons en particulier : *Les Associations coopératives de joueurs d'instruments à Troyes au XVII^e siècle*. Troyes, 1898. *Essai sur la police des compagnons imprimeurs sous l'ancien régime*. Paris, 1896. *Les Apprentis imprimeurs au temps passé*. Lyon, 1898.

7. Troyes, Paul Nouel, 1900, 1 vol. in-8°, 306 p. Des pièces justificatives et un index (*Mém. de la Soc. acad. de l'Aube*).

8. Le sujet avait déjà été partiellement étudié par Corrad de Breban, Henri

pas reculé devant le fastidieux mais utile travail qui consiste à éplucher les minutes notariales. C'est ainsi qu'il a découvert, au XVII^e s., un très grand nombre d'imprimeurs dont le nom ne figure sur aucun livre sorti de leurs presses : « Beaucoup avaient un atelier et du matériel qu'ils exploitaient pour le compte d'autres imprimeurs de la ville. » Des imprimeurs en chambre, qu'on cherchait à faire travailler à bas prix, se coalisent en 1644 pour fixer un tarif minimum. A côté des compagnons réguliers, il signale les *alloués*, ouvriers non pourvus de l'apprentissage, inaptes à la maîtrise, mais qui n'en prélevaient pas moins leur part, au détriment des compagnons, sur le marché du travail. On trouvera également ici un grand nombre de contrats de sociétés commerciales, soit pour la publication d'un livre déterminé, soit pour l'exploitation permanente en commun d'un même fonds, soit entre Troyens et habitants d'une autre ville. M. Louis Morin n'a pas manqué de signaler les curieux rapports qui, à Troyes comme ailleurs, existèrent au XVI^e siècle entre l'art typographique et l'hérésie protestante. Mais ici, il n'est parfaitement renseigné que sur un côté de la question¹.

Les historiens de l'avenir qui voudront décrire le régime du travail au XIX^e siècle auront des facilités que M. L. Morin et ses émules n'ont pas connues. Au lieu de chercher péniblement, en groupant des minutes notariales et des préambules d'ordonnances, à se faire une idée plus ou moins exacte de la condition réelle des travailleurs, ils auront en mains, dans la collection de l'*Office du travail*, des statistiques sérieuses et précises, accompagnées d'une interprétation

Monceaux (les Le Rouge de Chablis sont venus à Troyes), Albert Babeau, Alex. Assier, Émile Soccard, Natalis Rondot.

1. P. 164, à propos de la condamnation de Macé Moreau, M. Morin hésite entre le 5 oct. 1546 ou 1549. L'*Hist. ecclés.* et Crespin disent 1550; M. N. Weiss (*Chambre ardente*, p. XXXVIII) la place (d'après X² 98 des Archives nationales) en 1546. — « Un libraire appelé Laurent de Normandie » est l'ami très connu de Calvin. « Un Picard nommé Antoine Marcou » est Antoine de Marcourt, le célèbre auteur des placards de 1534. Quant au *Livre des marchands* (attribué à Antoine de Marcourt, avec la date de 1544, par l'arrêt de condamnation de Moreau, et dont Brunet dit à tort : « Imprimé à Troyes par Macé Moreau »), ce n'est pas du tout (p. 165) un livre inconnu : le *Livre des marchands, fort utile à toutes gens pour cognoistre de quelles marchandises on se doit garder d'estre trompé*, imprimé par Pierre de Vingle en 1533, figure dans l'index de Vidal de Bécanis de 1548-1549 (*Bulletin du protestantisme français*, t. I, p. 354, et t. XVII, p. 331). — M. L. Morin a joint à son envoi un *Mémoire sur les sociétés de secours mutuels aux XVI^e et XVII^e siècles à Troyes* (extr. du *Bulletin des sciences économiques et sociales*). On y remarquera surtout les contrats (véritables sociétés coopératives et syndicats de défense en même temps que sociétés de secours) des écorcheurs (1586) et des encordeurs de bois (1629).

rationnelle¹. Recensements professionnels, statistiques des grèves, que ne donnerions-nous pas pour avoir, lorsqu'il s'agit des siècles passés, des documents de ce genre? Dès à présent, certaines publications de l'*Office* présentent un intérêt proprement historique. Les deux volumes parus sur les *Associations professionnelles ouvrières*² s'ouvrent par une introduction³ sur l'histoire de ces associations depuis 1791 et, par endroits, depuis des dates antérieures (le plus ancien document cité est de 1498). On y rencontrera, bien classés, d'utiles renseignements sur la législation de l'ancien régime et des régimes modernes en matière de coalition, sur les compagnonnages, les sociétés de secours mutuels, l'origine des syndicats. L'historien trouvera également à glaner en tête des chapitres relatifs à chaque profession, de même que dans l'introduction du volume sur les *Associations ouvrières de production* (xix^e siècle)⁴.

H. HAUSER.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE. — L'histoire de la Révolution doit une mention reconnaissante à M. MINORET, qui a consacré un volumineux ouvrage à étudier les origines et les vicissitudes de la *Contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution*⁵. Elle fait partie, depuis cent dix ans, de notre régime fiscal et a traversé tout le xix^e siècle sans presque subir de modification. Elle en a, au contraire, éprouvé de multiples pendant les dix ans de la période révolutionnaire. Confondant en une seule masse les revenus de toute espèce, l'Ancien Régime avait superposé sur eux trois impôts distincts : taille, capitation et vingtième. La Constituante eut l'idée absolument nouvelle de substituer à ces trois impôts deux contributions nettement distinctes : la première (contribution foncière) frappant les revenus de la terre ; la deuxième (contribution mobilière) ceux du commerce et de l'industrie et les richesses mobilières. De là la loi du 18 février 1791 : le loyer servait de base pour fixer le revenu et le revenu pour l'impôt ; il y avait en plus des lois somptuaires. Le fonctionnement de la loi nouvelle fut défectueux. En

1. Publications de l'*Office du travail* (Impr. nat.), en vente chez Berger-Levrault.

2. T. I (agriculture, mines, alimentation, produits chimiques, industries polygraphiques), 1899, 1 vol. in-4°, iv-909 p. T. II (cuirs et peaux, industries textiles, habillement, ameublement, travail du bois), 1901, 895 p. Un troisième volume sera consacré aux métaux, céramique, verrerie, bâtiments, transports.

3. Rédigée sous la direction de M. Finance.

4. 1897, 1 vol., 613 p. L'introduction est surtout précieuse pour le mouvement de 1848.

5. Maurice Minoret, *la Contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution*. Paris, Rousseau, 1900, 1 vol. in-8° de 720 p.

l'an III, l'an V, l'an VII elle fut remaniée selon des inspirations variables. L'expérience permit d'asseoir finalement un régime qui ne s'inspirait plus de pures conceptions théoriques. M. Minoret ajoute de nombreux détails sur la manière dont entrèrent en exercice les diverses lois qu'il énumère et sur les résultats qu'elles réalisèrent. Son ouvrage sera utile à consulter pour l'histoire financière de la Révolution.

Il y a un livre intéressant à écrire sur les chambres hautes, c'est-à-dire sur les corps constitutionnels qui durent servir soit d'intermédiaire entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, — soit de contrepois aux chambres basses qui exercent en général dans les États modernes les fonctions législatives, — ou qui enfin cumulent ces deux fonctions et quelques autres. Pour ne nous en tenir qu'à la France, tandis que, depuis 1789, on peut dire qu'il y eut une certaine unité de conception dans les chambres basses qui se succédèrent, les chambres hautes, installées par les régimes divers, dérivèrent de principes fort différents et figurèrent de manières fort variées cette représentation des aristocraties qui apparaissait à nombre d'esprits comme nécessairement constitutive d'un bon régime politique. M. Jules RAIS a étudié avec une bonne méthode et une documentation suffisante les diverses solutions qui furent données de 1789 à 1815¹ : d'abord, comment fut conçue et tentée, sous la Révolution, la représentation des intérêts aristocratiques dans une chambre haute; comment elle échoua et quel fut le caractère de la division du pouvoir législatif; comment la représentation d'une aristocratie révolutionnaire apparut sous le Consulat et aboutit, sous l'Empire, à la création du sénat conservateur; comment la représentation de l'aristocratie « historique » fut organisée au moment de la première Restauration dans la Chambre des pairs; le changement qu'elle subit pendant les Cent-Jours et au moment de la seconde Restauration par l'établissement de l'hérédité de la pairie. Quelques pièces annexes bien choisies complètent cet utile volume.

L'ouvrage où lord ROSEBURY² a étudié les dernières années de la vie de Napoléon I^{er} sur le rocher de Sainte-Hélène retrouvera en France, dans l'excellente traduction de M. Augustin Filon, le grand succès de curiosité d'abord et de très vive estime ensuite que l'original a eu en Angleterre. Presque autant qu'à ce que ce volume peut nous

1. Jules Rais, *la Représentation des aristocraties dans les Chambres hautes en France* (1789-1815). Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1900, 1 vol. in-8° de 348 p.

2. Lord Rosebery, *Napoléon. La dernière phase*. Traduit par Augustin Filon. Paris, Hachette, 1901, 1 vol. in-16 de XII-329 p.

apprendre sur la personnalité de Napoléon, l'intérêt public va à ce qu'il nous indiquera des pensées et du caractère d'un homme d'État qui, un jour ou l'autre, est susceptible d'être appelé à présider aux destinées de celle des nations de l'Europe dont, à l'heure actuelle, la politique peut avoir les plus graves conséquences : le choix du personnage de Napoléon, comme héros de son livre, n'a-t-il pas quelque chose de symptomatique chez le « leader » de l'impérialisme libéral? Hâtons-nous de déclarer que ceux qui, dans l'histoire, cherchent autre chose que de l'histoire, seront déçus. A part quelques allusions ironiques au misérable ministère « tory » qui se fit le geôlier de Napoléon, nul passage de ce volume ne semble avoir été dicté par des idées politiques. Lord Rosebery n'a voulu faire et n'a fait qu'un livre d'histoire, ou plutôt qu'une série d'essais historiques sur Sainte-Hélène, ses hôtes, et naturellement, au premier plan, celui qui était venu y terminer la carrière la plus stupéfiante de l'histoire. Lord Rosebery connaît à fond la littérature de son sujet; s'il n'a recouru à aucune espèce de sources inédites, il l'a utilisée tout entière avec une méthode et une sûreté de critique de premier ordre; je ne crois pas qu'on ait jamais mieux analysé le degré de créance que présentent les différents récits de Sainte-Hélène; l'utilisation, au premier plan, des Mémoires de Gourgaud, récemment publiés, est entièrement légitime; il n'y a pas de doute que le récit de ce pittoresque officier dont nous avons entretenu ici même les lecteurs de la *Revue* est d'une valeur hors ligne pour l'histoire. Les portraits des personnages de second ordre sont sobres et pleins de justesse à la fois, et de finesse. Quant à celui autour de qui tout converge, il a été décrit avec mesure, critique et profondeur. Ce n'est peut-être qu'en ce qu'il admet un peu sommairement le *droit* que le gouvernement britannique avait de reléguer Napoléon à Sainte-Hélène que lord Rosebery se montre Anglais. En tout ce qui concerne la personne de Napoléon, sa psychologie, les mauvais procédés dont il fut victime, il apporte non seulement une impartialité irréprochable et cette sympathie intellectuelle pour son héros qu'il faut souhaiter à tout biographe, mais en plus une sorte de passion respectueuse et intelligente à le comprendre que l'on ne saurait priser trop haut. Il ne faut pas trop vulgariser le mot de chef-d'œuvre; nous ne dirons donc pas que le livre de lord Rosebery est un chef-d'œuvre, d'autant plus qu'il a ceci de particulier qu'il n'est pas un livre. Mais, parmi les ouvrages qui sont sortis des « loisirs d'un homme d'État, » il doit être placé au premier plan. Ce n'est pas une constatation dépourvue d'intérêt que d'observer, chez un homme qui peut être appelé à faire l'histoire, autant d'intelligence impartiale à la comprendre.

Les *Souvenirs anecdotiques et militaires du colonel Biot*¹ viennent s'ajouter à l'innombrable collection des mémoires militaires relatifs à l'Empire et à la Restauration. Leur éditeur, le comte FLEURY, les a reçus de M. Georges Froberger, petit-neveu du colonel Biot, et les a accompagnés d'un court avant-propos, de quelques notes et d'un index des noms propres. Le colonel Biot naquit à Lille en 1778 et mourut dans la même ville en 1842. Il fut « un officier brave, intelligent et instruit, bon patriote, dévoué corps et âme à Napoléon. » Son propre témoignage confirme le dire de son éditeur. Si les Mémoires de Biot ne lui vaudront pas la gloire littéraire, ils révèlent, à coup sûr, un bon soldat et un homme de valeur. C'est comme aide de camp du général Pajol, de 1809 à 1815, qu'il vécut les années les plus glorieuses et les plus pleines de sa vie, et ceux de ses souvenirs qui s'y rapportent forment, sans contredit, les pages les plus intéressantes de son livre. Les récits des campagnes de Russie, d'Allemagne et de France ne seront pas renouvelés par ce volume. On y trouvera quelques épisodes intéressants et écrits en bon style. Rien de plus touchant et de plus lamentable que les efforts du brave Biot pour ramener à deux reprises en sûreté son vaillant chef blessé. La fin de la carrière de Biot fut moins troublée, mais moins glorieuse. L'histoire de ses garnisons sous la Restauration et la campagne d'Espagne, en 1823, ne rivalise pas avec l'épopée qui finit à Waterloo. La monarchie de Juillet, à laquelle il se rallia sans empressement mais sans difficultés, lui fut plus dure encore. A la suite de mésintelligences avec un de ses chefs d'escadrons, des délations vinrent le dénoncer au ministère. Il en fut victime et mis à la retraite le 7 janvier 1832. Ses protestations furent inutiles. Un portrait du général Pajol remplace, en tête du volume, la reproduction du seul plâtre qui ait existé de Biot et qui fut brisé par accident.

Depuis longtemps, les historiens de la Révolution et de l'Empire ont souligné tout ce qu'avait d'ambigu la physionomie de Bernadotte, le plus jacobin des maréchaux de l'Empire, le seul des nouveaux venus de la royauté qui ait gardé son trône après 1815. Le livre que M. Léonce PINGAUD lui a consacré², s'il ne donne pas de lui d'une manière saisissante le portrait psychologique qu'on eût attendu et désiré, permet de suivre, avec grand détail, toutes les

1. *Souvenirs anecdotiques et militaires du colonel Biot...*, avec une introduction et des notes par le colonel Fleury. Paris, Vivien, 1901, 1 vol. in-8° de XII-554 p.

2. L. Pingaud, *Bernadotte, Napoléon et les Bourbons*. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-8° de 452 p.

fluctuations de cette âme assez complexe. Dans ses relations avec Napoléon, dans sa rivalité avec lui avant l'Empire, puis dans ses rapports de maréchal à empereur, dans sa situation de prince royal de Suède, dans sa diplomatie à l'égard de son peuple, des Alliés et de la France, Bernadotte apparaît comme un homme plein d'arrière-pensées, désireux, avant tout, de jouer un rôle proportionné à son ambition, ne reculant pas devant des procédés mesquins ou indignes, capable de sentiments assez bas et soucieux uniquement de son intérêt personnel. Par ailleurs, on ne saurait lui dénier une intelligence très souple, des dons militaires de premier ordre, un sincère amour de la République qui ne l'empêcha pas d'être roi, un sincère amour de la France qui ne le détourna pas de la combattre. Il est difficile d'être entièrement juste pour lui, parce que trop de vilénies et de roueries viennent oblitérer, à nos yeux, les actes honorables de sa vie. En somme, il fut un exemplaire nullement médiocre de ce type singulier d'aventurier militaire et démocrate dont Napoléon fut l'éclatant modèle. S'il n'atteignit pas la prodigieuse fortune de celui qu'il regardait volontiers comme son rival, il fut un bon roi dont un peuple eut à se louer. Il est bien possible que si, selon son désir passionné, il eût été élevé au trône de France à la place des Bourbons, ce compatriote de Henri IV, adroit, souple et politique se fût trouvé, plus que ceux-ci, capable d'acheminer la France vers ses nouvelles destinées.

Le gros volume que M. Henry BERTON a consacré à l'*Évolution constitutionnelle du second Empire*¹ constitue un répertoire de faits et de textes qui pourra rendre d'utiles services. L'auteur a pris le droit constitutionnel « pour centre et pour noyau de l'œuvre » et tenté de ramener à lui tous les faits de l'histoire politique. « Il s'agit de demander à celui-là les principes directeurs, à celle-ci le sens de ces principes. Il s'agit d'étudier l'histoire politique en fonction du droit constitutionnel. » Les textes des constitutions et des sénatus-consultes lui ont servi à établir les principes d'action du second Empire; l'auteur s'est appliqué à les juger, à fixer les doctrines dont ils dérivent et où ils mènent, et en a étudié l'application dans les textes constitutionnels qui en portent la marque. En même temps, il s'est efforcé de grouper autour d'eux tous les faits de l'histoire politique qui en découlent ou ont réagi sur eux et de mesurer l'influence qu'ils ont eue sur les événements et celle des événements sur

1. Henry Berton, *L'Évolution constitutionnelle du second Empire (doctrines, textes, histoire)*. Paris, Alcan, 1900, 1 vol. in-8° de 770 p.

leur transformation. Une telle tentative était ardue. Il serait téméraire d'affirmer que M. Berton ait réussi d'une manière complète dans une entreprise aussi considérable et qui, à l'heure actuelle, est peut-être encore impossible à mener à bien. Sachons-lui gré dans tous les cas d'avoir exposé nettement l'histoire constitutionnelle du second Empire, d'abord dans sa période autoritaire, puis dans celle de transition, enfin, dans les mois très brefs de l'Empire libéral. Il a groupé et commenté de nombreux textes qu'il a recherchés avec quelque raison, beaucoup moins dans les assemblées dont le rôle en matière constitutionnelle fut fort limité, que dans les documents directement émanés de l'empereur ou de l'opinion publique, seule puissance qui ait partagé le pouvoir avec lui.

Sous la forme d'une œuvre d'imagination, l'ouvrage de M. A. DELORME est en réalité une étude historique¹. C'est la reconstitution de l'état d'âme d'un sergent de zouaves et son histoire pendant les campagnes d'Algérie et d'Italie. Cet ouvrage présente les mêmes qualités que les précédents du même auteur (*Lettres d'un zouave, de Constantine à Sébastopol, 1853-1855; Journal d'un sous-officier, 1870*) : reconstitution exacte d'après les renseignements fournis par les sources les plus diverses, — en même temps que vivante et pittoresque, — de la vie du régiment, des pays théâtres des opérations, des engagements. Le présent volume est consacré aux opérations dans la petite et la grande Kabylie en 1856-1857 et à la campagne d'Italie jusqu'à la bataille de Palestro. L'ouvrage de M. Delorme est utile pour faire connaître l'esprit de cette armée du second Empire, qui s'illustra sur des théâtres si divers.

Il est difficile à un profane d'apprécier, en connaissance de cause, le livre où le général BONNAL a étudié *Sadowa*². Ce n'est pas, en effet, une description de la campagne ou de la bataille qu'il a voulu nous donner, mais seulement une étude de stratégie et de tactique générales qu'il a entreprise. Il l'a menée avec beaucoup de précision et de clarté, et le lecteur voit avec une facilité assez grande les moments successifs de la bataille. Le général Bonnal n'a pas voulu seulement faire une œuvre de conteur, mais aussi de critique, et il soumet à un examen sévère les plans et les manœuvres de l'état-major prussien. La victoire ne lui en paraît pas une justification suf-

1. Amédée Delorme, *Sous la Chéchia. Carnet d'un zouave. De la Kabylie à Palestro* (1856-1859). Paris, Berger-Levrault, 1901, 1 vol. in-8°, 337 pages.

2. Général H. Bonnal, *Sadowa. Étude de stratégie et de tactique générale*. Paris, Chapelot, 1901, 1 vol. in-8° de 193 p.

fisante. L'état-major prussien était loin, en 1866, d'avoir une juste conception de « la guerre napoléonienne. » Mais il sut tirer parti, jusqu'en 1870, de l'expérience acquise et évita de retomber dans ses fautes. En somme, la bataille de Sadowa a été gagnée par suite de l'heureux effet d'une imprudence commise par l'armée prussienne. Une telle conclusion paraît de nature à rendre singulièrement sceptique sur la valeur de la stratégie, et l'on se sent incliner vers les conceptions que Tolstoï énonce dans son célèbre roman de la *Guerre et la paix*. Le général Bonnal explique d'une manière assez lucide comment il serait fort peu judicieux de se laisser aller à cette impression. Une bataille ne se gagne forcément ni suivant un plan préconçu, ni uniquement par la valeur des troupes. L'intelligence du général semble résider avant tout, autant que dans l'imagination d'un plan de bataille, dans le talent de disposer ses troupes de telle sorte que leur concentration puisse se faire aisément quel que soit le plan adopté par l'armée ennemie. Iéna et Auerstædt, tout comme Sadowa, ont été des victoires causées par une erreur initiale. Cela ne veut pas dire que le général allemand pas plus que Napoléon aient été indignes de leur tâche; mais seulement que le génie militaire doit consister autant dans une certaine faculté d'imagination et d'adaptation aux circonstances que dans une faculté stratégique, capable de s'égarer comme tout calcul humain. La valeur de l'instrument militaire, de l'armée, demeure un facteur prépondérant de la victoire.

Il y a plusieurs années déjà que j'ai eu le plaisir de signaler ici même la haute valeur des volumes où M. Pierre LEHAUTCOURT avait raconté les campagnes de la défense nationale. Il faut le remercier très sincèrement de compléter son œuvre et, après en avoir écrit la deuxième partie, d'en commencer la première. Son nouveau volume¹ est le premier d'une série où il se propose de raconter la guerre contre les armées impériales et qui, jointe à ses publications antérieures, constituera une histoire complète de la guerre de 1870-1871. Sans doute, logiquement et chronologiquement, cette première partie aurait dû être écrite avant l'autre. La modestie de l'auteur qui préférerait primitivement se restreindre est son excuse. L'œuvre n'y perdra rien. Une nouvelle édition des guerres de la défense nationale permettra à M. Lehautcourt de refondre le tout en un ensemble harmonieux qui constituera, sans contredit, la meilleure histoire que nous ayons de ce qui demeurera longtemps pour nous « la guerre »

1. Pierre Lehautcourt, *Histoire de la guerre de 1870-1871*. T. I : *les Origines*. Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1901, 1 vol. in-8° de VII-414 p.

par excellence. Il faut redire, car la comparaison s'impose, à quel point cette œuvre est supérieure comme ordonnance, comme ton, comme convenance, comme sens historique à celle de M. A. Duquet, anecdotique, passionnée, « journalistique, » et où vibrent une foule de sentiments incompatibles avec le sang-froid de l'historien. Sans apporter de documents inédits, sans même peut-être avoir une connaissance absolument approfondie de tous ceux qui ont paru relativement à son sujet, M. Lehautcourt a bien autrement mérité de la science historique, sinon de la littérature de combat. Son dernier volume est d'ailleurs en progrès comme art de composition et d'exposition sur les précédents, et fait attendre les suivants avec impatience.

Sous le titre de *Gens de Bretagne*¹, M. Olivier de GOURCUFF a publié un volume de mélanges littéraires et historiques que M. A. de la Borderie a présenté dans une préface. Il y a un peu de tout dans cet ouvrage où sont réunis et distribués assez confusément quantité de morceaux parus dans diverses revues. Les premières divisions intitulées : *Sur le seuil, les Saints et les Héros, Trois pages d'histoire*, n'ont pas grand'chose qui touche à l'histoire contemporaine de la Bretagne. Parmi les études consacrées aux *Poètes* et aux *Prosateurs* plusieurs ont trait à des écrivains de notre siècle. On ne peut dire que M. de Gourcuff nous ait révélé de génie inconnu, ni qu'il ait ajouté grand'chose à la connaissance que nous avons des Bretons illustres tels que Brizeux ou Chateaubriand. On n'en lira pas moins avec intérêt et estime des pages qui ne manquent ni d'érudition ni de talent et pleines de l'amour le plus sincère pour la vieille Armorique et son génie.

M. ZEVORT poursuit son *Histoire de la troisième république* et nous donne, avec son quatrième volume, celle de la présidence de Carnot². Nous avons déjà eu l'occasion de dire les mérites et aussi les lacunes de cette œuvre estimable. Elle est écrite avec une connaissance très suffisante des documents parlementaires, avec clarté, par un esprit modéré et sincèrement républicain, soucieux de donner à un ouvrage où sont touchées les questions les plus brûlantes une tenue, sinon d'indifférence politique, au moins de sérénité historique tout à fait correcte. Mais, d'autre part, ce n'est qu'une his-

1. Olivier de Gourcuff, *Gens de Bretagne*. Histoire et littérature, prose et poésie. Paris, Lechevalier, et Vannes, Lafolye, 1900, 1 vol. in-8° de xv-364 p.

2. E. Zevort, *Histoire de la troisième République. La présidence de Carnot*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-8° de 396 p.

toire parlementaire et gouvernementale, non une histoire de la république et de la France elle-même. Après l'avoir lue, on ne connaît presque rien du grand mouvement intellectuel et social de la France moderne. Ce sont les discussions à la Chambre et au Sénat, les changements de ministères, les plus infimes fantoches parfois de la vie parlementaire, qui concentrent l'attention de l'historien. Il est permis de regretter une fois de plus que M. Zevort n'ait pas conçu son œuvre sur un plan plus large. Assurément, il est un peu tôt encore pour apprécier des événements si rapprochés. L'entreprise valait néanmoins la peine d'être tentée. Il n'est que juste d'ajouter que ce quatrième volume est peut-être un des plus intéressants de la série. M. Zevort a noté, avec clairvoyance et précision, nombre des traits caractéristiques des personnages dont il nous montre les évolutions. Il a dessiné avec fermeté et d'un crayon sûr la figure de Carnot en particulier.

Sous le titre de *la Politique de la France en Afrique*¹ M. André LEBON a réuni une série d'études qui parurent l'an dernier dans la *Revue des Deux-Mondes*. Bien qu'il se défende d'avoir voulu écrire des mémoires ou des œuvres de polémique, mais qu'il se soit seulement proposé d'apporter « une première contribution à la fixation de la vérité politique des dernières années, » l'œuvre de M. Lebon a, comme il est naturel, un caractère assez personnel. On se souvient peut-être qu'il détint, de 1896 à 1898, le portefeuille des colonies dans le ministère Méline. On ne saurait s'étonner, qu'à ce titre, l'exposé qu'il donne de la politique coloniale française en Afrique ait quelquefois le caractère d'une apologie des actes de son ministère et d'une critique plus ou moins directe des actes de ses prédécesseurs et de ses successeurs. Cela n'est pas pour diminuer l'intérêt de son travail, qui regagne comme document politique l'intérêt qu'il peut perdre comme œuvre historique. Il ne saurait être question ni de discuter pied à pied l'exposé que donne M. Lebon de la mission Marchand, des affaires de la boucle du Niger et de la pacification de Madagascar. Aussi bien, un grand nombre de documents nécessaires pour fixer l'histoire définitive de ces événements nous font encore défaut. On lira avec intérêt ceux que fournit M. Lebon, sans perdre de vue qu'ils ne suffisent point pour constituer un récit objectif. Un intérêt particulier s'attache peut-être à l'histoire de la conquête de

1. André Lebon, *la Politique de la France en Afrique*, 1896-1898. Mission Marchand, Niger, Madagascar. Paris, Plon et Nourrit, 1901, 1 vol. in-8° de xi-322 p.

Madagascar. L'étude que lui consacre M. Lebon, de même que les pièces justificatives qu'il y a annexées démontrent largement à quel point l'activité intelligente d'une personnalité est la condition presque nécessaire de la fondation d'une colonie. Le développement de Madagascar est l'œuvre du général Gallieni. Il faut remercier M. Lebon d'avoir fourni, dès maintenant, les moyens de constater les qualités de premier ordre qu'il a apportées à sa tâche et les résultats qu'il a obtenus. On serait tenté de croire qu'il suffirait de quelques hommes de cette espèce pour que les Français acquissent la renommée d'un peuple colonisateur. Souhaitons qu'ils se rencontrent et qu'ils sachent faire de leur activité l'emploi judicieux et énergique de celui qui mérite de leur servir de modèle.

Le lieutenant GATELET a conté, au point de vue militaire, l'histoire de la conquête du Soudan¹. Après avoir esquissé rapidement l'aspect de la régence soudanaïenne, il partage son récit en trois périodes distinctes : la première, de 1878 à 1888, période de création durant laquelle les Français s'établissent sur le haut Sénégal et le haut Niger, brisent la puissance des Toucouleurs fixés dans la contrée ainsi que la résistance du prophète Mahmadou-Lamine et entrent en guerre avec Samory; la deuxième, de 1888 à 1895, au cours de laquelle le Soudan français achève de se constituer, est marquée par la destruction des royaumes d'Ahmadou et de Samory et par la prise de Tombouctou; la troisième, de 1895 à 1899, est caractérisée par l'occupation de la boucle du Niger, la liaison du Soudan français avec les colonies de la Côte-d'Ivoire et du Dahomey et se termine par la capture de Samory. M. Gatelet a raconté cette histoire avec précision et détail en s'aidant des relations officielles et des rapports d'explorateurs. Si son récit n'est pas exempt de sécheresse et de monotonie, c'est qu'il n'a pas voulu le traiter au point de vue pittoresque. Il a estimé que le sujet était assez important pour se passer de fleurs de rhétorique. La conquête du Soudan est assurément un beau fait d'armes. Les exploits des « conquistadors » rappellent, par plus d'un côté, ceux de la conquête de l'Algérie. Mais il ne faut pas oublier que cette conquête, sans doute glorieuse en elle-même par la valeur de l'effort accompli, ne se justifiera politiquement qu'autant que les territoires nouveaux sur lesquels s'étend la souveraineté de la France jouiront d'une meilleure situation, tant au point de vue de l'humanité qu'à celui de l'exploitation économique. On

1. Lieutenant Gatelet, *Histoire de la conquête du Soudan français* (1878-1879). Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1901, 1 vol. in-8° de viii-520 p.

peut estimer, en dépit de tout le sang versé (tel officier interdisait de faire des prisonniers parmi les Sofas), que la conquête du Soudan n'a pas aggravé les maux que s'infligeaient, en temps de paix, ses sauvages habitants. C'est la justification de ces guerres comme de beaucoup d'autres guerres coloniales : une guerre coloniale, en effet, ne saurait être comparée, quelque atrocité qu'elle présente, à une guerre entre civilisés ; la nation conquérante ayant toujours à sa décharge, non pas la supériorité de la civilisation qu'elle prétend importer, mais le fait que les maux de la guerre qu'elle apporte ne constituent pas une calamité plus sanglante que celle qui résulte des mœurs habituelles du pays. Aucun sophisme ne peut identifier, par exemple, la conquête de Madagascar et la guerre du Transvaal. Économiquement, le Soudan n'est sans doute pas l'Eldorado décrit par certains explorateurs. Il n'en paraît pas moins susceptible de produire des richesses appréciables. Espérons que les colons de l'avenir sauront légitimer, par une fructueuse activité, les exploits héroïques de leurs prédécesseurs.

L'ouvrage récent du P. PIOLET, *la France hors de France*¹, intéressera vivement, non seulement les historiens, mais tous ceux qui se préoccupent de notre avenir national et colonial. Connu déjà par plusieurs ouvrages consacrés à des questions coloniales, le Père Piolet voit dans l'expansion hors de France la meilleure voie de développement ou plutôt de salut pour notre pays. Il estime qu'une des causes les plus redoutables de l'état stationnaire de notre population est la difficulté où se trouvent les familles françaises d'assurer à leurs enfants une vie honorable et lucrative dans la métropole. Or, une nation qui se dépeuple ou dont la population cesse de s'accroître doit être éliminée par la force des choses. Un des meilleurs moyens de stimuler le mouvement de la population est donc de nous habituer à aller accroître hors de France notre domaine national et économique. Ceux qui s'en vont laissent la place aux générations futures et constituent une force vive et féconde pour la nation. Si nous émignons peu, c'est à cause d'un certain nombre de défauts que l'auteur analyse avec finesse et contre lesquels notre devoir, comme notre intérêt, est de réagir. Nous devons émigrer, nous pouvons émigrer, le raisonnement nous l'apprend tout aussi bien que l'histoire. Mais il importe que l'émigration ne soit pas seulement abondante, il faut qu'elle soit judicieuse. Le P. Piolet étudie avec soin qui doit émigrer

1. P. Piolet, S. J., *la France hors de France. Son émigration, sa nécessité, ses conditions*. Paris, Alcan, 1 vol. in-8°.

et où. Des études précises sur les conditions qu'offrent nos diverses colonies à l'émigrant forment la dernière partie de cet ouvrage. Il faut louer, non seulement la pensée généreuse et vraie en somme qui inspire l'auteur, mais aussi la mesure avec laquelle il l'a développée. Tout en montrant la nécessité de l'émigration, il insiste également sur la nécessité qu'elle soit effectuée d'une manière judicieuse. Il insiste même tellement sur ces considérations, sur les vertus morales et économiques qu'il exige de ces colons, que le lecteur en vient à ne plus s'étonner beaucoup que notre émigration ne soit pas très active. Car les gens de l'espèce que souhaite le P. Piolet ne sont point si nombreux et doivent, à la vérité, trouver le moyen de gagner leur pain en France. Cette observation n'enlève d'ailleurs rien de leur valeur à ses considérations, qui sont fort justes. Elle ne fait que souligner l'importance d'un ouvrage dont l'auteur n'est point aveuglé par le mirage colonial, mais discute avec sang-froid et réflexion les conditions propices à la colonisation.

Les lecteurs de l'ouvrage du P. Piolet trouveront un intéressant complément d'informations sur notre état économique et industriel dans le petit volume que M. Georges BLONDEL a intitulé : *la France et le marché du monde*¹. Bien qu'il prétende s'adresser plus au grand public qu'aux historiens et s'efforce surtout, dans un but de propagande patriotique, de mettre en lumière les progrès accomplis dans les pays neufs, de montrer que la France s'adapte jusqu'ici moins bien qu'eux à l'évolution contemporaine, de lui prouver la nécessité et la possibilité d'un effort plus fécond et plus général, il est rédigé selon une méthode si scrupuleuse et si scientifique et contient tant d'observations précises et de statistiques intéressantes, qu'il constitue une contribution fort instructive à l'exposé de notre situation économique et sociale à l'heure présente et s'adresse aussi bien au public instruit qu'aux auditeurs à qui M. Blondel a exposé ses idées sous forme de conférence.

Parmi les ouvrages récents qu'a suscités l'histoire du socialisme, signalons en particulier ceux de MM. J. BOURDEAU et E. d'EICHTHAL², deux écrivains à qui leur aversion pour les tendances du mouvement qu'ils étudient ouvre davantage le sens critique et historique, au lieu de l'oblitérer, comme il arrive. C'est surtout du socialisme en

1. Georges Blondel, *la France et le marché du monde*. Paris, Larose, 1901, 1 vol. in-18 de xi-164 p.

2. Jean Bourdeau, *l'Évolution du socialisme*. Paris, Alcan, 1 vol. in-12 de 330 p. — G. d'Eichthal, *Socialisme, communisme et collectivisme*. Paris, Guillaumin, 1 vol. in-12 de viii-325 p.

France, au cours de notre siècle, que s'est occupé M. Jean Bourdeau dans la série d'articles qu'il a réunis en volume ; bien qu'ils ne constituent pas une histoire suivie et cohérente du mouvement socialiste, ils donnent au lecteur un résumé merveilleusement informé et sagace de ses étapes caractéristiques. Le volume de M. d'Eichthal est la réédition d'un travail publié il y a dix ans sur l'histoire du socialisme. Il l'a repris entièrement, l'a mis au courant des événements récents et a tiré parti de tous les ouvrages contemporains relatifs à la question. Un sommaire chronologique fort commode indique à la fin du volume les événements principaux du socialisme en France, en Allemagne et en Angleterre. Un index alphabétique achève de rendre d'un maniement commode cet ouvrage qui constitue un excellent instrument de travail.

Le petit volume où M. Jacques BARDOUX a raconté la création et les premiers efforts de la Fondation universitaire de Belleville et dont l'introduction est une conférence de M. Ch. Gide sur le travail intellectuel et le travail manuel¹ mérite de retenir une attention sympathique. La fondation de Belleville n'a pas été la première en date des « Universités populaires ; » elle n'a pas été celle où s'est réuni le plus nombreux public. C'est peut-être celle où a été tentée, avec le plus d'espoir et le plus de généreux enthousiasme, cette œuvre d'éducation mutuelle et de rapprochement intellectuel entre la jeunesse bourgeoise et les ouvriers, qui est un des symptômes moraux les plus estimables de ces dernières années. Ce que donneront les Universités populaires, on ne peut encore le préjuger. Il est trop tôt pour affirmer qu'elles rempliront la tâche pour laquelle elles ont été créées, qu'elles ne dégénéreront pas rapidement en institutions très différentes de celles qu'ont rêvées leurs fondateurs ou qu'elles ne disparaîtront pas dans la lassitude des conférenciers et du public. Mais il est permis d'attendre mieux d'elles, et de toute manière elles marquent dans l'histoire de notre temps une tentative des plus intéressantes. Le petit volume de M. Bardoux, quel que soit le résultat final de l'entreprise de Belleville, demeurera la monographie touchante et sincère d'une œuvre de progrès social. La précision des détails donnés et l'absence d'espérances démesurées ou de prétentions trop optimistes font dès maintenant favorablement augurer de son avenir.

Depuis le fameux livre de M. Pobedonotzeff, intitulé : *Questions*

1. Charles Gide et Jacques Bardoux, *la Fondation universitaire de Belleville*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-12 de XVIII-88 p.

religieuses, sociales et politiques, pensées d'un homme d'État, il n'est sans doute pas paru de manuel plus catégorique de l'esprit réactionnaire ou si l'on veut conservateur que le volume de M. DELAFOSSE, intitulé : *Théorie de l'ordre*¹. C'est une critique impitoyable et virulente de la république démocratique et parlementaire, de tous les faux principes sur lesquels elle prétend s'appuyer et de toutes les monstruosité qu'elle engendre. Un livre de ce genre a une valeur historique qui n'est point à dédaigner, encore qu'elle ne soit point peut-être précisément celle qu'a poursuivie l'auteur. Il ne peut, en effet, être question de le considérer comme un exposé du régime politique et intellectuel de la France actuelle : pas plus qu'on ne saurait suspecter la bonne foi de l'honorable auteur, on ne saurait, sans naïveté, lui demander l'impartialité, qui est la première qualité de l'historien. Sans aucun doute, elle lui paraîtrait de la tiédeur et du scepticisme. « L'exagération, dit M. Delafosse (p. 282), n'est pas un mensonge, ce n'est qu'un grossissement de la vérité. » Cette maxime, qu'il est permis de contredire formellement, eût mérité d'être l'épigraphe de son livre. Ainsi, nous n'eussions point été surpris de quelques déclarations qui s'y trouvent, à savoir, par exemple, qu'un lion est plus grand qu'un bœuf (p. 273) ou qu'en France, sur quarante millions de personnes, « aucune d'elles ne croit à la justice de la magistrature nationale » (p. 282); cette dernière proposition signifie sans doute simplement que M. Delafosse a perdu un procès qu'il pensait gagner. On se reportera à la même maxime pour remettre au point certaines appréciations qu'il formule sur la France actuelle; on n'en trouverait guère de plus outrageantes chez ceux qu'il accuse d'être les pires ennemis de la patrie. Ce qu'il faut donc chercher dans son livre, ce n'est pas une histoire, mais l'expression d'un certain état d'esprit. Il importe infiniment de se rendre compte que beaucoup d'hommes honorables, intelligents et qui pensent aimer leur pays, seraient prêts à contresigner un tel ouvrage. Cette observation est importante. Tant chez les historiens désireux de tracer le tableau de la France actuelle que chez tous les citoyens qui souhaitent moins de haine dans les cœurs, il est nécessaire de dissiper des illusions. Le livre de M. Delafosse est le témoignage non de l'aversion seulement (on ne s'en étonnait nullement), mais de la méconnaissance profonde qui éloigne encore certains esprits de la démocratie. Mais, comme la haine n'est pas moins clairvoyante que

1. Jules Delafosse, *Théorie de l'ordre*. Paris, Plon et Nourrit, 1901, 1 vol. in-8° de xix-399 p.

l'amour, ceux qui souhaitent, non pas de renverser, mais d'améliorer l'état politique et social qu'il déplore, trouveront grand profit à nombre de critiques judicieuses et d'observations sagaces qui sont semées dans son livre. C'est ainsi que, s'ils savent en profiter, M. Delafosse aura rendu un service sérieux aux partisans du régime qu'il exécute et se trouvera mériter leur reconnaissance.

Il y a quatre ans encore, le nom de Ruskin était presque inconnu du public, même cultivé, en France. Quelques pages de Milsand, de Guyau et de Taine avaient à peine attiré sur lui l'attention d'une élite de curieux. Depuis cette époque, plusieurs ouvrages nous ont fait connaître un des écrivains du XIX^e siècle qui en Angleterre ont eu l'influence la plus profonde et la plus étendue. En 1897, M. de Sizeranne, dans un excellent travail, nous présentait Ruskin apôtre de la religion de la beauté. Plus récemment, M^{me} Jean Brunhes montrait le rôle que l'esprit religieux, l'esprit de la Bible, a tenu dans son œuvre. C'est enfin M. Jacques BARDoux qui vient de lui consacrer un volume considérable, où il tente de donner un portrait d'ensemble de Ruskin, nous faisant connaître, non seulement le chrétien et le croyant, mais le moraliste et le sociologue qui leur sont si intimement unis¹. M. Bardoux a fort bien réussi dans son œuvre. Sans doute, son volume, un peu trop touffu, eût gagné à être élagué; quelques petites querelles de méthode ou d'érudition pourraient lui être faites aisément; dans l'ensemble, son ouvrage est ce qu'il a voulu en faire : l'exposé le plus complet que nous voyons sur la vie, la pensée, les idées, la langue du grand écrivain. M. Bardoux, grâce à une connaissance approfondie de l'œuvre de son héros, grâce à beaucoup de finesse de pensée et de délicatesse de sentiment, a réussi à nous rendre sensibles et compréhensibles, non seulement la signification générale de son génie, mais la plupart des détours, des nuances, des originalités si singulières parfois où il s'est complu. Il ne nous a pas présenté un Ruskin cohérent, clair et logique. Ruskin n'a rien été de tout cela. Mais il a permis au public français de le concevoir dans son ampleur et sa complexité et aussi de se rendre compte, autant qu'il en est capable, de l'influence prodigieuse qu'il a exercée parmi ses compatriotes et qui hélas! à l'heure actuelle, est presque déjà un phénomène du passé. Si, en effet, en matière esthétique, les doctrines ruskiniennes ne sont point entièrement périmées, si l'action

1. Jacques Bardoux, *le Mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise au XIX^e siècle. John Ruskin*. Paris, Calmann Lévy, 1 vol. in-12 de xii-594 p.

du maître persiste encore dans l'art anglais, et même a passé la Manche, ses idées morales, sociales et économiques sont loin d'être en harmonie à l'heure actuelle avec les tendances du peuple anglais. Elles peuvent encore inspirer quelques cénacles, on peut en retrouver la trace dans des tentatives intéressantes. Elles sont fort étrangères aux préoccupations présentes de la nation. Le génie anglais a toujours oscillé d'un idéalisme quasi apocalyptique au plus brutal des réalismes. Au préraphaélisme, à l'heure actuelle, il oppose des préoccupations d'un autre ordre, et l'écrivain qui symbolise son génie n'est plus Ruskin, apôtre de la justice et de la beauté, mais Rudyard Kipling, poète de la force.

M. A. DEGRAND, consul de France à Philippopoli, a profité de son séjour en Orient pour longuement parcourir une des parties les plus curieuses et les moins connues de la Turquie d'Europe, et il a eu la bonne idée de former un intéressant volume de ses *Souvenirs de la Haute-Albanie*¹. « Trouver actuellement en Europe une contrée sans chemins de fer, sans routes, sans voitures, vivant encore de l'existence des temps féodaux, dont toute la population est armée, ayant des lois somptuaires, renfermant dans certaines parties des tribus fanatiques et insoumises » est une bonne fortune dont M. Degrand s'est montré digne en s'appliquant à nous redire l'aspect, les mœurs et les légendes de l'étrange nation parmi laquelle il a vécu. Il y a dans son livre, dénué de prétentions à l'érudition, beaucoup d'observations intéressantes et de souvenirs précieux. On y trouvera plus d'un trait propre à caractériser cette étrange peuplade des Albanais. « Ils semblent avoir erré au hasard dans l'histoire, sans but défini, courant le monde en qualité de mercenaires, servant indistinctement la croix ou le croissant en condottieri et avides d'aventures, devenant de précieux auxiliaires pour leurs maîtres temporaires; la guerre paraît avoir été leur vocation, elle exerçait et exerce encore sur eux une vraie séduction. » Les vendettas corses sont des bergeries à côté de l'ardeur sauvage des Albanais à « reprendre un sang. » Il semble que la civilisation occidentale n'est pas près de prendre racine encore dans ce pays si étonnamment protégé de son contact. Les difficultés de tout ordre sont grandes pour l'exploitation économique de ce pays, et il n'est pas à croire que le gouvernement ottoman en triomphe prochainement. D'autre part, « je ne crois pas qu'il y ait en Europe, dit l'auteur, un peuple moins préparé à recevoir le

1. A. Degrand, *Souvenirs de la Haute-Albanie*. Paris, Welter, 1901, 1 vol. in-8° de 329 p.

précieux, mais parfois dangereux présent qu'on appelle la liberté. » Les haines de village à village rendent d'ailleurs peu vraisemblable toute union en faveur d'un affranchissement. Ils ne sont encore qu'au timide début de la lente évolution qui fera d'eux un peuple civilisé.

Le volume où M. CHÉRADAME a étudié la *Question d'Autriche au seuil du XX^e siècle*¹ se recommande sérieusement et aux historiens et aux membres du parlement français, à qui il est dédié. Que l'auteur n'ait pas échappé à quelques erreurs quant aux divers partis qui se partagent la monarchie austro-hongroise, que plusieurs de ses hypothèses ne soient pas échafaudées d'une manière quelque peu artificielle, qu'il ne s'accuse pas chez lui des vues politiques parfois assez contestables, voilà ce que nous ne saurions affirmer. Mais il faut lui être vivement reconnaissant de la clarté avec laquelle il pose le problème de la question d'Autriche à la mort de son empereur actuel, de l'abondance et de la précision avec laquelle il définit la solution pangermaniste et les immenses dangers qu'elle peut faire courir à la paix du monde. La dissolution possible de l'empire autrichien à la mort de son empereur actuel est une hypothèse qui mérite d'être envisagée sérieusement. Le parti pangermaniste en Allemagne et en Autriche l'envisage comme le signal du retour à l'Allemagne de tous les pays autrichiens de langue allemande et de quelques autres. Par une propagande infatigable et active il s'efforce d'avancer cette solution. Et il présente à l'imagination pour un avenir prochain un empire allemand de 70,000,000 d'habitants, dominateur absolu de l'Europe centrale. Il y a lieu de croire que ces idées ne sont pas seulement celles d'un grand nombre de particuliers. M. Chéradame en surprend la trace chez l'empereur Guillaume II lui-même. Elles sont loin cependant d'être en faveur chez la majorité des races autrichiennes et même chez les populations allemandes. A cette solution dangereuse et brutale, la France et la Russie principalement ont tout intérêt à en préférer une autre. Leur effort doit tendre à la conservation intacte de la monarchie de Habsbourg. La forme fédérale peut créer à la fois une indépendance et un lien suffisant parmi les races qui la composent. Son maintien doit être une des préoccupations dominantes des politiques européens soucieux de prévenir une crise que l'on voit nettement se dessiner.

Le volume où M. L. BRÉNIER a écrit l'histoire de l'Égypte de 1798

1. André Chéradame, *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XX^e s.* Paris, Plon et Nourrit, 1901, 1 vol. in-8° de xiii-452 p.

à 1900¹ est un bon résumé d'histoire générale, bien conçu et d'une exécution digne de toute estime; l'auteur ne s'est point proposé, à proprement parler, de faire œuvre d'érudition. Il a simplement utilisé les documents d'ordre varié, généralement de seconde main, qui ont été publiés sur l'histoire d'Égypte, et, au moyen d'une critique prudente, il s'en est servi pour écrire un volume d'histoire clair et agréable. Les chapitres sont terminés par des bibliographies, sinon absolument complètes, au moins judicieusement établies et suffisantes. En même temps qu'un exposé exact des faits, M. Bréhier offre au lecteur le moyen de se faire, s'il le désire, une opinion personnelle. Son livre est, dans le sens élevé du mot, un bon livre de vulgarisation scientifique. Il s'adresse, comme c'était le dessein de l'auteur, à tous ceux qui veulent éclairer leur opinion sur cette question d'Égypte si brûlante et si grosse de difficultés dans l'avenir. S'abstenant de tout ce qui pouvait paraître s'écarter de l'histoire pure, M. Bréhier s'est dispensé d'entrer dans le détail des problèmes européens soulevés par la question d'Égypte. Dans la conclusion même de son livre, il s'applique à déterminer le concours respectif qu'ont apporté au développement de l'Égypte les trois influences qui s'y sont superposées (Mamelucks, Français et Anglais) beaucoup plus qu'à en discuter la nature et les chances d'avenir. Si quelquefois on souhaiterait quelque chose de plus personnel dans les appréciations de M. Bréhier, on ne peut que reconnaître l'attitude de correction historique qu'il s'est imposée. N'oublions pas qu'un bon index alphabétique achève de rendre commode le maniement du volume.

Il y aurait une forte exagération à dire que le gros livre dans lequel M. Henri CORDIER vient de commencer l'*Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales de 1860 à 1900*² est d'une lecture facile. Au cours de longs séjours en extrême Orient, M. Henri Cordier a acquis une connaissance approfondie des choses chinoises, des Européens ou des hommes d'État chinois qui y ont joué un rôle, et a réuni un grand nombre de documents de tout genre, pièces officielles, lettres, rapports, protocoles, articles de journaux, etc. Il est bien regrettable qu'il n'ait pas apporté plus de coquetterie et de souci artistique à nous faire profi-

1. Louis Bréhier, *l'Égypte de 1798 à 1900*. Paris, Combet, 1 vol. in-8° de xii-334 p.

2. Henri Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales, 1860-1900*. T. I : *l'Empereur T'oung-Tché (1861-1875)*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-8° de 570 p.

ter de sa science. Son plan semble en effet s'être borné à prendre par ordre à peu près chronologique les principaux événements de l'histoire diplomatique de la Chine sous le règne de T'oung-Tché et, à propos de chacun d'eux, avec ou sans une brève introduction rétrospective, à reproduire, avec ou sans commentaire, tous les documents qu'il possédait sur le sujet, en les accompagnant de notices biographiques relatives à tous les fonctionnaires européens qui y ont joué quelque rôle. Un ouvrage ainsi conçu, rempli de renseignements utiles qu'on ne trouverait pas ailleurs, présente un aspect malheureusement confus; notre ignorance complète des choses chinoises nous rend encore plus difficile de nous débrouiller au milieu des détails généalogiques, administratifs, géographiques, etc., que M. Henri Cordier a accumulés sans les éclairer suffisamment. Et le lecteur ferme son volume avec un sentiment d'humiliation personnelle où il entre un peu de rancune contre l'écrivain qui, ayant en main et en tête la matière d'un livre intéressant, n'a pas mis plus d'ordre et de lumière dans ce chaos diplomatique.

Le volume que M. Albert Métin a rapporté d'un voyage d'études autour du monde et qu'il a intitulé : *le Socialisme sans doctrine : Australie et Nouvelle-Zélande*¹, mérite de retenir tout particulièrement l'attention des historiens et des sociologues. S'il y a à près de cinquante ans que furent prises en Australie les premières mesures de législation ouvrière, c'est au cours de ces dix dernières années qu'elles se sont multipliées d'une manière significative; c'est notamment au cours des cinq dernières que la Nouvelle-Zélande est devenue la terre d'élection du « socialisme d'État. » M. A. Métin a décrit l'organisation sociale de ces régions et le régime légal qui s'y est établi avec la clarté, la précision et l'impartialité de la meilleure méthode historique. Il a donné le détail des différentes législations en même temps qu'il en a fait nettement comprendre le caractère général, qui est qu'elles n'ont été dictées par aucune idée théorique, mais uniquement par des suggestions d'ordre matériel. Les résultats lui en paraissent en somme satisfaisants au point de vue de l'ouvrier australien, dont les conditions de vie sont bonnes sans que le développement de l'industrie ait eu à souffrir des hauts salaires et de la réduction des heures de travail. Un des résultats imprévus de sa diffusion de l'aisance paraît être la diminution graduelle de la natalité qui parfois descend presque au niveau des statistiques françaises.

1. Albert Métin, *le Socialisme sans doctrines. Australie et Nouvelle-Zélande*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-8° de III-281 p.

A quelque point que l'Australie diffère de l'Europe, l'étude de sa législation ouvrière offre un intérêt des plus sérieux. C'est dire que les hommes politiques, aussi bien que les historiens, trouveront leur profit dans l'excellent ouvrage de M. Métin.

André LICHTENBERGER.

P.-S. — M. G. RADET a écrit, à l'occasion du jubilé cinquantième de l'École française d'Athènes, un volume intitulé : *l'Histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes* (Fontemoing), qui est un chef-d'œuvre. Raconter les années de début où, sous le patronage de M. Piscatory, l'École, créée par enthousiasme et sans but arrêté, chercha sa voie et fit une œuvre plus politique et pédagogique que scientifique; juger avec équité des directeurs d'un mérite aussi inégal et aussi différent que MM. Daveluy, Burnouf, Dumont, Foucart et Homolle, faire connaître sous une forme attrayante les travaux austères des épigraphistes et des archéologues; dire sur tout et sur tous la vérité avec bonne humeur et bonne grâce, en évitant à la fois l'apologie et le dénigrement, était une tâche des plus difficiles. M. Radet a su y réussir à force d'équité, de compétence, de fine psychologie et de talent. Son livre est d'un érudit, car il a fallu de longues et difficiles recherches pour reconstituer cette histoire, dont les documents étaient plus encore dans les souvenirs des hommes et dans les correspondances privées que dans les archives officielles. Son livre est d'un historien, car M. Radet a su dégager le rôle joué par notre École, non seulement dans l'histoire de la science archéologique, mais dans l'histoire de la Grèce contemporaine; son livre enfin est d'un artiste, car tout y est vivant et coloré, et M. Radet a montré, dans une matière où cela était malaisé, un brillant talent d'écrivain.

Un des élèves de cette glorieuse École d'Athènes, M. Ch. DIEHL, pour qui vient d'être créé un cours d'histoire byzantine à la Faculté des lettres de Paris, vient d'inaugurer d'une manière éclatante son nouvel enseignement en publiant un admirable volume sur *Justinien et la civilisation byzantine au VI^e siècle* (Leroux). Il est étrange que jusqu'ici ce sujet si important n'ait jamais été l'objet d'aucun ouvrage sérieux. Notre collaborateur, M. Bréhier, dira prochainement le service rendu par M. Diehl à l'histoire byzantine par cette publication.

M. J. GRAND-CARTERET a profité du renouveau d'intérêt qui s'attache à la mélancolique figure du duc de Reichstadt depuis l'apparition des œuvres de MM. Rostand, Pouvillon, Welschinger pour nous

donner un curieux et précieux volume sur l'*Aiglon en image* (Fasquelle), où il a recueilli une riche bibliographie iconographique accompagnée de nombreuses gravures habilement et spirituellement commentées.

Tandis que M. Georges DURUY a réuni dans son livre *Pour la justice et pour l'armée* (Ollendorf) les éloquents articles que l'affaire Dreyfus a arrachés à son indignation et à sa douleur de patriote, M. G. CLÉMENTEAU nous donne dans *Justice militaire* l'avant-dernière partie de l'héroïque campagne qu'il a menée de 1897 à 1899 pour la justice. Le volume va du 13 mai 1899 au 22 août, à la première semaine de l'inique procès de Rennes. Jamais la raison n'a parlé un langage plus convaincant, plus émouvant, plus terrible.

La justice des tribunaux maritimes vaut celle des conseils de guerre, et les tortionnaires des pénitenciers maritimes n'ont rien à envier à ceux de l'île du Diable. On s'en convaincra en lisant la lamentable histoire du procès et de la captivité des frères Degrave (Rorique) écrite par Eugène DEGRAVE sous le titre *le Bagne* (Stock). L'un des frères Degrave est mort au bagne; l'autre a été gracié, parce qu'il est présumé innocent comme son frère. La justice, boiteuse au *xx^e* siècle comme au temps d'Homère, n'a pas encore trouvé l'occasion et le temps de réhabiliter cet innocent.

G. MONOD.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE GRECQUE.

ANNÉES 1898-1900.

La revue des publications relatives à l'histoire et aux antiquités grecques, que j'ai commencée dans les tomes LXX, p. 144; LXXI, p. 108; LXXII, p. 137; LXXIII, p. 152, doit être amenée dans le présent article jusqu'à la clôture du siècle. Je diviserai mon sujet d'après les mêmes principes que dans les Bulletins précédents, la direction des études n'ayant pas sensiblement changé dans ces deux dernières années. Il est particulièrement réjouissant de remarquer que la tendance à éparpiller, à disséminer dans d'innombrables périodiques ou à part les inscriptions et les papyrus récemment découverts, semble être de plus en plus enrayée; ceci est dû en partie aux progrès rapides qu'a faits le recueil de l'Académie de Berlin, en partie à la création de collections nouvelles qui font connaître, d'une façon aussi complète que possible, les matériaux relatifs à des territoires déterminés topographiquement.

INSCRIPTIONS. — Je commencerai, comme d'habitude, par les inscriptions; mais je placerai cette fois en tête l'ouvrage qui me semble réaliser le progrès le plus sensible au point de vue de la technique et de l'organisation, si on le compare avec les anciens recueils de ce genre. Je veux parler de l'édition des Inscriptions de Magnésie sur le Méandre par O. KERN¹. Grâce aux fouilles effectuées par les soins des musées royaux de Prusse de 1891 à 1894 sur le sol de la vieille cité, le nombre des inscriptions de Magnésie connues jusqu'à ce jour s'est élevé de 138 à 400. En les publiant, l'auteur s'est proposé, non seulement de réunir les documents relatifs à cette ville, mais encore de nous montrer, de magistrale façon, comment il faut organiser les différentes parties d'un recueil d'inscriptions pour le rendre réellement commode à consulter. Deux cartes représentent la situation de la ville dans son ensemble et le détail des ruines déjà découvertes. La manière dont les inscriptions étaient placées sur l'agora est représentée par plusieurs tableaux, et l'auteur y annexe une brève relation

1. Königliche Museen zu Berlin, *Die Inschriften von Magnesia am Maeander*. Berlin, Speemann, 1900.

sur la découverte des pierres. Particulièrement importantes et dignes d'éloges sont les innovations introduites dans les chapitres suivants. Le premier contient tous les témoignages que la tradition littéraire nous fournit sur Magnésie et tous les passages où il est fait mention de la ville et de ses sanctuaires dans les inscriptions autres que celles de Magnésie; le second nous donne une liste de tous les habitants de Magnésie connus par la littérature, les inscriptions et les monnaies. Jusqu'ici, tout érudit qui entreprenait une publication d'inscriptions devait naturellement commencer par réunir ces matériaux et s'en rendre maître; mais la méthode suivie dans ces publications était telle que ce travail de l'éditeur était à peu près complètement perdu pour tout autre que pour lui-même; car, dans l'édition définitive des textes, l'on supprimait ces matériaux et l'on ne donnait qu'une interprétation insuffisante pour se former une complète vue d'ensemble du sujet. D'une utilité tout aussi évidente est la troisième partie de l'introduction, où l'on trouve un relevé de tous les renseignements de l'époque byzantine relatifs à Magnésie. Enfin, une innovation fondamentale et excellente se rattache à la dernière partie de l'introduction; elle contient une histoire de l'écriture des pierres trouvées à Magnésie, avec des reproductions photographiques données en partie dans le texte, en partie sur les planches hors texte. Cette dissertation et ces fac-similés remplacent les transcriptions usitées jusqu'à présent; elles nous offrent même plus et mieux: au lieu de transcrire les textes en lettres majuscules et d'employer les signes conventionnels en usage jusqu'alors, l'auteur ne se sert que de minuscules, en suivant la disposition des lignes telle qu'elle se trouve dans l'original. La transcription en majuscules, coûteuse et exigeant beaucoup de place, était un pis-aller et ne pouvait pas donner le résultat auquel elle prétendait: celui de rendre la physionomie réelle de l'original; c'était une manière de faire surannée, inconciliable avec les moyens de reproduction que possède la science actuelle. Reproduire tous les textes par la photographie serait aussi coûteux qu'inutile, et l'auteur, suivant les conseils de Wilamowitz¹, a trouvé une heureuse issue à ce dilemme en nous donnant une dissertation sur l'histoire de l'écriture illustrée de fac-similés. De même pour ce qui regarde le classement des inscriptions, cette édition innove, en les divisant en quatre classes principales, les documents proprement dits, les souscriptions, les suscriptions et les épitaphes. La délimitation entre les nos 4 et 4 saute ainsi immédiatement aux yeux; les souscriptions et les suscriptions se distinguent

1. Comparez, du même, un article dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, 1900, p. 558, qui contient une excellente esquisse de l'histoire de Magnésie.

des deux autres classes en ce qu'elles font partie du monument sur lequel elles se trouvent, et entre elles, en ce qu'aux souscriptions se rattachent des actes de dédicace, ce qui n'est pas le cas pour les suscriptions. Les tables des matières, extrêmement riches, occupent presque autant de place que les textes mêmes. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier de près les nombreux textes intéressants ou historiquement importants que contient cette publication ; mais il faut au moins mentionner un ensemble d'actes trouvé sur les pierres de l'agora et publié complètement ici pour la première fois ; ce sont des lettres royales et des décrets du peuple provenant de toutes les parties du monde grec et envoyés à Magnésie lorsque fut fondée la fête commémorative d'« Artémis aux blanches sourcils, » déesse protectrice de la ville, dont l'épiphanie avait eu lieu en 224-220.

Les heureuses innovations réalisées dans cette publication se retrouvent, en partie du moins, dans les fascicules du *Corpus* des Inscriptions insulaires ; en effet, ceux de ces fascicules qu'a publiés Hiller de Gaertringen sont pourvus de cartes, et les pièces les plus importantes sont reproduites par la photographie, addition bénévole que le comité doit à la générosité de l'éditeur¹. Il est vrai que le second fascicule ne contient que deux cartes, celles de Mitylène et de l'île de Lesbos, dues encore à H. Kiepert, et n'apporte pour le reste aucune innovation. Les inscriptions de Mitylène, de Méthymne et d'Éresos, ainsi que de leurs territoires, y sont reproduites séparément et remplissent naturellement presque tout le volume. Pour l'histoire d'Alexandre et de ses successeurs, comme aussi pour les relations de l'île de Lesbos avec Pompée et avec les membres de la maison impériale Julia-Claudia, c'est dans les textes réunis ici que nous trouvons le plus de renseignements ; le mauvais état dans lequel la plupart nous sont parvenus prouve avec quelle négligence on a traité autrefois les inscriptions trouvées, et l'on se réjouit d'apprendre que la présence réitérée de savants a, dans les dernières années, modifié cet état de choses.

Parmi les inscriptions contenues dans le troisième fascicule, pourvu de cartes et de nombreuses reproductions, celles de Théra sont particulièrement intéressantes. Le nombre de celles que l'on connaissait a considérablement augmenté par suite des fouilles que Hiller de Gaertringen a organisées à ses frais sur l'emplacement de l'ancienne Théra ; deux époques de l'histoire de l'île ont été mises particulière-

1. *Inscriptiones Graecae insularum maris Aegei* ; fasc. II : J. G. ins. *Lesbi, Nesi, Tenedi*, éd. G.-R. Paton. Berlin, Reimer, 1899 ; fasc. III : J. G. ins. *Symes, Teulussae, Teli, Nisyri, Astypalaeae, Anaphes, Therae et Therasiae, Pholegandri, Meli, Cimoli*, éd. F. Hiller de Gaertringen. Berlin, Reimer, 1898.

ment en lumière. Les inscriptions archaïques sur rochers, du VIII^e et du VII^e siècle av. J.-C., nous permettent de jeter un coup d'œil sur l'ancienne civilisation doriennne. Les inscriptions de la période postérieure ont fourni une riche moisson, surtout pour l'époque hellénistique; elles ont montré que la forteresse du sud-est de l'île devait servir aux Ptolémées de point d'appui pour étendre leur influence sur toutes les îles de la mer Égée. Les fouilles, continuées encore par Hiller après la publication du fascicule en question, ont donné de nouveaux textes relatifs à l'histoire d'un personnage important de Théra, Artémidore, poète, officier, juge de paix et prête; ces textes ont été publiés par Hiller dans l'*Archäol. Anzeiger*, 1899, p. 491.

De même que G. Kaibel pour le volume des inscriptions grecques de Sicile et d'Italie, Hiller de Gaertringen a la louable habitude, dans les fascicules d'inscriptions insulaires publiés par lui, de résumer en une brève introduction tous les renseignements, de source littéraire ou autre, qu'on possède sur l'endroit dont elles proviennent. Il n'a dérogé à cette habitude que pour Théra, renvoyant le lecteur à l'ouvrage monumental dans lequel il a réuni tous les documents relatifs à cette île et dont j'aurai à parler plus loin. La proportion usitée dans le *C. I. G.* entre le commentaire et les textes a été également observée par Hiller; il me semble qu'il a ainsi trouvé le juste milieu entre les notes trop détaillées qui accompagnent les inscriptions de Pergame et les explications par contre un peu trop sommaires de l'édition des pierres inscrites de Magnésie par O. Kern. Bien des inscriptions ne sont compréhensibles ou ne signifient quelque chose que lorsqu'on peut les rapprocher de l'endroit où elles étaient placées; en leur adjoignant des photographies, il est souvent possible de faire cette démonstration. Hiller y a réussi, par exemple, pour la pierre de Nisyros, n° 86, ou pour les inscriptions sur rocher de Théra, grâce aux deux planches annexées à la fin du volume et aux dessins contenus dans le texte. Pour d'autres inscriptions de ce genre, en particulier pour les bornes frontières, il faut convenir avec Wilamowitz qu'elles n'ont d'importance que pour les cartes et la topographie et que leur texte seul, dans un recueil d'inscriptions, ne nous apprend rien. En ce qui concerne le classement des inscriptions, Hiller s'en est tenu au schéma usité pour le *Corpus* grec et comprenant un assez grand nombre de subdivisions; lorsqu'on a sous les yeux une grande quantité de textes, cela facilite sans aucun doute une vue d'ensemble et rend les recherches plus rapides. Nous tomberons d'accord aussi avec Wilamowitz pour reconnaître que l'on ne peut fixer de règle générale pour l'ordonnance et le classement.

Il m'est impossible d'entrer ici dans le détail des textes, importants au point de vue historique, que contient cette publication.

M.-L. STRACK¹, dans sa monographie sur la dynastie des Ptolémées (cf. LXXIII, p. 457), avait déjà catalogué celles des inscriptions de l'époque des Ptolémées qui ont trait à la maison régnante; une nouvelle liste, plus complète, vient d'être publiée par le même auteur dans un article de l'*Archiv für Papyrskunde* de U. Wilcken. Il y reproduit intégralement tous les textes trouvés en Égypte; ceux qui proviennent d'autres fouilles, seulement dans la mesure où ils se rapportent à la famille régnante.

Enfin, W. DITTENBERGER² a fait paraître une nouvelle édition du second volume de son Recueil des inscriptions grecques; il ne manque donc plus, pour terminer cet excellent ouvrage, que le volume contenant les tables. L'ouvrage montre dans quelle mesure extraordinaire nos connaissances se sont accrues; je ferai remarquer, à cette occasion, que, dans les dix-sept années qui se sont écoulées entre la première et la seconde édition, le nombre des textes relatifs à l'état, au culte et à la vie privée des Grecs s'est augmenté de telle sorte que Dittenberger a pu remplir 800 pages au lieu de 250 et que le nombre de textes transcrits s'est triplé. Ce recueil a contribué, autrefois déjà, de façon très efficace, à atténuer la frayeur ressentie par le grand public en face des gros volumes du *Corpus* et à faire jaillir l'intarisable source de la tradition épigraphique; il remplira ce but encore plus complètement sous sa nouvelle forme. Par la sélection judicieuse des textes, de même que par des commentaires détaillés, il est destiné à guider le débutant dans l'épigraphie grecque, mais les nombreuses contributions personnelles de l'auteur en font un instrument indispensable, même pour l'érudit.

Je ne pourrai mentionner ici, et en manière d'exemple, que quelques-unes des publications sur des inscriptions grecques isolées; je renvoie, pour le reste, aux nombreux recueils périodiques dans lesquels les inscriptions sont d'habitude publiées et commentées. Quelques-uns de ces travaux seront du reste mentionnés plus loin à la place qui leur appartient.

Dans mon dernier bulletin (vol. LXX, p. 448), j'ai parlé des inscriptions imprécatoires, gravées sur tablettes de plomb et publiées comme appendice aux inscriptions attiques. ZIEBARTH³ fournit un

1. *Inscripfien aus ptolemäischer Zeit*, dans l'*Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete* de U. Wilcken, t. I, p. 209 et suiv.

2. *Sylloge inscriptionum Graecarum*, iterum editit G. D. Leipzig, Hirzel, 1900.

3. *Neue attische Fluchtafeln*. Götting. gelehrte Nachrichten, 1899, p. 105 et

riche supplément de textes nouveaux, au sujet desquels il faut consulter aussi un commentaire explicatif donné par l'éditeur du premier recueil. Un certain nombre d'actes d'affranchissement déchiffrés sur le côté du grand mur polygonal de Delphes et une reconstitution de la série des inscriptions que portait ce mur sont reproduits dans un article de Pomtow¹; la liste des archontes de Delphes au troisième siècle av. J.-C., dressée par ce savant, se trouve confirmée par ces dernières recherches.

Sur les anciennes inscriptions attiques, A. WILHELM² a publié un article très érudit, basé sur une longue étude des originaux. En première ligne, il étudie le plus ancien décret du peuple athénien que nous connaissions, décret qui, comme on sait, se rapporte à l'île de Salamine. Il en publie un fragment nouveau, malheureusement peu considérable, découvert par Lolling, et il présente, pour différentes parties du texte, une série d'observations très justes dont il faudra tenir compte pour compléter le document. Il saisit aussi cette occasion pour présenter des remarques particulièrement intéressantes sur le caractère graphique des plus anciennes inscriptions attiques en général; il arrive à cette conclusion que le décret doit être daté, non de 560 environ av. J.-C., mais des dix dernières années du VI^e siècle, peut-être même de l'époque de Clisthène. Wilhelm démontre plus loin que le même lapicide qui a gravé l'inscription de l'Hécatompédon a gravé également le plus ancien des deux poèmes relatifs à la bataille de Marathon (C. I. A., 333), et il trouve dans ce fait la confirmation de la date 483-484 assignée à ces poèmes par Kirchhoff. Pour ce qui est de combler les lacunes du décret, Wilhelm pense, avec Kirchhoff, que toute tentative ne peut reposer que sur des conjectures; W. JUDEICH³ a néanmoins tenté l'aventure. Il est parti de l'hypothèse, exprimée aussi par Wilhelm, que les articles du décret se rapportent aux anciens habitants de l'île, récemment devenue athénienne; ils ne concernent par conséquent ni les clérouques athéniens comme on l'avait supposé autrefois, ni un personnage notable non athénien, comme on l'avait récemment supposé. Le texte qu'il reconstruit à l'aide de cette hypothèse répond en effet à toutes les exigences et paraît en soi très

suiv. Cf. Wunsch, dans le *Rhein. Museum*, t. LV, p. 62 et 232; O. Hoffmann, dans *Philologus N. F.*, t. XIII, p. 201.

1. *Delphische Inschriften*, *Philologus N. F.*, t. XII, p. 152.

2. *Altattische Schriftdenkmäler. Athenische Mittheilungen*, t. XXII, p. 466.

3. *Der älteste attische Volksbeschluss. Athen. Mittheil.*, t. XXIV, p. 321 et suiv.

vraisemblable. Mais il ressort alors du contenu du document qu'il ne faut pas lui assigner une date ultérieure à 560 av. J.-C.

Sous le titre de *Poésies de Simonide*, A. WILHELM¹ étudie également une série d'inscriptions de l'Attique. C'est à lui que revient l'honneur d'avoir identifié avec plein succès les quelques lettres imprimées dans le *C. I. A.*, II, 1677, avec l'épigramme qui nous est transmise dans l'*Anthologie*, VII, 254, épigramme qui se rapporte aux cavaliers athéniens tombés à la bataille de Tanagra; la conclusion qui s'impose, infirmant celle de l'*Anthologie*, c'est que Simonide ne peut être considéré comme l'auteur du poème. Wilhelm démontre, d'une façon aussi concluante, l'identité des fragments gravés sur une statue d'Hermès découverte en Attique avec les deux premières strophes d'un poème qui nous est conservé dans l'*Anthologie*, VI, 144. Enfin, il nous donne encore le texte, retrouvé par lui près de Mégare, d'une copie prise par Fourmont; c'est une épigramme attribuée à Simonide sur les Mégariens tombés pendant les guerres persiques et que Helladios fit rétablir au IV^e ou au V^e siècle ap. J.-C. Dans une étude pénétrante et concluante, Wilhelm expose le profit que l'on peut tirer de sa transcription pour la clarté du texte et démontre qu'ici encore l'ancienne inscription de deux lignes a été, dans la tradition littéraire où a puisé Helladios, augmentée de plusieurs lignes et attribuée à Simonide.

O. BENNDORF² publie une étude sur l'inscription grecque d'un descendant d'Harpagos, gravée sur la stèle de Xanthos; il base son travail sur une nouvelle collation avec l'original et sur des recherches concernant la forme extérieure du monument. Cette étude contient une série d'observations très instructives sur la situation de l'Asie mineure depuis la bataille de l'Eurymédon, et l'auteur se range finalement à l'opinion qui veut que le poème grec ait été à l'origine gravé seul sur le monument et que l'inscription lycienne n'y ait été mise que plus tard.

Une inscription littéraire des plus importantes, malheureusement très abîmée à l'époque romaine, mais qui pourrait avoir été gravée à Paros au I^{er} siècle av. J.-C., a été publiée par HILLER DE GAERTINGEN³. Elle reproduit la chronique d'un certain Dèmeas, datée d'après les archontes de Paros, illustrée de nombreuses citations tirées des poèmes d'Archiloque, et qui se trouvait probablement placée sur le mur d'une construction consacrée au souvenir d'Archiloque.

1. *Jahreshefte des österreich. archäol. Instituts*, t. II, p. 221.

2. *Ibid.*, t. III, p. 93.

3. *Archilochosinschrift aus Paros. Athen. Mittheil.*, t. XXV, p. 1.

L'auteur rend attentif à ce fait que, presque en même temps que sa publication, on a trouvé dans les papyrus de Strasbourg deux petits fragments contenant des poèmes d'Archiloque jusqu'à présent inconnus et que Reitzenstein a publiés dans les *Sitzungsberichte* de l'Académie de Berlin en 1899, p. 857.

Les résultats donnés jusqu'à présent par les fouilles entreprises à Milet, sous les auspices des musées de Berlin, sont publiés par KEKULÉ¹; il reproduit à cette occasion une inscription d'après laquelle un satrape perse, Strusès, prononce un arrêt dans un procès en matière de biens-fonds survenu entre Milet et Myonte. L'auteur identifie ce personnage avec le satrape Struthas mentionné dans Xénophon et Diodore, et il place d'après cela l'inscription peu après 392 av. J.-C. Une seconde inscription trouvée à Milet est publiée par FREDRICH²; c'est un décret honorifique du *Koinon* des Ioniens, datant de l'époque entre 287 et 281 et dont il existait déjà à Smyrne une copie moins bien conservée.

Les fouilles entreprises récemment sur l'emplacement de l'ancienne Pergame et les recherches faites dans toute la contrée environnante ont fourni un supplément d'inscriptions qui nous sont présentées dans les *Mittheilungen des deutschen archäologischen Institutes* (vol. XXIV, p. 465). Dans le nombre se trouve un décret, commenté par MOMMSEN, et contenant les instructions données aux prêteurs envoyés en Asie probablement en 134 av. J.-C. Dans le même recueil (vol. XXIV), KOERTE continue ses études sur l'Asie Mineure en publiant les textes découverts et collationnés par lui en Bithynie.

A. WILHELM, dans différents articles, a pu rendre parfaitement claires, en les complétant, des inscriptions déjà connues. Une inscription d'Andanie, découverte par G. Hirschfeld, contient un traité conclu par le dynaste de Carie, Mausolle, avec les habitants de Phaselis³. S'il était impossible, par suite de la mutilation du monument, d'en établir partout le texte avec certitude, l'auteur a cependant prouvé à quel point il possède la langue des inscriptions en indiquant toutes les manières possibles de compléter le texte. Dans un second article, le même auteur s'occupe d'une inscription publiée déjà par Boeckh dans le *C. I. G.*, I, 1448, d'après une copie de Fourmont; il réussit à la reconstituer avec certitude, et il en place

1. *Ausgrabungen von Milet. Sitzungsberichte der Berliner Akademie*, 1900, p. 104.

2. *Inscriptio aus Milet. Athen. Mittheilungen des kais. deutsch. Institutes*, t. XXV, p. 100.

3. *Ein Vertrag des Maussollos mit den Phaseliten. Jahreshfte des österr. arch. Instituts*, t. I, p. 149.

la rédaction dans l'année 362-364. D'après le lumineux commentaire de l'auteur sur la période de l'histoire grecque qui s'écoule entre la paix du roi et l'expédition d'Alexandre en Asie, cette inscription contient la réponse des Hellènes à la requête des satrapes du roi de Perse qui avaient sollicité leur appui et se rapporte par conséquent au temps du grand soulèvement des satrapes, en 362-364. La paix générale des Hellènes, dont il y est fait mention, a été conclue après la bataille de Mantinée; les Spartiates seuls n'y participèrent point¹.

Enfin, WILHELM² commente une inscription de Syracuse, publiée dernièrement par Kaibel dans le *C. I. G.*, S. I., 7; en tenant compte de la longueur des lignes, il établit un texte qui nous présente Hiéron II prenant la parole, et qui reproduit une proclamation du tyran à son peuple et le serment avec lequel le peuple y répondit; la conclusion la plus immédiate qu'il tire du document, c'est que Gélon fut élevé à la dignité de co-régent dans les dernières années du règne d'Hiéron; l'inscription doit donc être datée des dix dernières années du III^e siècle av. J.-C.

A l'aide de trois fragments, arrivés au musée de Berlin avec une fausse indication de provenance, U. KÖHLER³ reconstitue deux inscriptions de Séleucie sur l'Oronte. La plus considérable contient une dédicace à Antiochus IV Épiphanes, dont deux fragments nous ont été conservés; la seconde est une inscription honorifique pour un magistrat à la fois stratège et épistate qui, de plus, en fonction secondaire, était appelé à commander aussi la garnison de la forteresse.

Plusieurs inscriptions de Samos mentionnent la répartition des nouveaux citoyens de l'île, par voie de tirage au sort, dans les tribus, les chiliasties, les hécatosties et les familles; en ce qui concerne les familles, ce mode de répartition est unique, et H. SWOBODA⁴ cherche à l'expliquer en supposant une transformation radicale de la constitution oligarchique opérée en 412 av. J.-C. par les démocrates vainqueurs; les familles auraient été nominalement maintenues, mais les citoyens de plein droit y auraient été incorporés d'une façon toute schématique.

Un fragment d'inscription appartenant aux musées royaux de Berlin nous fait connaître un certain Chelkias, qui fut décoré d'une couronne d'or et qui y est désigné comme stratège. H. WILLRICH⁵ l'iden-

1. *Ein Friedensbund der Hellenen. Ibid.*, t. III, p. 145.

2. *Inschrift aus Syrakus. Ibid.*, t. III, p. 162.

3. *Zwei Inschriften aus der Zeit Antiochos IV Epiphanes. Sitzungsber. d. Berl. Akad.*, 1900, p. 1100.

4. *Zur Verfassungsgeschichte von Samos. Festschrift für R. Benndorf*, p. 250.

5. *Der Chelkiasstein. Archiv für Papyrusforschung*, t. I, p. 43.

tifie avec le général juif de Cléopâtre Kokke, dont parlent Josèphe et Strabon; il disserte plus loin avec une grande compétence sur la colonie juive, établie sur le modèle des colonies militaires de Macédoine par le grand prêtre Onias, père de Chelkias, et qui fut chassé de Jérusalem avec ses partisans en 170 av. J.-C.

La masse de documents qui nous sont parvenus sur le moyen âge et l'époque moderne oblige à donner des catalogues d'actes au lieu d'une publication intégrale des textes; de même, les papyrus contiennent une si grande masse de textes reproduisant des choses déjà connues qu'il devenait impossible de les reproduire in extenso et qu'on s'est vu obligé de les remplacer par de brèves analyses. W. LARFELD¹ paraît avoir eu une idée analogue dans son manuel de l'épigraphie grecque, dont il a publié la partie traitant des inscriptions attiques. Il prend, il est vrai, le mot document dans un sens plus large qu'il n'est d'usage et qu'il n'est justifié, car document et inscription signifient pour lui généralement une seule et même chose. Son volume forme une espèce de résumé, rédigé avec grand soin, du *C. I. A.*, résumé dans lequel ont naturellement trouvé place les inscriptions découvertes depuis que le *C. I. A.* est achevé, et la bibliographie qui n'y figure pas; aussi, en tant que complément du *Corpus*, ce manuel rendra-t-il de bons services. On appréciera surtout les extraits, donnés sous forme de tableaux, de tous les décrets, de même que des soixantièmes des tributs, des catalogues de prytanes et d'éphèbes. La seconde partie du manuel, non encore publiée, traitera des caractères de l'écriture attique et du style des documents.

En ce qui concerne les actes publics dont le texte nous a été conservé dans les manuscrits des orateurs athéniens, nous avons un article de E. DRERUP²; après un excellent résumé de la controverse soulevée par l'authenticité de ces documents, il commente ces textes l'un après l'autre, excepté les actes manifestement faux qui se trouvent dans le discours de Démosthène pour la couronne. L'auteur considère également comme falsifiés les documents cités par Eschine dans son discours contre Timarchos, de même que ceux de la Midiana, à l'exception de deux; par contre, les textes de lois et les documents d'ordre privé que nous trouvons chez les orateurs athéniens doivent être considérés presque d'un bout à l'autre

1. *Handbuch der griechischen Epigraphik*; t. II: *Die attischen Inschriften*. 1^{re} Hälfte. Leipzig, Reisland, 1898.

2. *Ueber die bei den attischen Rednern eingelegten Urkunden. Jahrbücher für Philologie*, XXIV. Supplementband, p. 221.

comme authentiques, quand bien même les orateurs, pour atteindre leur but, en auraient quelquefois arbitrairement forcé le sens ou se seraient rendus coupables de légèreté dans les citations qu'ils en ont faites. Cette réserve s'applique surtout au passage où l'auteur veut prouver l'authenticité des textes contenus dans le discours contre Makartatos.

PAPYRUS, OSTRACA. — Plus considérable encore que pour les inscriptions est l'accroissement de matériaux qu'ont donnés et donnent encore journallement les découvertes de papyrus faites en Égypte. A ceux-ci sont venus récemment s'ajouter les tessons de poteries d'Égypte, qui sont disséminés dans de nombreux musées ou dans des collections particulières. La plus grande partie de ces textes a été cataloguée par U. WILCKEN et désormais l'érudition pourra les utiliser. Il est tout indiqué d'en parler en même temps que des papyrus avec lesquels ils ont d'étroits rapports; c'est au point qu'il faut n'attribuer qu'au hasard si, pour certaines catégories de textes, les papyrus ont été employés au lieu des tessons de poterie.

J'ouvrirai cette partie de mon bulletin en mentionnant le fait que le recueil périodique le plus utile à l'étude des papyrus, dans le sens le plus large de ce mot, recueil dont j'ai annoncé l'apparition dans mon précédent bulletin (vol. LXX, p. 423), en est actuellement à son second fascicule¹. Dans le premier, je relève le catalogue méthodique que Wilcken a dressé de tous les documents sur papyrus publiés jusqu'à présent et qui sera un puissant instrument de travail. Dans la partie de ce recueil intitulé *Referate und Besprechungen*, sont énumérés, au fur et à mesure de leur apparition, les textes littéraires, puis, dans une section à part, les textes de l'époque chrétienne, enfin, formant une troisième section, les nouvelles publications de documents; je puis donc me dispenser de les énumérer à mon tour et je me bornerai à parler des travaux suscités par tous ces matériaux.

Un mémoire de L. MITTEIS² donne au travailleur le moyen de s'orienter dans l'étude générale des documents sur papyrus; l'auteur traite sous toutes leurs faces, et d'une manière excellente, les questions relatives aux livres-journaux des fonctionnaires égyptiens qui ont pris modèle sur les Éphémérides d'Alexandre et de ses successeurs, aux procès-verbaux authentiques ou falsifiés des négociations poursuivies entre les juifs alexandrins et leurs adversaires

1. *Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete*, publ. par U. Wilcken. Leipzig, Trübner, 1900, 2 fasc.

2. *Aus den griechischen Papyrusurkunden*. Leipzig, Teubner, 1900.

devant les empereurs romains, enfin aux documents sur les recensements du peuple dont nous possédons un si grand nombre pour l'époque impériale et qui parfois aussi remontent jusqu'à l'époque des Ptolémées. L'exposé des conclusions historiques et juridiques que ces textes ont fournies ramène l'auteur sur le terrain plus étroit de ses recherches personnelles.

L'unité juridique dans le monde gréco-macédonien, depuis l'époque d'Alexandre, est démontrée par ces documents. Pour l'époque romaine, le fait le plus important qui s'en dégage, c'est l'existence du droit cadastral, c'est-à-dire l'ensemble des règles que devaient suivre les fonctionnaires pour enregistrer tout ce qui se rapporte à la condition juridique des immeubles, règles qui ont été introduites en Égypte pour favoriser les intérêts financiers de l'État. En ce qui concerne les problèmes économiques posés par les papyrus, Mitteis fait remarquer que, depuis l'époque des Ptolémées, le système d'impôts en argent était le principe dominant; puis, à partir du IV^e siècle après J.-C., on revient au procédé primitif des impôts en nature. L'auteur voit dans ce fait, non pas seulement un signe de décadence, mais la preuve que le système de paiement en argent n'avait pas solidement pris racine dans l'antiquité et qu'il était resté limité aux régions en état de participer aux avantages présentés par les bas prix du commerce maritime.

Nous trouvons un autre guide pour nous orienter à travers les papyrus dans la collection des catalogues des musées royaux de Berlin, où KREBS¹ a entrepris l'étude des papyrus grecs. Cette publication contient un grand nombre de textes traduits, ce qui donne à ceux qui ne sont pas en état de lire les originaux grecs une idée du style officiel et du style épistolaire, ainsi que de la nature même de ces documents. De plus, l'auteur a donné un assez grand nombre d'exemples d'écritures et des fac-similés de fragments particulièrement intéressants. Les commentaires les plus importants y sont ajoutés, et, quand la collection de Berlin n'est pas assez riche pour fournir les renseignements nécessaires, l'auteur puise dans le trésor d'autres musées, afin de pouvoir donner un tableau complet des découvertes de papyrus.

Tandis que les deux ouvrages que nous venons de mentionner s'adressent plutôt au grand public et le mettent au courant des résultats obtenus, GRADENWITZ² a commencé la publication d'un

1. *Aus den Papyrus der königlichen Museen*. Handbücher d. könl. Museen zu Berlin. Berlin, Speemann, 1899.

2. *Einführung in die Papyrskunde*; Heft I : *Erklärung ausgewählter*

manuel qui sera d'un grand secours pour les recherches scientifiques. L'auteur se propose d'indiquer aux jurisconsultes les bases philologiques et aux philologues les bases juridiques sur lesquelles il faut édifier l'étude des papyrus ; il commence par leur donner des avis, puisés dans une longue expérience, sur la manière de déchiffrer et de corriger les textes. Il leur met en main un nouvel instrument de travail sous la forme d'un index dont il publie un spécimen comme appendice à son ouvrage. Il arrive fréquemment dans les papyrus que les syllabes finales des mots soient seules conservées ; afin de permettre au travailleur de voir d'un coup d'œil les différentes manières dont il serait possible de compléter ces syllabes, l'auteur a dressé un dictionnaire de la langue des papyrus, mais en classant ses mots atomiquement, d'après les lettres finales, et non, comme dans les dictionnaires usuels, d'après les lettres initiales ; il montre par plusieurs exemples comment, à l'aide de cet index, il a réussi à combler les lacunes de certains textes. Dans les chapitres suivants, l'auteur analyse un grand nombre de documents juridiques de la collection de Berlin ; il explique la disposition et la signification juridique des formules et enfin montre en particulier la différence entre le contrat grec et le contrat romain. Les papyrus sont pour la plupart des documents juridiques, et, dans un très grand nombre de cas, celui-là seul peut pleinement en saisir le sens ou en combler avec exactitude les lacunes, qui en entreprend l'étude, muni de connaissances juridiques assez étendues ; il faut donc être reconnaissant de ce que des juristes comme Mitteis et Gradenwitz se soient imposé la tâche de mettre ces connaissances préliminaires indispensables à la portée des philologues et des historiens.

Dans l'avant-dernière partie de ce bulletin, qui traitera des ouvrages relatifs à l'histoire d'Alexandre et de ses successeurs, j'aurai à mentionner encore une série de travaux concernant les papyrus nouveaux de cette époque ; je me bornerai ici à énumérer ceux qui sont consacrés à l'explication de papyrus publiés isolément.

Parmi les textes littéraires parus en Angleterre, se trouvent aussi deux fragments appartenant à des livres de chronologie. Le premier (*Oxyrhynchos papyri*, I, n° 42) nous donne en six colonnes la liste des vainqueurs aux courses olympiques et des quatre archontes athéniens de chaque olympiade ; il note de plus les principaux événements politiques de l'histoire grecque et de l'histoire romaine, par-ci par-là aussi des faits littéraires de quelque importance. Ce fragment

Urkunden. Leipzig, Hirzel, 1900. Cf., du même auteur, un mémoire intitulé : *Papyrus und Lexicon*, dans l'*Archiv*, t. I, p. 92.

embrasse les années 335 à 346 avant J.-C. Le second texte (*Oxyrh. pap.*, II, n° 282) contient une liste complète des vainqueurs aux jeux olympiques de 480 à 468 et de 466 à 448; il a fourni des points de repère nouveaux et précieux aux études sur Pindare et Bacchylide.

Sur le premier de ces deux textes, nous avons une dissertation de SOLTAN¹, qui explique de la façon suivante les déplacements qui se rencontrent à plusieurs reprises dans les données chronologiques de ce document et qui portent jusque sur trois années : d'après lui, dans la source d'où découle ce document, quand on établit des synchronismes entre l'histoire romaine et l'histoire grecque, on adopta le calcul fait par Varron et Cornélius Nepos, qui va jusqu'à faire une différence de trois années, si bien que les événements de l'histoire grecque sont arbitrairement bouleversés. Je me demande si, dans un document appartenant à l'Orient grec et qui nous est conservé dans une copie du II^e siècle après J.-C., il est juste d'expliquer une différence avec la chronologie vulgaire par un emprunt fait à des sources latines; passe encore dans un document écrit en latin, mais ce serait bien étrange dans un manuel ou un livre scolaire copié à Oxyrhynchos, puisque les découvertes de papyrus nous montrent précisément de jour en jour mieux comment l'Orient grec s'est développé d'une façon indépendante dans tous les domaines, même celui du droit, même sous la domination romaine.

La liste des vainqueurs aux jeux olympiques a fait l'objet de deux études. Reprenant une simple indication des éditeurs, ROBERT² en tire la preuve que le papyrus nous conserve un fragment de l'*Épitomé* des vainqueurs aux jeux olympiques que Phlégon de Tralles avait tiré de son grand ouvrage en deux livres; il nous montre ensuite comment les jeux étaient répartis pendant les cinq jours de la fête et comment ils étaient organisés au temps où ces jeux ne duraient encore que trois ou deux jours. Robert expose plus loin les conclusions que l'on peut tirer des indications fournies par ce texte pour assigner une date aux poèmes de Bacchylide et de Pindare et pour l'histoire de la plastique grecque.

J.-H. LIESIUS³ s'occupe en particulier de la chronologie des poèmes de Pindare et de Bacchylide, en se basant également pour cela sur le papyrus d'Oxyrhynchos. L'auteur conteste la justesse des conclu-

1. *Ein chronologisches Fragment der Oxyrhynchospapyri*. *Philologus* N. F., t. XII, p. 558.

2. *Die Ordnung der olympischen Spiele und die Sieger der 75-83 Olympiade*. *Hermes*, t. XXXV, p. 141.

3. *Beiträge zur pindarischen Chronologie*. *Berichte der sächsischen Ges. d. Wissensch.*, 1900, p. 1.

sions tirées par Robert sur l'ordre des jeux; il s'en tient à l'opinion admise jusqu'à présent et d'après laquelle le témoignage de Phlégon n'est d'aucune valeur, parce qu'il n'a pas énuméré les jeux dans leur ordre réel, mais selon qu'ils avaient été successivement introduits.

Pour finir, je mentionnerai dans les deux fascicules déjà parus de l'*Archiv für Papyrusforschung* les très intéressants textes de l'époque des Ptolémées que Grenfell et Hunt ont tirés de la collection de Gizeh; ils relatent de sanglants conflits qui se produisirent entre les habitants du district thébain sous la domination d'Évergète II, en 423 avant J.-C.

U. WILCKEN et MITTEIS publient d'intéressantes dissertations sur de nouvelles publications de papyrus (*Oxyrhynchos papyri*, *British Museum papyri* et autres) avec de nombreux commentaires pour en faciliter la lecture, pour les compléter et les expliquer. J. MAHAFFY a édité quelques-uns des papyrus de Flinders-Petrie avec une nouvelle interprétation.

La publication des papyrus des musées de Berlin se continue¹; quatre nouveaux fascicules du troisième volume sont parus; ils contiennent quelques articles de collaborateurs nouveaux, Schumacher et Zereteli, tandis qu'une mort prématurée a enlevé Krebs à la petite troupe des éditeurs. La collection de Berlin a également à déplorer une perte matérielle: une grande partie de papyrus déterrés par U. Wilcken ont été détruits par l'incendie d'un navire à Hambourg².

Le progrès le plus important réalisé dans ce genre d'études est marqué par l'achèvement du long travail de U. WILCKEN³ sur les tessons de poteries grecques. Dans cet ouvrage fondamental sont rassemblés pour la première fois les textes grecs écrits sur tessons et qui se trouvent disséminés dans les musées et les collections particulières; le premier volume, de dimension considérable, contient un exposé de l'histoire administrative et économique de l'ancienne Égypte, qui surpasse de beaucoup tous les travaux parus jusqu'à présent sur ce sujet et fixe pour la première fois d'importants résultats.

Le second volume contient plus de 4,660 textes inscrits sur tessons; ce sont pour la plupart des quittances de paiements effectués soit en argent soit en nature. Wilcken les a transcrits en minuscules et complétés; mais il n'y a ajouté que ce qui était strictement néces-

1. *Aegyptische Urkunden aus den kgl. Museen in Berlin; Griechische Urkunden*, III, Heft 2-5.

2. *Archiv f. Papyrusforschung*, t. I, p. 227.

3. *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien*, II. Berlin, Giesecke et Devrient, 1899.

saire pour en donner l'intelligence. Il les a classés, comme il est d'usage dans les recueils d'inscriptions, suivant les localités où ils ont été découverts, et avec la forme moderne des noms de lieux. Il les a ensuite distribués en sections : quittances de paiements en argent, quittances de prestations en nature et quittances dans lesquelles le mode de paiement n'est pas indiqué ; rangées d'ailleurs autant que possible selon l'ordre chronologique, car d'un bout à l'autre les morceaux sont datés. Dans un appendice spécial, figurent les textes autres que les quittances. Les quatre cents pièces environ qui ont dû être placées à la fin du volume comme dernier complément sont classées d'après les endroits où elles sont actuellement conservées. L'impression du volume ayant duré plus de dix ans, il n'est pas étonnant que ces textes complémentaires n'aient pu être numérotés, ainsi que les addenda, ni rangés à leur place dans la série des autres textes.

De même que les papyrus, les tessons de poteries embrassent l'époque des Ptolémées, l'époque romaine et l'époque byzantine, du ⁱⁱⁱ siècle avant J.-C. jusqu'au ^{vii} après J.-C. Trois tables, ainsi que les leçons des précédents éditeurs de morceaux isolés corrigées par Wilcken, donnent une idée de la difficulté qu'offre la lecture de ces textes, difficultés augmentées encore par les phénomènes de destruction propres à ces morceaux d'argile quand ils sont conservés pendant longtemps dans notre climat, si bien qu'ils sont vraisemblablement voués pour la plupart à une complète destruction.

Ce qui rend cet ouvrage indispensable à tous ceux qui s'occupent de documents grecs sur papyrus, c'est qu'il expose d'une façon méthodique et résumée le système des impôts en Égypte sous les Ptolémées et les Romains. L'auteur traite d'abord des tessons de poterie employés comme matière à écrire ; il prouve que la grande majorité des tessons contient le texte définitif des documents et non de simples brouillons. Il s'occupe ensuite des découvertes et collections faites jusqu'à présent ; il détermine les formules d'après lesquelles ces quittances étaient dressées par les receveurs de contributions pour les contribuables et par la caisse de l'État pour les receveurs. Dans une seconde partie très instructive, il explique les différentes sortes d'impôts mentionnées par les tessons, les papyrus et les inscriptions. Il n'en distingue pas moins de 248 portant des noms différents et dont il donne en fin de compte un classement méthodique. Parmi les détails particulièrement importants qu'il a mis en lumière pour la première fois, il faut noter celui-ci : depuis l'époque des Ptolémées, l'État n'acceptait le paiement des impôts en nature que lorsqu'il pouvait en utiliser à son tour le produit en nature ; l'impôt

foncier, par exemple, était établi d'après une estimation de l'« arura », et, selon le genre de culture, il était payé en argent ou en nature. Le taux de l'impôt de capitation varie selon les endroits et n'est donc pas égal dans toute l'Égypte, comme on le croyait; on ne le rencontre qu'à partir d'Auguste; il était exigible pour les filles à partir de douze ans, pour les garçons à partir de quatorze ans et jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans.

Dans un chapitre suivant, Wilcken traite des circonscriptions financières et des déclarations d'impôts; celles-ci étaient de plusieurs sortes. Tandis que, sous les Ptolémées, la déclaration par le chef de famille de tous ceux qui devaient payer l'impôt, et, en même temps, l'estimation faite par chacun de sa propriété, devaient être faites annuellement; au contraire, depuis Auguste, et certainement depuis l'an 49-20 après J.-C., fut établi un cycle de quatorze ans pour cette déclaration de tous les contribuables par le chef de famille. L'obligation de déclarer aux autorités compétentes les naissances et les décès, ainsi que les mutations dans la propriété foncière, venait compléter ces recensements périodiques. De même, le contribuable devait déclarer les choses soumises à l'impôt, et, au contraire de ce qui avait lieu pour les personnes, cette déclaration devait être faite annuellement. Dans le chapitre suivant, l'auteur expose le contrôle établi par l'État sur ces déclarations par l'obligation de prêter serment, par l'enquête administrative, etc. Ce contrôle est exercé, à l'époque des Ptolémées, par le fermier des impôts; à l'époque romaine, il est transporté aux autorités locales.

La disposition et le but des registres d'impôts sont exposés aussi dans ce travail, et, de même que Mitteis, Wilcken a établi que ces registres, concernant la propriété immobilière, étaient accessibles au public et qu'ils ont, par conséquent, tenu lieu en même temps de cadastre, puisque les charges hypothécaires y étaient consignées. En ce qui concerne la levée des impôts, l'auteur expose en détail comment ils étaient affermés sous les Ptolémées; il montre comment, depuis la domination romaine, la tendance prédomine de recourir aux employés de l'État, au lieu des fermiers ou des sociétés de fermage.

La dernière partie contient surtout des considérations historiques et économiques; Wilcken y prouve qu'en Égypte, entre le III^e siècle avant J.-C. et le III^e siècle après, le système de paiements en argent l'emporta de beaucoup sur celui des paiements en nature. Il montre d'une façon non moins frappante que le travail des esclaves en Égypte ne joue aucun rôle économique, que l'esclave n'est considéré que comme un domestique et que, pour le reste, les travailleurs libres

trouvaient à s'employer, soit à la campagne, soit dans les fabriques, soit dans les domaines et dans les temples.

Pour finir, l'auteur traite encore des données topographiques fournies par les tessons, des monnaies et mesures, et de la chronologie. Wilcken soutient en particulier cette thèse, que les dates simples de l'époque impériale doivent être rapportées à l'année ferme introduite par Auguste et que les contradictions apparentes s'expliquent par le fait que les changements de gouvernement n'étaient que tardivement connus à la campagne.

En comparaison des richesses apportées à la science par les inscriptions, les papyrus et les tessons de poteries, ce que les manuscrits du moyen âge sur l'histoire grecque ont fourni de matériaux est tout à fait insignifiant. Je n'ai à mentionner qu'une découverte publiée par O. WAGNER¹ : c'est un récit en latin de l'histoire d'Alexandre le Grand, provenant de la bibliothèque de Metz, dont les rapports avec le pseudo-Callisthènes sont évidents, mais dont les rapports avec la tradition alexandrine conservée d'autre part sont encore à démontrer scientifiquement.

TOPOGRAPHIE, VOYAGES. — Je dois mentionner ici en première ligne deux nouvelles cartes pour la topographie antique. RUGE et FRIEDRICH² ont publié une carte archéologique de l'Asie Mineure précédée d'une table alphabétique des localités anciennes. L'échelle en est trop réduite (1/2,500,000) pour permettre des recherches très approfondies ; mais la carte est tout à fait appropriée à une première étude d'orientation, parce qu'elle fournit pour chaque nom des preuves tirées de la littérature topographique spéciale à ce sujet. En outre, le neuvième fascicule des Cartes de l'Attique nous donne, à l'échelle de 1/100,000 et d'une perfection de rendu égale à celle des grandes feuilles, une édition comprenant toute l'Attique, moins chère, plus commode et plus maniable, très suffisante pour un grand nombre de questions scientifiques³. Sur les sources manuscrites de la géographie antique, nous n'avons à mentionner qu'une étude sur le périple d'Hannon par ILLING⁴.

HILLER DE GAERTRINGEN⁵, aidé de plusieurs collaborateurs, a publié

1. *Die Metzzer Epitome der Alexandergeschichte*; XXVI^e Supplementband der *Fleckeisen'schen Jahrbücher für Philologie*.

2. *Archäologische Karte von Kleinasien*. Halle, Sternkopf, 1899.

3. *Karten von Attika*, par Curtius et Kaupert, Lieferung IX. Berlin, Reimer, 1899.

4. *Der Periplus des Hanno*. Dresde, Progr. 1898.

5. *Thera. Untersuchungen, Vermessungen und Ausgrabungen in den Jahren 1895-1898*. Berlin, Reimer, 1899.

un magnifique ouvrage sur la topographie et l'histoire de Théra ou Santorin, la plus méridionale des Cyclades; les fouilles faites par l'auteur sur le Messavouno ont fourni une riche moisson de nouvelles inscriptions, de ruines, de fragments de sculptures, qui permettent de déterminer d'une façon définitive tous les points essentiels de l'histoire de l'île. Dans quatre directions différentes, Hiller et ses collaborateurs ont pu se rattacher à des recherches antérieures. En ce qui concerne le travail épigraphique et archéologique, Prokesch-Osten et L. Ross avaient posé des bases solides; plus tard s'y étaient ajoutés les résultats des fouilles faites par la France sur des établissements de l'époque préhistorique. Pour la géographie et la topographie de l'île, le travail d'arpentage commencé en 1848, et sur lequel est basée la carte maritime anglaise, offrait un point de départ; quant aux recherches minéralogiques et géologiques, l'ouvrage de Fouqué, écrit en 1866, lors de l'éruption du volcan, n'avait plus laissé que peu de chose à faire. C'est pour la période préhistorique seulement que le magnifique volume ne nous apporte rien de nouveau, parce que l'École française d'Athènes se propose de continuer et de terminer les fouilles commencées. C'est le *Corpus* des inscriptions insulaires que l'auteur, comme je l'ai fait remarquer plus haut, p. 426, a fait bénéficier des découvertes fournies par ses propres fouilles. Dans l'ouvrage qui nous occupe, il met en lumière ces inscriptions à l'aide de la tradition littéraire, et il dresse un tableau d'ensemble très complet et très réussi de l'histoire de Théra. C'est l'époque la plus ancienne surtout (le VIII^e et le VII^e siècle av. J.-C.) qu'il nous fait revivre d'une façon surprenante. Théra ne peut plus, ainsi que le prétendait Hérodote, passer pour une colonie lacédémonienne, mais sa civilisation archaïque, telle que ces textes nous la font connaître, doit provisoirement être considérée comme le type le mieux connu de la vie des anciens Doriens. Après cette première floraison, c'est sous les Ptolémées seulement que Théra a joué un rôle important; ils en firent le point d'appui de leur domination dans les îles grecques et y mirent une garnison. A l'époque romaine, le nid rocheux presque inaccessible eut encore une courte période de splendeur.

L'important chapitre sur la topographie de la vieille ville et sur l'histoire de sa construction a été rédigé par W. DÖRFFELD et WILBERG; les découvertes des différents explorateurs sont commentées par l'archéologue P. WOLTERS; P. WILSKI a dressé les excellentes cartes et levé le plan de l'Acropole et de la ville, et P. PHILIPPSON a tracé une brève esquisse de la géologie du groupe d'îles auquel appartient Santorin. Un chapitre est consacré au climat et à la température; un autre, rédigé par Th. HELDREICH, à la flore actuelle de l'île. En

manière d'introduction, l'éditeur nous donne un très instructif chapitre sur l'histoire des fouilles pratiquées dans l'île et sur les anciennes représentations cartographiques; cette introduction commence avec Hérodote et va jusqu'à l'automne de 1898.

Les résultats des fouilles complémentaires pratiquées après l'achèvement de ce volume ont été publiés par Hiller dans l'*Archæologischer Anzeiger*, 1899, p. 181 et suiv. Un second volume contiendra les découvertes faites dans la nécropole de l'ancienne Théra. 34 magnifiques héliogravures et 240 reproductions dans le texte complètent le premier volume, ainsi qu'un carton contenant 12 cartes et plans. Je ne dois pas omettre de rappeler ici que Hiller a entrepris les fouilles à ses frais et a installé toutes ses trouvailles dans le musée que la ville de Théra doit à sa générosité, de même que la science est redevable de ce magnifique volume à son énergie et à sa profonde érudition.

Sur les recherches entreprises par le musée de Berlin sur l'emplacement de l'ancienne Hiérapolis, en Phrygie, nous avons également un travail définitif auquel ont collaboré HUMANN, CICHORIUS, JUDEICH et WINTER¹. Judeich s'est occupé des inscriptions, Cichorius a traité l'histoire de la ville, qui, fondée peu après 490 av. J.-C. comme colonie militaire de Pergame, n'a pris une importance plus grande qu'à l'époque romaine, comme station balnéaire et climatérique. Ces savants n'ont pu pratiquer de fouilles; il aurait fallu avoir recours à des explosifs, une grande partie de la vieille ville étant recouverte par les concrétions stalactiques d'une source thermale. On ne releva donc et on ne dessina que ce qui s'est maintenu sur le sol; les inscriptions sont fécondes surtout en renseignements sur la vie industrielle et commerciale à l'époque impériale. De Judeich² nous avons encore un rapport sur un voyage dans le nord-ouest de l'Asie Mineure, dans la Troade, dans la région de Pergame et dans le bassin du Rhodios et du Granique. HEBERDEY³ a rendu compte des fouilles continuées par l'Autriche à Éphèse et WILAMOWITZ (*Hermes*, t. XXXIV, p. 209) a publié un supplément au document topographique édité par O. Benndorf (cf. *Rev. hist.*, LXXI, p. 414). KÉKULÉ, dans l'article dont il est fait mention plus haut (p. 430), nous donne quelques détails sur les résultats obtenus jusqu'à présent dans les fouilles de Milet. Le déblaiement des anciennes constructions d'Éphèse et de

1. *Allerthümer von Hierapolis. Jahrbuch d. kaiserl. deutschen arch. Instituts, Ergänzungsheft IV.* Berlin, 1898.

2. *Bericht über eine Reise im nordwestlichen Kleinasien. Sitzungsber. der Berliner Akad. der W.*, 1898, p. 501.

3. *Jahreshefte d. k. k. archäol. Institutes. Beiblatt I*, p. 53; *Beiblatt II*, p. 37.

Milet offre de sérieuses difficultés, à cause des dépôts d'alluvions formés par le Caïstre et le Méandre. Les restes de l'ancienne Alexandrie d'Égypte, par contre, ont souffert surtout par le fait que, sur les anciennes constructions, on en a élevé toujours et toujours de nouvelles, de sorte qu'on n'a conservé presque rien des parties subétiées et seulement quelques restes des fondations. Mais une dissertation de F. NOACK¹ sur les fouilles pratiquées pendant l'hiver de 1898-99 prouve que le coup d'œil de l'érudit, aiguisé par l'expérience et par une observation consciencieuse, peut tirer même de ces tristes débris des renseignements importants sur la topographie de l'ancienne ville; l'auteur arrive encore à cette conclusion importante que, si le réseau de routes mis à découvert par Mahmoud-Bey date seulement de l'époque impériale, elles ont conservé néanmoins la direction des routes grecques. Avant cette publication même était paru un article de AUSFELD² sur la topographie d'Alexandrie; il y donne une analyse exacte du récit fourni par le pseudo-Callisthène de la fondation de la ville et prouve que, abstraction faite de quelques additions postérieures et de quelques ornements fantaisistes, les indications topographiques reproduites dans ce roman sont puisées dans une réelle connaissance de la ville telle qu'elle existait alors; ces indications remontent en partie à l'époque des Ptolémées, en partie à l'époque romaine, car le roman, composé au II^e siècle av. J.-C. à Alexandrie, y a été remanié et amplifié à l'époque romaine. Un excellent aperçu de l'état actuel des fouilles en Asie Mineure nous est fourni par un article de KALINKA³; l'auteur, qui a pris part lui-même aux voyages organisés par l'Autriche, trace d'une main sûre les résultats obtenus jusqu'à présent et caractérise la tâche que les fouilles et les découvertes nouvelles imposent à la science. Cet article nous apporte un précieux appoint de notes bibliographiques. Du même auteur⁴, j'ai encore à mentionner une étude publiée d'abord dans le volume des *Mélanges* dédiés à H. Kiepert, puis remaniée et réimprimée; elle traite spécialement de la topographie historique de la Lycie; elle contient entre autres une nomenclature complète des villes existant à l'époque de la ligue lycienne, avec indication des textes où elles sont mentionnées, et de leur situation topographique.

1. *Neue Untersuchungen in Alexandrien. Athenische Mittheil. des deutschen arch. Institutes*, vol. XXV, p. 215.

2. *Zur Topographie von Alexandrien. Rhein. Museum N. F.*, t. LV, p. 348.

3. *Die neueren Forschungen in Kleinasien. Neue Jahrbücher für das klass. Alterthum, Geschichte und deutsche Literatur*, II, 1899, t. III, p. 665.

4. *Zur historischen Topographie Lykiens. Jahreshefte des k. k. archäol. Institutes*, Beiblatt III, p. 37 et suiv.

La relation du voyage accompli par OBERHUMMER et ZIMMERER à travers la Syrie et l'Asie Mineure (1899) contient aussi beaucoup de renseignements utiles.

A côté de l'ouvrage de Hiller de Gaertringen sur Théra ont paru dans les deux dernières années quelques autres monographies sur des îles grecques, qui sont ainsi peu à peu arrachées à l'oubli immérité où elles étaient tombées après l'ouvrage fondamental de Ross.

En première ligne, je nommerai le livre de R. HERZOG¹; durant plusieurs séjours faits à l'île de Kos et consacrés en partie à des fouilles, cet érudit a trouvé une assez grande quantité de nouvelles inscriptions. Il consacre à les expliquer et à nous communiquer ses observations personnelles un ouvrage muni de sept planches. Outre ces inscriptions nouvelles et leur commentaire détaillé, cet ouvrage nous apporte des compléments à l'ouvrage fondamental de Paton et Hicks et aux collections réunies dans celui-ci sur les matériaux relatifs à l'histoire de Kos. Par parenthèse, je ferai remarquer ici que Robert (voir p. 436) a démontré que la pierre n° 455, trouvée à Olympie, porte la plus ancienne inscription comme ayant trait à cette île. Un autre chapitre de l'ouvrage de Herzog traite de l'ancienne topographie de l'île, et enfin le dernier est consacré à son histoire; il y parle avec une vaste érudition de l'école de médecine établie à Kos, de la rivalité entre les Asclépiades d'Épidaure et de Kos, mais rejette l'hypothèse d'après laquelle une école de poète y aurait aussi existé. On relève à peine quelques traces d'une école de rhéteurs, et, pour prouver l'existence d'une université à Kos, il faudrait au moins prouver que rien aurait pu y attirer des étudiants.

E. OBERHUMMER publie, dans le volume de *Mélanges dédiés à H. Kiepert* que j'aurai à mentionner plus loin, une monographie sur Imbros. On y trouve la bibliographie des ouvrages relatifs à cette île, une carte dressée d'après les relevés de Kiepert, une description géographique et géologique et un classement des données que nous possédons sur l'histoire et la topographie de l'île.

Sur l'île de Leros, où Hécatee de Milet avait, au v^e siècle, conseillé à ses compatriotes de fonder une colonie, BUECHNER² publie un excellent article inséré dans un programme scolaire et muni d'une bonne carte. Il donne une liste complète des anciens récits de voyage, très disséminés et peu connus, ainsi que des travaux sur les antiquités locales. A cela, il a joint une description de l'île et une courte esquisse de son histoire jusqu'à l'époque actuelle. L'auteur avait déjà

1. *Koische Forschungen und Funde*. Leipzig, Dietrich, 1899.

2. *Die Insel Leros*. Programme du Theresiengymnasium. Munich, 1898.

publié autrefois (*Athen. Mittheilungen*, XXI, 34) les inscriptions trouvées lors d'un bref séjour qu'il a fait dans l'île.

Dans son joli ouvrage sur Zante, B. SCHMIDT¹ se place plus encore que Bûrchner au point de vue du voyageur moderne; l'éminent érudit, qui connaît si bien la vie des Grecs modernes, a eu l'occasion d'apprendre à connaître cette île à fond pendant un séjour de plusieurs années effectué au moment de l'abandon des îles au royaume de Grèce. L'histoire de l'île dans l'antiquité n'occupe naturellement qu'une place secondaire dans cet ouvrage, qui contient cependant le résultat d'observations personnelles. Le même auteur² reprend encore la parole, dans un article de revue, sur la question controversée de la topographie de Corcyre dans l'antiquité; une inscription de Venise, considérée jusqu'alors comme relative à Corfou, se rapporte en réalité à la Crète; dès lors se trouve réduite à néant la preuve que Schmidt en avait tirée pour déterminer l'emplacement du sanctuaire d'Héra et pour identifier l'île mentionnée dans Thucydide avec la saillie qui porte aujourd'hui la vieille citadelle.

Sur l'île de Cythère, nous avons le travail d'un géographe, LÉONHARD³. Suivant l'exemple de son maître, Partsch, l'auteur a rassemblé et commenté le peu de renseignements que nous possédons sur l'histoire ancienne de l'île et y a démontré l'existence d'un ancien chemin carrossable.

Une étude de E. VON STERN⁴ nous conduit à l'extrémité nord-est du monde hellénique. Se basant sur les résultats des fouilles, il démontre que Strabon fait erreur lorsqu'il parle d'une migration des habitants de la Chersonèse taurique après l'invasion des Scythes; bien au contraire, comme il est prouvé depuis la découverte des anciennes murailles de la ville, la cité taurique de Chersonèse a occupé le même emplacement depuis le IV^e siècle av. J.-C. jusqu'à l'époque byzantine.

En ce qui concerne la topographie de la Hellade continentale, je mentionnerai en première ligne deux travaux relatifs à la Macédoine et à la Grèce septentrionale. ILITSCHIEFF⁵ s'occupe de la géographie moderne du vilayet de Salonique, d'Uskub et de Monastir, sans uti-

1. *Die Insel Zakynthos, Erlebtes und Erforschtes*. Freiburg, Fehsenfeld, 1899.

2. *Noch ein Wort zur Topographie Korkyras*. Rhein. Museum N. F., t. LIII, p. 477.

3. *Die Insel Kythera, eine geographische Monographie mit einer Karte*. Gotha, Perthes, 1899. *Erzählungsheft* 128 zu Petermann's Mittheilungen.

4. *Bemerkungen zur Topographie und Geschichte der taurischen Chersonesos. Zeitschrift f. alte Geschichte*, herausgegeben von Hettler, t. I, p. 63.

5. *Ein Beitrag zur Geographie von Makedonien*. Dissertation, Leipzig, 1899.

liser les données fournies par Dimitsas et d'autres savants grecs modernes, de sorte que pour l'antiquité son travail n'offre, même indirectement, que peu de choses nouvelles. PHILIPSON¹ a publié dans une revue géographique une série d'articles qui ont paru ensuite en volume; il y expose, en les résumant, les résultats de ses voyages en Thessalie et en Épire; son travail fournit, en première ligne, de riches matériaux aux études géographiques et des indications précieuses pour la rectification de la carte et de la topographie de ces pays. Pour finir, il nous donne un catalogue bibliographique très utile des ouvrages de géographie, disséminés jusqu'alors un peu partout, qui se rapportent au nord de la Grèce.

Pour la topographie d'Athènes, nous avons également deux travaux. Déjà, WILAMOWITZ (*Hermes*, XXIV, p. 638) avait tiré de la *Lysistrata* d'Aristophane une importante preuve à l'appui de la théorie de Dörpfeld qui veut que la fontaine publique d'Athènes, la Callirhoé de Pausanias, fût située depuis l'époque des tyrans au versant sud-ouest du chemin montant à la citadelle; von PROTT², à son tour, reprend l'étude des résultats fournis par les fouilles et par les textes concernant l'Enneakrunos, le Lenaion et les Limnai, il les commente dans le sens des théories de Dörpfeld, auxquelles il apporte de nouveaux arguments, en répondant aux objections soulevées par C. Wachsmuth.

La situation de l'Enneakrunos, indiquée par Dörpfeld, est démontrée d'une façon indubitable par la découverte du bassin de Théagène à Mégare³, qui remonte également à l'époque des tyrans; en effet, les observations faites à Mégare permettent de prouver qu'une pierre, découverte à Athènes et considérée comme appartenant à la fontaine publique, faisait vraiment partie du bassin. On y remarque les mêmes sillons creusés par les cordes des seaux que sur la balustrade, encore en place, de la fontaine publique de Mégare.

L'histoire de la construction des temples de l'Acropole, reconstituée également par Dörpfeld sur de nouvelles bases, a été étudiée par KOERTE⁴; il y combat l'opinion de Dörpfeld d'après laquelle le vieux temple aurait subsisté jusqu'à l'époque de Pausanias et au delà;

1. *Thessalien und Epirus, Reisen und Forschungen im nördlichen Griechenland*. Berlin, 1898.

2. *Enneakrunos, Lenaion und Dionysion ἐν Αἰγναίῳ*. Athen. Mittheil., t. XXIII, p. 205, 367.

3. Delbrück et Vollmöller, *Das Brunnenhaus des Theagenes*. Athen. Mittheil., t. XXV, p. 23.

4. *Der « alte » Tempel und das Hekatompedon auf der Akropolis zu Athen*. Rhein. Mus. N. F., t. LIII, p. 239.

il estime que le nom d'Hékatompédon désigne, non pas un temple, mais un district sacré dans lequel se trouvaient les trésors; Kœrte place ce district sacré sur l'emplacement où s'éleva plus tard la Cella de la construction de Périclès. Le « vieux temple » aurait cessé d'exister au moment de la construction de l'Erechtheion et la dénomination de celui-là aurait passé sur celui-ci, parce que l'Erechtheion a été élevé sur l'emplacement du vieux temple.

Par contre, E. MEYER, dans ses travaux relatifs à l'histoire ancienne, que nous aurons à mentionner plus tard, se range jusqu'à un certain point à l'opinion de Dörpfeld; d'après lui, le nom d'*Opisthodomos* désigne la partie postérieure du « vieux temple » telle qu'elle existait avant les Perses, et celui de *Parthénon* la chambre qui s'étendait derrière la Cella du temple de Périclès; il n'attribue cependant pas à l'*Opisthodomos* une durée aussi longue que le fait Dörpfeld.

S'aidant des résultats publiés jusqu'à présent sur les fouilles françaises à Delphes, E.-W. BUCHHEIM¹ nous donne un court aperçu de l'histoire, de la topographie et de l'organisation administrative de Delphes; dans un article intitulé *Delphoi*, qui figure dans la nouvelle édition de la *Realencyclopädie* de Pauly, HILLER DE GAERTRINGEN traite le même sujet, mais d'une façon plus étendue et plus instructive.

Sur les conduites d'eau de Smyrne et de Laodicée du Lykos, nous avons plusieurs études de WEBER² qui, accompagnées de nombreuses illustrations et de cartes, nous offrent un tableau très clair de ces travaux grandioses et parfaits au point de vue technique.

Je ferai observer encore que la nouvelle édition de la *Realencyclopädie des klassischen Alterthums* de Pauly, qui marche activement sous la direction de Wissowa, contient, outre les travaux déjà mentionnés, un grand nombre d'articles topographiques, excellents pour orienter le chercheur; par exemple, celui d'E. OBERHUMMER sur Constantinople. Enfin, le volume de mélanges dédiés à H. Kiepert³ a fourni à de nombreux érudits l'occasion de consacrer de courtes études à la topographie et à la géographie antiques; je mentionnerai en particulier les suivants: dans un article sur la topographie de la Carie, E. FABRICIUS se prononce en faveur de l'opinion qui place

1. *Beiträge zur Geschichte des delphischen Staatswesens*. Progr. du Gymnase de Freiberg, 1898.

2. *Die Hochdruckwasserleitung von Laodicea ad Lycum*. *Jahrbuch d. kaisert. deutsch. Institutes*, t. XIII, 1898, p. 1. — *Die Wasserleitungen von Smyrna*. *Ibid.*, t. XV, 1900, p. 4 et 167.

3. *Beiträge zur alten Geschichte und Geographie*. Festschrift für H. Kiepert. Berlin, Reimer, 1898.

Hyllarima près de Kapraklar, et Alinda près de Demirdji-deressi. HEBERDEY publie une série d'inscriptions qui permettent de fixer l'emplacement de Nisa et de Comba dans la Milyade lycienne près de Ahuri-Jaila et de Gjömbe. De même, W. JUDEICA détermine l'emplacement de Skepsis en Troade d'après une inscription découverte sur le Kurshunlu-Tepe, dans la vallée supérieure du Scamandre; il traite ensuite l'histoire de cette communauté qui a subsisté, comme fondation nouvelle, jusqu'au II^e siècle av. J.-C., à côté de Palaiskepsis, dont l'emplacement n'est pas encore fixé.

Th. SCHREIBER publie une série d'observations sur la construction des villes grecques, en particulier sur le plan d'Alexandrie; KÜRITSCHKEK détermine la date d'une inscription trouvée à Lykosura d'Arcadie, et confirme par là l'opinion de Dörpfeld et de Robert qui placent au II^e siècle ap. J.-C. la construction du sanctuaire de Despoina.

MONNAIES. — Je passerai sous silence ici les articles parus dans les revues de numismatique. Les papyrus et les *ostraka* ont apporté à l'histoire du système monétaire en Égypte sous les Ptolémées et sous les Romains une quantité importante de matériaux dont certains ont ouvert des voies entièrement nouvelles à la science. U. WILCKEN, dans son édition des *ostraka* (p. 437), en a fait une étude générale. Il faut y ajouter encore un article de Th. MOMMSEN sur l'étalon monétaire égyptien (*Archiv für Papyruskunde*, t. I, p. 273). Parmi les publications indépendantes, il faut citer en première ligne le catalogue des monnaies de la Grèce septentrionale; la première partie, rédigée par PICK¹, comprend la Dacie et la Moesie et s'occupe naturellement des monnaies grecques frappées à l'époque impériale seulement. BRUNSMID² a rassemblé et étudié pour la première fois les monnaies qui ont été frappées dans les villes grecques et dans les îles de la Dalmatie, et il nous présente, avec les inscriptions grecques découvertes dans ces régions, le statut de fondation, unique dans son genre, d'une colonie d'Isséens dans l'île de Curzola. En tête de son recueil d'inscriptions et de monnaies, qui est orné de reproductions photographiques, il a résumé brièvement les données qui nous sont parvenues sur les colonies grecques de l'Adriatique.

Ad. BAUER.

(Sera continué.)

1. *Die antiken Münzen von Dacien und Moesien*. Berlin, 1898.

2. *Inscripfen und Münzen der griechischen Städte Dalmatiens. Abhandlungen des Wiener archäol. Seminars*, Heft XIII, 1898.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Robert Yelverton TYRREL et Louis Claude PURSER. **The correspondence of M. Tullius Cicero**, arranged according to its chronological order, with a revision of the text, a commentary and introductory essays. Vol. VI. Dublin, Hodges, Figgis et Co, 1899. Gr. in-8°, cxvii-347 pages.

Ce dernier volume termine l'édition critique des lettres de Cicéron, classées chronologiquement, avec un commentaire et des notices historiques. Le plan est le même que dans les volumes précédents. L'introduction est consacrée à Cicéron, chef de l'État, à ses différents correspondants, qui sont : L. Munatius Plancus, D. Brutus, Asinius Pollio, Lentulus Spinther, Q. Furnius, Cassius Longinus, M. Brutus, et à la correspondance avec M. Brutus. Les lettres (nos 787-916) vont depuis septembre 14 jusqu'à la fin (juillet 43). Le dernier chapitre comprend les lettres de date incertaine (nos 912-931), la lettre pseudo-cicéronienne à Octavianus et les fragments de lettres. Un tableau (p. vii-x) donne la liste des nouvelles lectures avec les auteurs qui les ont proposées. On retrouve dans ce volume les qualités habituelles des auteurs, l'exactitude, la conscience, l'utilisation généralement judicieuse de tous les travaux antérieurs. Il ne manque guère à la bibliographie que le travail de Gurlitt sur la correspondance avec Brutus (*Philologus*, 1896, p. 318-340), qui aurait fourni quelques bonnes corrections. Sur la quinzaine de lectures proposées par les auteurs, quelques-unes seulement sont acceptables (ainsi nos 844, 1-2; 850, 2). Sans avoir fait faire au texte de Cicéron de progrès essentiel, cette édition, claire, commode, n'en constitue pas moins un très bon travail qui résume exactement les résultats de la critique et qui fait bonne figure à côté de la récente édition de C.-F.-W. Müller.

Ch. LÉCRIVAIN.

O.-E. SCHMIDT. **Ciceros Villen**. Leipzig, Teubner, 1899. 63 pages, avec 3 plans, 12 gravures. (Extrait des *N. Jahrb. f. d. klassische Altertum*, t. II.)

L'auteur a consacré d'abord une très intéressante introduction à l'étude de la *villégiature* chez les Romains; le goût de la villégiature apparaît à peine chez les Grecs; c'est seulement à Rome qu'il s'est développé, surtout à partir de Scipion l'Africain. Malheureusement, des *villas* de l'époque républicaine, nous ne connaissons guère que

celles de Cicéron. Elles ont déjà été l'objet de nombreux travaux. M. S. a ajouté aux textes littéraires l'exploration minutieuse des lieux, des restes archéologiques ; il a pu arriver sur beaucoup de points à plus de précision et de vraisemblance que ses devanciers. Il reconstitue l'histoire et les embellissements successifs du plus ancien domaine de Cicéron, de l'*Arpinas*, qu'il place, non pas dans l'île du Liris, mais au confluent du Liris et du Fibrenus. On peut accepter la tradition courante sur l'emplacement du domaine *Formianum* ; mais le prétendu tombeau de Cicéron n'est sûrement pas le sien. Le domaine *Tusculanum* a dû se trouver, non pas, selon l'opinion actuelle, sur le territoire de Grottaferata, mais, selon l'opinion ancienne, dans la région qui va des ruines de Tusculum à Frascati et qui regarde Rome. Sur la côte latine, Cicéron posséda de simples maisons à Antium et dans l'île d'Astura. Sur le golfe de Naples, il eut, sans doute à partir du printemps de 56 av. J.-C., le *Cumanum*, dont on ne peut plus retrouver la place exacte, le long du lac Lucrin ; puis, entre 45 et 44, le *Puteolanum*, les anciens *horti Cluviani*, domaine considérable et de rapport qui paraît s'être trouvé à l'ouest de Pouzzoles, dans un faubourg aboutissant au port, et enfin le *Pompeianum*, acheté entre 66 et 60, le plus beau des domaines de Cicéron, que M. S. place, conformément à l'ancienne tradition, contre l'opinion récente d'Overbeck et de Mau, en avant de la *porta Herculana* de Pompéi, sur l'emplacement de ruines découvertes en 1763 et qui portent encore le nom de *villa* de Cicéron.

Ch. LÉCRIVAIN.

La Chronique de Sulpice-Sévère. Texte critique, traduction et commentaire, par André LAVERTUJON. Livre II. Paris, Hachette, 1899. In-4°.

M. André Lavertujon a fait paraître à la fin de l'année 1899, en un in-4° de 900 pages, le livre II de la *Chronique de Sulpice-Sévère*¹. Il annonce encore une édition de la *Vita Martini*, des *Lettres* et des *Dialogues*, en trois fascicules qui seront sans doute de gros volumes, et une traduction des onze obscurs traités de Priscillien. A voir l'ardeur et les forces dont témoigne sa dernière publication, on ne doute pas qu'il ne mène à bonne fin cette vaste entreprise.

Les *Prolégomènes* de l'ouvrage sont une exposition suivie des vues de M. Lavertujon sur les événements que rapportent les dernières pages de la *Chronique* : l'usurpation de Maxime, l'affaire du Priscillianisme, l'intercession de Martin de Tours. Ce qu'on y trouvera de plus nouveau est une thèse sur la révolution de Bretagne et de Gaule de 383 ; M. Lavertujon veut qu'elle ait été l'œuvre des évêques. Lorsque Gratien, après une première condamnation, eut absous les hérétiques de Tarraconaise, une vaste *conspiration cléricale* décida de sa chute et

1. Le livre I avait paru en 1896 (voy. *Rev. hist.*, t. LXV, p. 334).

de l'avènement de Maxime, gagné d'avance à la répression. Ces évêques révélèrent ainsi qu'ils avaient acquis à l'égard de l'Empire un *pouvoir électoral* véritable. — La même vivacité d'imagination permet à M. Lavertujon d'amplifier, souvent avec vraisemblance, le récit des événements de Trèves. A toute cette introduction, qui voudrait être un chapitre d'histoire, il manque malheureusement l'essentiel. La critique de Sulpice n'est pas essayée. M. L. ne s'aperçoit pas que cet avocat de profession, quand il parle de son saint, plaide une cause, et une cause qui, visiblement, était difficile. Il oublie également qu'il a affaire à un homme d'école, gâté par les habitudes de la rhétorique et par la vanité d'auteur. Tout ce qui vient de Sulpice est accepté par lui avec la confiance que donne un attachement personnel.

Le texte, qui est celui de l'édition de Vienne, accompagné d'une traduction simple et exacte, est suivi de *Petits essais, notes et notules*¹. L'intérêt de l'ouvrage est dans ce commentaire perpétuel. M. L. n'a pas lu les livres, pas même les principaux (il ne cite guère que des ouvrages de philosophie); mais il a lu les textes. La littérature du IV^e siècle, dans son ensemble, lui est familière. La conséquence est celle que l'on peut attendre : on trouve dans son livre quantité d'erreurs de fait, qui sont souvent graves, mais aussi beaucoup d'originalité dans les rapprochements et les aperçus, et cette vivacité dans l'ardeur pour les sujets dont il traite, qui, chez d'autres, ne résiste pas toujours aux longues lectures d'ouvrages modernes. La narration de Sulpice lui sert de texte ou de prétexte à beaucoup de réflexions et de recherches ingénieuses et souvent profondes. Quand elles se rapportent au texte étudié, les notes l'éclairent parfois d'une lumière nouvelle. M. L. a bien vu quelles sont les grandes questions que soulèvent les récits de Sulpice : l'histoire de la formation de l'idée du *saint*, l'histoire du miracle dans le christianisme latin. Les meilleures pages du livre sont dans l'essai intitulé : *le Dossier de Priscillien*. Lorsqu'on étudiera l'attachante histoire du groupe priscillianiste, calomnié par Paul Orose d'une manière si puérile et pourtant avec tant de succès, on devra toujours, même après avoir lu le livre de Paret, que M. L. semble ignorer, recourir à ce judicieux petit écrit.

On trouve dans les notes de M. L. bien autre chose qu'un commentaire de Sulpice. Souvent, à propos d'un mot de son texte, il s'abandonne à sa verve, et sur cent sujets d'histoire, de philosophie, de théologie ou de politique, fait part à son lecteur de ce qu'il sait et de ce qu'il pense. Ayant commencé son livre à un âge où l'on n'écrit guère que des mémoires, M. L. n'a pu se défendre d'y semer ses souvenirs et ses opinions. Tout le monde lui en saura gré. La lecture de son ouvrage est comme une conversation familière avec un homme âgé resté plein de jeunesse, qui a beaucoup vu, beaucoup lu, joui d'amitiés infiniment précieuses, et beaucoup pensé.

E. BABUT.

1. Plusieurs ont paru dans la *Revue Occidentale*, qui en a donné des tirages à part (voy. nov. 1898, janvier et mars 1899).

G. DES MAREZ. *La lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle, contribution à l'étude des papiers de crédit*. Bruxelles, Lamertin, 1904. In-8°, 292 pages. (Extr. du t. LX des *Mémoires couronnés et autres Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique*.)

Il n'y a guère, dans l'histoire du moyen âge, de domaine moins exploré que celui des affaires d'argent ou de crédit : une seule matière, plus étroitement liée à l'histoire politique, a attiré l'attention des chercheurs, je veux parler des opérations financières des rois et des grands seigneurs laïques ou ecclésiastiques. A cette préoccupation nous devons la publication de documents intéressants. Néanmoins, le mécanisme du crédit public reste assez mal connu. Quant aux affaires d'argent des hommes de moindre état, bourgeois des municipalités marchandes, Lombards, Juifs, Caoursins, artisans et négociants de toutes sortes, elles sont entièrement sacrifiées; les documents relatifs au crédit privé dorment dans les archives, et rarement économiste songe à en secouer la poussière pour les mettre en œuvre; les études d'ensemble sur le mécanisme juridique des affaires d'argent font défaut.

Aussi devons-nous une particulière reconnaissance aux travailleurs audacieux qui trouvent et qui publient des documents de nature à diminuer notre ignorance en ces difficiles matières, surtout quand ces documents leur fournissent les bases d'une excellente étude comme celle que M. des Marez nous offre sur la *Lettre de foire à Ypres au XIII^e siècle*. M. des M. a découvert en 1895, aux archives communales d'Ypres, près de huit mille titres sur parchemin, s'échelonnant entre 1249 et 1291. Ces titres sont en forme de chirographes, écrits en langue française et passés devant les échevins de la ville pour servir d'instruments à des faits juridiques très divers : ventes mobilières ou immobilières, prêts, cautionnements, accensements, baux, contrats d'entreprise et de société, trêves et paix, etc. Il n'est pas besoin d'insister sur le prix de pareils documents : l'histoire de la langue française, l'histoire du commerce, l'histoire du droit, l'histoire des constitutions urbaines reçoivent de ce chef une contribution importante.

M. des M. s'est attaché à ceux de ces actes, — les plus nombreux, — qui relatent une obligation (une dette), cette obligation pouvant d'ailleurs être la conséquence d'un prêt, d'une vente ou de tout autre contrat. Ces actes sont connus sous le nom technique de *lettres obligatoires*, ou, quelquefois, de *reconnaissances*¹. L'échéance de la dette est généralement fixée à telle ou telle foire. M. des M. a cru pouvoir s'autoriser de ce fait pour donner aux chirographes qu'il étudie le nom de *lettres de foire*, qui figure dans le titre de son livre.

Cette dénomination a quelque chose d'inexact. Les chirographes

1. *Connaissance (reconnaissance)* est le terme technique par lequel se désignent eux-mêmes nos titres yprois.

yprois ne sont pas des *lettres de foire*. Le mot *lettre de foire* présente dans la langue du moyen âge un sens technique. Les principaux manuscrits du texte connu sous le nom de *Devisions des foires de Champagne*¹ indiquent que, quatre jours après l'abattage des bancs des changeurs, on prend les *lettres de foire*. Cela peut s'interpréter de deux façons : pour les uns², les créanciers demandent à la justice des foires ces mandements d'exécution dont parlent les articles 18 et 21 des *Privilèges et coutumes des foires*³, et qui sont délivrés contre les biens ou la personne des débiteurs faillis ; pour les autres, on rédige les actes probatoires des obligations nées dans la foire⁴ : ces actes sont en effet qualifiés de *lettres de foire*, notamment par les *Coutumes, stille et usage de la court et chancellerie des foires de Champagne et Brye*. Je citerai par exemple le passage suivant⁵ : « Cilz qui s'oblige en lectre de foire reconnoist qu'il doit du cours de telle foire à tel une queue de vin ou ung septier de bled à la mesure de Troyes... » Les lettres passées en cours (ou en corps) de foire sont privilégiées quant à leur force probante, quant à leur force exécutoire, quant à la juridiction compétente pour en connaître : elles bénéficient des faveurs exceptionnelles qui constituent le droit des foires⁶. Rien n'autorise à identifier, comme le fait M. des M.⁷, ces lettres de foire avec les lettres obligatoires passées en un lieu quelconque et payables en foire. Ces dernières n'ont que les garanties que leur assure le droit local (en l'espèce, le droit municipal d'Ypres).

1. Manuscrits a, b, d et e. Mon *Essai historique sur le droit des marchés et des foires* (Paris, 1897), p. 602-603.

2. En ce sens, Goldschmidt, *Die Geschäftsoperationen auf den Messen der Champagne* (*Zeitschr. für das gesammte Handelsrecht*, t. XI, 1892), p. 25 et suiv. Schulte, *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien, mit Ausschluss von Venedig* (Leipzig, 1900), t. I, p. 158, s'est rangé à cette opinion.

3. Bourquelot, *Étude sur les foires de Champagne* (*Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des Inscriptions*, 2^e sér., t. V. Paris, 1865), t. II, p. 324. Voy. aussi *Coutumes, stille et usage* (*Ibid.*), t. II, p. 343 : « ... qu'il face adjourner le créancier à apporter avant toutes lectres et mandemens de foires par vertu desquelz il a fait vendre les héritages dudit obligé... »

4. Mon *Essai*, p. 549.

5. Bourquelot, t. II, p. 357 ; de même, p. 348 : « Les meilleures lectres obligatoires de foire ; » p. 354 : p. 356 ; Ordonnance de juillet 1311, art. 6 (*Ordonnances*, t. I, p. 485) ; *Olim*, t. II, p. 470, v (1304) ; t. II, p. 303, xiv (1290) : « Preceptum fuit omnibus ballivis et magistris nundinarum Campanie, quod de contractibus initis extra nundinas non dent litteras sicut de corpore nundinarum, eciam si per errorem essent date vel scienter, postquam contractus non esset celebratus in nundinis. »

6. Mon *Essai*, p. 478 et suiv. Adde Ferrière, *Dictionnaire de droit et de pratique* (1768), v^o Foire.

7. Particulièrement p. 9 : « Nous venons d'employer le nom spécial que nous entendons donner au chirographe yprois : *lettre de foire*. Nous l'appellerons

Pour plus d'exactitude, mieux vaut donc abandonner l'expression *lettre de foire* et désigner les chirographes yprois du seul nom qui leur convienne, celui de *lettres obligatoires*¹.

M. des M. étudie avec beaucoup de finesse et de sagacité (chap. 1) les caractères de forme et de fond des titres par lui trouvés : la formule générale de notification. « Sachent tout chil qui sunt et qui a venir sunt et qui cheste presente chartre partie verront et oront... » le contenu du chirographe, sa rédaction en deux ou plusieurs parties, le rôle des échevins et de l'avoué (*rewars*) dans son authentication, les qualités des contractants, la loi applicable à la dette et la juridiction compétente pour connaître de son exécution. Puis il rapproche la lettre yproise d'autres lettres obligatoires provenant de Flandre² ou d'Angleterre. Ces comparaisons auraient pu être multipliées et s'étendre à d'autres pays³. En réalité, la lettre obligatoire a été en usage, sous des formes assez variables, dans toute l'Europe occidentale, aussi bien dans les pays de civilisation romaine que dans ceux de civilisation germanique. Ici comme là, elle est une survivance de la *cautio* romaine,

également *lettre obligatoire*. La première appellation se justifie par ce fait que l'échéance de la dette est généralement fixée à telle ou telle foire... »

1. Je ne trouve pas, dans les textes yprois publiés par M. des M., de véritable lettre de foire. Les n° 84, p. 174 (mai 1281); 93, p. 183 (juin 1282); 127, p. 221 (octobre 1287); 157, p. 253 (juillet 1291), sont tirés des archives de Gand.

2. C'est peut-être en Flandre que la lettre obligatoire a été la plus vivace. Les juriscultes qui l'ont surtout étudiée se rattachent plus ou moins directement à ce pays. La *Somme rural*, qui parle longuement de notre institution, est un coutumier du nord de la France; Jehan Boutillier, son auteur, fut bailli de Tournai, où il mourut en 1395 (Meulenaere, dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. XV (1891), p. 18 et suiv.). Le traité de Rebuffe, *De litteris obligatoriis*, n'est guère qu'une copie des *Conjecturae* du jurisculte flamand Jacob Curtius (Brunner, dans la *Nouvelle Revue historique de droit*, t. X (1886), p. 143).

3. Par exemple, à l'aide des lettres obligatoires (désignées faussement comme *lettres de change*; ce sont des *instrumenta ex causa cambii*) publiées par Blancard, *Documents inédits sur le commerce de Marseille* (Marseille, 1884-1885), et dont quelques-unes ont été reproduites par Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France* (Paris, 1898-1900), t. I, p. 110, 161, etc. Parmi les publications plus récentes, citons, pour l'Orient latin, la riche collection d'*Actes passés à Famagouste de 1299 à 1301 par devant le notaire génois Lamberto di Sambuceto*, éditée par Desimoni (*Archives de l'Orient latin*, t. II, 2, p. 3-120, et *Revue de l'Orient latin*, t. I, p. 58-139, 275-312, 321-353); pour Marseille, une lettre obligatoire de 1385 (dans Portal, *Lettres de change et quittances du XIV^e siècle* (Marseille, 1901), p. 15) et, avec des lettres obligatoires de provenances très diverses, qui malheureusement ne sont qu'analysées, une intéressante lettre de foire de 1226 (reconnaissance d'un prêt consenti à Henri, archevêque de Cologne, par plusieurs marchands siennois fréquentant les foires de Champagne), dans Schulte, *op. cit.*, t. II (Pièces justificatives), n° 425, p. 286.

c'est-à-dire de l'acte qui servait à constater une stipulation¹. Il n'y a pas entre la *lettre obligatoire* des pays du nord et la *lettre de change* (ou, pour employer le terme technique originaire, la *lettre de paiement*)² des pays du midi, cette opposition qu'allègue M. des M. (p. 31-32). On rencontre, au XIII^e, au XIV^e et au XV^e siècle, en Provence ou en Italie, des lettres obligatoires concurremment avec des lettres de change. Inversement, bien que la lettre de change ait été plus longue à prendre pied dans les pays du nord, elle y apparaît, à côté de la lettre obligatoire, dès la fin du XIII^e siècle³. Et, pas plus que la fonction juridique, la fonction économique des deux titres n'est identique.

Avec le chapitre II, nous passons aux « effets juridiques et économiques » de la lettre obligatoire. Celle-ci est un instrument général destiné à constater toutes sortes d'obligations : obligations contractuelles portant sur des meubles, comme de l'argent ou des denrées, ou sur des immeubles, et même obligations pénales résultant de compositions pour certains délits. Elle a la valeur d'un acte authentique, grâce à l'intervention des échevins, et, comme telle, elle bénéficie d'une force probante et d'une force exécutoire particulières (des M., p. 40 et 67). En outre, les obligations qu'elle constate sont généralement renforcées par des sûretés conventionnelles : solidarité entre les codébiteurs⁴;

1. La filiation est facile à suivre dans les chartes et formules de l'époque franque. Voy. par exemple *Form. Andecav.*, n° 38 (éd. Zeumer, p. 17); n° 60 (p. 25); *Form. Marculf*, II, n° 25-27 (p. 92-93).

2. Voy. par exemple une *lettre de paiement* en 1299 à Bruges, dans *Urkundenbuch der Stadt Lübeck (Herausgegeben von dem Vereine für Lübeckische Geschichte und Alterthumskunde)*, t. III, n° 36. Sur la correspondance du corps de ville de Lübeck avec Reincke Mornewech, son représentant aux foires de Bruges, à la fin du XIII^e siècle, et sur les rapports de la lettre de paiement avec la lettre obligatoire, voy. Freundt, *Das Wechselrecht der Postglossatoren* (Leipzig, 1899), surtout p. 1-47.

3. Des M. p. 40-42. On aurait voulu voir rapprocher les lettres obligatoires passées devant échevins des *instrumenta guarentigata* italiens. Voy. Briegleb, *Geschichte des Exekutiveprozesses* (Nuremberg, 1839), p. 49 et suiv.

4. La solidarité entre codébiteurs est-elle de règle à Ypres et dans les villes flamandes? Le soin que prennent les parties d'insérer dans leurs actes la clause de solidarité (par exemple, des M., Pièces justificatives, n° 43, p. 136 : « Jordains li Lotghietere et Jakemes Pertris, bourgeois d'Ypre, doivent *chacuns por le tout* à Ghiselin le Foragier... ») pourrait faire conclure négativement; car, à quoi sert cette clause, si le droit commun de la ville consacre la solidarité? Ce raisonnement serait dangereux; il ne faut pas se fier exclusivement aux actes de la pratique; la clause de solidarité peut être inutile en elle-même et n'avoir été insérée dans l'acte que par prudence. Voy. *les Coutumes, stille et usage... des foires de Champagne et Brye* (Bourquelot, t. II, p. 358) : « ... Combien que, par coustume des foires, se deux personnes sont obligez ensemble en une dette, soit en bien et en corps, ilz sont obligez chascun pour le tout, toutesvoies est-il bon de metre ès lectres, avecques les autres renonciations, qu'ils renoncent au bénéfice de division, et aussy il doit estre escript ès lectres obligatoires. »

cautionnement (plègerie)¹; gage²; clause d'après laquelle « li uns paiement est plege del autre; » renonciation à toutes dispositions légales qui empêcheraient la lettre de produire son plein effet³. Sur tous ces points, les actes yprois fournissent des indications précieuses.

Le débiteur et le créancier sont expressément désignés par leurs noms dans le titre. En général, le débiteur doit effectuer le paiement en personne. On ne rencontre pas, dans le chirographe yprois, de *clause à ordre* (ou *clause de command*) *passive*, c'est-à-dire de clause permettant au débiteur de s'acquitter par l'intermédiaire d'un préposé, d'un *nuntius*. Cela n'empêche pas, d'après les principes généraux, le débiteur de payer sa dette par l'entremise d'autrui⁴, et M. des M. nous rapporte effectivement quelques exemples de semblables paiements⁵. Mais l'absence de clause à ordre passive nous prouve qu'une telle façon de s'acquitter n'est point normalement prévue, et celui qui paie pour autrui n'est jamais qu'un mandataire. Cela se confirme par l'absence, dans le titre yprois, de la *clause de recours*⁶, c'est-à-dire de la clause

1. Des M., p. 42-51. M. des M. aurait pu se servir utilement du travail capital d'Esmein, *Études sur les contrats dans le très ancien droit français* (*Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1880, 1881, 1882, 1883), surtout l'article sur la *Plègerie et la gagerie*, 1883, p. 99-139. Sur les lettres obligatoires, voy. 1880, p. 670, 697 et suiv.

2. Des M., p. 51-56; comparez p. 95. C'est le caractère de la saisine déferée au créancier gagiste qui explique les particularités du gage. Voy. sur ce point Champeaux, *Essai sur la vestitura ou saisine* (Paris, 1898), notamment p. 152 et suiv. Certains chirographes (par exemple, n° 35, p. 129) nous montrent une curieuse application du gage qui remplit, dans une vente, à peu près la même fonction que, de nos jours, le privilège du vendeur non payé.

3. Des M., p. 57-58. Ajoutez Meynial, *Des renonciations au moyen âge* (*Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1900, p. 108 et suiv.; 1901, p. 241 et suiv.)

4. Goldschmidt, *Universalgeschichte des Handelsrechts* (Stuttgart, 1891), p. 400 et suiv.

5. Des M., p. 59. L'exemple de Jean Bardonc (octobre 1268) s'entend-il bien d'un *mandat de payer*? Le texte implique plutôt l'idée d'un *mandat de recevoir*.

6. La clause pénale du n° 100, p. 198, a cependant quelque analogie avec la clause de recours. Les autres titres yprois en sont dépourvus. Par contre, les lettres obligatoires extraites des archives de Gand, prévoyant régulièrement que le paiement sera effectué par un mandataire du débiteur, contiennent la clause de recours. Voy. par exemple (Pièces justificatives, n° 74, p. 165) la lettre du 5 avril 1280 par laquelle Guy, comte de Flandre, Robert, comte de Nevers, et Jean, élu de Metz, reconnaissent avoir reçu de « Oldebrant Lapo, Brunet freres, Gerart Compaigne, Henri Millac et leurs compaignons, marchands de Florenche, » la somme de 1,000 livres tournois et promettent de les rembourser à la foire Saint-Ayoul à Provins. La clause de recours est ainsi conçue : « ... Se lilit Oldebrant Lapo, Brunet frere, Gerart Compaigne, Henris Millac et leur compaignon marchands de Florenche pour defaute de nostre paiement au termine devant nommei avoient coust ne damage, nous leur prometons aussi a rendre

par laquelle l'obligé promet en son nom personnel un dédommagement à son créancier pour le cas où le paiement viendrait à manquer ou à être retardé par sa faute¹ : le débiteur qui a délivré un de nos chirographes reste le principal obligé, même s'il s'acquitte par un *nuntius*, et le *nuntius* n'apparaît jamais comme se substituant à lui dans la dette.

Mais, si la substitution d'un tiers au débiteur primitif est relativement rare, la substitution d'un tiers au créancier est fréquente et normale. On trouve régulièrement dans les chirographes yprois la *clause à ordre* (ou *clause de command*) *active*, jointe à la *clause au porteur*. Grâce à ces clauses, un tiers peut se présenter aux lieu et place du créancier pour recevoir paiement et pour poursuivre le débiteur en justice. Elles affectent, dans nos chirographes, deux formes principales². On trouve tantôt la *clause cumulative* à ordre et au porteur (la dette doit être payée au créancier lui-même « ou a son commandement ki cheste presente chartre partie aportera »), tantôt, — mais plus rarement, — la *clause alternative* à ordre ou au porteur (la dette sera payée au créancier « u a son commandement u a cheli ki cheste presente chartre partie aportera »). M. des M. renonce à interpréter juridiquement cette double formule³. Cependant, pour ignorants que pussent être les scribes yprois des subtilités juridiques⁴, il n'est guère admissible qu'ils aient employé au hasard l'une et l'autre; la clause à ordre et la clause au porteur sont si fréquentes dans nos actes qu'il n'en est certes pas sur lesquelles les scribes et les parties contractantes dussent être mieux renseignés par le seul usage.

Quelle est l'utilité de ces clauses? Cette question n'a pas suffisamment attiré l'attention de M. des M. Rien d'étonnant à cela : ces

avec la dette devant dite, sans la dette amenrir... » De même, n° 84, p. 175; 93, p. 184; 115, p. 206; 127, p. 221; 140, p. 235; 149, p. 244; 157, p. 253; 158, p. 255, et la lettre obligatoire tirée des archives municipales de Bruxelles (1364), p. 258.

1. Voy. mon article, *Travaux récents sur l'histoire de la lettre de change* (extr. des *Annales de droit commercial*, 1901), p. 30; comparez p. 5, 11 et s.

2. Je néglige ici quelques autres types moins fréquents. Ainsi, on trouve la *clause à ordre simple* : « A rendre a Robert devant dit ou a sen comant, à Arras... » (n° 4, p. 106); la *clause au porteur simple* : « ... A paier au portgrave devant dit... ou à celui ki ceste lettre aportera... » (n° 89, p. 179); ou des clauses plus compliquées. Un chirographe de 1251 (n° 10, p. 110) porte que la dette est payable « a Pierres de Vile u à Dommongon de Vile u a Willaume Hernaude de Besax u a Pierron de Vile, borgois de Baione, ou a leur commandement u a cheli ki cheste presente chartre partie aportera... » Toutes ces alternatives peuvent-elles être le résultat d'une ignorance, d'une confusion, d'un hasard?

3. P. 36-37.

4. L'ignorance juridique des clercs d'Ypres n'apparaît pas dans les actes publiés par M. des M. Ces actes sont, au point de vue du droit, fort exactement rédigés et correctement adaptés aux besoins de la pratique.

rouages juridiques ont un mécanisme infiniment complexe et délicat. Mais peut-être M. des M. aurait-il pu s'inspirer davantage des beaux travaux de Brunner, notamment de son article fondamental sur les *Titres au porteur français au moyen âge*¹. L'éminent historien allemand a mis en pleine lumière la fonction pratique de ces titres. Ils servent à écarter les règles gênantes de l'ancien droit. Les traditions germaniques en effet n'autorisent la représentation en justice qu'à titre de faveur exceptionnelle²; d'autre part, les coutumes des pays flamands reconnaissent au débiteur la faculté de refuser de payer sa dette à tout autre que son créancier originaire : « Nul ne peut ne doit estre contre sa volonté contraint de payer à l'autre ce qu'il doit à l'un, » dit Bou-tillier³. Les clauses à ordre et au porteur permettent d'éluder ces prohibitions archaïques : en acceptant leur insertion dans le titre, le débiteur accepte par avance de « payer à l'autre ce qu'il doit à l'un⁴. »

En outre, la clause au porteur (et la clause à ordre et au porteur) permettent au tiers de poursuivre le débiteur et de le poursuivre sur simple présentation du titre; il n'a pas besoin pour cela de prouver en outre la qualité en laquelle il agit : par exemple, il n'a pas à produire une procuration pour établir qu'il est *command* (c'est-à-dire mandataire) du créancier. Brunner a établi que le *command* justifiait de cette qualité par la seule présentation du titre⁵. M. des M. est d'un avis

1. M. des M. ne s'est servi que de l'article publié par Brunner en 1877 dans le vol. XXII, p. 1-134 et 505-554, de la *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht (Beiträge zur Geschichte und Dogmatik der Werthpapiere)*. Le travail auquel je fais allusion a paru, d'abord en allemand, sous le titre : *Das französische Inhaberpapier des Mittelalters*, 1879, puis traduit en français, avec d'importantes additions, dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, t. X (1886), p. 10 et suiv., 139 et suiv.

2. Brunner, *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, 1886, p. 12 et suiv.

3. *Somme rural*, I, 26 (édit. Charondas le Caron, 1611, p. 146); Brunner, p. 24-25.

4. Brunner, p. 169.

5. Au moins jusqu'à la fin du xiv^e siècle (Brunner, p. 178; comparez p. 39, 172-173). Il semble, à première vue, que certains chirographes yprois exigent formellement, outre la présentation de la lettre obligatoire, celle de la procuration ou de l'acte de cession. Ainsi, l'acte du 14 avril 1271, par lequel Watier Voet donne à son frère Jean le Nève une créance qu'il avait sur Herbert le Haringhier, est ainsi conçu (n° 37, p. 131) : « Sachent tout... ke Watiers Voet... a doné a Jehan le Nieve... 52 s. dar. que Herbers li Haringiers... li devoit apaier dedens cheste quinsaine, le prochine que nos atendons avenir, a lui ou a son commandement *ki cheste presente chartre partie aportera*. » On serait tenté de croire que Jean le Nève devra, lors du paiement, produire « cheste presente chartre partie, » c'est-à-dire l'acte de donation (de même, n° 33, p. 127). Il n'en est rien; en y regardant de près, on constate qu'à partir des mots « li devoit apaier, » il n'y a qu'une citation, sans doute textuelle, de la lettre obligatoire primitive.

opposé (p. 63-67; voy. aussi p. 36-37). Mais cela vient de ce qu'il réunit deux questions qu'il aurait convenu de séparer : 1^o le command porteur de la lettre peut-il poursuivre le paiement sur simple présentation du titre ? 2^o le command porteur de la lettre est-il un mandataire du créancier ou un acquéreur de la créance ? Il établit assez facilement que, dans un certain nombre d'espèces, le command joue le rôle d'un simple mandataire¹ et doit rendre compte à son mandant de ce qu'il a touché à ce titre. Mais, outre qu'il ne tente pas de prouver que le command ne soit *jamais* un acquéreur pour son propre compte de la créance, il ne touche, dans cette discussion, que les rapports du command porteur de la lettre avec le créancier : la question de la présentation du titre s'agit au contraire dans les rapports du command avec le débiteur. Peu importe à celui-ci que le command soit, en dernière analyse, un mandataire pour le compte d'autrui ou un mandataire pour son propre compte (*procurator in rem suam*), c'est-à-dire un cessionnaire. Il lui importe seulement de savoir si le paiement qu'il effectuera sur simple production de la lettre, et contre remise de celle-ci, le libérera vis-à-vis de son créancier primitif.

Or, il le libérera certainement. Les pièces justificatives publiées par M. des M., indépendamment des arguments généraux, suffisent à en témoigner.

Les lettres obligatoires tirées des archives de Gand, plus abondantes en précisions et en développements que celles d'Ypres, vont jusqu'à déclarer formellement que le *socius*, le *nuntius* ou le command

1. Le raisonnement de M. des M. est le suivant : le mandataire doit prouver sa qualité (c'est-à-dire présenter sa *procuracion*) pour pouvoir agir. Or, notre command est un simple mandataire, il n'est pas un cessionnaire (p. 65); il doit donc justifier de sa qualité. — Ce raisonnement pêche : 1^o parce que la première proposition n'est qu'un postulat inspiré d'idées modernes; elle n'est pas démontrée; 2^o parce qu'il n'est pas établi davantage, ni par les textes ni par la logique, que le command ne soit jamais cessionnaire; 3^o parce que l'opposition présentée entre le mandataire et le cessionnaire ne correspond pas à la réalité des faits. La démonstration de M. des M. appellerait naturellement ce corollaire : le cessionnaire (l'acquéreur de la créance pour son propre compte) n'a pas à prouver sa qualité et à produire l'acte de cession. Mais précisément, à la page suivante (p. 66, 2^e al.), M. des M. insiste sur l'existence d'actes de cession pour établir que la simple remise du titre ne suffit pas au transfert du droit de créance, d'où une contradiction avec ce qui précède. — La vérité, c'est que l'acte de cession, comme la *procuracion*, s'il y en a, règlent les rapports du créancier et du command; ceux-ci ont intérêt l'un et l'autre à avoir une preuve de ces rapports : une *procuracion* permettra au créancier de demander des comptes au command et au command de se faire rembourser de ses dépenses par le créancier; une donation autorisera le command à refuser des comptes au créancier; un acte de cession à titre onéreux servira au créancier d'instrument pour réclamer le prix de la cession, etc. — Au contraire, la question de la présentation du titre ne se pose qu'entre le command et le débiteur.

porteur de la lettre n'aura pas à prouver sa qualité par une procuration. La dette est payable aux créanciers « sive ipsorum vel unius eorum certo alii nuntio vel mandato habenti secum presentes litteras sine aliorum procuracione¹. » Dans les chirographes yprois, il y a des indices qui confirment cette règle. Pour réclamer le paiement, il faut être muni de la lettre; on la remet au débiteur lorsque celui-ci a satisfait à ses engagements². Le porteur n'est donc pas tenu de délivrer une quittance; en pratique, il n'en donne pas³, sauf dans les cas exceptionnels où il ne peut remettre la lettre, par exemple parce qu'il l'a perdue⁴, ou parce qu'il n'a pas reçu paiement total et que son titre lui est utile pour réclamer le surplus de la dette⁵. M. des M. allègue, il est vrai, l'existence d'un certain nombre de quittances délivrées par un command en recevant paiement pour autrui. Mais ces quittances sont rares : cette rareté serait inexplicable, eu égard à la fréquence des titres où figure la clause à ordre et au porteur, si on tenait ces quittances pour des actes réguliers et normaux. Je n'en trouve guère que deux (les nos 128, p. 222, et 130, p. 224) qui puissent, avec certitude,

1. N° 84, p. 175. De même n° 93, p. 184. Comparez un texte de 1395 : « ... ou à son certain commandement pourtant ces lettres ou le trancort de icelle *senz aultre procuracion demander ne requérir...* » (Perreciot, *De l'état civil des personnes et de la condition des terres dans les Gaules dès les temps celtiques jusqu'à la rédaction des coutumes*, 3^e éd. (Paris, 1845-1846), t. III, p. 272, n° 134).

2. Voy. surtout la lettre du 19 octobre 1270 (Pièces justificatives, n° 33, p. 127) et les textes cités par M. des M., p. 67-68. Mais j'étends à tout porteur ce qu'il n'admet que pour le créancier originaire.

3. Brunner, p. 178-179, et les textes de coutumes qu'il cite. Nulle part dans les chirographes yprois, je ne trouve la preuve que le débiteur soit en droit, *dans tous les cas*, d'exiger une quittance, outre la remise du titre. Comparez des M., p. 94.

4. C'est le cas de la quittance du 4 juillet 1280 (n° 81, p. 171), par laquelle Hugues Piet de Soile libère « tous les bourgeois et les marceans de la vile de Bourdiaus et toutes leur coses de toutes calenges et de toutes demandes, ke Hughelos avant dis leur peust onques demander jusques au jour de hui, par le raison de 12 lib., dont Hughelos avoit letres des marchans de la vile de Bourdiaus, *lesqueles letres Hughelos dist que il a perdues.* »

5. Voy. par exemple la quittance du 17 avril 1271 (n° 38, p. 131). — La quittance du 28 juillet 1283 (n° 96, p. 188) s'explique de la même façon : les créanciers n'ont en effet touché qu'une partie de ce qui leur était dû. Cela résulte du rapprochement de notre quittance et de la lettre obligatoire (14 août 1282, n° 94, p. 185). Il faut noter que dans cette espèce le titre libératoire, bien qu'il comprenne plusieurs sommes touchées, les unes par les préposés des créanciers, les autres par les créanciers eux-mêmes, ne peut émaner que des créanciers seuls, car leurs préposés n'auraient pas qualité pour délivrer quittance globale du total de ces sommes, y compris ce que chacun d'eux n'avait pas reçu personnellement.

être qualifiées de *quittances*¹ pour autrui². M. des M., pour pouvoir s'en servir, devrait prouver dans chaque cas que le tiers de qui émane la quittance a reçu paiement sur le fondement de la lettre obligatoire, c'est-à-dire en se présentant comme porteur de la lettre et en la remettant au débiteur.

Il peut arriver en effet qu'il n'existe pas de lettres obligatoires ou qu'il en existe qui contiennent soit la clause à ordre simple, soit, ce qui est plus fréquent à Ypres, la clause alternative à ordre ou au porteur : de sorte qu'un tiers peut recevoir paiement pour autrui, non comme *command porteur de la lettre*, mais comme simple mandataire. S'il fait valoir la créance sans avoir en mains le titre³ et s'il ne peut, par conséquent, le remettre au débiteur, il faut bien, une fois payé, qu'il délivre à celui-ci une décharge.

1. Les chirographes yprois emploient deux formules voisines et qu'il faut distinguer : 1^o l'une est proprement la formule de *quittance*, impliquant d'ordinaire libération du débiteur. Elle est usitée généralement lorsque celui qui la délivre est le véritable créancier, le *dominus negotii*. C'est celle dans laquelle il est question d'un *paiement*. Les formules varient. Par exemple, n° 128, p. 222 : « ... desques avant dis deniers Jakemes Genevière s'en tient del tout bien *apaies*... » de même, n° 110, 113, 116, 129, 133, 160 ; n° 38, p. 131 : « ... de ces 40 lib. avant dites Ernaus Rubert les a aclames quites et s'en tient a bien *palet* ; » n° 28, p. 123 : « ... Gilles de Vlargo... a *palet* a Jehan le Goudalier... » de même n° 19, 45, 116, 117, 133, 144 ; n° 74, p. 165 : « ... bien nous en tenons asols et *apalet*... » de même, n° 157 ; n° 127, p. 221 : « ... vocantes nos inde bene *pacatos*... ? L'autre est une formule plus vague. Celui qui délivre une décharge certifiée qu'il a reçu. Par exemple, n° 126, p. 220 : « Jakemes li Cordiers... a recounut ke il a *rechut*... » de même, n° 75. Cette décharge n'est pas une vraie quittance, constatant l'extinction d'une dette. Ce n'est qu'un *reçu*, qui peut s'analyser tout autrement qu'une quittance. Tel est le cas pour la pièce n° 126, qui n'est sans doute qu'un mandat, donné par la débitrice à un préposé, d'effectuer le paiement de sa dette au moyen de deniers qu'elle lui confie et qu'il reconnaît avoir reçus. Nulle part dans cet acte il n'apparaît que la débitrice soit dès lors libérée. La différence ne saurait être accidentelle entre les deux formules : « Un tel est *payé*, se tient pour *payé*, etc., » et « un tel a *reçu*. » Le contraste est très net dans l'acte n° 96 (p. 188). Pour les sommes perçues par les deux préposés des créanciers, on emploie chaque fois la seconde formule : « ... Elyes Ernout... a recounut... ke il a *rechut*... » « Joffrois Pagiet... a *rechut*... » Mais, pour la somme touchée par les créanciers de qui émane la quittance, on se sert de la première formule : « Jakemes li Flamens et Watiers li Flamens ont *palet*... a sire Guillaume de Lopsant et à sire Elye de Lopsant... »

2. L'acte n° 142, p. 237, bien qu'étant une décharge pour le compte d'autrui, doit être écarté du débat. Jean de Scotès, qui reconnaît avoir reçu de Pierre-Jean de Colines ce que celui-ci devait à Jean de Bailleul, agit ainsi, non comme command porteur d'une lettre obligatoire, mais « par loi et par jugement d'eschevins d'Ypre. »

3. Brunner, p. 181.

D'autre part, je remarque dans les quittances alléguées certains indices qui portent à croire que ce n'est pas en se fondant sur la lettre obligatoire que le tiers a reçu paiement pour autrui. Dans l'espèce du n° 128, il existait une lettre obligatoire; mais elle prévoyait un paiement fractionné d'une dette totale de soixante livres, moitié de cette somme devant être réglée à la Saint-Jean et l'autre moitié à la Saint-Remi (1^{er} octobre)¹. Or, le paiement a été effectué en une seule fois, longtemps après les échéances fixées (le 23 novembre), et nous voyons que les débiteurs sont déclarés quittes non seulement des soixante livres en question, mais encore de « toutes convenances et toutes detes » qui pouvaient les lier vis-à-vis du même créancier. On connaît par là qu'il a dû se produire, depuis l'échéance, quelque règlement d'affaires que nous ignorons, une transaction par exemple, sous la menace d'une poursuite en justice; en tout cas, le paiement ne paraît pas avoir été réalisé sur présentation de la lettre obligatoire. Quant au n° 130 (p. 224), c'est une décharge donnée par un tiers à raison d'un paiement partiel; cette décharge a précisément été délivrée au débiteur parce que le créancier et son représentant ne pouvaient se dessaisir de la lettre obligatoire qui était leur seul titre pour réclamer le surplus.

Notre opinion trouve une autre confirmation dans un intéressant chirographe du 19 novembre 1272² qui relate une opération correspondant au *paiement avec subrogation* de la pratique moderne. Michel Mal-Apareillé devait 27 marcs 30 deniers d'Artois à Nicole le Baich, et lui avait donné en gage sa maison, sise à côté de celle de Jean Widon. Jean Widon intervient et paie la dette, dont Nichole le Baich lui donne quittance : « Sachent tout... ke Nicholes li Baich... a reconnu que Jehans Widons... li a paiet 27 m. et 30 d. dar. que Michius Mal-Aparelliet li devoit... » Le but que poursuit Widon est visible : il veut pouvoir, s'il n'est pas remboursé, mettre la main sur le gage, c'est-à-dire sur cette maison voisine de la sienne, qui, sans doute à cause de cette proximité, lui convient particulièrement. Le paiement qu'il fait ne doit donc pas éteindre la dette à l'égard du débiteur; Jean Widon entend être subrogé dans les droits du précédent créancier. Exigerait-on pour cela une cession expresse de la créance, Widon étant censé avoir acheté cette créance moyennant une somme égale à son montant? Dans l'opinion défendue par M. des M., cela serait nécessaire : car Jean Widon devrait prouver à quel titre il a reçu la lettre du créancier primitif, comment il est *ayant-cause* de Nicole le Baich. Il ne saurait se contenter d'invoquer qu'il a payé pour Michel Mal-Apareillé : le paiement pour autrui ne fait pas de lui un ayant-cause du créancier et ne lui permet pas d'exercer les droits de ce dernier, mais lui donne seulement un recours comme gérant d'affaires contre le débiteur. Il lui faudrait donc justifier d'un *mandat* ou d'une *cession*. Or, notre chiro-

1. Des M., p. 222, n. 1.

2. Des M., n° 45, p. 139.

graphe est-il une procuration, un acte de cession? En aucune façon. Il constate seulement que Nicole le Baich a mis Jean Widon en possession de la lettre obligatoire (« le chartre partie que Nicholes li Baich avoit ») et de la maison donnée en gage : « Lequele maison et le chartre partie Nicholes li Baich a donné a Jehan Widon et mis en meisme le point et en meisme le saisine que il en estoit. » Cela montre assez que, pour poursuivre le débiteur, Jean Widon n'aura besoin que de présenter la lettre obligatoire, sans autre justification.

Ce que nous avons dit jusqu'ici s'entend de la clause cumulative à ordre et au porteur, la plus fréquente dans les titres yprois. Si la lettre contient la clause alternative à ordre *ou* au porteur, la situation du tiers sera la même s'il se présente comme porteur du titre; elle sera différente s'il se présente comme simple command : il devra établir sa qualité vis-à-vis du débiteur¹. Pour ce cas, mais pour ce cas seulement, il y aurait lieu d'accepter l'opinion qu'a défendue M. des M. en bloc et sans sérier les questions².

L'objet du paiement est aussi variable que l'objet de l'obligation constatée par la lettre (des M., p. 169 et suiv.) : ce peut être une marchandise, un bien quelconque, — tourbe, chaux, briques, poisson, viande, etc., — ou une somme d'argent. On imagine sans peine quelle source abondante de renseignements doivent fournir 8,000 lettres de ce genre pour l'histoire commerciale, industrielle, agricole et spécialement pour l'histoire monétaire d'Ypres et de la Flandre. Ici, M. des M. se borne à donner des aperçus d'ensemble³. Il est à souhaiter qu'il utilise bientôt les précieux documents qu'il a recueillis pour nous donner une histoire économique d'Ypres, qu'il est particulièrement désigné pour écrire.

Les chirographes yprois qui constatent une dette d'argent sont souvent payables en foire. L'échéance en est fixée à la foire de Lille, à la foire de Provins en Champagne, à la foire de Saint-Yves en Angleterre, à la foire du Lendit en France, etc. On connaissait depuis longtemps cet usage médiéval de concentrer l'exécution des obligations pécuniaires dans les foires, spécialement dans les foires internationales

1. Brunner, p. 172-173.

2. Le texte de la Coutume de Malines, rapporté par M. des M. (p. 67, n. 1), porte la trace d'influences canoniques et romaines. C'est un produit de cette lente évolution qui assujettit les titres au porteur aux principes du droit romain et amène, à la fin du xvi^e siècle, l'assimilation des titres au porteur aux titres à personne dénommée (Brunner, p. 146-147, 158).

3. L'énumération rapide des monnaies, p. 69, n'est pas toujours suffisante pour comprendre les chirographes publiés. Que vaut, par exemple, le *firton* fréquemment mentionné? Ne serait-ce pas le quart de marc, appelé aussi *ferlo*, *quadrentus* ou *vereken*? Voy. Karl Kunze, *Hanseakten aus England* (*Hansische Geschichtsquellen*, t. VI. Halle, 1841), n° 329, 3; Nirnheim, *Das Handlungsbuch Vicks von Geldersen* (Hambourg et Leipzig, 1895), 1^{re} part., n° 106, 607, 654.

(foires de Champagne, de Flandre; plus tard foires de Lyon), où les règlements de comptes pouvaient s'effectuer par des compensations réciproques, moyennant un déplacement minimum d'espèces, et l'on s'étonnait qu'on n'eût point jusqu'ici étudié systématiquement les dates des foires en tant qu'éléments de chronologie des chartes publiques et privées¹. M. des M. a eu le mérite de démontrer, à l'aide des chirographes yprois (p. 91 et suiv.), que l'échéance en foire n'impliquait pas toujours un paiement à faire dans la foire même : souvent la foire n'était qu'une date et non un lieu de paiement. C'est un des résultats très intéressants et très neufs de ses recherches. Plusieurs lettres obligatoires s'interprètent sans difficulté en ce sens. Citons par exemple celle du 22 juin 1272², par laquelle Jourdain de Lootgietere et Jacques Pertris, bourgeois d'Ypres, s'engagent, chacun pour le tout, à payer à Ghiselin le Fouragier, bourgeois de Saint-Omer, 180 livres d'Artois « dedens le feste de Mesines, le prochaine que nous atendons avenir, livres en le vile de Saint-Omer, en tel paiement ke marcheans paiera adonc a autre a Saint Omer. » Cette découverte jette une lumière nouvelle sur certaines formules jusqu'ici mal comprises. Ainsi, beaucoup de lettres obligatoires sont stipulées payables « in nundinis (de Bari, de Provins, etc.) proxime venturis, infra rectum pagamentum (ou octavo die postquam in ipsis nundinis cridatum fuerit hara!), vel in termino dictarum nundinarum, si forte dicte nundine vacarent³. » Qu'est-ce que ce terme de la foire, qui servira d'échéance à la dette, si la foire ne se tient pas? Ce ne peut être que la date d'un paiement qui s'effectuera hors du lieu de la foire.

La fixation en foire des échéances des billets yprois devait amener naturellement M. des M. à étudier les dates des foires le plus souvent citées. Ce sont surtout celles de Champagne et de Flandre. Pour les premières, il se borne à rappeler les résultats acquis par Bourquelot dans son étude fondamentale sur les *Foires de Champagne*⁴. Plus nouveaux sont ses développements sur les foires de Flandre. Ces foires, qui

1. Mon *Essai*, p. 555 et suiv.

2. N° 43, p. 136.

3. Goldschmidt, *Geschäftsoperationen*, p. 22 (et les textes cités).

4. Je crois avoir répondu ailleurs à quelques-unes des questions que M. des M. pose p. 78. Les textes sont très suffisants, notamment, pour établir que le cri de *hara* annonce la fin des trois jours de *montre* et de vente des draps. Comparez, par exemple, Bald. Pegolotti, *La practica della mercatura* (dans Pagnini, *Della decima ed i vari altre gravetze imposte dal comune di Firenze, della moneta e della mercatura de' Fiorentini fino al secolo XVI*. Lisbonne et Lucques, 1765-66), t. III, p. 237 : « La fiera d'Alagnino (= Lagny) comincia lo primo giorno di Gennajo e a di 17. di gennajo la mattina mette drapperia, e a' 19. di gennajo la sera al tardi grida *ara*, e non mostra piu drapperia; » et le texte d'un arrêt du Parlement de Paris (1327) parlant des « tres dies nundinarum quibus panni venduntur apud Latiniacum » (mon *Essai*, p. 507-529, spécialement p. 521-522).

rivalisaient d'importance avec les foires de Champagne et qui leur ont survécu, n'ont pas encore fait l'objet d'études scientifiques, car on ne peut regarder comme telles les monographies insuffisantes qu'ont publiées divers recueils d'histoire locale¹. M. des M. nous promet (p. 79, n. 4) un travail d'ensemble dont nous avons grand besoin. En attendant, il dégage les grandes lignes de la matière, à l'aide de documents en partie inédits (p. 79-86). Il y a six grandes foires de Flandre, une à Thourout, deux à Ypres, une à Messines, une à Lille et une à Bruges. Comme les foires de Champagne, dont elles finissent par emprunter le nom², elles s'échelonnent les unes à la suite des autres, de façon à occuper à peu près tout le cours de l'année. Chacune d'elles comprend quinze jours d'entrée, trois jours de *montre* des draps, quatre jours de paiement et huit jours de clôture³. Pour fixer leur chronologie, M. des M. se sert surtout, pour le xiii^e siècle, des chirographes yprois, et, pour le xiv^e siècle, d'un texte inédit qu'il a découvert en tête de la chronique attribuée à Olivier de Dixmude (1532). Il aurait pu y ajouter, pour le xiv^e siècle, le chapitre que Balducci Pegolotti, marchand florentin, consacre, dans sa *Practica della Mercatura*, écrite entre 1335 et 1343, aux foires de Flandre⁴. Ce chapitre est abondant en renseignements sur leurs divisions et leurs dates. On y lit par exemple que « la fiera di Toroldo comincia a di 29. di Guigno, e a di 10. di Luglio la mattina comincia a mostrare drapperia, e a di 12. di Luglio la sera al tardi grida *ara*, e non mostra piu drapperia, e a 27. di Luglio si e il termine del pagamento di (della) detta fiera. » La foire de Thourout commence donc le 29 juin et finit le 27 juillet. M. des M., se fondant sur des textes du xi^e siècle et du début du xii^e, admet comme termes extrêmes le 24 juin et le 24 juillet. Les chirographes yprois ne fournissent pas d'arguments pour résoudre la question au xiii^e siècle. Je pencherais plutôt pour les dates de Pegolotti, leur source étant plus proche du temps de nos documents. Mêmes divergences sur d'autres points : Pegolotti fait finir la foire de Messines le 29 octobre et celle de Lille le 12 septembre; M. des M. les fait finir respectivement le 21 octobre et le 15 septembre. Le tableau des *divisions* des foires qu'on

1. Par exemple, Gaillard, *Essai sur le commerce de la Flandre au moyen âge*. Troisième étude : *les Foires* (extrait du *Messenger des sciences historiques de Belgique*. Gand, 1851); Carlier, *Sur l'origine des foires et des marchés en Flandre* (*Annales du Comité flamand de France*, 1861-1862. Dunkerque, 1862).

2. Le texte de 1532, en énumérant les foires de Flandre, les intitule *foires de Champagne* (des M., p. 79, n. 2).

3. Des M., p. 84.

4. *Fiandra per se medesimo, cioe* (chap. LVII) (*Della Decima*, t. III, p. 241-242). Le chap. LVIII : *Bruggia di Fiandra*, est consacré tout entier à la place de Bruges (p. 242-244), à ses poids, à ses mesures, à ses monnaies, aux marchandises qui s'y échangent, à ses halles : « In Bruggia si ha due grandissimi magioni a modo di grandissimi palagi, le quali magioni si s'appellano *alle*, e nell' una *alla*, si vendono pure pani di lana interi..., etc. »

pourrait rédiger d'après les indications de Pegolotti ne concorderait pas avec celui que donne M. des M., d'après un texte de 1295 (p. 84). Du rapprochement de ces données contradictoires, au moins en apparence, jaillirait une plus grande lumière.

Les billets yprois ordonnent fréquemment aux débiteurs d'acquitter leur dette *dedens droit paiement*; d'autres *dedens paiement*¹. M. des M.

1. On trouve aussi (des M., p. 89) « al *loiage* le feste de Leigny » (comparez l'Ordonnance de la comtesse Marguerite pour les foires de Flandre, milieu du XIII^e siècle) : « Puis que on commencera a *loyer* pour aler as festes en Flandrez, on doit clore toutes les halles de Flandrez et tenir clozes de celui jour que on commence a *loyer* dusqu'à wuit jours apres feste faillie » (Fagniez, *Documents*, t. I, n° 180, p. 175). Il s'agit sans doute du *louage*, de la location des échoppes, boutiques, emplacements de vente aux foires. Sur le louage des maisons aux foires de Champagne, voy. Bourquelot, t. II, p. 179 et suiv. Pour la forme du mot (*loiage*), voy. Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française*, v° Loage, t. V, p. 8. Je lui emprunte, entre beaucoup d'autres, les exemples que voici : « Les eschevins et le ville de Douay doivent avoir en tous tans tous les profits des *liuages* des hales de la ville de Douay » (1265) (*Établissement d'une fête*, Tailliar, p. 266); — « avons baillé et affermé ou nom et a tiltre de *loyage*, a Lambert de Bruisselles..., ung celier, ensemble une estable » (1378) (*Bail à loyer pour 19 ans*, Arch. nat., MM 30, fol. 108 r°); — « al *repaire* de la fieste de Lagny, » « al *retour* de la fieste de Mesines » (des M., p. 89, n. 2). Ces deux dernières expressions ont le même sens; elles désignent l'époque où se paient, dans chaque place, les lettres de foire (et, plus tard, les lettres de *rechange*, *cambium de reditu nundinarum*), dressées pour régler le solde d'obligations subsistant après la *generalis solutio* qui clôt la foire. Cette époque est fixée par l'usage. Pour le change de retour tiré des foires de Champagne sur Gênes et Florence, voy. Pegolotti, chap. LV (*Della decima*, III, p. 237) : « ... chi fa cambio nella detta fiera (f. de Lagny) per mandare a pagare, o a ricevere in Firenze, si e lo termine di dovere ricevere, o pagare la muneta in Firenze a Calendi di Giugno prossimo che viene. » Pour les *repaire*s des foires de Champagne dans la ville de Douai, voy. un texte de 1248 publié par Fagniez, *Documents*, t. I, n° 177, p. 170-171 : « On fait le ban que de tous les deniers que on devera paier en ceste vile as paiemens des repaires des fiestes, que chou que on devera au repaire de Ligni que on le paît le dioes (= dimanche) apres mi quareme et del repaire de Bar le dioes devant Pentecoste... » Il s'agit là de l'échéance, soit de lettres de change, soit de véritables lettres de foire (mais non, comme on pourrait le penser, de lettres obligatoires ordinaires). Ce qui le prouve, c'est le caractère de la juridiction qui connaît des dettes que ces titres constatent : cette juridiction, jusqu'aux *repaire*s inclusivement, est celle de la foire. La justice municipale ne devient compétente que si l'échéance usuelle se passe sans que le créancier soit payé ou si celui-ci consent expressément à son débiteur un renouvellement du billet avec un nouveau délai : « ... Ki ne paieroit chou que il deveroit a ces repaires a ces termines deseure dis u feroit creant a ses deteurs, on en poroit bien demander le loy de le vile puis que cils termines seroit passés. » — Godefroy (*Dictionnaire*, t. VII, p. 48, v° Repaire) donne une singulière explication du *repaire des foires*. Il tient *repaire* pour synonyme de *racroc*, renouvellement d'une solennité joyeuse, fête ou foire. En réalité, *repaire* a ici son sens

ne distingue pas les deux formules¹. Aux foires de Champagne tout au moins, il convient pourtant d'opposer le *droit paiement*, époque où s'effectuent les règlements au comptant des affaires faites dans la foire, et le *paiement* sans épithète (*generalis solutio*), époque des règlements retardés qui s'effectuent principalement au moyen de virements de comptes et de compensations, le solde étant acquitté par des *lettres de paiement*². Aux foires de Champagne, le *droit paiement* finit quinze jours après *hare de draps*; mais les boutiques des changeurs restent ouvertes quinze jours encore pour le *paiement*³. Le texte des *Coustumes, stille et usaige... des foires de Champaigne et Brye* distingue nettement les ventes *au comptant* et les ventes *à paiement* (Bourquelot, II, p. 354) : « Aucune fois li marchans ne vendoient pas à payement, mais à contents leurs draps... » (p. 368) « si l'en le vendoit *a creance* et li correctiers *vouloit le payement actendre...* » Cette distinction est parfois méconnue, à raison de la terminologie indécise de certains textes, qui, ayant trait au *droit paiement*, omettent l'épithète. Il faut, pour les interpréter, les étudier chacun séparément. La même distinction a-t-elle existé en Flandre? C'est assez vraisemblable; mais les témoignages ne sont pas suffisants pour résoudre pleinement cette question⁴.

ordinaire : *retour au pays*. C'est l'époque où l'usage fixe l'échéance du *change de retour*.

1. P. 86-88.

2. Appelées aussi *paiements* tout court (Goldschmidt, *Universalgeschichte*, p. 436). La lettre de change (*lettera di pagamento di Cambio*, et, plus brièvement, *lettera di Cambio*) en est une variété (Freundt, p. 27 et suiv.). La différence de sens entre les deux expressions techniques *paiement* et *droit paiement* explique pourquoi il n'est jamais question de *lettres de droit paiement*.

3. Mon *Essai*, p. 534 et suiv. Voy. aussi mon article sur les *Courriers des foires de Champagne* (extrait des *Annales de droit commercial*, 1898), p. 16 et suiv. Goldschmidt (*Geschäftsoperationen*, p. 21 et suiv.) semble confondre le *paiement* et le *droit paiement*. Cependant, il admet (p. 24) que les affaires de banque durent quinze jours après le *droit paiement*, jusqu'à l'abattage des boutiques (quatre jours avant la prise des lettres de foire), et il parle (p. 30), d'après Robert de Flamesbury, de cette « *generalis solutio quae est in fine nundinarum et gallice dicitur *pagiament**. » Si le *paiement* se place à la fin de la foire, il ne peut se confondre avec le *droit paiement*, dont la clôture a lieu quinze jours avant la fin de la foire, dix-neuf jours avant la prise des lettres de foire.

4. Les textes flamands parlent de *quatre jours de paiement*. Pegolotti, au contraire, place le terme du paiement des foires de Flandre *quinze jours* après la montre des draps. Y a-t-il contradiction entre ces données ou bien ne s'agirait-il pas du même paiement? Je me hasarde à proposer cette deuxième explication, sur la foi d'un texte que malheureusement M. des M. n'a pas publié intégralement (p. 89 et n. 3). « Le 4 mars 1290, Gilles Maillewart se fait déclarer, devant échevins, créancier de Christine de Langhe, pour une somme de 11 m. 1 firon d'Artois, payable moitié le mardi suivant, qui est le 7 mars, moitié au paiement de la *fieste d'Ypre ki ore est*. » La foire s'est ouverte le mercredi des Cendres, 15 février, au matin. Les *quinze jours* d'en-

Le droit paiement comprenait-il, outre le paiement comptant des ventes passées à la foire, le paiement des tonlieux qui frappaient ces ventes ? M. des M. répond affirmativement (p. 88); mais le texte sur lequel il s'appuie ne prouve qu'une chose : c'est que le tarif commun des tonlieux est abaissé pour les draps et les laines à trois deniers par livre pendant les quatre jours de paiement. Il ne prouve pas que les tonlieux ne soient pas aussi bien perçus, au tarif ordinaire, pendant le reste de la foire¹.

Le dernier chapitre du livre de M. des M. est consacré à l'exécution des lettres obligatoires : exécution contre la personne du débiteur ou de ses pleiges; exécution du gage. Il faut signaler particulièrement les développements concernant la saisie privée et les restrictions apportées dès le XIII^e siècle à cette institution².

Là s'arrête l'étude de M. des M.; il n'a point poussé plus avant l'analyse des chirographes yprois; notamment, il n'a pas cherché quels peuvent être leurs rapports avec la lettre de change. Une chose est certaine, c'est qu'au point de vue juridique, nos titres ne ressemblent en rien à des lettres de change. Les uns sont des actes publics, passés devant échevins, en forme d'actes *ouverts*³, avec une notification géné-

trée doivent, à mon sens, être comptés pour *deux semaines* (quatorze jours). Voy. mon *Essai*, p. 512, n. 1. Ils prennent donc fin le mardi soir 28 février. La *montre* occupe les journées des 1, 2 et 3 mars; les quatre jours de paiement se placent les 4, 5, 6 et 7 mars. Pour que le texte cité ait un sens, c'est-à-dire pour que les deux échéances ne se rencontrent pas le même jour (le 7 mars), il faut supposer que ces quatre jours sont quatre jours de *droit paiement* et que la deuxième échéance de la lettre tombe après ces quatre jours. Il ne reste qu'à la fixer au *terme du paiement* dont parle Pegolotti. — M. des M. calcule autrement et place au 9 mars la fin des quatre jours. Cette divergence tient, d'une part, à notre interprétation différente des *quinze jours*, dont parlent les textes, et, d'autre part, à une légère inexactitude de M. des M. Il indique que les quatre jours vont « du 5 au 9 mars, » et il suppose que les deux journées du 5 et du 9 sont comprises dans ce délai, puisque pour lui la *montre* finit le 4 et la période de clôture commence le 10 : il compte donc en réalité *cinq* jours de paiement. — Remarquons, en passant, que l'échéance des lettres obligatoires en foire n'est pas limitée aux *quatre jours*. Ainsi, tel chirographe est payable « en le fieste d'Ypre apries, 8 jours apres le monstre de dras... » (n° 34, p. 128).

1. Un texte de Douai prouve que les tonlieux sont perçus aussi bien pendant le reste de la foire que pendant le *paiement* : « En la feste et el paiement dis... » (*Établissement d'une fête*, 1265, Tailliar, *Recueil*, n° 177, p. 265.)

2. Sur l'évolution de la saisie privée, voy. Collinet, *la Saisie privée* (*Chartes et coutumes du nord de la France*). Paris, 1893. Comparez des M., p. 96 et suiv. La dénomination de *saisie-gagerie* adoptée par celui-ci est inexacte : *saisie-gagerie* est l'expression technique qui sert à désigner la saisie du locateur (bailleur à cens ou à rente) sur les meubles de son locataire (Collinet, p. 165 et suiv.).

3. Une lettre obligatoire, du 21 juillet 1291, se désigne elle-même comme *lettre ouverte* (n° 157, p. 253).

rale; les autres sont des lettres privées, *closes*, et portant l'adresse du seul destinataire. Là, c'est l'autorité publique qui donne sa force probatoire et exécutoire au titre; ici, c'est la signature privée du marchand. Au point de vue économique, il y a plus d'analogies, mais il subsiste des différences essentielles. Le titre public à ordre et au porteur a pour but de permettre à un créancier de recevoir paiement d'une créance préexistante, soit dans la même place, soit dans une place différente, et de se substituer à cet effet un mandataire ou un cessionnaire, malgré la prohibition originaire de la représentation et de la cession. C'est avant tout un *instrument de recouvrement d'argent*. La traite remplit parfois une fonction analogue, mais c'est toujours sur une autre place que le recouvrement doit se faire¹ : elle se spécialise dans le rôle d'un *instrument de transport d'argent*. Plus souvent, d'ailleurs, elle se comporte, en outre, comme un *instrument de crédit*. En effet, elle ne suppose pas nécessairement une dette préexistante. Un marchand peut disposer sur son correspondant, même si celui-ci n'est pas son débiteur, pourvu qu'à l'échéance ce correspondant accepte, et sauf règlement ultérieur de la situation ainsi créée. Dans cette deuxième fonction, la lettre de change permet à celui qui la met en circulation de trouver du crédit, de battre monnaie avec sa signature. Ce caractère s'accroît lorsque la traite devient indéfiniment endossable et qu'on peut ainsi incorporer le crédit personnel de plusieurs personnes dans un même titre.

S'il convient de séparer la lettre obligatoire de la lettre de change, on peut se demander, par contre, si la lettre obligatoire flamande n'est pas susceptible de s'exécuter à l'aide de titres privés en forme de mandats de payer, adressés par le débiteur à son représentant chargé de régler sa dette. De pareils titres ont existé de bonne heure dans plusieurs pays. En Italie, ils ont été les précurseurs des *lettere di pagamento*, et la doctrine assez généralement admise depuis dix ans en Allemagne y voit le germe de la lettre de change². Pour la Flandre, les textes publiés par M. des M. imposent une distinction. Il faut mettre à part les lettres obligatoires extraites des archives de Gand, qui portent la forte empreinte des influences italiennes : ce sont de véritables *instrumenta* (*ex causa mutui* ou *ex causa emptionis*) italiens; le fait n'est point surprenant, puisque des Lombards figurent toujours parmi les parties aux contrats qu'elles relatent. Elles contiennent la clause de recours : elles doivent pouvoir s'exécuter normalement par des lettres de paiement. Pour les chirographes yprois, au contraire, bien que les textes ne permettent pas de formuler des conclusions fermes, je suis porté à

1. Bien entendu, je n'entends parler que de la traite ancienne. L'exigence de la remise de place dans la lettre de change a disparu de la plupart des législations commerciales modernes.

2. Mon article : *Travaux récents sur l'histoire de la lettre de change*, p. 6 et suiv.

répondre négativement. Nous avons vu en effet que le débiteur n'exécute qu'à titre exceptionnel son obligation par l'intermédiaire d'un tiers : les mandats de payer, s'il en a existé à cette époque, n'ont donc pas dû se présenter comme une institution régulière, et fort probablement n'ont pas eu de valeur juridique spéciale. En tous cas, je ne crois pas que les *lettres privées*, dont il est fait parfois mention à Ypres¹, puissent être identifiées avec eux.

La deuxième partie du livre de M. des M. (p. 103-258) est occupée par les pièces justificatives. On ne pouvait guère songer à imprimer ici tout le fonds yprois. M. des M. a dû faire une sélection. Les textes qu'il a publiés sont heureusement choisis parmi les plus typiques et les plus riches en renseignements nouveaux. Il y a ajouté une importante série de lettres obligatoires extraites des archives de l'État à Gand et quelques titres isolés tirés d'autres dépôts (archives de Tournai, de Bruxelles, etc.). Les citations que nous avons faites suffisent à montrer l'intérêt qui s'attache à cette ample collection de textes inédits. La publication, méthodiquement poursuivie, est digne de tous éloges². Elle est complétée par une planche contenant les fac-similés de quatre

1. Des M., p. 23-24; Pièces justificatives, n° 131, p. 225 (1288); n° 65, p. 157 (1276); n° 94, p. 186 (1282). Le premier texte est obscur. C'est une lettre obligatoire par laquelle Alain Crouselin et Aliaume Piet de Soile se déclarent débiteurs solidaires de 10 livres sterling envers des Lombards de la compagnie des Frescobaldi. Les créanciers réservent une créance de 80 livres sterling, constatée dans deux lettres privées qu'ils ont « de Brisson de Scotès et de Mieulin, son frere, seelée de lor seaus..., lesquelles lettres Brisses de Scotès a reconnut. » Pour qu'une pareille réserve trouve sa place dans un chirographe émanant de Crouselin et de Piet de Soile, il faut nécessairement supposer qu'elle est opposable à ces derniers. Mais à quel titre Crouselin et Piet de Soile sont-ils obligés de payer les dettes de Brice de Scotès et de Mieulin? Ce n'est pas à titre de pleiges; on ne leur opposerait pas des lettres du débiteur principal, mais seulement des lettres signées par eux-mêmes. Ce n'est pas comme obligés vis-à-vis de Brice de Scotès et de son frère par un billet que ces derniers auraient confié aux Lombards pour le recouvrer, car il est question de lettres, de *reconnaissances* délivrées par Brice de Scotès et son frère eux-mêmes (« seelée de lor seaus..., lesquelles lettres Brisses de Scotès a reconnut »). On en vient à se demander alors si les lettres dont il s'agit ne seraient pas des *lettere de pagamento* (des traites) tirées par Brice de Scotès et Mieulin sur Alain Crouselin et Aliaume Piet de Soile et passées à l'ordre des Lombards.

2. Je note en passant quelques chicanes de détail : Pièces justificatives, n° 6, p. 107 (9 janvier 1250) : sur le fac-similé, il me semble lire *Salmon Belle* et non *Salomon*. — De même, n° 13, p. 112 (septembre 1253), n. 1, *Piere le Pipere* et non *Piere de Pipere*. — N° 11, p. 111 (avril 1252), 3^e ligne du fac-similé : on pourrait lire *XV lib.* aussi bien que *XI lib.* — N° 75, p. 166 (21 mai 1279), Sommaire, et Table, p. 286, v° Tolnare, lire *Gauthier le Tolnare* (c'est-à-dire le percepteur de tonlieux) et non *Gauthier de Tolnare*. — N° 118, p. 208 (27 mai 1285), Sommaire, lire *quatre milliers* (mesure de poids) de *petite tourbe* et non *quatre mille petites tourbes*.

chirographes (dont l'un, du 3 juillet 1288, n'est pas transcrit aux pièces justificatives), par des sommaires détaillés et exacts, une table systématique des 162 pièces publiées et une table des noms propres, qui en facilitent le maniement et lui assurent tout son prix.

Je voudrais que les observations précédentes eussent suffisamment mis en relief l'intérêt et la valeur de l'œuvre de M. des M., que ne sauraient amoindrir les quelques objections qu'elle m'a suggérées. Ces objections se ramènent à peu près toutes, en dernière analyse, à une question d'orientation générale et de méthode sur laquelle je voudrais, en terminant ce trop long compte-rendu, prendre parti. M. des M. s'est attaché à un principe : « N'attribuer aux textes des coutumes et aux lois codifiées qu'une importance secondaire et s'appuyer sur les documents privés qui, seuls, reflètent fidèlement le droit dans son état de gestation et de développement » (p. 4). Par là, il entend réagir contre cette tendance, trop sensible chez beaucoup d'historiens du droit, qui consiste à étudier uniquement la doctrine, — j'allais dire la théologie, — juridique sans s'inquiéter de la vie des affaires et de l'adaptation des institutions à des conditions économiques, politiques, sociales, infiniment changeantes et complexes. La réaction est nécessaire, en effet. Mais M. des M. ne va-t-il pas trop loin dans le sens opposé? Est-il bien sûr de ne pas se placer, à son tour, à un point de vue trop exclusif? Croit-il surtout que les actes privés reflètent exactement la vie juridique d'une époque donnée? Rien n'est aussi tenace que les formules, et les actes privés sont faits de formules, héritages souvent inutiles du passé. Celles qu'emploie la pratique recèlent des survivances, des archaïsmes, qui ne correspondent plus à aucune réalité. Les renonciations accumulées, les malédictions, les clauses comminatoires et pénales que contiennent les chartes médiévales sont rarement du droit vivant. Et combien se tromperait l'historien futur qui tenterait de ressusciter le droit français du xix^e siècle avec le seul secours des minutes d'un notaire ou des archives d'un greffier! Si, voulant par exemple faire revivre notre pratique judiciaire, il s'en fiait aux formules courantes des assignations, — plus exactement, des *exploits d'ajournement*, — il pourrait croire que tout défendeur doit *comparoir* en personne à jour dit, à dix heures du matin, pour être immédiatement jugé à la première chambre du tribunal séant dans telle ville, et ignorer que les audiences se tiennent effectivement à midi ou plus tard; qu'une fraction seulement des affaires est retenue au rôle de la première chambre; que l'affaire d'ailleurs n'est jugée qu'après bon nombre de remises, et qu'enfin le défendeur éprouve des mécomptes s'il se présente en personne, sans avoir constitué avoué. Il n'est que d'indiquer un tel exemple pour montrer que la recherche scientifique s'accommode mal d'une hiérarchie établie entre les sources de divers ordres. Documents de la pratique, textes législatifs, œuvres de la doctrine, tout se tient et se complète. Reléguer l'une d'elles au second plan, c'est se condamner à ne voir qu'un aspect de la vérité.

Le principe adopté par M. des M. a privé de certains élargissements de vision son livre, qui n'en reste pas moins une œuvre remarquable, digne de retenir l'attention de tous ceux qu'intéresse l'histoire des faits économiques, juridiques et sociaux.

P. HUVELIN.

Der ausserordentliche Finnländische Landtag, 1899. Die Antwortschreiben der Stände auf die kaiserlichen Vorlagen über die Umgestaltung des finnlandischen Heerwesens, par Fritz ARNHEIM. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. In-8°, 344 pages.

Réponses des États aux propositions impériales, concernant le service militaire personnel. Traduction française de l'ouvrage précédent. Paris, Libr. Georges Bellais, 1900. In-8°, 294 pages.

Das Recht Finnlands und seine Wehrpflichtfrage, par un juriste finlandais. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. In-8°, 60 pages.

Das staatsrechtliche Verhältnis zwischen Finnland und Russland, von B. GERZ. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. In-8°, 54 pages.

Ein Beitrag zur Beurteilung der staatsrechtlichen Stellung des Grossfürstentums Finnland. Résumé des points les plus importants de l'ouvrage du D. Hermanson : *Finnländs statsrättsliga ställning*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1900. In-8°, 76 pages.

De ces quatre exposés de la crise finlandaise, les trois derniers, avec de légères modifications, et en insistant, plus ou moins, sur un des côtés de la question, peuvent être considérés comme similaires et ne sont qu'une répétition des plaidoyers parus depuis un an dans toutes les grandes revues du continent. Qu'on lise les études publiées par MM. A. Leroy-Beaulieu dans la *Revue des Revues* (mars 1899), par M^{me} Bernardini dans la *Revue de Paris* (avril 1899), par M. N. R. of Ursin dans l'*Humanité nouvelle* (juin 1899) et de M. Léon Denis dans la même revue (septembre 1899), de M. Westermarck dans la *Revue internationale de sociologie* (1897), de M. Bonnard dans la *Semaine littéraire* (mars 1899), de M. de Pressensé dans le journal *le Temps* (25 mars 1899), de MM. Pillet et Delpech dans la *Revue générale de droit international public* (mai-juin 1900), l'étude sans nom d'auteur dans la *Revue de droit international et de législation comparée* (deuxième série. Tome II, 1900), celle de M. Mechelin dans la *Revue politique et parlementaire* (janvier 1898), celle de M. Leclerc dans le *Mercure de France* (juillet 1900), les ouvrages de M. van der Vlugt, professeur à l'Université de Leyde (édition de l'*Humanité nouvelle*, 1900), de M. Fisher, *Finland and the*

Tsars (1899), etc..., et les innombrables articles que la presse quotidienne a consacrés (spécialement en mars et avril 1899) à ce sujet, et l'on verra que jamais question n'a recueilli pareille unanimité, aussi bien auprès des jurisconsultes que des historiens. Qu'on se souvienne enfin de la fameuse pétition portant les 1,050 signatures des hommes les plus éminents par la pensée ou la science du monde entier, et l'on reconnaîtra que jamais cause n'a pu produire autant ni de si brillants témoins de moralité.

Il est inutile de faire œuvre de polémiste, les faits eux-mêmes étant un plaidoyer suffisant.

Réunie en 1809 à la Russie à la suite de la guerre suédo-russe, la Finlande n'en conservait pas moins son indépendance constitutionnelle garantie par la solennelle promesse d'Alexandre I^{er} à la diète de Borgå (22 mars 1809), et notifiée dans le traité de Fredriksham, signé, le 17 septembre de la même année, avec la Suède. La Finlande conservait son autonomie législative, l'empereur de Russie se conformant aux données de l'« acte d'union et de sécurité » (1789), dont les articles 40 et 41 disent en propres termes : art. 40, le monarque ne peut créer aucune loi nouvelle ni abolir aucune loi ancienne sans la participation et le consentement des Etats; art. 41, les Etats ne peuvent abolir aucune loi ancienne ni créer aucune loi nouvelle sans l'affirmation et le consentement du monarque¹. Alexandre I^{er} insista même sur ce point fondamental, comme le prouve ce rescrit adressé le 14-26 septembre 1810 au comte Steinheil, alors gouverneur général de Finlande.

1^o « Mon intention en organisant la situation de la Finlande a été de donner à ce peuple une existence politique pour qu'il ne se regarde pas comme soumis à la Russie, mais comme attaché à elle par ses propres intérêts évidents; pour cette raison, »

2^o « Non seulement ses lois civiles, mais aussi ses lois politiques lui ont été conservées². »

Ce qu'Alexandre I^{er} avait si nettement défini ne devait trouver auprès de ses successeurs que confirmation. En 1863, Alexandre II, à l'ouverture de la diète finlandaise, déclara : « Le principe monarchique constitutionnel est inhérent aux mœurs du peuple finlandais, toutes ses lois et ses institutions en portent le caractère. » — En 1869, nouvelle déclaration d'Alexandre II. La loi sur la diète est précisée. L'empereur la sanctionna par ces mots : « ... Il est de notre volonté impériale de sanctionner et de maintenir ladite loi sur la diète comme loi fondamentale inviolable » (Saint-Petersbourg, 15 avril 1869).

Nicolas II lui-même, en montant sur le trône, renouvelle la promesse de ses ancêtres : « ... Nous avons voulu par le présent acte

1. Voir Mehelin, *Précis de droit public du grand-duché de Finlande*. Paris, Guillaumin, 1886.

2. *Recueil des matériaux historiques, tirés des archives de la chancellerie de Sa Majesté impériale*, t. III. Saint-Petersbourg, 1890.

ratifier et confirmer expressément la religion, les lois fondamentales, les droits et privilèges dont chacun des États en particulier, dans l'intérieur dudit grand-duché, ainsi que les habitants en général, à quelque classe qu'ils appartiennent, ont joui jusqu'ici conformément à la constitution de ce pays, promettant de maintenir cette constitution intacte dans toute sa force et sa vigueur » (Livadia, 6 novembre 1894). — Rien ne permettait donc au tsar Nicolas II la violation de sa parole et de celle de ses ancêtres; mais depuis dix ans déjà les Finlandais avaient de légitimes raisons de crainte. Le mouvement anti-finlandais commença par une campagne acharnée de la presse panslaviste¹, qui accusait les Finlandais de sympathies suédoises et qui jugeait indigne de la grande unité panslaviste l'existence d'un petit État dans l'État.

Cette campagne de presse, par sa violence et son obstination, eut pour premier résultat d'inquiéter Alexandre III qui, en 1891, bien qu'il eût juré, le 14 mars 1881, comme ses ancêtres, le maintien intégral de la liberté législative de la Finlande, portait une première atteinte au principe constitutionnel en réunissant les postes finlandaises aux postes russes, sans en référer à la diète de Finlande.

La situation pourtant s'améliore ou plutôt reste stationnaire. Nicolas II monte sur le trône en 1894, fait la promesse rassurante citée plus haut. La Finlande respire. Mais, en août 1898, on apprend que le gouvernement russe a l'intention de convoquer une diète extraordinaire pour s'occuper d'un nouveau projet de loi militaire. Le 19 janvier 1899, le texte du nouveau projet est connu officiellement. Il ne vise à rien moins qu'à détruire tout le système militaire finlandais et à désunir la nation dans sa base la plus profonde.

Quel était le passé? Que proposait-on pour l'avenir?

Le système militaire finlandais date, dans sa forme actuelle, de 1878. D'après la loi militaire de 1878, tous les Finlandais âgés de vingt et un ans doivent se soumettre au tirage au sort en vue du service militaire qui comprend trois ans sous les drapeaux et deux ans dans la réserve. Les hommes exemptés du service actif passent pour cinq ans dans la réserve et sont, pendant ce temps, appelés trois fois aux exercices. Les dispenses, graduées avec infiniment de justesse, sont les suivantes : qui a passé par une école populaire supérieure ne fait que deux ans; qui a suivi les cours d'un lycée, d'une école de commerce, etc..., sert un an et demi, et les étudiants de l'Université ne font qu'une année. Les officiers et sous-officiers doivent être de nationalité finlandaise au même titre que les soldats. Tous les ans, l'on prend 1,920 hommes, ce qui, sur trois ans, fait 5,760 hommes.

Ce système n'est que la copie raisonnée des systèmes actuellement en vigueur en France et en Allemagne. Quels changements le tsar voulait-il y apporter? Oh! un changement bien simple et radical :

1. Voir Meurman, *la Finlande*. Paris, Hachette, 1890. Filosofoff, *Finland och Ryssland*. Helsingfors, Edlund, 1899.

l'application intégrale de la loi militaire russe; une conscription équivalente : au lieu de 1,920 hommes par an, 7,200; au lieu de trois ans de service, cinq ans, ce qui donne, au lieu des 5,760 hommes de l'armée permanente, le chiffre plus respectable de 36,000 hommes, l'ouverture des grades de l'armée finlandaise aux officiers et sous-officiers russes. Pour ce qui est de la réserve : treize ans au lieu de cinq. Enfin, mesure d'une conséquence terrible : l'envoi des recrues finlandaises aux quatre coins de l'empire. Reste le prix de ces diverses modifications : dix millions à la charge du modeste budget finlandais qui n'est que de soixante-dix-huit millions.

Tel était le projet présenté à la diète finlandaise le 19 janvier 1899, quelques mois avant le Congrès de la paix dont le tsar était le promoteur et où l'on devait parler de la diminution des effectifs!

Une longue réflexion n'était point nécessaire aux membres de la diète pour voir que c'était la fin de l'unité sociale, morale et politique de leur pays à laquelle on leur demandait de souscrire.

Mais, avant d'analyser la réponse officielle des États, il est indispensable d'empêcher sur l'ordre chronologique des faits. Le projet de loi est du 19 janvier. Les États se réunissent. Leurs travaux législatifs ne seront clos que le 29 mai. Mais, entre ces deux dates, il s'est passé un fait de la plus haute gravité : le rescrit impérial du 15 février.

L'empereur Nicolas II, parfaitement conscient de l'accueil que la diète finlandaise ferait à son projet de loi militaire, déclare par ce rescrit qu'à l'avenir toute loi d'intérêt commun à l'Empire et à la Finlande échappera à la compétence de la diète finlandaise. Sera d'intérêt général ce que l'on voudra bien. C'était le coup d'État. Il est impossible de décrire l'émotion qui régna alors dans le pays ni de reproduire ici tous les documents, protestations des corps constitués et pétitions populaires qui marquent cette époque douloureuse pour la Finlande¹.

Pendant ce temps pourtant, la diète examinait le projet de loi militaire. Qu'allait-il advenir? Avec une sagesse et un calme remarquables, considérant ce rescrit anti-constitutionnel comme nul, la diète continuait ses travaux et donnait le 29 mai 1899 à l'empereur les réponses demandées.

A lire ces pages sobres et vivantes, on sent l'émotion gagner le cœur; jamais aucun rapport officiel n'a su réunir autant de beauté et d'élévation morale.

Reprenant article par article les propositions impériales, les membres de la diète montrent qu'elles sont inacceptables, qu'ils ne peuvent ratifier le démembrement de leur patrie, qu'ils ne pourront jamais accepter de voir leurs fils quitter pour cinq années le toit paternel, leurs champs et leurs usines pour être envoyés dans quelque ville lointaine de l'em-

1. Voir *Pour la Finlande*. Paris, Stock, 1899.

pire, perdus au milieu d'un peuple dont ils n'ont ni la religion, ni la langue, ni les mœurs, ni les vices.

« Pour tous ceux qui n'y ont pas une vocation spéciale, le service militaire est indiscutablement un devoir pénible, et ce n'est que la grande tâche de veiller à la défense de la patrie qui donne à l'État le droit de l'imposer aux citoyens. Mais il n'y a aucune équité à l'aggraver au delà du nécessaire¹. »

Avec une logique implacable, ils démasquent la mesure politique derrière ce projet de loi, montrant que tous les peuples tendent à abaisser la durée du service militaire, que l'expérience en a montré le bien-fondé et qu'il est irrationnel au plus haut degré d'aller ainsi contre le progrès.

Cette réponse des États de Finlande est peut-être un des meilleurs ouvrages écrits jusqu'à ce jour sur la question du service militaire personnel. C'est un livre utile aussi bien aux amis de la Finlande qu'à ceux que préoccupe la grave question des armées permanentes.

Le plaidoyer de ce peuple arrêté dans sa marche vers le progrès, ce superbe et inutile effort d'une nation pour conserver l'unité morale qui fait sa force, restera l'une de ces belles et sombres pages de l'histoire, devant laquelle l'historien s'arrête indécis, avec ce doute étrange que l'on ressent devant la tombe de ceux qui sont morts à vingt ans.

René PUAUX.

Les grandes Compagnies coloniales anglaises du XIX^e siècle,
par Edmond CARTON DE WIART. Paris, Perrin et C^{ie}, 1899. In-12,
xix-280 pages.

Pour tous ceux qui suivent avec attention l'évolution générale de la politique contemporaine, comme pour ceux qui s'occupent exclusivement des questions coloniales, voici un ouvrage qui offre un très vif intérêt. En effet, le travail de M. Carton de Wiart (présenté d'abord à l'École des sciences politiques et sociales de Louvain comme thèse pour le doctorat en sciences politiques et sociales) étudie des institutions en partie encore vivantes, sur lesquelles, abstraction faite de récits de voyage ou de courts articles de revue, il n'a été publié que fort peu de chose : ces grandes Compagnies coloniales anglaises du XIX^e siècle, dont la plus ancienne ne compte guère encore que vingt années d'existence.

Définir ce que sont les *Chartered*, voilà ce que s'efforce de faire M. Carton de Wiart dans son Avant-Propos, et ce qu'il fait effectivement avec un réel bonheur. Puis, il consacre les quatre premiers chapitres de son ouvrage à la *British North Borneo Company* (1881), à la *Royal Niger Company* (1886), à l'*Imperial British East Africa Company*

1. Édition française, page 54; édition allemande, page 51.

(1888), à la *British South Africa Company* (1889). Chacun de ces différents chapitres est conçu sur un plan identique absolument rigoureux; l'auteur y étudie successivement comment s'est fondée la Compagnie dont il y parle, la charte même de cette Compagnie, enfin, l'œuvre accomplie par elle dans son champ d'action; il fait connaître, au cours de son exposé, les antécédents des fondateurs des Compagnies, les obstacles de tout genre contre lesquels ils ont dû lutter pour arriver à leurs fins, les événements importants de la vie interne et externe des Compagnies jusqu'en 1898, etc. Sur le raid Jameson et sur bien d'autres événements dont nous ressentons encore le contre-coup, sur des personnages comme M. Cecil Rhodes, ces quatre chapitres contiennent bien des informations utiles, bien des renseignements que le lecteur français ignore généralement, dédaigneux qu'il est le plus souvent des ouvrages écrits en d'autres langues que sa langue propre.

Aux quatre monographies que représentent les premiers chapitres de son ouvrage, M. Carton de Wiart a eu soin d'ajouter des « Considérations générales sur les nouvelles *Chartered* anglaises » (chap. v) et une intéressante conclusion dans laquelle il montre tout l'intérêt de l'expérience anglaise, sans en exagérer l'importance. En réalité, les Compagnies coloniales anglaises du XIX^e siècle sont des « instruments occasionnels et provisoires », nullement « une méthode normale de colonisation » (p. 266); si dans d'autres pays il a été fondé des associations similaires, celles dont s'est occupé M. Carton de Wiart sont cependant les plus intéressantes à étudier, parce que la politique gouvernementale a eu soin de leur laisser toute la *liberté utile* (p. 269). Ce sont là de très importantes constatations que l'auteur a eu raison de faire à la fin de son exposé très clair, très complet et très impartial.

Trop impartial peut-être, car il semble (p. 73) tenir pour valables un certain nombre de traités conclus par la *Royal Niger Company* avec des chefs indigènes alors que ces traités n'ont en réalité jamais été signés, à en croire certaines enquêtes allemandes des résultats desquelles M. Carton de Wiart eût dû tenir compte¹. C'eût été pour lui l'occasion de signaler une fois de plus cette hypocrisie anglaise qu'il a si bien montrée à la p. 163 de son ouvrage. Ailleurs, il eût pu insister un peu davantage (p. 181) sur les curieuses ruines du pays de Machona, qui ont été récemment étudiées avec un très grand soin par plusieurs voyageurs, tels que Théodore Bent; M. Carton de Wiart eût fait ainsi mieux comprendre, nous semble-t-il, même l'importance économique du pays.

Ce sont là nos seules critiques à cet ouvrage que complète une bonne, mais incomplète² bibliographie (p. 271-280). En écrivant ses *Grandes*

1. Cf. le Livre blanc, n° 68, distribué au Reichstag le 18 novembre 1899 (*Sammlung von Aktenstücken, betreffend deutsche Interessen im Nigergebiete*). M. Schirmer l'a en partie analysé dans les *Annales de géographie*, t. I, 15 octobre 1891, p. 23-24.

2. Carton de Wiart n'y a cité ni le Livre blanc, n° 68, ni le volume de

Compagnies coloniales anglaises du XIX^e siècle, M. Carton de Wiart a donc écrit, au total, un très important chapitre de l'histoire coloniale, — et même, par certains côtés, de l'histoire générale, — contemporaine; il convient de l'en féliciter et de l'en remercier.

Henri FROIDEVAUX.

Vicomte G. d'AVENEL. *Paysans et ouvriers depuis sept cents ans*. Paris, Armand Colin, 1899. In-8°, xvi-394 pages.

Ce résumé des tomes III et IV de la grande *Histoire économique* de l'auteur soulève plus d'une objection au point de vue économique et historique. La plus grave concerne le mode d'évaluation des prix. L'auteur emploie deux procédés différents, l'un pour les salaires, l'autre pour les denrées. Les salaires sont évalués en monnaie actuelle, « en tenant compte et de la valeur *intrinsèque* du métal et de sa valeur *relative* par rapport au prix de la vie » (p. 11). Il est certainement commode d'évaluer en monnaie actuelle la monnaie ancienne et d'éviter ainsi au lecteur des calculs compliqués pour apprécier la quantité de métal précieux contenue dans chaque monnaie. Mais la prétention d'apprécier par un chiffre la *puissance d'achat* du salaire aux différentes époques est inadmissible. Comment? Les modes d'alimentation, de vêtement, de chauffage varient d'une période à l'autre pour les diverses catégories d'ouvriers; la valeur relative des objets subit, elle aussi, les changements les plus notables, et vous pensez pouvoir évaluer, par un chiffre unique à un moment donné, la puissance d'achat du salaire. Et comment M. d'A. fait-il cette évaluation? Il admet qu'en 1240 « deux grammes et demi d'argent fin ont une puissance d'achat quatre fois plus forte que celle qu'ils ont aujourd'hui » (pourquoi?), qu'ainsi « cinquante centimes de 1240 correspondent à deux francs de 1899 » (p. 11, note 1). Bien plus, cette différence de la puissance d'achat, il la suppose identique de 1200 à 1800! Il ne tient pas compte (ou s'il le fait il n'en dit rien) de la révolution des prix qui marque la fin du xv^e et le commencement du xvi^e siècle.

Sous prétexte « d'épargner au lecteur des calculs perpétuels et fastidieux », l'auteur lui enlève, en réalité, toute possibilité de contrôler ses appréciations. En effet, quand il arrive à parler des denrées, il abandonne son premier mode d'évaluation; il se contente de traduire les prix anciens en prix nouveaux, d'après la quantité de métal précieux contenue dans les monnaies anciennes. Il cesse de tenir compte de la valeur relative de l'argent aux diverses époques (p. 150, note). Ainsi, pour calculer la quantité de blé que pouvait acheter le salaire d'un

P. Staudinger : *Im Herzen der Haussaländer* (Berlin, 1889, in-8°), si édifiant sur les procédés de la Compagnie anglaise du Niger, ni l'article de M. Schirmer intitulé : *la France et les voies de pénétration au Soudan* (*loc. cit.*, p. 9-32).

ouvrier de l'an 1205, par exemple, nous sommes obligés, au préalable, de diviser par quatre le salaire indiqué par M. d'A. C'est alors seulement que salaire et prix deviennent comparables. N'aurait-il pas été plus simple de renoncer d'emblée à la tâche impossible de fixer la puissance d'achat du salaire et d'éviter ainsi à ses lecteurs des calculs perpétuels et fastidieux ?

Tel étant le mode d'évaluation du prix des denrées, la différence des prix indiqués aux différentes époques pour chaque denrée pourra résulter aussi bien des variations de valeur des métaux précieux que des variations de valeur des denrées elles-mêmes. Mais M. d'A. semble dire (p. 150, note 1) que ces différences traduisent *seulement* les variations de valeur des métaux précieux. Ceci lui permet de comparer les prix des objets entre eux sans faire le plus souvent le départ de ce qui tient à la variation des métaux précieux et de ce qui tient aux changements dans la valeur des objets eux-mêmes (voy. p. 271). Or, ce sont ces derniers changements seuls qui ici sont intéressants.

L'auteur se rend si bien compte lui-même de l'impossibilité où le lecteur se trouve de faire les comparaisons nécessaires, qu'il change parfois de méthode. Ainsi, à la page 159, il compare la situation des ouvriers aux différentes époques, non plus d'après les taux relatifs de leur salaire journalier, mais d'après la quantité de froment que pouvait acheter leur salaire annuel, procédé évidemment très supérieur.

En dehors de la méthode générale qui sert de base à tout l'ouvrage, et dont les défauts ou les avantages doivent se retrouver partout, il est certaines appréciations que l'on ne peut accepter sans réserves. L'auteur admet une baisse des salaires très prononcée à partir de la fin du xvi^e siècle, et cette baisse n'est pas contestable. Mais l'unique cause qu'il en indique est le rapport de la population aux subsistances. Au moins faudrait-il, puisque dans un tel ouvrage les démonstrations statistiques sont de rigueur, et que l'intention de l'auteur est très évidemment de contrôler par les faits les théorèmes généraux de l'économie politique, au moins faudrait-il donner, sur l'état de la population aux diverses époques, quelques données numériques. Un tableau d'une exactitude même approximative, montrant d'un côté l'accroissement ou la diminution de population, de l'autre le taux des salaires, aurait fourni une démonstration victorieuse. Si ce tableau est impossible à dresser, nous avons le droit de considérer l'appréciation comme absolument contestable. — Or, il est une cause, en tous cas, dont M. d'A. semble s'être volontairement abstenu de tenir compte, c'est la hausse des prix des denrées, due à l'accroissement prodigieux et soudain du stock des métaux précieux à la fin du xv^e siècle et à laquelle semble avoir échappé une seule et unique marchandise : le travail. — Tout au moins, si l'auteur ne lui attribue pas l'influence que nous croyons qu'elle eut certainement, aurait-il fallu discuter cette influence. Cela était d'autant plus nécessaire que Th. Rogers, dans ses *Six centuries of work et wages*, constate la même baisse significative de salaires à la fin du xv^e siècle

et la rattache pour une grande part à l'invasion des métaux américains.

De même, l'influence des règlements des corporations sur le taux des salaires est formellement niée, et à plus d'une reprise. Ce qui n'empêche pas l'auteur d'ajouter « qu'elles arrivaient à empêcher personne de s'enrichir » (p. 86). C'est sans doute alors qu'elles exerçaient un contrôle sur les prix et les profits, et l'on ne voit pas pourquoi elles n'auraient pas pu l'exercer sur les salaires, pour les maintenir égaux et les empêcher de s'abaisser au-dessous d'un certain taux. Du reste, à un autre moment, l'auteur nous dit que « ces corporations... n'avaient d'autre but que le plus grand profit des maîtres » et que « les ouvriers, qui ne l'ignoraient pas, s'étaient constitués en association de compagnonnage » (p. 108). Alors, à quoi bon rechercher « l'influence des corporations sur le salaire des ouvriers de métier, » — et constater qu'elles n'en eurent point, — puisque, d'après M. d'A. lui-même, elles ne devaient point en avoir ?

L'auteur a, du reste, négligé de faire, entre les différentes époques du régime corporatif, les distinctions nécessaires. Il semble, à le lire, que, du XIII^e au XVI^e et du XVI^e au XVIII^e siècle, la corporation soit restée une institution immuable, poursuivant les mêmes buts avec les mêmes moyens. Cette confusion des époques, si préjudiciable à la claire intelligence des phénomènes économiques, il semble que l'auteur mette à la faire quelque parti pris. Toute cette longue période, qui s'étend de 1200-1800, n'est pour lui que la période du travail asservi. Aussi, pour montrer l'intervention réglementaire des villes et de l'État, prend-il indifféremment ses exemples de 1437 à 1694. Le système réglementaire de Colbert n'est cependant pas le même que le système réglementaire des municipalités ou des corporations. Les encouragements donnés par le grand ministre à l'industrie nationale, et la politique des bas salaires qui en fut un corollaire, méritaient peut-être quelque attention.

Il est clair que la préoccupation de vulgariser, de permettre à un public, que l'on suppose (avec raison peut-être) mal ou peu informé, des comparaisons faciles et partant très superficielles avec l'époque actuelle, a joué un rôle trop grand dans la préparation de ce livre. Du reste, il est impossible de donner un tableau quelque peu exact du passé avec des renseignements purement statistiques. D'abord, ces renseignements sont nécessairement incomplets et par suite inexacts. En outre, une statistique, quelque exacte qu'elle soit, ne peut se passer de commentaires précis et nombreux. La statistique ne sera jamais que l'humble auxiliaire de l'histoire. C'est ce qu'en Angleterre Rogers avait bien compris et c'est pourquoi il a toujours et avec raison enchâssé l'histoire des prix dans l'histoire industrielle et sociale. Toute autre tentative doit être nécessairement décevante et ne peut que discréditer auprès du public les recherches de ce genre.

Charles Rist.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — La Correspondance historique et archéologique. 1901, février. — J. MOMMÉJA. Ph. Tamizey de Larroque; essai bio-bibliographique; suite. — Avril-mai. L.-G. PÉLISSIER. Une commission de podestat vénitien, en 1499 (donne tout au long le curieux dispositif de la commission donnée le 25 août 1499 par le doge Barbado à Zacharia Contarini, nommé capitaine de « Rodigium » ou Rovigo). — Commandant WEIL. L'entrée de Murat dans la coalition; rapport confidentiel du comte de Mier au prince de Metternich (document très intéressant et qui jette un jour définitif sur la question. Le rapport est du 19 décembre 1813). — Henri VIAL. La faillite de Gouthière, doreur et ciseleur du roi; sa maison, faubourg Saint-Martin.

2. — Revue d'histoire diplomatique. 1901, n° 3. — Comte GREPPI. La mission du comte Carletti à Paris, 1794-1795 (Carletti, envoyé à Paris par le grand-duc de Toscane, réussit à faire renouveler, en faveur de son pays, le traité de neutralité de 1793; il devait en outre tâcher de préparer les esprits à des négociations pour la paix. Il se compromit par des paroles imprudentes, et le Directoire le fit reconduire à la frontière). — Pierre FLAMENT. Philippe de Harlay, comte de Césy, ambassadeur de France en Turquie, 1619-1641; fin (d'après la correspondance inédite de M. de Césy). — Les anciens uniformes du ministère des Affaires étrangères. — H. DONIOL. Sieyès et Bonaparte (d'après l'ouvrage de M. Neton). — P. COQUELLE. Les projets de descente en Angleterre, d'après les archives des Affaires étrangères. Intervention de Louis XIV en faveur des Stuarts. — Luigi KRAUSS. L'évolution du pangermanisme au XIX^e s. et la diplomatie.

3. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. 1901, mai-juin. — Amédée DROIN. L'expulsion des Jésuites sous Henri IV et leur rappel; 1^{er} art. (efforts des Jésuites pour faire lever l'édit d'expulsion rendu contre eux après l'attentat de Châtel; négociations au sujet du règlement que le roi songe à leur imposer en 1604). — André LICHTENBERGER. La question ouvrière et le mouvement philosophique en France au XVIII^e s. (la question ouvrière ne s'est pas posée au XVIII^e s. avec l'acuité douloureuse qu'elle prit au siècle suivant; la grande industrie, créée par Henri IV, restaurée par Colbert, prospéra, surtout à partir de 1740, et les ouvriers qu'elle occupa étaient, en quelque sorte, des privilégiés, surtout en comparaison des ouvriers ruraux; c'est pourquoi ils n'ont pas apparu aux yeux des écrivains comme une classe de prolétaires misérables; ce sont les écrits de Necker, surtout ceux de Lin-

guet qui font pressentir le langage du socialisme moderne). = Comptes-rendus : *M. Deubel*. Guillaume Poyet, avocat et chancelier (rien de bien nouveau). — *J. Viénot*. Histoire de la Réforme dans le pays de Montbéliard, 1524-1573 (intéressant). — *G. Vallée et S. Parfouru*. Mémoires de Charles Gouyon, baron de la Moussaye, 1553-1587 (excellente édition d'un texte intéressant). — *Capitaine de Cugnac*. Campagne de l'armée de réserve en 1800. Deuxième partie : Marengo (excellent recueil de documents). — *Ed. Gachot*. Histoire militaire de Masséna, 1795-1798 (ouvrage honnête, mais incomplet et peu précis). — *Tchernoff*. Le parti républicain sous la monarchie de Juillet (ouvrage très bien étudié, basé sur des matériaux de premier choix; il manque d'ordre et de netteté; mais on y trouve une juste appréciation des idées juridiques, politiques et sociales sur lesquelles a vécu la démocratie européenne dans la seconde moitié du XIX^e s.). — *L. Mention*. L'armée de l'ancien régime, de Louis XIV à la Révolution (insuffisant; beaucoup de lacunes). — *Chardon*. La direction de l'enregistrement, des domaines et du timbre dans les généralités de Tours et de Rouen, 1681, 1791 (conscientieux et utile). — *K. Kautsky*. La lutte des classes en 1789, traduit par *Ed. Berth* (ensemble de généralisations claires, souvent hâtives, construites sur une documentation indirecte, intelligemment interprétée). — *F. Bonnaud*. Cabet et son œuvre (sans valeur). — *H. Lucien-Brun*. La condition des Juifs en France depuis 1789 (d'utiles remarques au point de vue juridique; la partie historique est sans valeur).

4. — Journal des Savants. Mai 1901. — *M. BERTHELOT*. Sur les métaux égyptiens; fin (or et matières formant la figure du soleil, platine métallique; textes anciens relatifs aux enduits et incrustations). — *PERROT*. Les temples grecs dans la grande Grèce et la Sicile; 3^e art. — *H. DERENBOURG*. Les mss. arabes de la collection Schefer; fin en juin. = Juin. *A. SOREL*. Correspondance inédite du roi Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise avec l'empereur Alexandre I^{er} (analyse de cette très intéressante correspondance, récemment publiée par *P. Bailleu*. Elle va de 1802 à 1825 et touche aux plus grandes affaires de l'Europe).

5. — Bulletin critique. 1901, 15 juin. — Recueil des armes et blasons des familles nobles actuellement existantes en la ville de Bar et dans l'étendue de son district, 1771. = 25 juin. *Sp. P. Lambros*. Catalogue of the greek mss. on mount Athos; vol. II. = 5 juillet. *Abbé Lepitre*. Saint Antoine de Padoue, 1255-1281 (biographie de grand mérite). = 15 juillet. *Fr. Rousseau*. Kléber et Menou en Égypte depuis le départ de Bonaparte (instructif). — *Siegler-Pascal*. Un contemporain égaré au XVIII^e s. : les projets de l'abbé de Saint-Pierre, 1658-1743 (livre sans valeur). = 25 juillet. *P. Mautouchet*. Le conventionnel Philippeaux (étude qui paraît définitive). — *Stouff*. Les origines de l'annexion de la Haute-Alsace à la Bourgogne en 1469 (intéressant).

6. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1901, n^o 22.

— *Comte Remacle*. Bonaparte et les Bourbons. Relations secrètes des agents de Louis XVIII à Paris, sous le Consulat, 1802-1803 (bonne édition de textes assez intéressants). = N° 23. *J.-E. Demarteaup*. Liège et les principautés ecclésiastiques de l'Allemagne occidentale (histoire comparée de ces principautés, imprimée avec luxe, bourrée de faits de valeur très inégale, instructive çà et là, mais faite avec négligence et présentée dans un affligeant désordre). — *A. Sorbelli*. Francesco Sforza a Genova, 1458-1466 (intéressant et érudit : 130 pages de documents inédits). = N° 24. *A. Giry*. Étude critique de quelques documents angevins de l'époque carolingienne (excellent). — *G. Ledos*. Sainte Gertrude (intéressant). = N° 25. *K. Sethe*. Sésostris (brochure fort ingénieuse où l'auteur s'efforce de prouver que le Sésostris des Grecs et des Romains n'est pas le Ramsès II de la XIX^e dynastie thébaine, mais un des Pharaons de la XII^e dynastie, celui qu'on nomme d'habitude Ousirtasen I^{er}. G. Maspero pense qu'à vrai dire « Sésostris n'est ni Ousirtasen I^{er}, ni Ramsès II, ni personne des dynastes réels; il est Sésostris, un Pharaon de roman comme bien d'autres, et le mieux est de le laisser à sa légende, sans essayer de l'introduire dans l'histoire véritable »). — *Edv. Lehmann*. Zarathustra (remarquable exposé de l'ancien paganisme iranien). = N° 26. *Jos. Petit*. Charles de Valois, 1270-1325 (ouvrage richement documenté, utile à consulter, mais ce ne sont que des notes mises bout à bout, et que nulle idée générale ne vient relier). — *E. Boutmy*. Taine, Scherer, Laboulaye (trois études très remarquables). — *H. May*. Die Behandlungen der Sage von Eginhard und Emma (beaucoup d'érudition et de critique). = N° 27. *Michell*. An egyptian calendar for the coptic year 1617, corresponding with the mohammedan years 1318-1319 (intéressant pour l'histoire des superstitions populaires). — *Martini et Bassi*. Catalogus codicum astrologorum graecorum; vol. III : codices Mediolanenses. — *Sp. P. Lampros*. Catalogue of the greek mss. on Mount Athos; vol. II. = N° 28. *Aiken*. The Dhamma of Gotama the Buddha and the Gospel of Jesus the Christ (étude la question des rapports entre le christianisme et le bouddhisme et conclut, avec l'Église orthodoxe, à l'influence de celui-là sur celui-ci. Ses arguments sont loin d'être solides). — *Ed. Meyer*. Das Perserreich und die Griechen, bis 448-446 v. Chr. (3^e partie d'une excellente Histoire de l'Antiquité). — *G. Notor*. La femme dans l'Antiquité grecque (livre charmant et admirablement illustré). — *A. Erichson*. Bibliotheca Calviniana (excellent).

7. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1901, janvier-avril.

— *H. OMONT*. Notice sur la vie et les travaux de M. Arthur Giry. — *A. LESORT*. Un document inédit concernant la diplomatie de Louis XI à propos de la neutralité de Tournai, 1478-1479 (publie un procès-verbal détaillé des démarches faites auprès de Louis XI par les ambassadeurs tournaisiens désireux d'obtenir la reconnaissance de leur neutralité). — *E. JARRY*. Actes additionnels au contrat de mariage de Louis d'Orléans et de Valentine Visconti (expose les raisons pour lesquelles

le mariage, conclu en 1386, ne fut consommé que deux ans plus tard). — H. MORANVILLÉ. Note sur l'origine de quelques passages de Monstrelet (beaucoup de noms propres, cités dans le livre I de sa chronique après 1405 où s'arrête l'imitation de la *Chronographia regum Francorum*, montrent que Monstrelet eut sous les yeux une chronique en latin. Reste à trouver cette chronique). — H. OMONT. Le recueil d'anciennes écritures de Pierre Hamon, 1566-1567. — L. DELISLE. Discours d'ouverture du congrès des bibliothécaires, réuni à Paris en août 1900. — Discours de M. le comte DE LASTEYRIE à l'occasion de la mort de M. de La Borderie et de M. C. Port. = Chronique : H. OMONT. Inscriptions mérovingiennes de l'ivoire Barberini (c'est un des plus anciens monuments aujourd'hui subsistants de l'usage de la prière pour les morts dans l'Église chrétienne. Les noms sont d'origine rhénane).

8. — **La Révolution française.** 1901, 14 mars. — Jules VIGUIER. Marseille et ses représentants à l'Assemblée nationale constituante. — Félix BOUVIER. Une filleule de Barras et de Joséphine (c'est un médecin de Plombières qui eut l'idée de donner pour parrain et marraine à sa fille le directeur Barras et la femme du général Bonaparte; il n'était sans doute pas sans savoir les liens qui unissaient ces deux personnes et qu'elles songeaient si peu à dissimuler). — G. ARNAUD. La mort de Bernard Font, évêque constitutionnel de l'Ariège (mort le 16 vend. an IX après avoir confessé publiquement sa foi dans les idées du clergé constitutionnel). — J. GUILLAUME. Deux lettres d'un ancien élève de l'École de Mars (adressées à Lamartine, en 1847, par Valentin de Lapeulze, corrigeant quelques erreurs commises par l'auteur des *Girondins*, non sans en commettre lui-même quelques-unes). — J. GROS. Les loges maçonniques de Toulouse, de 1740 à 1870 (article très instructif). — Ch.-L. CHASSIN. Un témoignage contemporain sur la journée du 19 Brumaire (extrait du journal *le Diplomate*, du 21 brumaire). = 14 avril et 14 mai, voir plus haut, t. LXXVI, p. 425-426. = 14 juin. A. MATHIEZ. Catherine Théot et le mysticisme chrétien révolutionnaire (cette affaire est le premier épisode public de la rivalité entre les deux Comités de Salut public et de Sûreté générale, de la lutte entre Robespierre et ses ennemis, qui s'engagea sur la question religieuse et se termina au 9 thermidor). — J. GUILLAUME. La liberté de l'enseignement, à propos d'un discours de M. de Mun; fin (son histoire depuis la constitution de l'an III jusqu'à la loi de 1850). — P. ROBIQUET. Le général d'Hédouville, Bonaparte et l'abbé Bernier. — Une thèse russe sur les intendants (analyse d'un ouvrage récent de M. Ardacheff). — Notes de lecture : 1^o le coup d'État du 18 Brumaire apprécié par Guillemardet, ambassadeur en Espagne; 2^o Siéyès, amoureux de Joséphine (douteux); 3^o une lettre de Chaptal à Napoléon (lettre de remerciements, après avoir été congédié); 4^o une définition de l'histoire, par Lamartine. = 14 juillet. Edme CHAMPION. Des mots équivoques et, en particulier, du mot *Encyclopédiste*. — A. BRETTE. Les délibérations des paroisses et communautés religieuses de Paris en 1789-1790, d'après les registres

conservés aux Archives nationales (extraits concernant, pour la plupart, les assemblées faites, en exécution des règlements royaux, pour les élections aux États généraux; quelques autres font voir comment furent accueillis par les intéressés les décrets de la Constituante relatifs aux biens ecclésiastiques). — LÉVY-SCHNEIDER. L'ancien corps de la marine, d'après le Dr A. Corre. — Notes de lecture : 1° origines du mot et du parti radical-socialiste (le mot fut lancé dans la circulation en 1880 par le journal *la Justice*); 2° une lettre de Lacépède au premier consul.

9. — **Bulletin de Correspondance hellénique.** 1899, fasc. 12. — T. HOMOLLE. Ex-voto au dieu Mén (on ne donne que la photogravure de ce bas-relief). — E. CAHEN. Inscriptions d'Amorgos (deux décrets provenant d'Egiale). — N.-I. GIANNOPOULOS. Inscriptions chrétiennes de Thessalie. — J. PARGOIRE. Inscriptions d'Asie Mineure. — Th. HOMOLLE. Lysippe et l'ex-voto de Daochos (attribue avec certitude à Lysippe une au moins des statues de Delphes, celle d'Agias, consacrée par le dynaste de Pharsale, le hiéromnémon thessalien Daochos). — ÉMILE BOURGUET. Inscriptions de Delphes. Décrets de proxénie du IV^e s. — Th. HOMOLLE. Inscriptions de Delphes (complète la série des archontes delphiens établie par M. Bourguet, en publiant un certain nombre d'inscriptions qui contiennent des mentions chronologiques plus ou moins complètes et plus ou moins susceptibles d'être déterminées avec exactitude). — Institut de Correspondance hellénique; compte-rendu des séances (contient une grande masse de faits et de documents qu'on ne saurait analyser ici). — Planches (une d'elles représente l'état des fouilles de Delphes au gymnase et au stade). — 1900, fasc. 1-6. A. DE RIDDER. Bronzes du musée national d'Athènes. — J. COUSIN. Voyage en Carie; suite. — P. PERDRIZET. Inscriptions d'Acræphiæ; fin. — T. H. Signature de Ménécratès et Sopatros à Delphes. — G. COLIN. Inscriptions de Delphes : décrets amphictyoniques en l'honneur des artistes dionysiaques d'Athènes. — E. BOURGUET. Inscriptions de Delphes : les comptes du Conseil sous l'archontat de Dion. — G. SEURE. Inscriptions de Thrace. — Th. HOMOLLE. Inscriptions de Delphes : Pisis de Thespies. — Ph.-E. LEGRAND. Inscriptions de Trézène. — A. WILHELM. Remarques sur deux inscriptions de Delphes (comble quelques lacunes à deux inscriptions publiées par G. Colin). — J. DEMARGNE. Inscriptions et monuments figurés de Crète. — R. MOWAT. Inscription découverte par Louis Couve à Monastir (publie et commente l'épithaphe d'un Aurélius Daza, parvenu au grade de *centenarius* après trente ans de service dans le corps de cavalerie auxiliaire des *cataphractarii Pictavenses*; né en Dacie, il mourut en Macédoine à l'âge de quatre-vingt-dix ans). — T. H. Remarques sur l'inscription de Monastir (cet Aurélius s'appelait plutôt Saxa ou Saza). — G. MENDEL. Inscriptions de Thasos. — P. PERDRIZET. Mélanges épigraphiques : Tégée, Antioche, Dokimion. — Id. Inscriptions de Macédoine : les Rosalia à Philippus. — Th. REINACH. Un nouveau proconsul

d'Achaïe (Phosporius, qu'on peut identifier avec L. Symmachus Phosporius, le père de l'orateur Symmaque).

10. — Revue des Études anciennes. T. III, 1901, avril-juin. — M. HOLLEAUX. *Curæ epigraphicæ* (notes critiques sur des inscriptions grecques). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines (X. Vercingétorix se rend à César; critique des textes. Cinq auteurs anciens ont raconté cet événement : César, que suit Orose; Florus, Plutarque, Dion Cassius, qui ont sans doute Tite-Live pour source. Ces auteurs diffèrent mais ne se contredisent pas; si on les réunit, on a le sens et le récit détaillé du dernier acte libre de Vercingétorix, à la fois vaincu qui se livre et victime vivante qui s'offre pour tous. Alesia. Les parentés de peuples chez les Gaulois). — G. GASSIES. Terres cuites meldoises (fragments d'une statue d'Epona et d'un satyre, trouvés à Meaux). — P. PARIS. Sculptures du Cerro de los Santos. — E. TALLET. L'Institut pour l'étude de l'antiquité à Berlin. = Juillet-septembre. Ph. LEGRAND. Sur quelques épigrammes du III^e s. (parle de celles qui font allusion à des événements politiques ou militaires; elles sont plus nombreuses qu'on ne croirait). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. XI : le druide Divitiac (quelques renseignements sur le caractère du sacerdoce suprême chez les Gaulois). — Id. Note sur la topographie de Dax gallo-romain. I, la Nêhe. II, les remparts (important pour l'histoire du sud-ouest au IV^e s.). — G. GASSIES. Bronzes meldois. — P. PERDRIEZ. Les dossiers de P.-J. Mariette sur Baalbek et Palmyre (documents relatifs aux voyages de Desmonceaux à Baalbeck en 1668, de Girard et Sautet à Baalbek et à Palmyre en 1705, de Tourtehot, dit Granger, aux mêmes endroits, 1734-1735; observations de P.-J. Mariette et de Soufflot). — A. FONTRIER et P. FOURNIER. Inscriptions de Thyatire. — W. M. RAMSAY. Deux jours en Phrygie (avec plusieurs inscriptions).

11. — Revue des études historiques. 1901, mai-juin. — Casimir STRYIENSKI. Le secret de la Dauphine, 1756-1761 (Marie-Josèphe de Saxe, femme du dauphin, désirant fort avantager son frère, le prince Xavier, se laissa entraîner par le baron de Martange dans des intrigues secrètes ayant pour but de décider son père, l'Électeur Auguste III, à abdiquer le trône de Pologne et à faire élire à sa place le prince Xavier. Les papiers du prince ayant été pris à Minden et publiés par les Anglais, l'intrigue, fort mal engagée, échoua piteusement). — Dr Lucien NASS. Catherine de Médicis fut-elle empoisonneuse? (non; aucun des cas d'empoisonnement qu'on a cités ne résiste à l'examen. Il y a eu peu, d'ailleurs, d'empoisonneurs au XVI^e s.). — H. COURTEAULT. Souvenirs d'enfance et de jeunesse de la marquise de Villeneuve-d'Arifat; fin. = Juillet-août. André LEBEY. Le condottiere Castruccio Castracani. — André AUZOUX. Les derniers jours d'une colonie hollandaise : la prise du Cap en 1795. — Raymond TABOURNEL. Le roi de l'avant-règne : le duc de Bourgogne, à propos de publications récentes. — Fr. FUNCK-BRENTANO. Les prisons de Paris en 1644 (publie un mémoire administratif du temps).

12. — Bulletin italien (Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux et des Universités du Midi). T. I, n° 2. — E. MÜNTZ. L'éconographie de la Laure de Pétrarque. — Émile PICOT. Les Italiens en France au xvi^e s. — E. LANDRY. Contribution à l'étude critique des *Pioretti* de saint François d'Assise (publie un chapitre inédit des *Pioretta*, rédigé par un clerc ombrien anonyme). = N° 3. J. VIANEY. Les « Antiquitez de Rome, » leurs sources latines et italiennes. — V.-L. BOURRILLY. La première défection de Clément VII à la ligue de Cognac, août-septembre 1526 (avec plusieurs documents inédits).

13. — Bulletin hispanique. T. III, 1901, avril-juin. — A. MOREL-FATIO. Soldats espagnols du xvii^e s. : Alonso de Contreras, Miguel de Castro et Diego Suarez. = Juillet-septembre. Ch. DUBOIS. Inscriptions latines d'Espagne (contient 35 numéros). — J.-A. BRUTAILS. Note sur la valeur du sou de tern en 1298 (cette expression désigne la monnaie à 3 deniers de loi, c'est-à-dire au titre de 0,250. Détermine la valeur intrinsèque et relative de cette monnaie à l'aide de documents du xiv^e s.). — P. BESQUES. La première ambassade de d. José Nicolas de Azara à Paris, mars 1798-août 1799; 1^{er} art.

14. — Bulletin de littérature ecclésiastique. 1901, n° 2. — L. COUTURE. Saint Prosper d'Aquitaine; fin (étude critique sur la thèse de l'abbé Valentin). = N° 3. P. BATTIFOL. Au séminaire historique de Louvain (conférence; parle des travaux exécutés à la Faculté de théologie de Toulouse). = Avril. Ant. DEGERT. L'œuvre du chanoine Albanès et la refonte de la *Gallia christiana*. — Eug. PORTALIÉ. A propos d'eschatologie (combat certaines propositions émises par l'abbé Turmel dans sa brochure sur *L'Eschatologie au IV^e siècle*, en s'efforçant de concilier les exigences de la critique avec la méthode des théologiens). = N° 5. L. COUTURE. Quelques observations sur le *Pascal* de M. Boutroux. = N° 6. — P. BATTIFOL. Le cas de Pfaff, d'après des pièces nouvelles (professeur à Tubingue, Pfaff publia, en 1714, quatre fragments d'Irénée, d'après un ms. de la bibliothèque de Turin. Harnack a établi que le ms. n'a jamais existé et que les fragments sont des faux fabriqués par Pfaff).

15. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger. 1901, mai-juin. — Ed. MEYNIAL. Des renonciations au moyen âge et dans notre ancien droit; suite (renonciation au bénéfice de minorité, aux sénatus-consultes macédonien et velléien). — G. ESPINAS. Les finances de la commune de Douai, des origines au xv^e s.; livre II : les finances au xiii^e et au xiv^e s. — G. TOUCHARD. Un publiciste italien au xviii^e s.; Filangieri et la science de la législation.

16. — Revue celtique. 1901, janvier. — Th. REINACH. Un descendant de Déjotarus. = Avril. S. REINACH. *Caledonium monstrum* (par cette expression qu'il emploie dans son éloge de Stilicon, Claudien désigne à la fois le sanglier de Calédonie ou Bretagne et l'armure d'impenétrables forêts dont s'enveloppait la Calédonie). — A. THOMAS.

De quelques noms de lieux français; suite. — Fr.-P. GAROFALO. Sur la population des Gaules au temps de César (critique les travaux de Beloch sur le chiffre auquel s'élevait la population de la Gaule au moment de la conquête).

17. — Journal des sciences militaires. Avril 1901. — Général GUISOT. Maximes napoléoniennes; répertoire militaire; suite en juin. — Général X. L'Annam du 5 juillet 1885 au 4 avril 1886; suite en mai, fin en juin. — Colonel BOURDEAU. Le grand Frédéric; suite en mai, juin, juillet. — Lieutenant-colonel PETITIN. La bataille d'Adoua, 1^{er} mars 1896 (étude tactique); fin en mai. — Capitaine GRANGE. Une brigade allemande d'infanterie au combat (Borny, Noisseville, Villers-Bretonneux, Saint-Quentin); suite. = Mai. Major Z. La légion Klapka (un épisode de la guerre de 1866); fin. = Juin. Commandant CAMON. Essai sur Clausewitz; deuxième partie; suite (notes sur la Prusse dans sa grande catastrophe); fin en juillet. = Juillet. Capitaine RICHARD. Les Vosges (1674-1814-1870). — Capitaine ARMENGAUD. Lang-Son; suite. — Capitaine FL. Les volontaires de l'Isère pendant la Révolution.

18. — Revue d'histoire militaire. Mars 1901. — Campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat; suite en mai. — La guerre de 1870-1871, journée du 1^{er} août; suite en avril : journée du 2 août; suite en juin : journée du 3 août; suite en juillet : journée du 4 août. = Avril. Les campagnes du maréchal de Saxe; suite en juin. — Étude sur la campagne de 1799; suite en mai, juillet. = Mai. La bataille de Jemappes; suite en juillet. = Juin. La campagne de 1794 à l'Armée du Nord.

19. — Revue militaire. 1901, mars. — La journée du 14 août 1870, d'après Cardinal von Widdern; suite. = Mai. La journée du 16 août 1870, d'après de récentes publications allemandes; suite en juin, juillet.

20. — Le Correspondant. 10 mars 1901. — P. DE LA GORCE. La France après Sadowa; II (excellent récit des négociations extravagantes faites par Napoléon III, depuis Nickolsbourg jusqu'au manifeste du 16 sept. 1866, pour obtenir de la Prusse des *compensations*). — LAPARENT. Vers les pôles (remarquable exposé des explorations arctiques et antarctiques de 1898 à 1901. Pourquoi y ajouter des plaisanteries politiques de mauvais goût en guise de conclusion?). — THUREAU-DANGIN. La renaissance catholique en Angleterre; I. Les Convertis, 1845-1847 (Newman, Oakley, Ward, Cockhart, Coffin, Tickell, Purbrick, Christie, relations avec Wiseman, Pusey, Manning); suite le 25 mars; le 25 juin : les mécomptes du Puseyisme, 1846-1850; le 10 juillet : la conversion de Manning, 1850-51 (études d'un haut intérêt). — E. LAMY. La femme et les penseurs; II (pour M. Lamy le protestantisme et la libre-pensée rabaisent la femme, le catholicisme en fait l'égale de l'homme. Il cite Bossuet, mais non le passage où celui-ci fait la leçon

à notre « os surnuméraire. » Du reste, on jugera de la bonne foi qui inspire cette polémique par une simple phrase, p. 525 : « Sous le second Empire, les pouvoirs publics restaient indifférents à la femme; c'est un évêque, Mgr Dupanloup, qui réclamait infatigablement pour elle une forte éducation. » M. Lamy sait aussi bien que nous que M. Duruy a créé les cours secondaires de jeunes filles et que les évêques en ont réclamé la suppression). = 25 mars. DUFOUTERAY. La succession de François-Joseph (considérations superficielles inspirées par le livre plus superficiel encore de M. Chéradame sur la plus grave des questions politiques actuelles). — LAZAC DE LABORIE. Bourbons d'Espagne et Bourbons d'Italie (à propos du livre de Baudrillart). — RAGEY. La vie religieuse de Londres et de Paris (cet article contient une citation de la Revue des Jésuites anglais qui prouve éloquentement l'esprit sectaire et anti-national du catholicisme. Cette Revue dit que les catholiques sont en Angleterre comme en exil et ne se sentent chez eux que dans les pays catholiques. Jamais les protestants français n'ont parlé ainsi de la France, même au temps des persécutions). = 10 avril. P. DE LA GORGE. Mentana; fin le 25 avril (récit très exact de l'épisode le plus funeste, par ses conséquences, de la politique impériale). — Amiral ***. La marine française (remarquable). — LAZAC DE LABORIE. Un cavalier des temps épiques (à propos des souvenirs d'Hippolyte d'Espinhal). = 25 avril. I. MASSIEU. L'éducation d'un peuple (sur l'instruction publique en Indo-Chine française). — E. DE BROGLIE. Catinat; IV; suite et fin les 10 mai et 10 juin : de la disgrâce à la mort (très intéressant). = 10 mai. DUNOUD. L'abjuration de Jeanne d'Arc (le formulaire d'abjuration a été falsifié. On a violé envers elle les règles de la procédure d'inquisition). = 25 mai. Général BOURRELLY. Le ministère de la guerre sous la Commune; suite le 10 et le 25 juin : Cluseret, Rossel, Delescluze (articles du plus haut intérêt; de ces trois hommes, le seul qui eut une réelle valeur militaire était Rossel; celui qui avait la plus haute valeur morale était Delescluze; quant à Cluseret, il n'est pas sûr qu'il ait trahi ses amis, comme l'a prétendu l'amiral Saisset, mais il était un détraqué, et son alliance avec les nationalistes dans l'affaire Dreyfus a prouvé son absence de sens moral). — A. BAUDRILLART. Mgr d'Hulst pendant la guerre et pendant la Commune (a fait preuve d'autant de courage que d'élévation d'âme). — KLEIN. Un évêque américain, Mgr Spalding (esquisse biographique de l'éminent évêque de Péoria, dont le livre *Opportunité* vient de paraître en français). — GEOFFROI DE GRANDMAISON. L'indépendance espagnole. Saragosse et l'empereur (admirable récit des deux sièges). = 25 juin. LATAPPY. L'Église et l'Université sous Napoléon 1^{er} (d'après les rapports de Portalis; Napoléon voulait unir l'Église et l'Université dans l'œuvre d'éducation nationale). — A. BAUDRILLART. Rome. Fouilles et découvertes (fin le 10 juillet : les Musées). — Ch. DE LA RONCIÈRE. La première mission française au Maroc (amusant récit de la mission confiée, en 1533, à Pierre de Piton et au capi-

taine génois Baptiste Auxylon qui, après avoir trahi son chef et essayé de livrer l'ambassade aux Portugais, fut néanmoins récompensé par l'amiral Chabot). — LANZAC DE LABORIE. Le déclin du second Empire (à propos du t. V de l'*Histoire du second Empire* de La Gorce; M. L. de L. cherche à disculper les chefs de l'opposition de l'échec des projets de réforme militaire de Niel. Ils ne furent pas seuls coupables, mais ils ont la plus large part de responsabilité dans l'hostilité antipatriotique montrée par la Chambre contre des mesures indispensables). = 10 juillet. LANZAC DE LABORIE. Le canal de Suez et son histoire (d'après l'ouvrage de J. Charles-Roux).

21. — *Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus*. 1901, 5 juillet. — E. GRISELLE. Bourdaloue a-t-il prononcé le *Tu es ille vir*? (non, ce mot, qui eût été un blâme direct à Louis XIV censuré dans ses amours adultères avec M^{me} de Montespan, n'a jamais été prononcé par Bourdaloue, ni non plus par Mascarón à qui l'on en avait aussi fait honneur). — H. CHÉROT. Le marquis de Vogüé historien; fin le 20 juillet. = 20 juillet. Id. A propos d'une nouvelle vie de Jeanne d'Arc (par J.-E. Choussy, qui prétend exposer des « documents et raisonnements absolument nouveaux, » mais qui manque absolument de critique). — Y. DE LA BRIÈRE. Une ambassade à Rome sous Henri IV, septembre 1601-juin 1605 (analyse la thèse récemment soutenue par l'abbé R. Couzard).

22. — *Revue des Deux-Mondes*. 1901, 1^{er} mai. — Albert VANDAL. La conquête de Paris par Bonaparte, 1799-1800; 2^e art. : Paris sous le Consulat provisoire; 3^e art., le 15 mai : la première session législative; fin le 1^{er} juin : l'effet de Marengo (montre avec quelle lenteur le gouverneur consulaire réussit à se faire accepter par la masse du peuple; il fallut le coup d'éclat de Marengo pour compléter Brumaire). — G. GOYAU. Patriotisme et humanitarisme. Essai d'histoire contemporaine; 3^e art. : du traité de Francfort à la mort de Gambetta (apologie de Gambetta et des républicains patriotes ou « historiques; » critique de l'action, hostile à la France et à la république, de la franc-maçonnerie après la guerre franco-allemande); 4^e article 15 juin : la politique de Jules Ferry (l'initiative de Ferry fut une défaite décisive pour les utopistes qui auraient voulu que la France, naïvement fière de devenir l'hôtesse du cosmopolitisme universel, n'affirmât sa personnalité nulle part et renonçât à faire acte de nation). = 15 mai. Gaston BOISSIER. Comment Tacite est devenu historien (explique comment s'est formé peu à peu l'esprit de Tacite, comment, de la philosophie et de l'éloquence, il arriva à l'histoire, mais sur le tard, après avoir traversé les hautes magistratures de l'État et d'abord pour flétrir les crimes du dernier Flavius et rendre hommage au régime qui remplaça celui de Domitien). = 1^{er} juin. Comte d'HAUSSONVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV. Le duc de Bourgogne en voyage; entrevue avec Fénelon, 1700-1701. = 15 juin. Émile OLLIVIER. Thiers et les élections de 1863.

23. — Annales du Midi. 1901, juillet. — G. DOUBLET. Guillaume Le Blanc, évêque de Grasse et de Vence à la fin du XVI^e siècle; suite. = Comptes-rendus critiques : Mélanges d'histoire religieuse publiés à l'occasion du jubilé épiscopal de Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, 1871-1899 (analyse détaillée et critiques par Ch. Molinier).

24. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1899. T. LIII (Auxerre, 1900). — Eugène DROT. Recueil de documents tirés des anciennes minutes de notaires déposés aux archives départementales de l'Yonne; suite au tome LIV, = 1900. T. LIV (Auxerre, 1901). Ch. MOIZET. Théodore de Bèze (courte biographie). — Ch. DEMAY. Recherches historiques et étymologiques sur les noms des « climats » du finage d'Auxerre. — H. BOUVIER. Le préhistorique à Bleigny-le-Carreau (Yonne).

25. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne. 1900, n° 8. — Francisque MÈGE. La grande peur; suite et fin (récit très documenté qui est poussé jusqu'au 14 juillet 1790). = N° 9. A. GUILLEMET. Mallet de Vandègre; étude généalogique. = 1901, n° 1. Colonel POUYON. Deux calendriers perpétuels (calendrier des jours et calendrier lunaire; donne le moyen de déterminer instantanément le jour de la semaine correspondant à une date quelconque et la date de la nouvelle lune à partir de 1582. « L'emploi du calendrier perpétuel lunaire, combiné avec celui du calendrier perpétuel décrit d'autre part, permet de fixer, plus facilement qu'au moyen du nombre d'or et de l'épacte, la date de la fête de Pâques pour une année quelconque »). — N° 3. Élie JALOUSTRE. Une nièce de Pascal : Marguerite Péricrès; fin en avril. = Avril. E. TEILHARD DE CHARDIN. Robert de Velay ou de Clermont (ces noms, que l'on rencontre pour la première fois en 1189, désignent une seule et même personne; corrige et complète les indications généalogiques fournies par Baluze et par Justel).

26. — Revue d'Auvergne. 1900, mai-août. — D^r Paul GIROD. Les invasions paléolithiques dans l'Europe centrale; les origines de l'art en France. — A. VERNIÈRE. Les voyageurs et les naturalistes dans l'Auvergne et dans le Velay; fin. = Sept.-oct. E. JOYAU. L'enseignement de la philosophie en France pendant la Convention et le Directoire. — G. KURTH. Les ducs et les comtes d'Auvergne au VI^e s. (reproduit du *Bull. de l'Acad. roy. de Belgique*, 1899, n° 11); fin au n° suiv. = Nov.-déc. G. DESDEVICES DU DEZERT. Histoire de l'administration civile dans la province d'Auvergne et le département du Puy-de-Dôme (résumé le t. II du vol. publié sous ce titre par M. G. Bonnefoy). = 1901, janv.-févr. L. BRÉHIER. Le développement de l'histoire byzantine du XVII^e au XX^e s. (leçon d'ouverture).

27. — Revue africaine. 1900, 2^e trimestre. — Colonel ROBIN. Notes et documents concernant l'insurrection de 1856 à 1857 dans la Grande-Kabylie; suite dans les 3^e et 4^e trimestres; 1901, 1^{er} trimestre. — Ibn EL-ATHIR. Annales du Maghreb et de l'Espagne; trad. par E. FAGNAN;

suite dans les 3^e et 4^e trimestres. = 3^e et 4^e trimestres. J. WIERZEJSKI. Catalogue du musée de Cherchel. — BEN MESSAÏB. Itinéraire de Tlemcen à la Mekke; trad. par M. BENCHENEB. = 1901, 1^{er} trimestre. EUEL. Aperçu historique de l'orfèvrerie algérienne. — GSELL. Tête de l'empereur Hadrien.

28. — Revue de Champagne et de Brie. 1900, mars-avril. — H. JADART. Le village et l'église de Renneville, Ardennes; fin en mai-juin. — P. CHAUVET. Les seigneurs du fief de Nicé (xvi^e-xviii^e s.). — DU PIN DE LA GUÉRIVIÈRE. Les ascendants maternels du bienheureux Jean-Baptiste de la Salle; suite en mai-juin. — P. DESPIQUES. Colbert intime (conférence).

29. — Revue de Gascogne. Nouv. série, t. I. 1901, mars. — Louis SALTET. Étude critique de la « Passio S. Vincentii Aginensis » (ce texte a eu deux éditions, séparées par la fin de la domination wisigothique; la seconde doit être d'environ 541). — Abbé J. LESTRADE. Quelques actes de l'épiscopat de Fénelon à Lombez; suite en mai. = Avril. Abbé CÉZÉRAC. P.-M. de Jumilhac de Cubjac, évêque et seigneur de Lectoure, 1761-1772 (notes sur sa maison épiscopale et son administration, d'après des documents inédits); suite en mai. — L. COUTURE. Le tremblement de terre de juin 1660 dans le sud-ouest. — Adr. LAVERGNE. Géographie de la Gascogne par M. Bladé (plan du livre auquel Bladé songea pendant presque toute sa vie et dont il n'a écrit que quelques chapitres). — Louis DE CAMPUS. Statuts de la vallée de Barèges, xiii^e-xvii^e s. (alimentation de la ville; règlements sur les divers marchands); fin en mai. = Mai. Ch. SAMARAN. Deux registres de la chancellerie du comte Jean IV d'Armagnac (intéressants pour l'étude des chancelleries seigneuriales). = Juin. Mgr J. DE CARSLADE DU PONT. Pierre de Cotis, archiprêtre de Mirande (mort le 14 sept. 1680). — Abbé J. LESTRADE. Quelques actes épiscopaux de M. de Fénelon à Lombez; suite, fin en juillet-août. — Abbé A. DEGERT. Le cardinal Pierre de Foix le jeune fut-il frère mineur? (non, c'est en confondant le neveu avec l'oncle qu'on a fait de Pierre de Foix un cordelier). — L. COUTURE. La fin de la légion d'Aspe à Toulouse, 1791. = Juillet-août. A. DEGERT. Liste critique des évêques d'Aire (refait, en y apportant de nombreuses corrections, la liste de la *Gallia christiana*). — L. BERTRAND. Raymond de Montaigne, évêque de Bayonne, jusqu'à son sacre, 1629 (notice biographique). — A. VIGNAUX. Henri IV à l'Isle-Jourdain; débuts de la Guerre des Amoureux. — J.-Fr. BLADÉ. Les duchés-pairies de la Gascogne (Albret, Gramont, Lavedan, Roque-laure, Antin).

30. — Revue de l'Agenais. 1900, nov.-déc. — J. MOMMEJA. Les trésors du musée d'Agen. Introduction. — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne; suite de janvier à juin (avril 1581-décembre 1581). — DUBOURG. La Fronde en Gascogne et dans le Brulhois; suite; fin en janv.-févr. — D^r COUYBA. Le registre

paroissial de Casseneuil, de l'an 1614 à l'an 1638. = 1901, janv.-fév. Ph. LAUZUN. La commune d'Agen en 1514 (insurrection contre la jurade et les consuls). — GRANAT. L'amélioration des voies navigables en Agenais au XVIII^e s. — MARBOUTIN. Fête célébrée à Laroque-Timbaut en l'honneur de la naissance du duc de Bordeaux, en 1820. — G. THOLIN. Le capitaine Henri Pouydebat, 4 mai 1859-8 juillet 1900 (bref et intéressant résumé, d'après les lettres du capitaine, de ses trois expéditions au Soudan, en 1292-1293, 1293-1294 et 1300). = Mars-avril. G. THOLIN. Le château vieux de Lafox. — D^r COUYBA. Le registre paroissial de Casseneuil. — MARBOUTIN. Notice historique sur la Sauvetat-de-Savères; suite en mai-juin. — Tablettes révolutionnaires (publie plusieurs lettres de 1793). = Mai-juin. D^r COUYBA. Le livre de raison de Jean de Lorman et la Fronde.

31. — *Revue de Saintonge et d'Aunis*. 1900, 1^{er} nov. — L'abbaye de Saintes (notes extraites des minutes de Chevalier, notaire à Corme-Royal, 1630-1631). = 1901, 1^{er} janv. L. AUDIAT. Armoiries des villes de Saintonge et d'Aunis. = 1^{er} mars. L. A. Les sires de Pons et la vicomté de Carlat (à propos de la publication de G. Saige). — Les mss. de Tallemant des Réaux (annonce le livre de Pierre Brun, *Autour du XVII^e siècle*). — Jos. BEINEIX. Calvin en Saintonge-Angoumois. = 1^{er} mai. Un cachet d'oculiste à Saintes (publié par M. Espérandieu). — Le culte de saint Eutrope et de sainte Eustelle. — Un divorce par consentement mutuel au XVII^e s. (les deux parties s'entendent pour « se départir » du contrat de mariage qui les unissait et déclarent ne vouloir à l'avenir « cohabiter ensemble. » Ce n'est pas un divorce, c'est une séparation de corps et de biens). — Napoléon à Barbezieux (il y passa en 1808). = 1^{er} juillet. J. PELLISSON. Une colonie allemande en Saintonge, 1763-1764 (publie quelques documents inédits).

32. — *Revue historique et archéologique du Maine*. T. XLIX, 2^e livr. 1901, 1^{er} semestre. — Dom GUILLOREAU. L'abbaye d'Étival-en-Charnie et ses abbesses, 1109-1790. — Julien L'HERMITTE. Notice bibliographique sur les observations de M^e Launay, curé de Ruillé-le-Gravelais, 1771-1790. — J. BOUVERET. La porte Saint-Julien, à la Ferté-Bernard. — DESCHAMPS-LA RIVIÈRE. Le théâtre au Mans pendant la Révolution; suite. = 3^e livr. Robert TRIGER. Le château et la ville de Beaumont-le-Vicomte pendant l'invasion anglaise, 1416-1460. — Ed. DE LORIÈRE. Notes et documents complémentaires sur Jean V de Champagne, dit le Grand-Godet (ces documents contiennent le récit de nouveaux actes de violence commis par ce grand « pourfendeur de huguenots » de 1552 à 1555). — Abbé E. VAVASSEUR. Note sur la vie de saint Almere et le monastère de Gréez (s'efforce d'apporter quelque atténuation au jugement de J. Havet).

33. — *Société archéologique de Tarn-et-Garonne*. Bulletin archéologique et historique. 1900, 3^e trimestre. — Marcel SÉMEZIES. J.-B.-Joseph-Sophie de Pérignon, sous-lieutenant au 1^{er} carabiniers,

1789-1807 (publie son acte de décès). = 4^e trimestre. J. LOMBARD. Les coseigneurs de Parisot et la condition sociale de leurs vassaux en 1157 (d'après un acte de partage de biens rédigé en langue vulgaire). — Abbé F. GALABERT. Mobilier de l'abbaye de Grandselve en 1790. — Ed. FORESTIÉ. Un petit livre de raison du xvi^e s. — Abbé Camille DAUX. Les églises de Verfeil-sur-Seye (à propos de notes rédigées en 1811). = 1901, 1^{er} trimestre. Abbé GALABERT. Le nombre des hommes libres dans le pays de Tarn-et-Garonne aux xi^e et xii^e s. (montre que le nombre des non-libres alla sans cesse en diminuant pendant ces deux siècles pour constituer une nombreuse population d'hommes libres). — Aug. GRÈZE. Valence-d'Agenais (seconde moitié du xviii^e s.).

34. — **Société des Antiquaires de l'Ouest.** Bulletin. 1900, 3^e trimestre. — Alfred BARBIER. René Descartes ; sa famille, son lieu de naissance. Documents et commentaires nouveaux (il y a lieu de distinguer deux Pierre Descartes : l'un docteur en médecine à Châtellerault en 1543, l'autre marchand-bourgeois à Tours en 1531. Le premier est le père de René ; celui-ci naquit non pas à la Haye, mais au Pré-Failot, en Poitou, aujourd'hui dans l'arrondissement de Châtellerault ; il fut baptisé à la Haye, mais il était né Poitevin) ; fin le 4^e trimestre. — Léo DESAUVRE. François de Rochechouart, gouverneur de Gênes, et le manuscrit 4956 de la bibliothèque de l'Arsenal. = 1901, 1^{er} trimestre. Louis DUPRÉ. Inventaire des objets offerts ou acquis pour les musées de la Société des antiquaires de l'Ouest pendant l'année 1900.

35. — **Revue archéologique, historique et scientifique du Berry.** 6^e année, 1900, nos 9-10. — La fausse marquise de Douhault ; suite et fin. — Abbé A. GRANGER. Notes sur Lignières-en-Berry. = Nos 11-12. DESBAUCHERON. Sentence portant règlement pour les droits des péages et des foires de Châteauroux, Deols et les Ardentes, du 23 nov. 1720. — SOHNÉ. Description du château de la Prune-au-Pot au xv^e s. Document. = 1901, nos 1-2. AGEORGES. Une population rurale sous l'ancien régime, Vic-Exempt en Bas-Berry.

36. — **Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques.** 1900, n^o 12. — G. KURTH. Les comtes et les ducs de Tours au vi^e s. (se base principalement sur Grégoire de Tours). = 1901, n^o 1. J. DE CHESTRET DE HANEFFE. L'élection d'une abbesse de Thorn en 1577 (particularités curieuses ; on est à une époque de troubles religieux très graves). — J. MEES. Henri le Navigateur et l'Académie portugaise de Sagres (cette Académie serait purement légendaire). = N^o 2. Chev. E. DESCAMPS. La constitution internationale de la Belgique (beaucoup de considérations historiques sur les origines de l'état de choses actuel). = Comptes-rendus : H. Francotte. L'industrie dans la Grèce ancienne (insiste sur le caractère peu développé de l'industrie grecque ; plan bien conçu ; vaste érudition). — C. de Borman. Les échevins de la souveraine jus-

tice de Liège; t. II, depuis la réforme de Groesbeek jusqu'à l'invasion française (travail important puisé aux meilleures sources). = N° 3. C. DUVIVIER. La commune de Tournai de 1187 à 1211 (d'après les documents des archives). — V. Fais. Les idées politiques d'Olivier van Dixmude (relève les erreurs commises par O. Lorenz au sujet de ce chroniqueur du xv^e s.). = N° 4. Compte-rendu : J.-P. Waltzing. Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains (ouvrage d'une importance capitale).

37. — *Analecta Bollandiana*. 1900, n° 1. Carmina de S. Quintino. — J. BOYENS. Catalogus codicum hagiographicorum græcorum bibliothecæ monasterii Deiparæ in Chalce insula. — Miraculum S. Bernardi, auctore Herberto. = Comptes-rendus : I.-M. Mosnier. Les saints d'Auvergne (manque de critique). — A. Bouillet et L. Servièrès. Sainte Foy, vierge et martyre (partie scientifique importante). — K. Hanquet. Étude critique sur la chronique de Saint-Hubert, dite Cantatorium (bonne étude critique). — B.-M. Reichert. Monumenta ordinis fratrum Prædicatorum historica (IV, V, VIII. Actes des chapitres généraux et lettres encycliques. Excellente publication). — K. Eubel. Die Avignonesische Obedienz der Mendikanten-Orden, sowie der Orden der Mercedarier und Trinitarier zur Zeit des grossen Schismus, beleuchtet durch die von Clemens VII und Benedikt XIII an dieselben gerichteten Schreiben (met en lumière un fait ignoré jusqu'ici : l'adhésion et le concours partiels que les ordres mendiants prêtèrent au gouvernement des antipapes). — F. Alessio. Storia di San Bernardino de Siena e del suo tempo (bien documenté). — F.-A. Gasquet. The eve of the Reformation (d'après les œuvres du B. Thomas More).

38. — *Les Archives belges*. 1901, n° 1. — Comptes-rendus : K. Hanquet. Étude critique sur la chronique de Saint-Hubert, dite Cantatorium (méthodique et intéressant). — Bormans et Schoolmeesters. Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège; t. IV (surtout important au point de vue de l'histoire économique). — A. Delescluse et D. Brouwers. Catalogue des actes de Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège (recueil considérable). — J. Rechts. Histoire du mouvement flamand depuis Van Maerlant jusqu'à nos jours (en flamand. Instructif, malgré quelques exagérations de langage). — H. Schlitter. Die Regierung Josefs II in den Oesterreichischen Niederlanden; I (beaucoup de révélations d'après des documents inédits). — C. de Borman. Les échevins de la souveraine justice de Liège (un des ouvrages les mieux achevés de l'historiographie liégeoise). — V. Barbier. Histoire du chapitre cathédral de Saint-Aubin, à Namur, depuis le concordat de 1801 (rectifie heureusement le livre d'Aigret. Grande exactitude). — H. Hymans. Brügge und Ypern (excellent). = N° 2. E. Bacha. La chronique liégeoise de 1402 (bonne édition critique du *Chronicon Gemblacense*). — L. Gilliodts van Severen. Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II; t. XI (contient ce qui est relatif

au gouvernement du duc de Parme. Cette édition laisse beaucoup à désirer). — *J. Neuwirth*. Der Bildercyclus des Luxemburger Stamm-
baumes aus Karlstein (important au point de vue de l'histoire des rela-
tions politiques et artistiques des Pays-Bas avec l'Allemagne). = N° 3.
A. Coulon. Lettres secrètes et curiales du pape Jean XXII (documents
précieux). — *J. Paquier*. Jérôme Aléandre, de sa naissance à la fin de
son séjour à Brindes (bonne méthode et sérieuses qualités critiques).
= N° 4. *H. Chamard*. Joachim du Bellay (1522-1560. Monographie
remarquable. Lacunes dans la bibliographie). = N° 5. *Chauvin et Roersch*.
La vie et les travaux de V. Clénard (œuvre solidement documentée et
définitive). — *P. Debout*. Vie de Mathieu Moullart, évêque d'Arras
(d'après les archives artésiennes).

**39. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Bel-
gique.** 1901, n° 9. — Comptes-rendus : *E. Poncelet*. Les bons métiers
de la ville de Liège (bon). — *L. Maertelincx*. Gaspard de Craeyer, sa vie
et ses œuvres à Gand (beaucoup de particularités intéressantes). —
Lemaitre. Celebrités carolorégiennes (détails utiles pour l'histoire ecclé-
siastique du XVIII^e s.). = N° 10. *E. GEUDENS*. Biographie de P. Genard
(archiviste et historien belge, 1830-1899). — *F. DONNET*. Biographie
d'A. de Vriendt (peintre d'histoire, 1843-1900). — *VAN CASTER et HEL-
BIG*. La peinture murale dans les églises (controverse animée sur la
décoration des édifices du culte). = Compte-rendu : *Barbier*. Histoire
du chapitre cathédral de Saint-Aubin depuis le concordat de 1801
(bonne monographie).

**40. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Bel-
gique.** T. LXIX, n° 4. — *D. U. BERLIÈRE*. Les chapitres généraux de
l'ordre de Saint-Benoît dans la province de Cologne-Trèves (recueil de
documents, procès-verbaux des séances de chapitre tenues depuis 1458
jusqu'en 1520, précédé d'une intéressante notice historique. Il y eut de
1474 à 1486 une tentative de scission des Bénédictins du diocèse de
Liège). — *E. LAMEERE*. La topographie ecclésiastique de l'ancienne
Flandre (controverse avec *L. Van der Kindere*). = T. LXX, n° 1.
G. KURTH. Rapport sur les catalogues d'actes (proposé de publier des
catalogues d'actes de tous les princes ayant régné en Belgique au
moyen âge, avec des indications bibliographiques complètes). — *C. Du-
vivier*. L'abandon du style de Pâques dans les chartes de Baudouin de
Constantinople (cet « abandon » se produit entre 1200 et 1202). — *J. VAN
DEN GHEYN*. Le manuscrit original des mémoires du sire de Haynin
(l'auteur croit avoir découvert l'autographe du chroniqueur).

41. — Le Muséon. Nouv. sér., I, 3^e-4^e livr. — *A. MARRE*. Sadjarah
Malayou (ce livre, qui date de 1613, renferme des légendes plus ou
moins fabuleuses et aussi des récits historiques importants). — *CARA DE
VAUX*. La destruction des philosophes par Al-Gazali (suite). — *P. VAN
DEN VEN*. S. Jérôme et la vie du moine Malchus le Captif. = Comptes-
rendus : *Grünwedel*. Mythologie du bouddhisme au Thibet et en Mon-

golie (beaucoup d'observations curieuses sur les doctrines du boudhisme et la vie intellectuelle, sociale et matérielle de l'ancien Modhyadeça).

42. — Revue belge de numismatique. 1901, 2^e livr. — M. BAHR-FELDT. Deux dépôts de deniers consulaires romains (II. Le dépôt de Borgano). — Ed. BERNAYS. Les deniers namurois de la première moitié du XIII^e s. (propose une nouvelle classification). — B. DE JONGHE. Les monnaies des derniers comtes de Reckheim de la maison d'Aspremont-Lynden (au commencement du XVIII^e s.). — A. DE WITTE. Les jetons et médailles d'inauguration frappés par ordre du gouvernement général aux Pays-Bas autrichiens (règne de François II). — I.-O. WEDBERG. Biographie de H.-M.-A. Bukowsky (numismate distingué, † à Stockholm le 11 mars 1900). — A. DE WITTE. Notre-Dame de Laeken et ses médailles (leur importance au point de vue historique). — Id. Biographie de Jules Chautard († 17 février 1901).

43. — Revue de Belgique. 1901, n^o 2. — J. CARLIER. Les idées d'Émile Banning sur la neutralité et la défense du pays (aperçu très intéressant sur les œuvres historiques et politiques de l'éminent publiciste, † 1898). — N^o 3. E. DUCHESNE. La neutralité liégeoise (d'après les travaux de Lonchay et Huisman). — N^o 4. G. DES MAREZ. La signification historique de la bataille de Courtrai (la lutte entre la Flandre et la France n'est pas un conflit de race ou de nationalité : c'est une guerre d'ordre social et économique).

44. — Revue générale de Belgique. 1901, n^o 1. — Comptes-rendus : P. Fredericq. Corpus documentorum inquisitionis hæreticæ pravitatis neerlandicæ (documents précieux). — A. Hansay. Contribution à l'histoire du système mercantile dans la principauté de Liège (bien documenté). — H.-C. Lea. Histoire de l'inquisition au moyen âge (ouvrage important ; l'auteur est passionné, mais d'une parfaite bonne foi). — H. Pirenne. Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328 (beaucoup d'érudition et de sens critique). — N^o 2. K. Bücher. Études d'histoire et d'économie politique, trad. A. Hansay (très remarquable). — C. Mato. Champs de bataille de l'armée française (important). — N^o 3. V. Barbier. Histoire du chapitre de la cathédrale de Saint-Aubain, à Namur (depuis le concordat de 1801 ; fait d'après les documents des archives). — N^o 4. L. Bossu. L'abbé de Broglie (d'après l'ouvrage de Largent). — J. LECLERCQ. Un Anglais reçu à Sainte-Hélène par Napoléon (d'après D.-C. Boulanger. Il s'agit de la visite faite à l'empereur prisonnier par Reffles, ancien gouverneur de Java). — Comptes-rendus : Livrauw. Le parlement belge (très complet). — A. Tausserat-Radel. Correspondance politique de Guillaume Pellicier (publication d'une réelle valeur scientifique).

45. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1901, n^o 1. — Comptes-rendus : E. Hubert. Le voyage de l'empereur Joseph II dans les Pays-Bas (le résultat de cette étude est que Joseph II sera plus aimé

de ses admirateurs et plus équitablement jugé de ses adversaires). — *L. Dechesne*. L'évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre (l'auteur connaît à fond la littérature de son sujet). — *E. Bacha*. La chronique liégeoise de 1402 (l'éditeur s'est donné beaucoup de peine pour retrouver et identifier toutes les sources utilisées par le chroniqueur). = N° 2. Comptes-rendus : *H. Francotte*. De la législation athénienne sur les distinctions honorifiques et spécialement des décrets des clérouchies athéniennes relatifs à cet objet (exposé clair et succinct). — *R. Poupardin*. Vie de saint Didier, évêque de Cahors (excellent). — *G. Bigwood*. Les impôts généraux dans les Pays-Bas autrichiens (très clair et très complet). — *J. Marchand*. L'Université d'Avignon aux *xvii^e* et *xviii^e* s. (modèle du genre).

46. — Revue de l'Université de Bruxelles. T. VI, 1901, n° 3. — Comptes-rendus : *H. Pirenne*. Le soulèvement de la Flandre maritime de 1323-1328 (remarquable étude d'histoire économique). — *E. Gosart*. Projets d'érection d'un royaume des Pays-Bas sous Philippe II (ces projets n'ont pas été approuvés par le roi). = N° 4. *H. Speyer*. La fédération australienne (retrace l'évolution du mouvement fédéraliste). = Comptes-rendus : *H. Francotte*. L'industrie dans la Grèce ancienne (s'efforce de mettre en évidence la faible importance de l'industrie en tant que facteur social en Grèce; œuvre hautement intéressante). — *A.-O. Meyer*. Die englische Diplomatie in Deutschland zur Zeit Eduards VI und Mariens (applique à une période de l'histoire ancienne les procédés d'investigation et de critique en usage dans l'exégèse médiévale). = N° 5. *E. Goblet d'Alviella*. Nouveaux documents relatifs à l'iconographie du bouddhisme indien (d'après les travaux de *A. Foucher*). = N° 7. *J. Capart*. Une déesse thébaine : Miritskro (curieuse dissertation sur cette divinité, qui a la forme d'un serpent). = N° 8. *E. Goblet d'Alviella*. Le problème du quatrième Évangile (d'après *Jean Réville*).

47. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1901, n° 1. *U. Berlière*. La congrégation bénédictine de Chezal-Benoit; suite et fin (l'union à la congrégation de Saint-Maur). — *H. Plenkens*. Une édition de la règle bénédictine au *xv^e* s. (d'après des manuscrits d'Augbourg et d'Einsiedeln). = Comptes-rendus : *D. Völter*. Der Ursprung der Mönchtums (la question des origines du monachisme doit être envisagée comme un chapitre de l'histoire de la question sociale). — *K. Hanquet*. Étude critique sur la chronique de Saint-Hubert, dite Cantatorium (ouvrage de valeur). — *Salembier*. Le grand schisme d'Occident (écrit avec clarté et méthode). — *A. Van Hove*. Étude sur les conflits de juridiction dans le diocèse de Liège à l'époque d'Érard de la Marck (bien documentée). = N° 2. *U. Berlière*. Le cardinal Mathieu d'Albano (c'est le type du prieur clunisien au *xii^e* s.). — *H. Leclercq*. Comment le christianisme fut envisagé dans l'empire romain. = Comptes-rendus : *E. Bacha*. La chronique liégeoise de 1402 (détails intéressants pour

l'identification de l'auteur anonyme). — *Imbart de la Tour*. Les paroisses rurales du IV^e au XI^e s. (remarquable). — *R. Röhricht*. Geschichte des ersten Kreuzzuges (grande objectivité).

48. — Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 5^e sér., t. III, 1^{re} livr. — V. DE GHELLINCK-VAERNEWIJCK. L'abbaye de Cluny (étude archéologique sur les restes de l'abbaye).

49. — Annales du Cercle archéologique d'Enghien. T. VI, livr. 1, 2. — C.-G. ROLAND. Le castor dans la toponymie (les castors ont donné leur nom à un grand nombre de cours d'eau et de lieux habités de la Belgique). — J. VAN DEN GHEYN. Note sur quelques manuscrits de la chartreuse de Hérinnes-lez-Enghien conservés à la bibliothèque royale de Bruxelles (chronique, cartulaire et obituaire de cette importante abbaye). — E. VAN CAUWENBERGHS. Le stévenisme dans les environs de Hal (détails curieux sur la secte de la petite église belge qui se refusait à accepter le concordat de 1801). — J. DESTREE. L'industrie de la tapisserie à Enghien et dans la seigneurie de ce nom (histoire de cette industrie née au XIV^e s. et qui vécut jusqu'à la fin du XVII^e s.). — F. DE LA VILLENOISY. Le denier de Judas du couvent des Capucins d'Enghien (curieuse légende d'une pièce rhodienne conservée à Enghien comme étant un des deniers qui payèrent la trahison de Judas. Bonne dissertation critique). — P. M. Monographie de l'ancienne église du couvent des Augustins à Enghien (description archéologique). — E. MATTHIEU. Le village de Hérinnes-lez-Enghien et l'abbaye de Saint-Aubert de Cambrai (chartes inédites avec un bon commentaire).

50. — Annales de la Société d'émulation pour l'étude de l'histoire et des antiquités de la Flandre. T. L, 1901, livr. 1-2. — J. CUVELIER. Inventaire analytique des archives de la chapelle du Saint-Sang, à Bruges (excellent travail; bonne introduction historique et bibliographie critique).

51. — Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. T. IV, 1^{er} fasc. — J. VUYLSTEKE. L'inscription du château des comtes à Gand. — V. FRIS. Documents relatifs au soulèvement de Gand contre Philippe le Bon, 1450-1453 (dissensions entre les Gantois et le duc et leurs rapports après la bataille de Gavre). — F. DONNET. Les derniers fidèles de Marie Stuart (il s'agit de serviteurs de l'infortunée reine d'Écosse qui s'exilèrent dans les Pays-Bas).

52. — Annales de la Société historique et archéologique de Tournai. Nouv. sér., t. V. — A. DE LA GRANGE. Sur la politique des rois de France à Tournai au début du XV^e s. (cette politique est empreinte d'un cachet de démocratie en contradiction avec la politique générale des rois; cette contradiction s'explique par des circonstances locales). — Comte DU CHASTEL DE LA HOWARDERIES. Les de la Hamaide liégeois, namurois, ardennais et luxembourgeois (critique très serrée de fausses généalogies). — A. DE LA GRANGE. Mathieu Grenet et son manuscrit de

la bibliothèque de Lyon (biographie de ce chroniqueur tournaisien qui vivait au xv^e s.). — A. HOCQUET. Tournai et l'occupation anglaise, 1513-1519 (étude approfondie d'après les documents des archives). — A. DE LA GRANGE. Anciens contrats tournaisiens d'apprentissage (intéressant pour l'histoire des métiers au xiii^e et au xiv^e s.). — DE NÉDONCHEL. Monnaies frappées pendant l'occupation de Tournai par Henri VIII, roi d'Angleterre (d'après les originaux conservés au musée de la ville).

53. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. T. XXIX, 1900. — A. HANSAY. Contribution à l'histoire du système mercantile dans la principauté de Liège (rattache l'histoire économique de Liège au mouvement général du xviii^e s.). — D. LEQUARRÉ. La terre franche de Herstal et sa cour de justice (l'histoire de la cour de justice est intéressante; devrait être complétée au point de vue de l'organisation ecclésiastique et de la toponymie).

54. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. T. IX, 1^{re} livr. — A. ROERSCH. Correspondance inédite du chartroux gantois Lævinus Ammonius (lettres intéressantes d'humanistes, 1521-1556, conservées à la bibliothèque publique de Besançon, n^o 599). — V. VAN DER HAEGHEN. La communauté des sœurs fileuses à Gand (curieuse congrégation ouvrière, atelier de charité, asile hospitalier et béguinage, 1678-1796). — F. VAN DEN BENDEN. Anselme Van Hulle, peintre gantois du xvii^e s. (complète et rectifie la biographie de cet artiste par Ad. Siret). — E. COPPIETERS. Les archives de l'église Saint-Martin d'Ackergem (inventaire très sommaire). = N^o 2. Paul FREDERICK. Les anciens monuments de Gand (histoire des actes de vandalisme accomplis dans le courant du xix^e s.). — E. SOIL. Les industries d'art tounaisiennes (détails sur la sculpture, l'orfèvrerie, la dinanderie, la tapisserie et la céramique). = N^o 4. Comptes-rendus : de *Maere d'Aertrycke*. Campagnes flamandes de 1302 et 1304 ou gloire militaire de Bruges au xiv^e s. (manque de critique; la partie militaire est bonne). — A. de Witte. Histoire monétaire des comtes de Louvain, ducs de Brabant et marquis du Saint-Empire romain (remarquable).

55. — Bulletin de la Société royale belge de géographie. 1901, n^o 1. — H. HAUTECEUR. La principauté de Samos; 1^{re} partie (géographie physique). — H. ACRTOWSKI. Voyage dans les canaux de la Terre-de-Feu (souvenir de la croisière de la *Belgica*). — F. PASTEYNS. Chronique géographique.

56. — Bulletin de la Société royale de géographie d'Anvers. T. XXV, livr. 1. — HUYSMANS. Une exploration dans le sultanat de Sambas (Bornéo) et un voyage dans l'île de Java (intéressantes considérations sur la politique coloniale des Pays-Bas). — Alexis M. G. Le bilan géographique du xix^e s. — A. COURBOIN. Chez les Indiens de l'Amazone (étude ethnographique intéressante). = N^o 2. A. GEORLETTE. Quelques fleuves brésiliens : le rio Javary et le rio Purus (beaucoup de

détails sur la faune et la flore). — H. PRIMBAULT. Le Caucase et le Turkestan (description détaillée de Samarcande).

57. — Bulletin de la Société scientifique et littéraire de Tongres. T. XVIII, 2^e livr. — F. HUYBRIGTS. La forteresse des Aduatiques à Tongres (manque complètement de méthode). — H. SCHUERMANS. Mithra adoré à Tongres (d'après une inscription récemment découverte). — L. DE LA VALLÉE-POUSSIN. Mithra dieu du soleil (origines de ce culte).

58. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1901, n^o 1. — A. VAN HOONACKER. Le prologue du quatrième évangile. — V. ERMONI. Les églises de Palestine aux deux premiers siècles (ce que les sources nous font connaître pour les deux premiers siècles). — G. VOISIN. La doctrine trinitaire d'Apollinaire de Laodicée (les idées de l'hérésiarque et le rôle qu'il a joué dans les débats théologiques de son époque). — E. VAN ROEY. La collection des « Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur. » — J. VAN DEN GHEYN. Hubert Keresan, traducteur de la paraphrase d'Érasme sur les épîtres de saint Paul et les épîtres canoniques. = Comptes-rendus : *Th.-D. Bernard*. The progress of doctrine in the New Testament (peu scientifique). — *Kattenbusch*. Das apostolische Symbol (renseignements précieux sur l'histoire du dogme et de la liturgie; réserves sur certaines conclusions de l'auteur). — *A. Stapilton Barnes*. St Peter in Rome and his Tomb on the Vatican Hill (c'est l'étude la plus importante qui ait été publiée en ces derniers temps sur le monument sépulcral de saint Pierre). — *K. Hanquet*. Étude critique sur la chronique de Saint-Hubert, dite Cantatorium (a réuni des renseignements très précieux, mais a défendu sa thèse plus en avocat qu'en historien). — *C. Pigorini-Beri*. Santa Caterina di Siena (bonne œuvre de vulgarisation). — *A. Delescluse* et *D. Brouwers*. Catalogue des actes de Henri de Gueldre, prince-évêque de Liège (cette édition n'est pas parfaite, mais rendra cependant de grands services). — *A. Kurz*. Die katholische Lehre vom Ablass vor und nach dem Auftreten Luthers (connaissance superficielle des sources et de la critique). — *J. Marchand*. L'Université d'Avignon aux xvii^e et xviii^e s. (d'après les archives). — *Landry*. La mort civile des religieux dans l'ancien droit français (met en lumière les usurpations continuelles du pouvoir civil dans le domaine de l'Église sur ce point particulier). — *J. Kesters*. La dime (travail neuf et scientifique, très intéressant pour l'histoire juridique et religieuse de la Hollande). — *L. Durand*. La dime au xviii^e s. (travail sérieux, mais conclusions trop hardies). = N^o 2. *J. FLAMION*. Les anciennes listes épiscopales des quatre grands sièges. — *U. BERLIÈRE*. Les origines de Cîteaux et l'ordre bénédictin au xii^e s. (Cîteaux et les réformes bénédictines au xii^e s. Les principes et leur application. Travail très documenté; étudie d'une manière approfondie la position prise par Cîteaux à l'égard de l'ordre bénédictin pendant le premier siècle de son existence). = Comptes-rendus : *H. Wendt*. Das

Johannes Evangelium (il faut y distinguer deux éléments de provenance diverse : les discours, qui appartiennent à Jean, et la narration, qui aurait un auteur différent. Travail scientifique sérieux ; réserves nombreuses à faire). — *W. Riedel*. Die Kirchenrechtsquellen des Patriarchats Alexandrien (fait connaître de près la vie intime de l'église d'Alexandrie). — *Theo. Sommerlad*. Die wirtschaftliche Thätigkeit der Kirche in Deutschland ; I (c'est une apparition de néo-romantisme en histoire ; généralisations excessives). — *J.-A. Brutails*. L'archéologie au moyen âge et ses méthodes (théories souvent trop absolues, mais toujours suggestives). — *Reichert*. Monumenta ordinis Fratrum Praedicatorum historica ; III, IV, V, VIII (3 vol. d'Acta des chapitres généraux et un de lettres encycliques ; édition soignée). — *C. Douais*. Documents pour servir à l'histoire de l'inquisition dans le Languedoc (fruit de laborieuses recherches ; grande abondance de matériaux présentés d'une manière scientifique et intéressante). — *P. Fages*. Histoire de saint Vincent Ferrier (beaucoup de recherches ; manque d'esprit critique). — *P. Fredericq*. Corpus documentorum Inquisitionis haereticæ pravitatis Neerlandicae (mérite incontestable ; très objectif ; quelques lacunes). — *J. Bosdevant*. Des rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la législation du mariage, du concile de Trente au Code civil (importante contribution à l'histoire du gallicanisme). — *E. Martinengo*. Cavour (bien écrit, mais tourne au panégyrique).

59. — Revue historique de l'ancien pays de Looz. 1901, n° 2. — *MAAS* et *DANIELS*. Recherches historiques sur la peste au pays de Looz (notamment dans les communes de Beringen et Zouhoven). — *VAN SWYGENHOVEN*. La guerre des Paysans (détails sur le soulèvement limbourgeois de 1799). — *H. SCHUERMANS*. Un sénateur romain de Tongres au III^e s. (d'après une inscription romaine trouvée en Bulgarie). — *VAN NEUSS*. Les accroissements du dépôt des archives du Limbourg. — *A. FLAMENT*. Correspondance du baron de Wal concernant son histoire de l'ordre teutonique (cet ouvrage considérable fut publié à la fin du XVIII^e s. ; cette correspondance nous initie aux difficultés que l'auteur eut à vaincre). — *BAMPS*. La révolution liégeoise à Hasselt (correspondance intéressante entre Cox de Hommelen et le chevalier de Chestret). = Compte-rendu : *C. de Borman*. Les échevins de Liège (ouvrage de haute valeur).

60. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1901, février. — *H. Harri*. Découverte et évolution cartographique de Terre-Neuve et des pays circonvoisins, 1497-1501-1789 (très remarquable). — *E. Brandenburg*. Moritz von Sachsen. Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen (ouvrages excellents). — *H. Utmann*. Russisch-preussische Politik unter Alexander I und Friedrich-Wilhelm III bis 1806 (intéressant ; tire un bon parti des archives autrichiennes, qui ont été explorées à fond ; mais, en négligeant entièrement

les archives russes, l'auteur a privé son ouvrage d'une bonne partie de ses vrais fondements). — *A. Pfister*. Aus dem Lager der Verbündeten, 1814-1815 (ouvrage où sont utilisées avec art les archives wurtembergeoises). — *Mars. Grünelsen*. Der Ahnenkultus und die Urreligion Israels (très consciencieux; objections nombreuses). — *F.-X. Funk*. Kirchengeschichte Abhandlungen und Untersuchungen; Bd. II (recueil fort intéressant). — *S. Riezler*. Geschichte Baierns; Bd. IV : 1508-1597 (important pour l'histoire de la Réforme). — *E. Egli*. Analecta reformatoria; Biographien II : Bibliander, Ceporin, Joh. Bullinger (important pour l'histoire de la Réforme en Suisse). — Avril. *Dorner*. Grundriss der Dogmengeschichte (très érudit, mais peu clair et peu précis). — *F.-W. Kampschulte*. Johann Calvin, seine Kirche und sein Staat in Genf; Bd. II (ouvrage posthume paru vingt-sept ans après la mort de l'auteur, mais les livres et documents publiés depuis n'ont pas affaibli sa portée). — *P. Schweizer*. Die Wallenstein-Frage in der Geschichte und im Drama (controverses intéressantes, généralement résolues dans un sens favorable à Wallenstein). — Mai. *A. Ehrhard*. Die altchristliche Litteratur und ihre Erforschung, 1884-1890; Abth. I : Die Vornicænische Litteratur (excellent). — *Gottlieb*. Die Ambraser Handschriften; I : Büchersammlung Kaiser Maximilians I (importants matériaux pour une histoire future de la bibliothèque de la cour impériale de Vienne). — *E. von Meier*. Hannoversche Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte, 1680-1866; Bd. I : Die Verfassungsgeschichte (excellent). — *Waitz*. Deutsche Verfassungsgeschichte; Bd. IV (W. Sickel disserte surtout sur la nature et le caractère de la dignité impériale). — *A. Piper*. Die päpstlichen Legaten und Nuntien in Deutschland, Frankreich und Spanien seit der Mitte des 16. Jahrh. I : 1550-1559 (important). — Juin. *Müllenhoff*. Deutsche Alterthumskunde; Bd. IV. — Nassau-Oranische Correspondenzen (le tome I, consacré à la guerre de succession de Katzenelnbogen, contient une suite de lettres, de 1518 à 1538, importantes pour l'histoire du comte de Nassau Henri).

61. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. 1900, Quartalheft IV. — *Robert von Rostitz-Rieneck*. Le triumvirat de la philosophie (importance philosophique et sociale des écrits dus à Voltaire, Frédéric II et d'Alembert); suite et fin. — *Jos. Stiglmayr*. Une lettre intéressante des anciens temps de l'Église (la huitième des lettres du pseudo-Denys, adressée au « thérapeute Démophilus; » intéressante pour l'histoire des controverses religieuses au ^{ve} s.). — *Jos. Fischer*. Jean, évêque d'Irlande, mort vers 1066, peut-il être considéré comme le premier martyr d'Amérique? (non; cet évêque a subi le martyre non dans le Vinland, mais chez les Wendes de Mecklembourg). — *A. Hoffer*. L'archevêque saint Sava, le patron des Serbes, était-il catholique? (rien ne prouve qu'il ait été schismatique; rien ne prouve non plus qu'il soit resté jusqu'à sa mort en union avec le Saint-Siège). — 1901, Quartalheft I. *R. Nilles*. Le Liber Sextus de Boniface VIII et la mention : « Datum juncta glossa » (étude sur les huit manières de dater

usitées dans les documents pontificaux). — AL. KROESS. Les débuts du luthéranisme en Bohême; fin dans Quartalheft II. — E. MICHAEL. Albert le Grand (biographie critique); fin dans Quartalheft II. = Quartalheft III. N. PAULUS. Cornelius de Sneek et Augustin de Getelen, deux dominicains du XVI^e s. — L. FONCK. L'Évangelium de Harnack (déplore le sentiment qui a inspiré au célèbre érudit les idées exposées dans ses seize leçons sur la nature du christianisme. Harnack ne prêche autre chose que la destruction de toute croyance, de tout christianisme). — CHR. PESCH. L'inspiration de l'Écriture sainte selon les idées actuelles des protestants. — R. NILLES. Alexandre VI et l'ordre de Prémontré (réédite en partie le privilège accordé par ce pape à l'ordre dans la dernière année de son pontificat. Le texte entier se trouve dans les *Statuta ordinis Praemonstratensis*, publiés à l'abbaye d'Averbod en 1898).

62. — *Zeitschrift für Kirchengeschichte*. Bd. XXII, Heft 1. — C. ERBES. Saint Pierre est mort non pas à Rome, mais à Jérusalem; fin dans Heft 2 (mémoire de 118 pages). — B. BESS. Les négociations de la « *Natio gallicana* » concernant les annates au concile de Constance, 15 oct.-2 déc. 1415. — W. KOEHLER. Lutherana (Luther a été frère lai au monastère d'Erfurt; l'époque à laquelle il prit ensuite la tonsure est inconnue). — W. RIBBECK. Les ducs de Brieg et les patrons ecclésiastiques de l'église dudit lieu; fin dans Heft 2. — M. BROSCHE. Le massacre des protestants de la Valteline en 1620. — H. BARGE. Nouveaux documents pour servir à l'histoire des troubles à Wittenberg en 1521-1522. — O. CLEMEN. Deux consultations de François Lambert d'Avignon (sur la question des dîmes, prémices et oblations, 1522-1523). — F. KOESTER. Contributions à l'histoire de la Réforme à Naumbourg, de 1525 à 1545; fin dans Heft 2. = Heft 2. FLADE. La procédure d'inquisition en Allemagne vers 1400.

63. — *Beilage zur Allgemeinen Zeitung*. 1901, nos 120-121. — L'empereur Joseph II aux Pays-Bas (à propos des publications de H. Schlitter, *Die Regierung Josephs II. in den österreichischen Niederlanden*, t. I, et *Briefe und Denkschriften zur Vorgeschichte der belgischen Revolution*, 1900). = Nos 122-123 et 131. C. HAHN. Voyage en Mingrétie, en Samursakan et en Abchasie dans l'été de 1900; suite et fin. = No 123. M. DOEBERL. Histoire de l'armée bavaroise; fin de l'article commencé dans le no 95. = Nos 124-125. GERONTIUS. Mouvements religieux en Angleterre et en Amérique. = Nos 126-128. Paul HOLZHAUSEN. La fête séculaire des aïeux; V. = Nos 130-132. Ludwig SCHEMANN. Mouvements nouveaux dans l'historiographie et dans l'ethnographie (étude pénétrante des théories de Gobineau, Le Bon, Lapouge, Ammon, Leusse et Chamberlain; l'idée commune à tous ces savants est que l'avenir des peuples est basé sur une aristocratie sociale, qui est la fleur de leur race et de leur sang). = No 137. ZOELLNER. Une œuvre du général Bonnal (résumé du livre : *Fräschwiller. Récit commenté des événements militaires du 15 juillet au 12 août 1870*. Paris, 1901). = No 138.

Bernhard BESS. L'hellénisme judaïque, guide du christianisme. = Nos 139-140. Léopold-Karl GOETZ. I. de Doellinger (d'après sa biographie, écrite par Friedrich, t. I-III). = No 140. Karl SUDHOFF. Tableaux vieux-italiques représentant l'offrande de viscères humains. = Nos 141-142. Karl v. STENGEL. Le droit des gens et la guerre. = No 147. Franz-Xaver KRAUS. Le centenaire de Vincenzo Gioberti (étude biographique et littéraire). = No 149. A. FURTWENGLER. Aphaia, la déesse du temple d'Égine. = No 151. Maximilian CLAAR. La tentative d'une réforme du théâtre italien sous Cavour. = Nos 152 et 160. Hugo GROTHE. Pour servir à l'histoire des colonies souabes en Trans-Caucasie. = Nos 160-161. Albert PFISTER. Guerre des Boers. Un tableau de l'histoire moderne de la Suisse (la guerre sud-africaine a son pendant dans la lutte soutenue par le petit État de Nidwalden et de ses 10,000 habitants contre la république française au commencement de l'automne de 1798). = No 165. Ludwig WILSER. Un village de l'âge de la pierre, situé sur le Neckar (près de Grosspartach). = No 166. Léopold-Karl GOETZ. Joseph Langen, né le 3 juin 1837, mort le 13 juillet 1901 (esquisse biographique et littéraire de ce savant vieux-catholique). = Nos 167-168. Al.-Al. TSCHUPROW. La population rurale de la Russie européenne et le prix du blé. = No 168. Moritz NECKER. Grillparzer et ses relations avec l'histoire.

64. — *Beilhefte zum Militär-Wochenblatt*. 1901, Heft 4. — H. BESELER. La guerre de l'indépendance de l'Amérique du Nord et la guerre des Boers (parallèle, avec deux croquis). — VON UNGER. La bataille de Zorndorf, le 25 août 1758 (discours, avec 4 croquis). = Heft 5. MARCHOW. Les événements qui ont précédé la bataille de Custoza, en 1866 (discours, avec 4 croquis). — Georg FUNKE. Les opérations des confédérés autour de Richmond, en mai et en juin 1862 (discours, avec trois croquis).

65. — *Deutsche Revue über das gesamte nationale Leben der Gegenwart*. Jahrg. XXVI. 1901, Band III, juillet. — Sir Richard TEMPLE. Le jugement des Anglais sur la reine Victoria. — Heinrich VON POSCHINGER. L'agent secret (l'auteur, mettant à profit les papiers du ministre de Manteuffel, montre combien en général l'influence des agents secrets a toujours été utile dans la diplomatie; il retrace en détail les services qu'a rendus le conseiller d'État de Klindworth, en qualité d'espion, d'abord au duc Charles de Brunswick et au roi de Wurtemberg, enfin comment il est entré au service de la diplomatie prussienne en 1852). — Wilhelm FÖRSTER. Le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst en qualité d'ambassadeur, et le traité international concernant le mètre, conclu à Paris le 20 mai 1875 (étudie l'histoire des conférences ayant pour objet l'introduction d'une mesure linéaire universelle, au point de vue scientifique et diplomatique). — Frantz FUNCK-BRENTANO. Le mariage de Louis XV de France avec Marie Leszczyńska. = Août. Ludwig ÆGIDI. Le prince de Bismarck artiste. — Elisabeth

FOERSTER-NIETZSCHE. Frédéric Nietzsche et Hippolyte Taine. Correspondance, avec des notes (1886-1888). — Bogdan KRIEGER. La reine Louise et le conseiller de cabinet Lombard. D'après des matériaux inconnus jusqu'aujourd'hui; à suivre (caractérise bien l'influence de la reine Louise sur la politique). — Théodore WIEDMANN. Léopold de Ranke et Varnhagen d'Ense, après le retour de Ranke d'Italie; à suivre (d'après les papiers de Varnhagen). — B. STUEBEL. Le caractère de Napoléon I^{er} (d'après quelques bulletins, proclamations, poèmes et pamphlets).

66. — **Die Grenzboten.** Jahrg. LX, 1901, Band II, nos 22-23. — OTTO KÄMMEL. Les satires d'Horace au point de vue de la vie moderne italienne. = N° 23. H. KOERNER. Pour rappeler le souvenir des jours de la révolution badoise (lettre d'un certain Jules Mueller, de Dusseldorf, écrite le 28 juillet 1849, qui dépeint les souffrances endurées par les insurgés détenus). = Nos 24-25. KARL JENTSCH. Frédéric List (l'auteur, qui a publié récemment une biographie de List (*Geisteshelden*, Bd XLI, 1901), retrace le système de cet économiste). = N° 24. K. BUSCHE. Le père des mémorialistes (Ion de Chios, mort en 422 av. J.-C.). = N° 28. HUGO BARTELS. Le parlement anglais (bonne esquisse historique).

67. — **Stimmen aus Maria-Laach.** Katholische Blätter. Bd LX, 1901, Heft 2-3. — STEPHAN BEISSEL S. J. La chapelle palatine de Charlemagne à Aix-la-Chapelle et ses mosaïques. = Heft 4. JOSEPH HILGERS S. J. La bibliothèque du Vatican et son fondateur (Nicolas V.). = Heft 4-5. J. BRAUN S. J. Le style ogival primitif en Angleterre. = Heft 5. J. DAHLMANN S. J. Pour servir à l'ethnographie de Pékin (d'après les recherches de W. Grube dans les *Veröffentlichungen aus dem königlichen Museum für Völkerkunde zu Berlin*, t. VII, Heft 1-4, 1901). = Band LXI, Heft 6. C.-A. KNELLER S.-J. André-Marie Ampère (étude biographique). — STEPHAN BEISSEL S.-J. Les plus anciennes églises de l'Allemagne. — JOSEPH HILGERS S. J. La bibliothèque du Vatican sous Nicolas V.

68. — **Monatsschrift für Stadt und Land.** Jahrg. LVIII, Heft 4. — C. THOMSEN. Danisation et germanisation. — A. BALTRUSCH. Un héros allemand de la Russie (Edouard-Ivanovitch Todleben, né en 1817, mort en 1884). = Heft 5. G. SKINNER. La prérogative de la couronne anglaise (trois périodes sont à distinguer : dans la première, la couronne et sa prérogative jouent le premier rôle. Il y a un conseil royal, mais ses droits sont subordonnés à la couronne. Le pouvoir législatif et exécutif est encore réuni dans les mains du roi. Dans la deuxième période, du x^{ve} s. jusqu'à la révolution de 1688, le parlement est opposé à la cour et à sa prérogative, le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécutif. Dans la troisième période, depuis 1688, le pouvoir législatif est de nouveau réuni avec l'exécutif, mais dans le parlement). = Heft 6. Pour servir à l'histoire militaire de la Prusse. I : W. KEHLER. L'opinion de Sybel sur Roan; II. — CONSTANTIN VON ZEPELIN. L'empereur Frédéric et son major général. Contribution à l'histoire de la campagne de

1866 (d'après l'ouvrage de Verdy du Vernois : *Im Hauptquartier der 2. Armée 1866*). = Heft 7. Constantin von ZEPELIN. Pour servir à l'histoire de Frédéric-Guillaume IV et de Manteuffel, président du conseil des ministres (d'après les mémoires de Manteuffel, publiés par H. de Poschinger ; t. I-III. Berlin, 1901).

69. — **Militär-Wochenblatt.** Jahrg. LXXXVI, 1901, n° 46. — VON RADECKE. La division Hartmann à la bataille de Gravelotte (quelques remarques pour rectifier le récit de Saldern dans le n° 25). = N° 50. Sadowa (à propos du livre de H. Bonnal. Paris, 1901). = N° 53. VON JANSOHN. L'ouvrage de l'état-major général sur la guerre de Sept ans (résume le second volume, qui contient les événements autour de Prague; voir aussi n° 38). = Nos 54-56. Le duc Ferdinand de Brunswick et ses aides dans la guerre de Sept ans (travail soigné). = N° 57. Hermann KUNZ. Pour servir à l'histoire du combat de Sapignies, le 2 janvier 1871 (quelques remarques de détail). = N° 58. VON BREMEN. La division Hartmann à la bataille de Gravelotte et les mémoires du général de Fransecky (réplique à l'article paru dans le n° 46). = N° 59. VON BOGUSLAWSKI. Pour servir à l'interprétation de la campagne de 1815 (notes détachées sur les opérations militaires des 17 et 18 juin). = N° 64. W. VON SCHNEHEN. L'attaque du second escadron des Cambridge-Dragons à la bataille de Langensalza (sous le commandement du capitaine Bodo de Schnehen). = N° 65. NEFF. Considérations sur le combat de Sapignies, le 2 janvier 1871 (à propos de l'article paru dans le n° 57).

70. — **Sonntagsbeilage zur Vossischen Zeitung.** 1901, nos 23-24. — Christian MEYER. Le margrave « Eisenzahn » (Frédéric I^{er}) et la fondation de l'État prussien, 1410-1440. = Nos 24-25. David Hansemann (à propos de sa biographie, publiée par Alexander Bergengruen. Berlin, 1901). = N° 25. Arend BUCHHOLTZ. Jules Rodenberg (pour le 70^e anniversaire de sa naissance). = N° 26. G. HOFFMANN. Antoine Drouot, commandant de la garde française, à la bataille de Belle-Alliance et après. — Édouard SOKAL. Kepler et Wallenstein (d'après leur correspondance astrologique, publiée par Guillaume Fœrster dans son livre *Himmelskunde und Weissagung*. Berlin, 1901). = N° 27. Arend BUCHHOLTZ. Riga. Coup d'œil rétrospectif sur l'histoire des sept derniers siècles de la ville. — Walter FRIEDENSBURG. La garde-noble papale et ses devancières, il y a cent ans (précis historique très soigné). = N° 28. Édouard SCHULTE. L'histoire du royaume de Hanovre par W. von Hassell (critique sévèrement la dernière partie de cet ouvrage, qui contient la chute de l'État hanovrien; voir aussi les nos 11 et 12 de l'année 1900). = Nos 28-30. Richard NEUBAUER. Luther et sa vie de famille. = Nos 29-30. Rudolf KRAUSS. Louis Uhlund et Paul Pfizer (recherche appuyée d'assez nombreux documents inconnus sur leurs sentiments politiques et leur rôle dans la vie publique et parlementaire). = Nos 30-31. L'enseignement public chez les anciens Grecs.

71. — **Blätter für Handel, Gewerbe und sociales Leben.**

Beiblatt zur Magdeburgischen Zeitung, 1901, nos 21-25. — Eilhard-Erich PAULS. Histoire du premier siège de Magdebourg en 1550 et 1551 (l'auteur a pu mettre à profit des matériaux tirés des archives de Magdebourg et de Dresde). = N° 24. Théodore LAMPRECHT. Le héros et l'art. Pensées à propos de l'inauguration du monument national du prince de Bismarck à Berlin (la notion du héros et les relations qui existent entre l'héroïsme et l'art sont illustrées par l'exemple de Bismarck). = N° 26. Objets préhistoriques trouvés dans des tombeaux à Knutbühren, près de Göttingen. = N° 28. LIEBE. Le vagabondage militaire (étude historique et sociale sur les lansquenets).

72. — Wissenschaftliche Beilage zur Germania. 1901, n° 22. — E.-M. HAMANN. Hoffmann de Fallersleben (1798 à 1874; bonne esquisse littéraire). = Nos 24-25. Otto-Engelbrecht Freiherr von BRACKEL. La tragédie de Queretaro. Souvenirs de la mort de l'empereur Maximilien (l'auteur de ces notes a vécu longtemps en Mexique et fut témoin des événements qu'il raconte). = Nos 25-26. BASEL. Les catalogues des archives municipales d'Éger (résumé sommaire de la publication de Charles Siegl, 1901). = Nos 29-30. Remarques statistiques sur la Hongrie et sur sa composition nationale et confessionnelle.

73. — Jahrbuch der Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde. Zwölfter Jahrgang, 1900 (Metz, Scriba). — Dr E. AUSFELD. Les commencements du monastère de Fraulautern à Sarrelouis (monastère de religieuses augustines fondé en 1154 par Hillin, archevêque de Trèves; suit son histoire jusqu'à la fin du XIII^e s. Publie en appendice 69 chartes inédites, avec une table des noms). — A. SCHIBER. Etablissements germaniques en Lorraine et en Angleterre (la désinence en *ingen* indique des localités où des peuples germaniques sont venus s'établir en masse, avec leur organisation en familles et en tribus; elle n'appartient pas en propre aux Alamans, non plus que la désinence en *weiler*; cette dernière s'attache à des localités, à des régions montagneuses, où des Germains sont venus s'établir en grand nombre, mais sans avoir pu y conserver leur organisation sociale. Enfin, la désinence *heim*, si elle est bien germanique, s'applique à des établissements formés par un chef, de même aussi que les désinences en *ville*, *mont*, *court*; il est donc inexact de lui attribuer une origine franque. La preuve en est fournie par une comparaison avec les noms de lieux anglais en *ham*, où certainement les Francs ne sont jamais venus. L'auteur étudie à cet égard les listes de noms dressées par Kemble, pour lequel il invente le titre de membre d'on ne sait quelle « Britische Akademie der Wissenschaften »). — E. KNITTERSCHEID. Le vieux Thionville (histoire jusqu'au XI^e s.; description des anciens monuments). — Fr.-X. KRAUS. L'inscription sépulcrale de l'archevêque Henri II de Finstingen dans la cathédrale de Trèves, 1286. — Fr. GRIMME. Les seigneurs relevant immédiatement de l'Empire dans le territoire actuel

de la Lorraine et leur histoire de 1789 à 1815 (histoire détaillée des changements que la Révolution française a introduits dans les propriétés féodales de la Lorraine; mémoire de 80 p.). = J.-B. KEUNE. Rapport sur les acquisitions faites par le musée municipal de Metz en 1900 (catalogue détaillé, avec de nombreuses reproductions).

74. — **Századok** (les Siècles). 1901, avril. — Louis THALLÓCZY. Le comte Antoine Szécsen; suite en mai et juin (nécrologie de cet homme d'État, écrivain hongrois, né en 1819, mort en 1896. Il a joué un rôle important à partir de 1859; quoique conservateur à outrance, il a bien mérité du pays. Ses études littéraires portent sur Shakespeare, Dante et Alexandre Kisfaludy). — Elemér CSASZAR. La suppression de l'ordre de Saint-Paul; fin en mai (l'ordre de Saint-Paul-l'Ermite est le seul ordre religieux fondé par un Hongrois au XIII^e s. Il avait acquis une grande renommée en Autriche-Hongrie, où il s'occupait surtout de l'enseignement. Joseph II le supprima en 1784. A ce moment, l'ordre avait 25 couvents et sa fortune était évaluée à 4,542,374 florins. Le poète Verseghe, le traducteur de la *Marseillaise*, impliqué dans la conjuration de Martinovics (1794), était membre de cet ordre). — M. WERTNER. La famille Lévai Cseh (étude généalogique). = Comptes-rendus : J. Illés. Le droit matrimonial sous les Arpad (intéressant; s'appuie sur les documents édités dans les *Monumenta*). — J. BARCSA. La ville de Hajdu-Nánás et l'histoire des Haïdouks (l'auteur n'a consulté que le *Corpus juris*; il n'a rien tiré des archives des comitats Szabolcs et Hajdu formés du territoire privilégié des anciens Haïdouks, ces auxiliaires précieux de Bocskay). — J.-A. ZSÁK. Qui a converti Pierre Pázmány au catholicisme (le grand cardinal hongrois du XVII^e s., qui a joué un rôle si important au moment de la réaction catholique, était né protestant. Ce serait le jésuite Georges Törösy qui l'aurait converti à l'âge de treize ans). — The history of the decline and fall of the Roman empire by Edward Gibbon. Edited by J. B. Bury; vol. VII (l'éditeur n'a pas suffisamment consulté les œuvres magyares sur les Byzantins, quoiqu'il sache le hongrois). — Max GUMPLOWICZ. Zur Geschichte Polens im Mittelalter (sur Zbigniew, grand-duc de Pologne, 1102-1107, qui était en rapport avec les rois hongrois St. Ladislas et Coloman). — Nécrologie de Jules KÁLDY (1838-1901; a publié d'importants travaux sur la musique et la danse hongroises). — Répertoire historique slave pour 1900. = Mai. K. THALY. Quelques nouvelles dates de la vie de Ladislas Ocskay (rectifie quelques données de sa biographie du célèbre général de François II Rákoczy. Cette biographie a paru en 1880 et a obtenu un regain d'actualité grâce au drame de François Herczeg joué avec un grand succès en 1900). — A. POR. Jean, duc d'Oppeln, prieur de Scépuze (frère cadet de Ladislas d'Oppeln, palatin de Hongrie, Jean obtint le prieuré en 1379, devint ensuite évêque de Posenie, finalement admi-

nistrateur de l'abbaye bénédictine de Szegszárd). = Comptes-rendus : *A. Apponyi*. Hungarica; t. I : xv^e et xvi^e s. (description bibliographique des livres d'auteurs hongrois parus à l'étranger et d'auteurs étrangers sur la Hongrie. Ces livres appartiennent au comte Apponyi). — *L. Czappáry*. A la mémoire de Vörösmarty (recueil des études et des articles consacrés au poète national à l'occasion du centenaire de sa naissance). — Die Vadianische Briefsammlung, herausgegeben vom hist. Verein St. Gallen (contient quelques données sur la Hongrie entre 1508 et 1525). — *F. Priebatsch*. Politische Correspondenz des Kurfürsten Albrecht Achilles (important pour la politique étrangère de Mathias Corvin). = Juin. Jules LANCZY. Le deuxième congrès international d'histoire (compte-rendu des travaux de la première section de ce congrès. Insiste surtout sur les mémoires présentés par les savants hongrois et roumains). — E. REISZIG. Le roi Béla IV et l'ordre des chevaliers de Saint-Jean en Hongrie (établi par Geyza II (1141-61), cet ordre devint très populaire; il se distingua surtout lors de l'invasion des Mongols et rendit d'éminents services à Béla IV (1235-70), qui s'en montra très reconnaissant). = Comptes-rendus : *A. Taussierat-Radel*. Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1552 (important pour l'histoire de Hongrie). — *E. Brandenburg*. Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen; t. I (intéressant pour la Hongrie à partir de la lettre 203). — *F. Strukics*. Esquisses historiques sur Kresevo et son monastère franciscain (écrit en croate; important pour l'histoire de la Bosnie). — Ce fascicule contient, en outre, l'Annuaire de la Société historique pour 1901. Le nombre des membres adhérents est actuellement de 1,613.

75. — Budapesti Szemle. 1901, avril. — S. MELLER. Sur l'architecture de l'ancienne Rome. — Ch. CZIMER. La monographie de la ville de Szeged; suite en mai (cette histoire en quatre volumes, due à la collaboration de Reizner et de Kulinyi, raconte les destinées, les institutions et la vie intellectuelle de cette importante cité depuis sa fondation jusqu'à l'inondation de 1879). = Mai. L. KROFF. Les États-Unis et la Hongrie en 1848-49 (au moment où la révolution hongroise éclata, l'ambassadeur des États-Unis à Vienne, William Stiles, fut prié par Kossuth de faire intervenir son gouvernement. Le président, Zacharie Taylor, montra beaucoup de sympathie pour la cause magyare et chargea Dudley Mann de se rendre en Hongrie et de lui adresser un rapport. Celui-ci envoya seize lettres, — encore inédites et qu'on ne permet pas de consulter, — au président de la République; mais une intervention efficace ne put se produire à cause des revers subis par les Hongrois. L'ambassadeur autrichien à Washington, le chevalier Hülsemann, le prit de très haut avec le gouvernement américain à cause de cette intervention, mais il reçut une réponse peu flatteuse pour l'Autriche. Cette réponse fut rédigée par Daniel Webster, secrétaire d'État; elle est imprimée dans les Œuvres complètes de cet écrivain et connue sous le nom de

« The Hülseman letter »). = Comptes-rendus : A. BÜCHLER. Histoire des Juifs à Budapest depuis les temps les plus anciens jusqu'à 1867 (important). = Juin. J. PASTEINER. Mantegna. — Jules VARGHA. Notre dernier recensement (la Hongrie, y compris la Croatie et la Slavonie, qui comptait en 1890 17,463,791 habitants, compte actuellement 19,207,705 habitants). = Juillet. L. NAVAY. La réforme de l'administration hongroise (à propos de la dernière loi que le cabinet Széll fit voter pour simplifier l'administration communale et faire surveiller les recettes et les dépenses des villes par des employés de l'État). — M. SZÉCHENYI. L'église de Czenk d'Étienne Széchenyi (deux lettres des dernières années de l'homme d'État magyar, qui montrent sa sollicitude pour l'église). = Comptes-rendus : R. BÉKEF. L'esclavage en Hongrie sous les Arpad (important).

76. — Bulletin international de l'Académie des sciences de Cracovie. Comptes-rendus des séances de l'année 1900. Décembre. — Br. DEMBINSKI. La mission diplomatique de Félix Oraczewski, résident polonais à Paris pendant la Revolution, 1791-1792 (la correspondance de cet ambassadeur est intéressante; elle peut être considérée « comme une modeste contribution à l'histoire de la civilisation à cette époque, et la mission politique d'Oraczewski ne fut pas non plus sans quelque importance »). — S. KUTRZEB. Les tribunaux polonais au moyen âge; I : le voïvodat de Cracovie, 1374-1501 (étude d'après un grand nombre de documents imprimés et inédits). = 1901, janvier. W. KETRZYNSKI. Remarques critiques sur la Grande-Germanie et sur la Sarmatie occidentale de Cl. Ptolémée (importante étude sur les sources de Ptolémée). = Avril. F. KOPERA. Miniatures d'origine polonaise de la bibliothèque publique de Pétersbourg, XI^e-XII^e s. = Mai. W. KETRZYNSKI. Les Volcae Tectosages et le nom de Wlach, Wloch (renverse l'hypothèse de Müllenhoff que le mot *Walch*, en slave *Wlach* ou *Wloch*, tire son origine du peuple celte des *Volcae* et que les Slaves l'ont emprunté aux Allemands. *Wlach* a son origine dans la très ancienne langue slave; il a été employé par les Slaves pour désigner les Italiens, les Romains, les Romans, jamais les Celtes; il n'a rien à voir avec les *Volcae*). = Juin. Stan. KUTRZEB. Les tribunaux polonais au moyen âge; II-VIII : le voïvodat de Sandomir.

77. — The english historical Review. Avril 1901. — R. GARRETT. Mandell Creighton, évêque de Londres (article nécrologique). — J.-L. STRACHAN-DAVIDSON. Mommsen et le droit criminel chez les Romains (expose les questions principales traitées par le grand historien dans son *Römische Strafrecht* paru en 1899). — Miss Laura M. ROBERTS. Le « Memorial » de Sir Anthony Hungerford (analyse les Mémoires ou l'Apologie de sir Anthony, qui se rapportent aux années 1584-1627). — Basil WILLIAMS. La politique extérieure de l'Angleterre sous Walpole; suite. — LIEBERMANN. Lanfranc et l'antipape

(Wibert, ou Clément III, élu contre Grégoire VII en 1084. Publie trois lettres de Wibert à Lanfranc, qui avait blâmé le schisme). — Miss Mary BATESON. Les lois de Breteuil; suite et fin (montre que ces lois, fortement imprégnées d'idées féodales, ne sauraient nous fournir de lumières sur la constitution primitive des bourgs, du « liber burgus; » mais qu'elles ont eu néanmoins leur importance dans l'origine des libertés anglaises). — C. H. FIRTH. Une lettre d'Olivier Cromwell à son fils Henri, 13 oct. 1657. — James BONAR. La distribution des troupes à Londres en mars 1815 (à l'effet de protéger les différentes parties de la ville menacées par l'émeute que soulevait la discussion de lois sur les céréales). — Comptes-rendus : J. Rhys et D. Brynmor Jones. The welsh people (contribution judicieuse et vraiment critique, sans être originale, à l'histoire des Gallois). — W. Puller. The primitive saints and the see of Rome (3^e édit. très augmentée d'un ouvrage qui a été très remarqué). — H. A. Grueber. Handbook of coins of Great Britain and Ireland in the British Museum (excellent). — J. H. Wylie. The council of Constance to the death of John Hus (excellent). — Malcolm Mac Coll. The reformation settlement examined in the light of history and law (8^e édit., qui renouvelle plusieurs questions importantes). — J. Ferguson. Papers illustrating the history of the Scots brigade in the service of the United Netherlands, 1572-1782 (ouvrage en 2 vol., très bien documenté). — R. P. Mahaffy. Calendar of state papers. Ireland, 1625-1632 (beaucoup d'erreurs de détail). — J. Morley. O. Cromwell (très remarquable). — W. J. Hardy. Calendar of state papers. Domestic series : William and Mary; vol. III, 1691-1692. — W. A. Shaw. Calendar of Treasury books and papers, 1735-1738. — Gius. Greppi. La rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano (notes de Paolo Greppi, noble milanais, qui séjourna à Paris d'avril à juillet 1791; intéressant). — Juillet. Prof. MAITLAND. William Stubbs, évêque d'Oxford. — P. BARING. Origines de la Nouvelle Forêt (les récits que les historiens répètent sur les violences ordonnées par le Conquérant pour créer ce domaine privilégié ne s'appuient sur aucune preuve. Le Domesday book nous montre justement que le pays soumis par Guillaume I^{er} aux lois forestières était inhabité, du moins en grande partie; le nombre d'acres de terre labourable qu'y ajouta le roi a été peu considérable). — Basil WILLIAMS. La politique étrangère de l'Angleterre sous Walpole; 6^e art. (au moment du traité de Séville, 1728-1729). — W. MILLER. L'Europe et l'empire ottoman avant le xix^e s. — T. J. ANDREWS. La marche de Masséna en Portugal en 1810 et les routes suivies par les Français dans le nord de l'Espagne (d'après un atlas qui fut pris à Vittoria et où sont tracés en couleur les chemins de l'armée française). — F. LIEBERMANN. La famille de Guillaume le Conquérant et l'église de Chartres (relève quelques notes dans le nécrologe de la cathédrale, qui fut commencé vers 1027 et s'arrête en 1137). — J. P. GILSON. Le parlement de 1264 (publie deux actes retrouvés sur une feuille volante d'un ms. de droit ayant appartenu à l'abbaye de

Ramsay). — C. BONNIER. Liste des villes anglaises du XIV^e s. (chacune désignée par un mot qui la caractérise; cette liste est en français). — W. A. J. ARCHBOLD. Un journal de l'expédition de 1544. — C. Sanford TERRY. Lettres du chevalier de Saint-George (contiennent quelques renseignements intéressants pour l'histoire des Jacobites). — Hereford B. GEORGE. L'opinion publique à Paris pendant la campagne de Russie en 1812 (publie un rapport adressé à Metternich par le chargé d'affaires d'Autriche à Paris en nov. 1812; ce rapport, en français, est signé par Le Fèvre-Rechtenburg. Curieux). — J. Holland ROSE. Sir Hudson Lowe et le début de la campagne de 1815 (publie, en traduction anglaise, plusieurs lettres qui furent adressées par les chefs de l'armée prussienne à sir Hudson, alors quartier-maître général des forces anglaises aux Pays-Bas). — Bibliographie : W. Liebenam. *Städteverwaltung im römischen Kaiserreiche* (ouvrage plein d'érudition). — G. Hill. *English dioceses; a history of their limits from the earliest times to the present day* (insuffisant). — G. Le Strange. *Baghdad during the Abbasid Caliphate* (excellent). — J. H. Matthews. *Cardiff records* (art. important de W. H. Stevenson). — H. Gough. *Itinerary of king Edward I, 1272-1307* (utile). — M. A. S. Hume. *Calendar of letters and state papers... preserved in... the archives of Simancas; vol. IV : 1587-1603* (beaucoup d'erreurs). — J. S. Corbett. *The successors of Drake* (2^e éd. d'un excellent livre). — Sir W. W. Hunter. *A history of british India; vol. II : to the Union of the Old and New Companies under the earl of Godolphin's award* (intéressant). — T. S. Jackson. *The logs of the great sea fights, 1794-1805* (documents d'une nature très spéciale et peu attractive, mais qui donnent des renseignements très précis sur la marche des flottes). — R. Dunlop. Daniel O'Connell (bon).

78. — *The Athenæum*. 1901, 30 mars. — Lieut.-col. Spencer Childers. *The life and correspondance of the R. H. Hugh C. E. Childers, 1827-1896* (détails curieux sur le Home rule en 1885 et sur l'administration de la guerre vers la fin du XIX^e siècle. Si les Anglais ont été surpris par la résistance, si souvent victorieuse, des Boers, ce n'est pas faute d'avoir été avertis). — J. Wickham Legg. *The coronation orders* (publie trois textes : l'ordre du couronnement de Guillaume et Marie, un autre, plus ancien, en anglo-français, et un troisième, en anglo-saxon; préface très instructive). — Documents nouvellement découverts sur les temps d'Élisabeth et de Jacques I^{er}; lettres de George Chapman et de Ben Jonson; suite les 6 et 13 avril. — 6 avril. Lieut.-col. Greenhill Gardyne. *The history of the Gordon Highlanders, 1794-1816*. — Henry C. Morris. *The history of colonization* (très intéressant, sans être très savant). — Mrs. C. C. Stopes. *Shakespeare's family* (beaucoup de faits concernant même des Shakespeare qui n'ont jamais eu, sans doute, la moindre parenté avec la famille du poète; beaucoup d'hypothèses en l'air; mais livre utile, où il y a beaucoup à prendre). — Sir Henry Craik. *A century of scottish history (1745-1845; bon)*. — Henry de Huntingdon

et Geoffroi de Monmouth (F. Haverfield prouve que Geoffroi fut une des sources de Henry, qui lui doit certaines additions faites à son récit primitif). = 13 avril. *Sir T. H. Holdich*. The Indian borderland, 1880-1900 (intéressant). — *W. Capes*. The english church in the xiv a. xv th centuries (très intéressant; le chapitre sur Wycliffe n'est pas tout à fait au courant). = 20 avril. *Lady Anne Barnard*. South Africa a century ago. Letters written from the Cape of Good Hope, 1797-1801 (très intéressant). — Calendar of patent rolls. Edward I, 1272-1281. = 27 avril. *W. J. Stillman*. The autobiography of a journalist (beaucoup d'anecdotes amusantes et de fatras). — *H. Gough*. Itinerary of king Edward I (consciencieux; beaucoup d'erreurs d'identification, surtout en ce qui concerne les noms de lieux gallois et français). — *J. Macpherson*. A history of the church in Scotland (récit sans caractère d'érudition, insuffisant pour le fond et trop souvent inexact quant aux faits). — *J. J. Baddeley*. The aldermen of Cripplelegate ward, 1276-1900. = 4 mai. *E. L. Taunton*. The history of the Jesuits in England, 1580-1773 (ouvrage digne de retenir l'attention; mais il est fâcheux que l'auteur se soit renfermé dans le rôle politique des Jésuites et n'ait rien dit de leur organisation intérieure, des principes qui étaient l'âme même de la Société). = 18 mai. *T. Hopkins*. The man in the iron mask (tient pour le comte Mattioli). — *W. Sichel*. Bolingbroke and his times (très intéressant). = 25 mai. *J. R. Mullinger*. University of Cambridge. College histories; St John's College (excellent). — *W. Money*. A royal purveyance in the Elizabethan age (publie un registre où sont décrits les territoires de plusieurs paroisses du comté de Southampton avec l'estimation de leurs revenus et des redevances qui leur incombaient quand la reine y réclamait son droit de procuration). = 1^{er} juin. *Martin A. S. Hume*. Treason and plot; struggles for catholic supremacy in the last years of queen Elizabeth (beaucoup de renseignements intéressants sur la lutte d'Élisabeth contre les menées secrètes de la cour de Rome). — *F. A. Inderwick*. A calendar of the Inner Temple records; vol. III, 1660-1714. = 8 juin. *O. Schrader*. Reallexikon der indogermanischen Altertumskunde; I (remarquable compilation où sont réunis tous les témoignages relatifs à la civilisation indo-européenne). = 15 juin. *Dr Aug. Jessopp*. Before the great pillage (ouvrage humoristique, attachant, érudit, sur l'organisation paroissiale en Angleterre avant les sécularisations exécutées par Édouard VI). — *R. E. Leader*. Sheffield in the eighteenth century (bon). — *W. H. Draper*. Alfred the Great (sans valeur). — *W. Ridgeway*. The early age of Greece; I (ouvrage considérable et parfois bien illustré, où l'auteur s'efforce de ressusciter les Pélasges et de montrer en eux les créateurs de la civilisation mycénienne). = 29 juin. *M. Samuel R. Gardiner*, Olivier Cromwell et le major général Overton (Reginald F. D. Palgrave, dans une suite de trois articles, critique le jugement porté par Gardiner sur Overton; il y montre un défaut du célèbre historien, qui juge trop Cromwell au

point de vue exclusif de Cromwell même, et qui n'a pas su être toujours équitable pour les ennemis du Protecteur). = 6 juillet. La littérature continentale, 1900-1901 (revue des publications qui ont paru en Belgique, Bohême, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Norvège, Pologne, Espagne). — *Edward T. Cook*. Rights and wrongs of the Transvaal war (intéressant). — *E. T. Clarke*. Bermondsey (bonne monographie). — L'homme au masque de fer (A. Lang : ce n'est pas Mattioli, mais Dauger). = 13 juillet. *Meakin*. The land of the Moors (excellente description du Maroc). — *Lady Russell*. Swallowfield and its owners (très intéressante monographie, où paraissent un grand nombre de personnages royaux, depuis le xiv^e siècle). — Feudal aids; vol. II (important; sur le t. I, cf. *Rev. hist.*, LXXVI, 135). — Calendar of letter-books of the city of London. Letter-book C. (sur les tomes précédents, cf. *Ibid.*, p. 136). — Acts of the Privy Council; vol. XXII, 1591-1592. — *Saint John Hope*. The stall plates of the knights of the order of the Garter, 1348-1585; part I (remarquable). = 20 juillet. *J. Leyland*. Dispatches and letters relating to the blockade of Brest, 1803-1805; vol. I (important). — *Sir R. Vesey Hamilton*. Letters and papers of admiral of the fleet sir Thomas Byam Martin; vol. II-III (documents assez intéressants pour les guerres maritimes de l'Europe). — *H. R. Hall*. The oldest civilisation of Greece (étude intéressante et très bien illustrée sur la question mycénienne).

79. — The Contemporary Review. 1901, février. — William GRAHAM. M. Leslie Stephen et son livre sur les « English Utilitarians » (fait ressortir le rôle de Bentham, de James Mill et de son fils, John Stuart Mill). = Mars. W. M. RAMSAY. Les idées politiques de saint Paul (expose l'idée que saint Paul se faisait du royaume de Dieu et la nécessité de le réaliser peu à peu sur la terre en le faisant entrer dans les cadres de l'empire romain). = Avril. CREIGHTON, évêque de Londres. Un plaidoyer en faveur de l'instruction (de l'importance des études universitaires). — J. H. ROUND. La déclaration de foi protestante (commente le texte de la déclaration que le souverain est tenu de faire à son avènement au trône d'Angleterre, en vertu du « Bill of rights » de 1689; montre en quel sens il faut prendre le mot « idolâtre » appliqué dans cette déclaration aux catholiques romains). — A. M. S. METHUEN. 1775-1899 (parallèle historique entre la situation militaire et politique de l'Angleterre à ces deux époques). — Havelock ELLIS. La France et la Grande-Bretagne; deux civilisations (comme quoi, malgré toutes les causes plus ou moins récentes et passagères d'animosité, c'est encore avec la France que les Anglais ont le plus d'affinités, c'est des Français qu'ils ont le plus à apprendre). = Mai. Jules LEGRAND. L'Eglise et l'État en France depuis le Concordat. — Richard HEATH. Le christianisme primitif et l'idéal démocratique (ils s'expliquent l'un par l'autre et aspirent essentiellement aux mêmes buts). = Juillet. La politique étrangère de lord Rosebery (apologie de la politique suivie par

lord Rosebery pendant son premier ministère). — Sidney WHITMAN. Le feld-maréchal, comte Blumenthal.

80. — The Nineteenth century. 1901, février. — Herbert PAUL. La doctrine catholique-romaine des indulgences (réponse à l'article de l'évêque de Newport publié dans la précédente livraison). — Dr A. Smythe PALMER. Qu'étaient les chérubins ? (les « cherubim » sont d'origine babylonienne; le mot même est babylonien. Ils personnifient le vent dans sa puissance divine. Les Hébreux firent de ces Kerubs, ou vents favorables à la végétation, les gardiens symboliques postés près de l'Eden pour tenir l'homme à distance de l'arbre de vie; plus tard, les chérubins à la porte du sanctuaire sont là pour montrer que Dieu est inaccessible. Plus tard encore, ils prirent un caractère plus humain et précèdent le Dieu de pitié qui pardonne les péchés). = Avril. W. H. WILKINS. La première reine de Prusse (Sophie-Charlotte, fille de l'Électrice Sophie et petite-fille d'Élisabeth, reine de Bohême, dont le père était Jacques I^{er}; femme de Frédéric de Brandebourg, premier roi de Prusse, morte en 1704). = Mai. Vicomte HALIFAX. Lettres pastorales des évêques anglais (les évêques anglicans, tout comme ceux de l'obédience romaine, viennent de publier des adresses où ils proclament le devoir de tout fidèle d'obéir aux décisions des évêques. Dangers de cette contrainte, surtout pour une église nationale). — M^{me} J. R. GREEN. Nos prisonniers boers (résumé de fréquentes conversations que cette dame, qui, on le sait, est un historien fort distingué, eut pendant un mois avec les prisonniers de guerre internés à Sainte-Hélène). = Juin. Karl BLIND. L'étrange origine de la Marseillaise (trois pages qui n'apprennent rien de nouveau). — Marie, comtesse DE GALLOWAY. Labyrinthes en Crète (à peine quelques lignes sur les récentes fouilles d'Evans). — Herbert PAUL. Feu Creighton, évêque de Londres; souvenirs personnels. — J. FYVIE. Le mariage de M^{me} Fitzherbert avec Georges IV (M^{me} Fitzherbert, veuve pour la seconde fois, épousa secrètement, le 21 déc. 1785, le futur Georges IV; celui-ci l'aima toujours, bien que, pour des raisons politiques, — M^{me} Fitzherbert était catholique, — il ait cru devoir se séparer d'elle. Elle-même eut le courage de ne pas revendiquer ses droits et mourut en 1837, sans avoir jamais cessé d'être tenue en haute estime par la famille royale). = Juillet. Dr WIRGMAN. La religion des Boers. — ATHERLEY-JONES. M. P. La Chambre des Communes (rapide histoire de son règlement, depuis le xviii^e siècle).

81. — Edinburgh Review. Vol. CXCIII, janv.-avril 1901. — Les causes de la guerre civile aux États-Unis (essai d'établir dans quelle mesure l'abolition de l'esclavage a contribué à la guerre de Sécession. Au xviii^e s., tous les Anglais, même les plus consciencieux, étaient partisans féroces de l'esclavage. Si les idées ont changé totalement sous ce rapport, surtout grâce au célèbre roman de Mrs. Beecher

Stowe, il ne s'ensuit pas que les États sudistes n'eussent pas de justes raisons d'appréhender l'effet de la suppression immédiate. Aujourd'hui encore, il n'est pas sûr que le travail du blanc et du noir libre puisse suffire à l'exploitation des territoires tropicaux). — Sophie Dorothée (accepte l'authenticité des lettres publiées récemment par M. Wilkins et qui démontrent la culpabilité de la princesse dans sa liaison avec Koenigsmark. La comparaison d'écriture avec des pièces d'archives, dont la provenance est certaine, paraît décisive). — Les origines de la chasse au renard (les vieilles mœurs de la gentry anglaise au XVIII^e s.; amusant). — Nouvelles appréciations sur Olivier Cromwell (ouvrages divers de John Morley, Théodore Roosevelt, Samuel Gardiner, Firth, Frédéric Harrison. Les deux livres de Morley et Gardiner ont une importance exceptionnelle. Avec son intolérance consciencieuse, son incapacité de comprendre ses adversaires, Cromwell représente bien le type de l'Anglais moderne. Il a rendu service à son pays; mais il n'a rien fondé de durable). — La correspondance de Cicéron. — M^{me} du Deffand et ses amis (l'auteur de l'article a simplement oublié de consulter les lettres publiées par M. de Lescure, qui ne font point double emploi avec la publication de M. de Saint-Aulaire). — La situation en Irlande (disparition du parnellisme. Dangers de la nouvelle politique agraire, à laquelle se rallient même des Orangistes énergiques, des gens de l'Ulster, et qui vise à exproprier les grands propriétaires pour vendre leurs terres morcelées aux paysans). — La crise du Sud-Afrique (la *Revue d'Édimbourg*, depuis le début des hostilités, confie alternativement ses articles sur la question du Transvaal à un rédacteur militaire, plein de dédains pour les Boers, et à un rédacteur politique, d'esprit libéral, plutôt animé d'indulgence à leur égard et de mélancolie pour l'avenir de l'impérialisme anglais. Ce dernier écrivain, tout en essayant de montrer que l'Angleterre est acculée dans le Sud-Afrique à l'emploi des procédés brutaux, insiste sur ce triste fait que tout le monde, en haut lieu, savait à quoi s'en tenir sur la force, le caractère et les armements des Boers, ce qui n'a point empêché de provoquer la guerre avec une insouciance lamentable). — La reine Victoria (courte nécrologie). — Le Canada (développement du pays sous la domination anglaise depuis un siècle. Hostilité des États-Unis, où cependant beaucoup de Canadiens vont s'établir. Mais la grande République a besoin désormais de la colonie voisine, ne fût-ce que pour la fourniture des bois qu'exige la fabrication du papier et que ses propres forêts gaspillées ne peuvent plus lui fournir. Au Canada même, il est à craindre que le jingoisme intolérant des Anglais amène un conflit de races, les impérialistes voulant supprimer la langue et les lois françaises, défendant à leurs enfants d'apprendre le français, quoique le légat du pape ait obtenu qu'on enseignât couramment l'anglais dans les écoles franco-canadiennes). — La situation de la marine anglaise (progrès des autres puissances. S'irrite de leurs prétentions

« cyniques » et maladroites à vouloir augmenter leur flotte pour suivre le mouvement de la flotte anglaise, puisque leurs intérêts ne sont point en jeu, l'Angleterre n'ayant jamais abusé de sa puissance maritime : « Les autres peuples menacent notre situation maritime, non pour se défendre, mais pour nous ruiner. » La France se targue beaucoup de son artillerie supérieure; mais cette supériorité, d'ailleurs incontestable, n'a pas grande importance, parce qu'il faut tenir compte surtout de la valeur des hommes qui manient les pièces). — Les utilitaires anglais (d'après le nouvel ouvrage de Leslie Stephen). — Le clergé catholique en Irlande (lorsque le parlement irlandais, en 1795, fonda le séminaire de Maynooth, on se flattait d'obtenir un clergé instruit, éclairé, qui guiderait le peuple dans la voie du progrès, matériel aussi bien que moral et religieux. Or, le clergé d'Irlande, foncièrement honnête et vertueux, se renferme dans sa mission strictement religieuse; il n'a même plus aujourd'hui l'éducation courtoise qu'il recevait jadis dans les collèges de Paris, Douai, Louvain. Recruté presque uniquement dans la classe des paysans et des petits boutiquiers, il se désintéresse de tout ce qui ne tient pas immédiatement à son rôle et n'entretient guère de relations avec les classes supérieures, instruites, qui recrutent surtout les ordres religieux. Ce sont les ordres religieux qui s'occupent d'améliorer le sort du peuple; des couvents de femmes travaillent à ressusciter l'art fructueux de la dentelle; des Jésuites s'efforcent d'introduire les méthodes coopératives en agriculture et en industrie; mais le clergé ordinaire, loin de les seconder, leur est plutôt hostile). — Les papiers de Harley (analyse des nouveaux documents publiés par la Commission des mss. hist. sur lord Oxford et la fin de sa carrière à partir de 1710). — L'ouvrier anglais et américain (difficulté pour l'Anglais de soutenir la concurrence, qui tient en partie au climat plus excitant, vivifiant, des États-Unis. Différence aussi d'esprit entre les deux ouvriers : l'Américain, une fois son intérêt garanti contre son patron, prend ensuite l'intérêt du patron contre le reste du monde. Mais l'intensité de son travail est telle que, vers quarante ou cinquante ans, il est épuisé et doit se résigner à la retraite).

82. — The american historical Review. 1901, avril. — George L. BURR. L'an mille et les antécédents des croisades (les terreurs de l'an mille sont une légende et la lettre de Gerbert n'a rien à voir avec la première croisade). — Ch. GROSS. Influence politique de l'Université de Paris au moyen âge (d'après les textes publiés dans le t. IV du *Chartul. Univ. Paris.*). — Ch. E. LEVERMORE. Progrès du journalisme métropolitain de 1800 à 1840 (montre, par l'exemple de New-York, combien les progrès du journalisme sont intimement liés avec ceux de la démocratie). — James Fr. RHODES. La marche de Sherman vers la mer (en nov. 1864; ce fut surtout une marche de dévastation). — Paul S. REINSCH. Expérience faite par les Français d'un

gouvernement représentatif aux Indes occidentales (histoire politique de la Martinique depuis l'abolition de l'esclavage en 1848 et surtout depuis 1870, où l'île reçut des institutions représentatives). — Herbert L. Osgood. La société des « Dissenters » fondée à New-York en 1769 (publie les minutes des réunions tenues en février et mars 1796 par les chefs dirigeants des églises presbytériennes et baptistes de New-York). — Miranda et l'amirauté anglaise, 1804-1806 (publie les dépêches envoyées au secrétaire de l'amirauté, à Londres, par les amiraux et autres commandants dans l'Amérique du Nord, à la Jamaïque, au Cap, concernant leurs rapports avec Miranda et l'attitude des lords de l'amirauté à l'égard de l'insurrection fomentée par ce dernier). = Bibliographie : *G. C. Lee*. An introduction to the systematic study of the development of law (bon, mais le plan est trop ambitieux). — *H. C. Morris*. The history of colonization (ouvrage pour le grand public; seule la partie consacrée à l'époque moderne a quelque valeur). — *J. V. Bartlett*. The apostolic age; its life, doctrine, worship and polity (très contestable). — *G. T. Purves*. Christianity in the apostolic age (médiocre). — *P. Sabatier*. Speculum Perfectionis. Fratri Fr. Bartholi de Assisio tractatus de Indulgentia S. Mariae de Portiuncula (excellentes éditions). — *Ch. de La Roncière*. Histoire de la marine française; t. II (beaucoup d'érudition; mais la multitude des faits qu'il a réunis a empêché l'auteur de voir l'ensemble; il ne nous apprend rien sur l'art de la guerre maritime. Son livre n'en sera pas moins indispensable à tout historien des choses maritimes). — *Wylie*. The council of Constance to the death of John Hus (excellent). — *W. Walker*. The Reformation (excellent résumé). — *H. M. Baird*. Theodore Beza, 1519-1605 (bonne biographie). — *A. F. Pollard*. England under the Protector Somerset (bon; corrige avec justesse et mesure ce qu'il y a d'excessif dans le jugement prononcé par Froude). — *J. S. Corbett*. The successors of Drake (excellent). — *H. Stevens*. Thomas Hariot; the Mathematician, the philosopher and the scholar (bon). — *J. Br. Perkins*. Richelieu and the growth of french power (bon résumé). — *R. Dunlop*. Daniel O'Connell and the revival of national life in Ireland (conscientieux, mais peu original et par endroits sent le plagiat). — *G. P. Winship*. Cabot bibliography (très utile). — *Ch. J. Bullock*. Essays on the monetary history of the United States (résumé très conscientieux). — *P. S. Reinsch*. English common law in the early american colonies (insuffisant; l'auteur s'est trop facilement inspiré d'ouvrages de seconde main). — *A. C. Buell*. Paul Jones, founder of american navy (bonne biographie; mais P. Jones n'a aucun titre à être considéré comme le fondateur de la flotte américaine). — *A. B. Hart*. American history told by contemporaries; vol. III, 1783-1845. — *St. M. Hamilton*. The writings of James Monroe; vol. IV, 1803-1806. — *Général J. D. Cox*. Military reminiscences of the civil war (intéressant). = Juillet. William MILLER. La république de San Marino

(résumé de son histoire jusqu'à nos jours). — Norman M. TRENHOLME. Les soulèvements dans les villes monastiques d'Angleterre en 1327 (à Saint-Alban, Bury St Edmunds, Abingdon; dans ces villes et plusieurs autres de moindre importance, on constate le violent désir des bourgeois de détruire l'autorité de leurs seigneurs ecclésiastiques). — H. P. BIGGAR. Le Hakluyt français : Marc Lescarbot de Vervins (Lescarbot accompagna Poutrincourt au Canada en 1606; il y resta un an, et c'est en 1609 qu'il publia son *Histoire de la nouvelle France*. Étude sur les sources de cet ouvrage, qui rappelle, mais de loin, les récits de Richard Hakluyt sur Hawkins et Drake). — Albert E. MACKINLEY. Le passage du régime hollandais au régime anglais à New-York; étude d'imitation politique. = Documents : Lettres du Dr Th. Cooper, 1825-1832. — Lettres relatives au mouvement d'annulation dans la Caroline du Sud, 1830-1834. — Une crise ministérielle en France, 1876 (Théodore Stanton donne une traduction en anglais de notes prises par un des ministres qui prirent part au Conseil tenu le 19 déc. 1876, à l'effet de désigner un successeur à M. de Marcère qui venait d'être renversé par un vote du Sénat. Ces notes ont été adressées à Jules Simon, qui, peu après le Conseil, fut nommé président du Conseil, en remplacement de Dufaure). = Bibliographie : *Cheyne et Black*. Encyclopedia biblica; vol. II. E to K. — *Abbott*. The life and literature of the ancient Hebrews (remarquable). — *W. Cunningham*. Western civilization in its economic aspects (trop de généralisations). — *Cora L. Scofield*. A study of the court of Star Chamber (bon). — *F. J. Powicke*. Henry Barrow, separatist 1550-1593, and the exiled church of Amsterdam 1593-1622 (bon). — *T. D. Ingram*. A critical examination of Irish history, from the Elizabethan conquest to the legislative Union of 1800 (plaidoyer en 2 vol. où l'auteur s'efforce de prouver que les seuls bienfaiteurs de l'Irlande ont été les Anglais, que les souffrances qu'elle a endurées ont pour auteurs les papes et les Irlandais eux-mêmes). — *F. J. Snell*. Wesley and methodism (très bonne monographie). — *E. Noble*. Russia and the Russians (esquisses de la vie russe par un journaliste qui ne se pique pas d'exactitude). — *E. J. Payne*. History of the New World called America; vol. II (excellente description ethnographique des Aborigènes ou, comme le désignent les anthropologistes, des Amerinds). — *P. de Roo*. History of America before Columbus (divagations sur l'ethnographie primitive et sur l'introduction du christianisme en Amérique, même avant les Normands; quelques documents sur le pape Alexandre VI tirés des archives du Vatican). — *E. Eggleston*. The transit of civilization from England to America in the XVIIth century (beaucoup d'erreurs et de lacunes, mais l'ouvrage vaut la peine d'être lu). — *E. E. Sparks*. The expansion of the american people, social and territorial (bon). — *B. Wendell*. A literary history of America (remarquable). — *R. P. de Charlevoix*, trad. par *J. G. Shea* (réimpression d'une traduction, publiée il y a une trentaine d'années, d'une bonne description de la nouvelle

France au Canada, par le Jésuite Charlevoix qui résida dans le pays de 1720 à 1722 et qui publia son livre en 1743). — *O. Kuhns*. The german and swiss settlements of colonial Pennsylvania. — *L. F. Bittinger*. The Germans in colonial times. — *O. Wister*. Ulysses S. Grant (bon résumé écrit d'un style incisif et qui force l'attention). — *J. M. Callahan*. American relations in the Pacific and the Far East, 1784-1900 (bon, mais très incomplet). — *Sir J. G. Bourinot*. Canada under british rule, 1760-1900 (excellent). — *A. B. Hart*. Bibliographie de la diplomatie américaine.

83. — Archivio storico italiano. 1901, disp. 1. — *Ugo Balzani*. Marco Tabarrini (notice nécrologique). — *E. Besta*. Nouvelles études sur l'origine, l'histoire et l'organisation des « giudicati » sardes (mémoire très documenté de 70 pages). — *A. Virgili*. L'assassinat d'Ottaviano Manfredi, 13 avril 1499 (publie une relation par un témoin oculaire, qui l'écrivit le jour même; à comparer avec celle qu'Orfeo écrivit le lendemain et qui a été publiée par Pasolini). — *V.-D. Valla*. Paolo Trunci, auteur d'un ms. anonyme (c'est un assez bref recueil des vies des évêques et archevêques pisans jusqu'au commencement du xiv^e siècle). — Comptes rendus : *A. Schulte*. Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien (très important). — Statuti ed ordinamenti del comune di Udine, pubblicati dal municipio. — *V. Lusini*. La cronaca di Bindino da Travale, 1315-1416. — *A. Rossi*. Francesco Guicciardini e il governo fiorentino, 1527-1540; t. II (ouvrage considérable, dont la conclusion est tout à l'honneur de Guichardin). — *Scotoni*. La giovinezza di Francesco Maria II e i ministri di Guidubaldo della Rovere (biographie bien étudiée, mais l'auteur s'est trop laissé dominer par l'antipathie que lui inspire le personnage).

84. — Archivio storico per le provincie napoletane. Anno XXVI, fasc. 1, 1901. — *G. Bresciano*. Inventaires inédits du xv^e s., comprenant des livres imprimés et manuscrits (ces inventaires se trouvent dans les archives notariales de la province de Naples). — *G. Romano*. Niccolò Spinelli de Giovinazzo, diplomate du xiv^e s.; suite (Spinelli au congrès de Sarzana et au moment où s'ouvre le grand schisme, 1377-1378). — *Bevere*. Herbert d'Orléans, vicaire de Charles I^{er} d'Anjou (mort en 1286, ne laissant aucune fortune territoriale, mais un trésor considérable, et qu'il avait essayé de dissimuler, d'argent, de bijoux, d'étoffes précieuses. Publie l'inventaire de ces biens). — Bibliographie : *E. Rogadeo*. Ordinamenti economici in Terra di Bari nel sec. xiv (très intéressant). — *J. Fiorese*. Saggio di una geografia economica di Terra di Bari. — *Fr. Carabellese*. Saggio di storia del commercio della Puglia. — *L. Pepe*. Storia della successione degli Sforzeschi negli Stati di Puglia e Calabria (bon). — *E. Pais*. Per la istoria di Napoli e d' Ischia nell' età Sillana (ingénieux). — *A. Fiordelisi*. I giornali di Diomede Marinelli (le t. I de cette chronique va de

1794 à 1800; important pour les événements de 1799). — *Fr. Nitti di Vito*. Le pergamene di S. Nicola di Bari. Periodo greco, 939-1071 (publie 46 documents de 939 à 1071). — *Gius. Paolucci*. Contributo di documenti inediti sulle relazioni tra Chiesa e Stato nel tempo svevo (huit documents, relatifs pour la plupart à l'église de Monreale). — *E. Pais*. Gli elementi italoti, sannitici e campani nella più antica civiltà romana. — *F. Brandileone*. Sulla data del « Pactum » giurato dal duca Sergio ai Napoletani (on place d'ordinaire vers 1030 la date de cette « grande charte » du duché napolitain; il faut la rajeunir d'un siècle et la placer vers 1129). — *J. Gay*. Les diocèses de Calabre à l'époque byzantine, d'après un livre récent (bonne recension de l'ouvrage du chanoine Minasi sur les églises de Calabre du ^v^e au ^x^e s.). — *V. Spinazzola*. Masaniello; la sua famiglia (reproduit en zyncotypie 14 gravures d'un ms. de Bologne où sont représentées plusieurs personnes de la famille de Masaniello; quelques-uns de ces portraits pourraient être sincères). — *Badham*. Admiral Baillie (biographie bien documentée d'un homme qui prit une grande part à la réaction napolitaine de 1799; si tous les documents sont authentiques, ils fournissent une preuve décisive contre la bonne foi de Nelson). — A part : Journal napolitain de 1799 à 1825; suite.

85. — Archivio storico lombardo. 3^e série, anno XXVIII, fasc. 29, 31 mars 1901. — *A. Ratti*. Une bulle d'Arnulphe III, archevêque de Milan, du 2 novembre 1095, et une légende inédite de saint Gemolo de Ganna (donne un nouveau texte de cette bulle d'après l'original, très mutilé, qui se trouve à Moncalieri). — *F.-E. Comani*. L'argent de la dot de Valentine Visconti (de la levée du subside qui devait procurer cette grosse somme d'argent; étudie la nature de cette contribution et ses conséquences financières et économiques). — *A. Zanelli*. La prédication à Brescia au ^{xv}^e s. (publie le texte de plusieurs arrêtés municipaux pris à la suite de certaines prédications contre l'usure, les femmes de mauvaise vie, les Juifs, les monts de piété, etc.). — *Al. Luzio*. Isabelle d'Este et la cour des Sforza (conférence bien documentée). — *A. V.* D'une couronne de la basilique de Monza (il s'agit d'une couronne de lumière et d'un acte de 1096 où une donation est faite à l'église de Saint-Jean pour l'entretien du luminaire). — Bibliographie : *A. Roviglio*. Sopra alcuni dati cronologici di storia longobardica (quatre dissertations). — *L. Arezio*. La politica della Santa Sede, rispetto alla Valtellina, dal concordato d'Avignone alla morte di Gregorio XV, 1622-1623 (nombreux documents inédits). — *U. Martinelli*. Le campagne del marchese di Cœuvres, 1624-1627 (bonne contribution à l'histoire des guerres de la Valteline). — *Fr. Trucco*. Novi e Napoleone Bonaparte (rapports de Bonaparte avec Novi en 1796). — *U. Assareto*. Genova et la Corsica, 1358-1378 (bon). — 30 juin. *Vito Vitale*. Bernabò Visconti dans le roman et dans la chronique contemporaine (les souvenirs que Bernabò a laissés dans

l'imagination populaire sont des plus contradictoires). — P.-L. RAMBALDI. Étienne III, duc de Bavière, au service de la Ligue contre Gian Galeazzo Visconti, juillet et août 1399; nouvelles observations d'après des documents inédits. — Maria A MARCA. Lettres inédites de Ugo Foscolo en Suisse, 1815. — Diego SANT' AMBROGIO. Notes et observations préliminaires concernant plusieurs des marbres milanais de Desio. — Alessandro GIULINI. Le séjour d'Élisabeth-Christine de Brunswick, femme de Charles III, roi d'Espagne, au couvent cistercien de Parabio, 1708. = Bibliographie : *Gius. Gerola. L'incoronazione di Lodovico II Bavaio in Milano* (dissertation très érudite; montre que Louis de Bavière fut couronné par un simple évêque d'Arezzo). — *Racca. Il borgo di Domodossola durante la signoria spagnuola* (intéressant). = Bulletin bibliographique d'histoire lombarde. = Suppléments à l'*Archivio*. Fascicolo 1 : Huitième rapport de l'Office régional établi pour la conservation des monuments en Lombardie par Gaetano MORETTI. — Fascicolo 2 : Essai bibliographique relatif à la cartographie milanaise jusqu'en 1796, publiée par la Société d'histoire de Lombardie à l'occasion du quatrième congrès italien de géographie.

86. — R. *Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna*. Atti e Memorie. 3^e série, t. XVII, 1899, fasc. 1-3. — N. TAMASSIA. Les chroniques de la Romagne et de l'Émilie aux xv^e et xvi^e s. et les origines du journalisme (considérations sur de vieilles chroniques qui, conservant le détail de la vie journalière, ont été vraiment les ancêtres du journalisme). — A. PALMIERI. La diplomatie judiciaire à Bologne au xiii^e s. 1^{re} part. : l'organisation judiciaire; suite dans le fasc. suivant (la procédure). — G.-B. SALVIONI. Sur la valeur de la livre bolonaise; suite : chap. xiii-xvi; suite en 1900, fasc. 17-19 (xiv^e et xv^e s.). — G.-B. COMELLI. Sur Girolamo Ranuzzi, comte della Porretta (né en 1434, Ranuzzi fit ses études à Bologne et devint un médecin fameux en même temps qu'il était orateur éloquent; chargé de fréquentes missions à Rome, il fut gonfalonier de Bologne en 1467-1470 et mourut en 1496). = T. XVIII, 1900, fasc. 1-3. U. DALLARI. Correspondance entre les Bentivoglio et les princes d'Este, seigneurs de Ferrare, de 1401 à 1512, conservée aux archives de l'État à Modène; 1^{er} art.; suite dans les fasc. 4-6 (publie 343 documents). — A. BATTISTELLA. Un procès pour un sonnet, 1611-1614. — F. TORRACA. Sur la « Treva » du trouvère G de la Tor (date de la composition de cette canzone qui est antérieure à l'année 1220. Biographie de Béatrice de Mangona, qui est mentionnée par le poète). — L. ALDROVANDI. Une sépulture de la famille Aldrovandi dans la basilique de S. Stefano à Bologne. = Fasc. 4-6. A. ZOLI. Ravenne et son territoire en 1309; de la navigation avec la région de Ferrare (d'après un registre cadastral des archives de Ravenne). — A. TRAUZZI. L'inscription du vase dit de Pilate dans l'église de Saint-Étienne à Bologne (lecture nouvelle et reconstitution de cette inscription d'époque lom-

barde; avec une bonne reproduction photographique). — P. AMADUGGI. Les origines de Bertinoro (cette localité est sur une colline appelée dans l'antiquité Cesubium. Le « castrum Cesubium, » au ^x^e s., fut aussi appelé Bertinoro « quod vocatur Bertinorio, » nom qui, sur la foi de Salimbene, rappelle celui des « Britanni »). = Tome XIX, fasc. 1-3. Janvier-juin 1901. F. BOSDARI. Giovanni de Legnano, canoniste et homme politique du ^{xiv}^e siècle (on a de lui plusieurs traités en faveur d'Urbain VI écrits en 1378-1380; il mourut en 1383; nombreux documents inédits). — A. BATTISTELLA. Procès d'hérésie contre plusieurs membres du collège d'Espagne, 1553-1554; épisode de l'histoire de la Réforme à Bologne (d'après les actes originaux, provenant du monastère des Dominicains de Bologne). — G. LIVI. La patrie et la famille de Girolamo Marini, ingénieur militaire du ^{xvi}^e siècle.

87. — Miscellanea di storia patria. 3^e série, t. VI, 1901. — C. CIPOLLA. D'une pièce de parchemin où sont représentées les peintures de la basilique de Saint-Eusèbe à Verceil (avec cinq planches photographiques). — Fr. PODESTA. Les Gênois et les pêcheries de corail dans les mers de l'île de Sardaigne. — D. CARUTTI. Le comte de Laroche d'Allery et le colonel Fresen au siège de Verrue, 1704-1705 (corrige à l'aide de pièces d'archives le récit de la plupart des historiens, en particulier des auteurs des campagnes du prince Eugène). — V. POGGI. L'acte de fondation du monastère de S. Quintino di Spigno, 4 mai 991 (transcription littérale de ce document avec un fac-similé photographique très réduit). — Comte Saverio PROVAGNA DI COLLEGNO. Notes et documents sur quelques chartreuses du Piémont, publiés par son fils, le comte Louis; t. II (travail très érudit, suivi de 101 documents publiés en appendice).

88. — Nuovo archivio veneto. Nouv. sér., n^o 1, 1901. — E. BESTA et R. PREDELLI. Les statuts civils de Venise antérieurs à l'année 1242, publiés pour la première fois (117 pages). — Gius. MARANGONI. Lazzaro Bonamico et l'Université de Padoue dans la première moitié du ^{xvi}^e siècle. — G. COGO. Trois lettres inédites d'Ippolito Nievo (sur les événements de 1859-1860). — R. PREDELLI. Note historique sur la nouvelle édition des « Vite dei Dogi, » de Marin Sanudo (excellente édition d'un texte important). = Bibliographie : E. BESTA. La cattura dei Veneziani in Oriente per ordine dell' imperatore Emanuele Comneno, e le sue conseguenze nella politica interna ed esterna del comune di Venezia (mémoire bien documenté). — *Id.* Gli antichi usi nuziali del Veneto e gli statuti di Chioggia (bon). — G. MONTICOLI. La costituzione del doge Pietro Polani, 1143, circa la Processio scholarum (beaucoup d'érudition). = Appendice : C. CIPOLLA. Publications relatives à l'histoire de l'Italie au moyen âge, 1898.

89. — Rivista storica italiana. Vol. VI, fasc. 2, mars-avril 1901. — Eug. MUSATTI. La critica storica e le leggende nazionali (excellent).

— *P. Caffaro*. Notizie e documenti della chiesa pineralese; t. IV. — La terra di Bari; 3 vol. (description historique, économique et naturelle de cette région, rédigée à l'occasion de l'Exposition universelle). — *G. Poggi*. Genoati e Viturii; saggio storico sugli antichi Liguri (essai de reconstitution de l'ancien dialecte ligure, noyau du dialecte méditerranéen d'où est sortie la langue grecque; ouvrage destiné, assure-t-on, à révolutionner la science). — *Masè-Dari*. M. T. Cicerone e le sue idee sociali ed economiche (intéressant). — *Oberziner*. Le guerre di Augusto contro i popoli alpini (mémoire très érudit). — *R. Mariano*. La conversione del mondo pagano al cristianesimo (remarquable). — *Nobili Vitelleschi*. Della storia civile e politica del papato, dal I sec. fino all'imperatore Teodosio (ouvrage de simple vulgarisation). — *C. Catisse*. Paulo Diacono (exact résumé de la biographie de ce chroniqueur). — *F. Gabotto*. Il comune a Cuneo e le origini comunali in Piemonte (très intéressant). — *P. Sabatier*. De l'authenticité de la légende de saint François dite des Trois Compagnons. — *G. Guerrieri*. Gli Ebrei a Brindisi ed a Lecce, 1409-1497. — *Id.* La fondazione e le vicende del Monte Pio di Lecce, 1520 (important pour l'histoire économique). — *A. Segre*. La politica sabauda con Francia e Spagna, 1515-1533. — *F. G. Fruttaz*. Le château de Chillon et l'inventaire de son mobilier au XVI^e s. — *Dr Giov. Vincenti*. Gli uccisori di Masaniello, processo originale del consiglio collaterale (intéressant). — *M. Racca*. Il borgo di Domodossola durante la Signoria spagnuola (bon). — *E.-L. Fischer*. Cardinal Consalvi. Lebensbild und Charakterbild (très intéressant; la partie la plus importante concerne les efforts de Consalvi pour reconstituer les États de l'Église). — *M. Kovalevsky*. La fin d'une aristocratie (quelques documents nouveaux sur les événements qui ont amené la fin de la république de Venise; exposé fait avec une sérénité de jugement à laquelle on n'était encore parvenu ni en Italie ni en France). — *S. Pellini*. Giuseppe Prima, ministro delle finanze del regno italico (utiles documents tirés des archives de Novare). — *G. Secrétant*. Il '48; la preparazione (intéressante conférence). — Fasc. 3-4. *H. Breysing*. Kulturgeschichte der Neuzeit (beaucoup trop systématique). — Documenti e studi sulla storia d'Ivrea. — *S. Dill*. Roman society in the last century of the western empire (intéressant). — *V. Giuffrida*. La genesi delle consuetudini giuridiche delle città di Sicilia. I: il diritto greco-romano nel periodo bizantino-arabo (beaucoup d'érudition; mais l'exposé est lâche et obscur). — *U. Pasqui*. Documenti per la storia della città di Arezzo nel medio evo; vol. I: codice diplomatico, 650?-1180 (important). — *P. Kehr*. Diplomatische Miscellen (très substantiel). — *A. Tallone*. Le bolle pontificie degli archivi Piemontesi (publication très fautive). — *Nitto de Rossi et Nitti di Vito*. Codice diplomatico Barese; vol. II: le pergamene del duomo di Bari, 1269-1309. — *Fr. Carabellese*. Codice diplomatico Barese; vol. III: le pergamene della cattedrale di Terlizzi, 971-1300. — *C.-A. Di Gerbais-Sonnaz*. Studi sto-

rici sul contado di Savoia e marchesato in Italia; vol. III (vol. consacré au règne d'Amédée V). — *G. Bonolis*. La giurisdizione della mercanzia in Firenze nel sec. xiv (important). — *Bonardi*. Note sulla diplomazia veneziana nel primo periodo della lega di Cambray (bonne contribution à l'histoire de la ligue de Cambray). — *U. Benassi*. Il cronista Parmigiano Leone Smagliati (auteur d'une chronique en langue vulgaire de 1494-1518). — *Id.* Storia di Parma (bon). — Publications relatives à l'histoire de la Révolution française (bulletin par Alberto Lumbroso).

90. — Bollettino storico della Svizzera italiana. Anno 1900, nos 11-12. — Des personnages célèbres qui ont passé le Simplon. — Pour servir à l'histoire des mines du Tessin. — Les auberges de Milan au temps de Renzo Tramaglino. — Les statuts de Biasca en 1434; fin. — Ed. TORRIANI. Inventaire des documents des archives Torriani, à Mendrisio. = 1901, nos 1-3. TAGLIABUE. Routes militaires de la Rhétie et du Tessin dans les années 1496-1519 (itinéraires avec indication des distances). — Napoleonica (un simple billet de Bonaparte, de Paris, 15 prairial an V, au citoyen Dandolo; une « Confession satirique de Bonaparte à l'occasion du pardon d'Assise, 17 sept. 1796 »). — Frédéric Barberousse dans le val de Blenio (établit, d'après une pièce sur parchemin écrite en 1221, que l'empereur séjourna quelques jours au château de Serravalle, dans le val de Blenio, pendant l'expédition de 1162).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Le 15 juillet dernier est mort, à l'âge de soixante-onze ans, notre collaborateur Guillaume DEPPING; esprit cultivé, il était très au courant des littératures étrangères (allemande et anglaise) et cultivait avec succès les études historiques. Il a publié la *Correspondance administrative de Louis XIV* et consacré de nombreux articles (plusieurs ont paru ici même) aux lettres de la princesse palatine. Il avait autrefois copié d'abondants extraits dans les archives de la préfecture de police, incendiée par ordre de la Commune, et il en avait déjà publié quelques-uns. Nous en avons dans nos cartons qui verront le jour prochainement. Sa mort laisse à ceux qui l'ont connu de vifs regrets, car c'était un travailleur aussi consciencieux que modeste, un homme de bonne compagnie et de bon goût.

— Le 20 juillet est mort M. Charles-Louis CHASSIN, à l'âge de soixante-dix ans; il était né le 11 février 1831. Élève, plus tard ami de Michelet et de Quinet, il fut un ardent républicain, conquis par avance à la propagande des idées libérales en France et hors de France. Il fut de cœur avec les chefs révolutionnaires qui, en Hongrie et en Italie, travaillaient à l'indépendance de leur patrie et au triomphe des principes républicains, et il écrivit de nombreux livres et articles pour les faire connaître et aimer des libéraux français. Quand, après le rétablissement de la République, on entreprit de publier les principaux documents de l'histoire révolutionnaire, Chassin fut chargé de réunir et de publier les documents que contiennent nos archives sur les guerres de la Vendée. Il s'acquitta de ce travail avec une conscience, une impartialité auxquelles tous les partis ont rendu hommage. Il était de ceux qui pensent que le premier devoir de l'historien est de rechercher et de dire toute la vérité.

— L'Académie française a récompensé les ouvrages suivants : sur le prix Marcelin Guérin, 2,000 fr. à M. Charles BENOIST, pour son ouvrage intitulé : *le Prince Bismarck*; 1,000 fr. à M. Pierre LEROY-BEAULIEU, pour son ouvrage intitulé : *la Rénovation de l'Asie, Sibérie, Chine, Japon*; 500 fr. à M. Philippe MONNIER, pour son ouvrage intitulé : *le Quattrocento, étude sur l'histoire littéraire du XV^e siècle italien*, et 500 fr. à M. MARTINENCHE, pour son étude sur *la Comédie espagnole en France* (l'importance des prix attribués à ces ouvrages paraît avoir été calculée en raison inverse de leur valeur. L'ouvrage de M. Monnier et celui de M. Martinenche sont le résultat d'années de travail; les deux autres sont des recueils d'intéressants articles de revues).

— Sur le prix Narcisse Michaux, l'Académie a attribué 1,000 fr. à

M. Louis DUCROS, pour son ouvrage intitulé : *les Encyclopédistes*, et 500 fr. à l'abbé PAUTHÉ, pour sa notice sur Bourdaloue. — Sur les fonds du prix Montyon, elle a attribué divers prix aux ouvrages suivants : *la Jeunesse du Pérugin et les origines de l'école ombrienne*, par M. l'abbé BROUSSOLLE; *Vie de Samuel Champlain, fondateur de la Nouvelle-France (1567-1635)*, par M. Gabriel GRAVIER; *l'Éducation militaire de Napoléon*, par M. J. COLIN; *John Ruskin; le mouvement idéaliste et social dans la littérature anglaise au XIX^e siècle*, par M. Jacques BARDOUX; *Michel de l'Hospital et la liberté de conscience au XVI^e siècle*, par Henri AMPHOUX; *Survivance de l'esprit français aux colonies perdues : la Louisiane, l'Île-de-France, Saint-Domingue*, par M. Victor TAUTET; *le Laos et le protectorat français*, par M. le capitaine GOSSELIN; *Essai critique sur l'enseignement primaire en France, de 1800 à 1900*, par M. Émile GOSSOT; *l'Université d'Avignon aux XVII^e et XVIII^e siècles*, par M. J. MARCHAND; *la Vérité sur le siège de Biltche (1870-1871)*, par M. le capitaine MONDELLI. — Le prix Sobrier-Arnould, de la valeur de 2,000 fr., a été partagé également entre : *les Formes littéraires de la pensée grecque*, par M. H. OUVRÉ, et Jérôme Aléandre, *de sa naissance à la fin de son séjour à Brindes (1480-1529)*, par M. J. PAQUIER. — Sur le prix Juteau-Duvigneaux, 500 fr. ont été attribués à M. E.-J. GUIBERT, pour son *Histoire de saint Jean-Baptiste de la Salle*. — Le prix Furtado, de la valeur de 1,000 fr., a été partagé également entre : *l'Histoire abrégée de l'astronomie*, par M. Ernest LEBON, et le *Général de Ladmirault (1808-1890)*, par M. J. DE LA FAYE.

— Le Congrès international des bibliothécaires tenu à Paris les 20-23 août 1900 a mis au concours une *Étude des insectes ennemis des livres*. Trois prix pourront être décernés : deux, l'un de 1,000 fr., l'autre de 500, fondés par feu M^{lle} Marie Pellechet, un troisième par un donateur anonyme. Les deux premiers prix seront attribués, en 1902, aux deux meilleurs mémoires présentés sur ce sujet : *Étudier d'une façon scientifique les insectes ou vers qui s'attaquent aux livres; en déterminer les genres et les espèces; en décrire les modes de propagation, les mœurs, les ravages; mentionner les parasites qui vivent à leurs dépens; définir les matières dont ils se nourrissent, celles qui les attirent, celles qui les font fuir ou les font périr; indiquer les meilleurs moyens à employer pour les détruire et les chasser quand ils ont envahi une bibliothèque, pour prévenir de leur invasion les bibliothèques encore indemnes*. Le troisième prix sera décerné, à la même époque et dans les mêmes conditions, à un autre mémoire sur le même sujet, mais avec cette différence, toutefois, que le mémoire qui pourra être récompensé par ce prix sera consacré à l'étude des insectes ou vers qui s'attaquent plus particulièrement à la reliure des livres. Les mémoires devront être adressés, avant le 31 mai 1902, au secrétaire général du Congrès des bibliothécaires, M. Henry Martin, à la bibliothèque de l'Arsenal, rue de Sully, 1, à Paris.

— On vient de créer au ministère de l'Instruction publique un *Office*

d'informations et d'études, dirigé par MM. Charles-V. LANGLOIS, professeur adjoint à la Faculté des lettres de Paris, et Victor-Henri FRIEDEL. Il aura un triple but : 1° fournir des réponses aux questions qui lui seront adressées, touchant les choses de la science ou de l'instruction, par les professeurs ou les chefs de service des administrations françaises ou étrangères; 2° adresser aux chefs de service des départements intéressés des communications et des rapports sur les questions scolaires et scientifiques; 3° se tenir constamment en relation avec les universitaires étrangers, tels que ceux de Dresde, Upsal ou des États-Unis qui demandent fréquemment de leur désigner des jeunes gens pour des échanges internationaux de maîtres ou d'élèves.

— Le 30^e fascicule du *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines* (Hachette) contient les mots de *Libertus* à *Ludus*. A noter les articles *libertus*, *lictor*, *limourgoi*, *loca publica* et *relicta*, par Ch. LÉCRIVAIN; *libri*, *litatio*, par A. BOUCHÉ-LEGLERQ; *times imperii*, par R. CAGNAT; *lis*, *litis aestimatio* et *contestatio*, par G. HUMBERT et Ed. CUQ; *lorica*, *loricarius*, par G. LAFAYE, DE RIDDER et SAGLIO; *lucus*, par H. THÉDENAT; *ludi*, par G. LAFAYE; *ludi publici*, par J. TOUTAIN.

— Le 132^e fascicule de la Bibliothèque de l'École des hautes études (Bouillon) contient des *Notices bibliographiques sur les archives des églises et des monastères de l'époque carolingienne* qu'A. GIRY avait rédigées pour son édition projetée des diplômes carolingiens. Ces notices abondent en renseignements sur quatre-vingt-neuf établissements religieux ayant pu posséder des diplômes carolingiens. Elles étaient prêtes pour l'impression : un très petit nombre d'additions seulement ont dû être faites par les amis du regretté maître qui ont surveillé le travail.

— La librairie Fischbacher vient de mettre en vente des *Études de théologie et d'histoire*, publiées par les professeurs de la Faculté de théologie protestante de Paris, en hommage à la Faculté de théologie de Montauban, à l'occasion du tricentenaire de sa fondation (1 vol. gr. in-8° raisin de 359 p. Prix : 40 fr.). Voici la table des matières : I. La Doctrine de l'expiation et son évolution historique, par Auguste SABATIER, doyen. — II. Jean Cameron, pasteur de l'église de Bordeaux et professeur de théologie à Saumur et à Montauban, 1579-1625, par Gaston BONET-MAURY. — III. Étude comparative de l'enseignement de saint Paul et de saint Jacques sur la justification par la foi, par Eugène MÉNÉGOZ. — IV. Michel Nicolas, critique biblique, par Edmond STAPFER. — V. André Gérard d'Ypres et la théologie pratique, par Edmond VAUCHER. — VI. Une Bible copiée à Porrentruy. Notice historique, par Samuel BERGER. — VII. Un incident philosophique de l'affaire Urbain Grandier, par Raoul ALLIER. — VIII. Les sources des récits du premier livre de Samuel sur l'institution de la royauté israélite, par Adolphe LONS. — IX. La notion du droit naturel chez Luther, par Eugène EHRRHARD. — X. De la valeur du mithracisme comme facteur religieux du monde antique, par Jean RÉVILLE. — XI. Les origines de la Réforme à Besançon, 1520-1534, par John VIÉNOT.

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — *A. Bénét*. Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Calvados, archives civiles, série F. Tome I : fonds de Petiville, de Beaumont, Le Duc et Le Hardy. Caen, Delesques, xv-442 p. in-4°. — *G. Labat*. Le bailli de Suffren. Documents inédits sur la campagne de l'Inde, 1781-1784. Bordeaux, Feret, 80 p. (Actes de l'Académie de Bordeaux.)

HISTOIRE LOCALE. — *E.-L. Borel*. Histoire de la Révolution de Tarentaise et de la réunion de la Savoie à la France en 1792. Moutiers, Ducloz, xi-483 p. in-16. — *Abbé Paul Muguet*. Recherches historiques sur la persécution religieuse dans le département de Saône-et-Loire pendant la Révolution; t. III : l'arrondissement de Charolles. Chalon-sur-Saône, Bertrand, xxv-714 p. — *Couard*. Les bailliages royaux en 1789; villes, bourgs, paroisses et annexes dont les territoires ont formé, en 1790, le département de Seine-et-Oise, répartis suivant les bailliages royaux auxquels ces localités ressortissaient à la date de la convocation aux états généraux de 1789. Carte et notice. Versailles. impr. Cerf, 44 p. in-4°, 2 col. — *G. Lavalley*. Études sur la presse de Normandie. A. Picard, 169 p. Prix : 3 fr. — *P. Gleyrose*. Petrucia Peyrusse. Histoire politique, administrative, économique et sociale d'une commune française. Giard et Brière, xii-270 p. Prix : 5 fr. — *J. Bertin*. Le siège du château de Velleux en 1409. Vesoul, Bon, 192 p. et 2 pl. — *M. Bruchet*. Étude archéologique sur le château d'Annecy. Annecy, Abry, 120 p. et 17 dessins. (Revue savoisienne, 1900-1901.) — *E. Courot*. Annales de Clamecy jusqu'en 1852. Auxerre, impr. de l'Indépendant auxerrois, 228 p. — *Abbé L. Jarrot et abbé R. Pontvianne*. La seigneurie et les seigneurs d'Agrain-en-Velay, 1096-1790. Le Puy, impr. Prades-Freydier, 112 p. — *Abbé Poirson*. Chaude-Fontaine et son prieuré ou le village avant et après la Révolution. Châlons-sur-Marne, Martin frères, 241 p. — *R. Corraze*. Monographie de la commanderie de Caignac, ordre de Malte. Toulouse, Douladoure-Privat, 192 p. — *Abbé Foissey*. Histoire de Soyers. Chaumont, impr. Andriot-Meissonnier, xii-300 p. — *Prouhet*. Le pays mothais, les origines. Niort, Clouzot, 60 p. — *M^{me} Brioude*. Recherches historiques sur une partie du Velay. Le Puy, Cazes, vii-534 p. Prix : 7 fr. — *F. Naef*. La réforme en Bourgogne. Notice sur les églises réformées de la Bourgogne avant la révocation de l'édit de Nantes. Fischbacher, 258 p. in-16. — *Abbé L. Paulet*. Eyguières; son histoire féodale, communale et religieuse. Marseille, Ruat, xv-340 p. — *Sérano de Vézy*. Histoire de la paroisse de Baulieu, Isère, depuis le XIII^e siècle. Nice, impr. des Alpes-Maritimes, 222 p. in-8°. — *Abbé J. Neyrac*. Les guerres de religion dans nos contrées : Guyenne et Périgord. Bergerac, impr. Castanet, 206 p. — *Abbé R. Pontvianne*. Notes historiques sur quelques paroisses du diocèse du Puy. Le Puy, impr. Prades-Freydier, 261 p. in-16. — *Lamoureux*. Bezouche; sa monographie. Nîmes, impr. Ducros, 100 p. — *E.-A. Pigeon*. Le Mont-Saint-Michel et sa baronnie (Genets-Tombelaine), avec les Plaintes d'Avranches et les rôles inédits de ses trois ordres en 1789. Avranches, impr. Perrin, in-8°, xvii-417 p., avec plans, cartes et dessins. — *D^r Doutrebente*. Documents pour servir à l'histoire du prieuré de Saint-Lazare, actuellement villa Lunier. Blois, impr. Migault, in-8°, 70 p. — *Abbé G. Flayeux*. Étude historique : l'ancien Ban de Fraize. Saint-Dié, impr. Cuny. (Bull. de la Soc. philom. vosgienne.) — *J.-J.-C. Tauzin*. Les bastilles landaises et leur organisation municipale du XIII^e siècle au XVIII^e siècle. Besançon, impr. Jacquin. (Revue des Questions historiques.) — *E. Dubois*. Notice historique sur la ville de Pont-de-Veyle. Bourg-en-Bresse, impr. Allombert, 355 p. (Annales de la Soc. d'émulation de l'Ain.) — *Victor Champier et G.-Roger Sandoz*. Le Palais-Royal, 1629-1900. Tome I : du cardinal de Riche-

lieu à la Révolution. Paris, Société de propagation des livres d'art, in-4°, XXI-553 p. — *A. Lombard*. La coutume de Salies de Béarn : une forme subsistante de propriété collective. A. Rousseau, 182 p.

BIOGRAPHIES. — *Abbé F. Jalabert*. Galiot de Genouillac, seigneur d'Assier, grand maître de l'artillerie. Savaète, 76 p. — *Mémorial généalogique des Malherbes*, seigneurs du Bouillon, Juvigny, 1486-1771. Caen, impr. Vallin, XVI-115 p. in-4°. — *Duc de Caraman*. La famille de la marquise de Pompadour : étude généalogique. Leclerc, VIII-125 p. — *Mémorial de l'abbé Antoine Glaise*, d'Auriac. Cantal, prêtre assermenté et censé constitutionnel de Glux, Nièvre, mort desservant de Vézézoux, Haute-Loire, 1793-1827. Ouvrage précédé d'une étude historique sur le clergé constitutionnel de la Haute-Loire et du Cantal, par l'abbé *Édouard Peyron*. Le Puy, impr. Prades-Freydier, XXXI-115 p. in-18. — *G. Husson*. Un soldat briard : le capitaine Husson, 1772-1840. Lechevalier, 94 p. — *A. Sarrazin*. Pierre Cauchon, juge de Jeanne d'Arc. Champion, in-8°, 268 p. — *G. Bruley*. Un homme de cœur : Prudent-Jean Bruley, avocat du roi, président-trésorier de France, maire de Tours, député à l'Assemblée législative de 1791, président du conseil général d'Indre-et-Loire, 1759-1847. Angers, Germain et Grassin, 368 p. (Revue de l'Anjou.) — *Abbé A. Cognel*. Antoine Godeau, évêque de Grasse et de Vence, un des premiers membres de l'Académie française, 1605-1672. Picard et fils, XVII-535 p. — *A. Hellot*. Les comtes d'Eu et de Tancarville, et trois abbayes à Saint-Laurent de Brèvedent. Notions toutes nouvelles. Rouen, Lestringant, 31 p.

Allemagne. — La vie de Kaspar Schlick, chancelier sous les empereurs Sigismond, Albrecht II et Frédéric III, a été maintes fois retracée. Aussi, n'est-ce pas tant pour écrire une nouvelle biographie de ce personnage et y ajouter de nouveaux documents, que pour critiquer les documents qui ont été utilisés par ses devanciers, que M. Alfred PENNRICH a écrit un intéressant opuscule, dont le titre d'ailleurs indique assez l'objet : *Die Urkundenfälschungen des Reichkanzlers Kaspar Schlick nebst Beiträgen zu seinem Leben* (Gotha, Perthes, 1901, in-8°, x-87 p.). Sur vingt-un actes, la plupart des actes impériaux conférant des titres de noblesse ou concédant des terres à Kaspar Schlick, compris entre le 13 août 1416 et le 8 août 1442, que M. Pennrich a étudiés, douze sont certainement et quatre probablement faux. Il semble que le doute sur l'authenticité de ces actes soit venu à l'esprit de l'auteur de l'observation qu'il avait faite qu'aucun de ces actes ne figure dans les registres de la chancellerie. Or, c'était l'usage que les lettres d'anoblissement fussent toujours et les lettres conférant des titres nobiliaires presque toujours enregistrées. En second lieu, il est singulier que le chancelier n'ait jamais pris les titres qui lui auraient été attribués. Ainsi, par diplôme du 16 juillet 1422, Sigismond aurait élevé Kaspar Schlick à la dignité de baron, et cependant, de 1433 à 1435, jamais, quand il souscrit à un acte, il ne signe autrement que « Caspar Schlick, cancellarius imperialis et miles » ou simplement « Caspar Schlick, cancellarius. » Quand on parle de lui, on ne le qualifie que « cancellarius. » Troisième argument : l'on peut établir que sa mère était fille d'un bourgeois de Eger; donc, tous les actes qui font allusion à la prétendue noblesse de sa mère, qui aurait appartenu à la maison des comtes de Colalto, sont

pour le moins interpolés. Enfin, les actes suspects contiennent des erreurs dans le compte des années du règne. Après ces considérations générales, M. Pennrich passe à l'examen particulier de chaque acte. Pour le premier, par exemple, placé sous la date du 13 août 1416, acte par lequel Sigismond confirme à Henri Schlick et à son fils Kaspar, écrivain de sa chancellerie, ses armoiries, M. Pennrich remarque que cet acte n'a pas été enregistré, que le souscripteur Michael de Priest se nomme « Pragensis et Wratislaviensis ecclesiae canonicus, » alors que Michel ne s'intitule, dans ses souscriptions, « canonicus Pragensis et Wratislaviensis » qu'à partir de mars 1417; que les clauses pénales sont extraordinaires, etc. L'auteur relève ainsi dans chaque acte des fautes contre le protocole, des anachronismes, des erreurs historiques. Cependant, sa conclusion est que Kaspar Schlick est l'auteur de la plupart de ces actes faux, non pas de tous, car le privilège par lequel Sigismond concède à son chancelier le droit de frapper des monnaies d'or et d'argent n'a pu être forgé qu'en 1520 ou 1528. M. P.

Hongrie. — Parmi les ouvrages historiques récemment parus en Hongrie, il importe d'annoncer les ouvrages suivants : 1° *A magyar honfoglalás Kútjói* (les Sources de la conquête de la Hongrie), ouvrage rédigé sous les auspices de l'Académie par un groupe de savants, sous la direction de Jules PAULER et Alexandre SZILÁGYI. Budapest, Académie, 1900, viii-877 p. in-4°. Prix : 35 couronnes. — 2° *A magyar nemzet története szent Istvánig* (Histoire du peuple hongrois jusqu'à saint Étienne), par Jules PAULER. Budapest, Académie, 1900, xi-276 p. — 3° *III. Béla magyar Király emlékezete* (A la mémoire de Béla III, roi de Hongrie), ouvrage rédigé sous les auspices du gouvernement hongrois par un groupe de savants, sous la direction de Jules FORSTER. Budapest, Hornyánszky, 1900, viii-358 p. in-4°, avec 13 pl. hors texte et 211 ill. dans le texte. — 4° *A magyar nemzetségek a XIV. század Közepéig* (les Grandes familles hongroises jusqu'au milieu du xiv^e siècle), par Jean KARÁCSONYI. T. I. Budapest, Académie, 1900, x-464 p. — 5° *A czenstochowai pálos-kolostor és magyar műemlékei* (le Couvent des ermites de Saint-Paul à Czenstochowa et ses monuments d'art hongrois), par Alexandre NYÁRI. Budapest, Athenaeum, 1901, 83 p. in-4°, avec de nombreuses illustrations (texte hongrois et français). — 6° *Biró Lajos német-uj-guineai néprajzi gyűjtéseinek leíró jegyzéke* (Catalogue raisonné de la collection ethnographique réunie à la Nouvelle-Guinée par Louis Biró), éditée sous les auspices de l'Académie et du Musée national par Jean JANKÓ. Budapest, 1899, x-100 p. in-4°, avec 23 tables (texte hongrois et allemand). Reprenons maintenant chacun d'eux pour en analyser brièvement le contenu :

1° Il y a juste six siècles que la dynastie d'Arpad s'est éteinte. En l'an 1301 meurt le dernier descendant du conquérant du pays, André III; après lui des rois étrangers : Angevins, Luxembourgeois, Polonais et Allemands, arrivent au trône. Il semble que cet anniversaire ait donné un regain aux études sur les quatre premiers siècles de l'histoire

magyare. On s'efforce d'élucider les questions encore obscures de la conquête, à montrer le rôle de la dynastie nationale dans l'établissement définitif de la race magyare en Europe, à scruter la vie intellectuelle du moyen âge hongrois. L'Académie vient de charger M. BÉKEFI, le savant cistercien, de retracer, dans un tableau d'ensemble, la civilisation sous les Arpad; les matériaux réunis depuis tant d'années permettent enfin de donner un ouvrage d'ensemble sur la manière dont la Hongrie reçut les influences du dehors, se les est assimilées et a pu remplir son rôle aux confins de l'Occident et de l'Orient.

Les ouvrages les plus importants parus dans ces derniers temps se rapportent presque tous à cet âge héroïque du peuple magyar. En première ligne vient le grand ouvrage par lequel l'Académie a voulu contribuer à l'éclat des fêtes du Millénaire (1896). Elle avait décidé, dès 1891, de publier, en mémoire de l'arrivée des Magyars en Europe, un *Corpus* contenant l'édition critique de tous les textes qui se rapportent, soit directement à la conquête du pays, soit au premier siècle de l'histoire magyare, c'est-à-dire au x^e, pendant lequel les invasions de cette race asiatique ont jeté l'épouvante dans toute l'Europe. Un grand nombre de ces textes n'étaient pas ignorés; depuis Pray et Katona, ces grands historiens du xviii^e siècle, on les consultait, mais ni les sources byzantines et slaves, ni les données des écrivains arabes contemporains des migrations des tribus magyares n'étaient facilement accessibles aux érudits. Le volume que nous annonçons donne de toutes ces sources une édition définitive due à la collaboration de plusieurs savants. Nous y trouvons les textes suivants : 1^o *Sources byzantines* éditées par VÁRI et MARCZALI. Le premier s'est chargé de Léon le Philosophe (886-912), dont il a établi le texte d'après les manuscrits de Florence, Vienne, Milan, Madrid et Rome. Il ne donne des *Tactiques* que le chap. xviii, qui traite de la manière de guerroyer des anciens Magyars, et y ajoute, revu et corrigé, le texte d'Urbicius, qui a servi de source à l'empereur byzantin. — Marczali s'est chargé des chroniqueurs byzantins, au nombre de cinq, et de Constantin Porphyrogénète, dont l'ouvrage : *De administrando imperio*, contient des détails si intéressants sur le séjour des Magyars en Lébédie, sur les Khazares et les Bessenyôs. — 2^o *Sources orientales* éditées par G. KUUN. Le savant arabisant publie les textes d'Ibn Rosteh, de Gurdezi, d'El-Bekri sur les Magyars, la relation d'Ibn Fadhlân sur les Bulgares, les Khazares et les Bachkirs, les passages d'Ishtakhri et d'Ibn Haukal et ceux de Maçoudi se rapportant aux différents peuples qui habitaient au x^e siècle le Caucase. M. Kuun avait déjà appelé l'attention des savants sur les textes arabes dans ses deux volumes : *Relationum Hungarorum cum oriente gentibusque orientalibus originis historia antiquissima*. Ils sont, en effet, très importants pour l'époque antérieure à la conquête, lorsque les Magyars vivaient encore en Lébédie, au milieu des Khazares. Si l'on compare les sources byzantines et arabes aux sources de l'Occident, on verra immédiatement combien la connaissance des premières est nécessaire pour juger

équitablement de la race magyare aux ix^e et x^e siècles. Les chroniqueurs de l'Occident, pour la plupart des moines dont les couvents furent dévastés par les troupes hongroises, ne voyaient dans les conquérants que des suppôts du diable, descendants des Huns, mangeurs de chair crue et buveurs de sang. Leurs chroniques portent les traces de l'effroi que jetèrent les invasions continuelles de ces hardis guerriers. — 3^e *Les Sources occidentales* (Annales Sithienses; Conversio Bagvariorum et Carantanorum; Description of Europe by King Alfred the great; les Annales de Fulda; la Chronique de Reginon; Lettre de Theotmar, évêque de Salzbourg, et de ses suffragants au pape Jean IX; Lettre sur les Hongrois adressée à Dado, évêque de Verdun; Versus Waldrammi ad Dadonem episcopum a Salamone missi; Ekkehardi (IV) Casus Sancti Galli) sont éditées par Marczali, qui a de nouveau consulté tous les manuscrits de ces écrivains. — *Les Sources slaves* sont publiées par le plus grand slavisant de l'Europe, M. JAGIC, digne héritier de la chaire illustrée par Miklosic à l'Université de Vienne. Jagic est de naissance croate; il ne parle pas le hongrois, mais le latin. Son introduction substantielle est traduite en magyar, de même que les textes byzantins, arabes et slaves. Il nous donne les passages relatifs aux Magyars contenus dans la légende de Cyrille et de Méthode, un récit inconnu jusqu'ici sur la guerre bulgare en 893 et les endroits de la Chronique de Nestor qui se rapportent aux Hongrois. — Enfin, le volume contient 5^e *les Sources nationales* éditées par FEJÉRPATAKY et MARCZALI. Ce sont les moins sûres, car la plus ancienne, l'Anonyme du roi Béla, ne date que de la fin du XII^e siècle. Mais nous trouvons ici une édition critique définitive avec des notes très érudites. Fejérpataky s'est chargé de l'Anonyme, dont l'unique manuscrit est conservé à Vienne, et de la relation sur le voyage du dominicain Julien, voyage fait en 1236 en Asie pour retrouver les tribus parentes des Magyars. Cette relation se trouve à la bibliothèque du Vatican. Marczali donne les extraits de la Chronique de Kézai et de celle dite « de Vienne. »

L'édition de toutes ces Sources occupe les 506 premières pages du volume; le reste (p. 507-830) est une étude archéologique fort importante due au conservateur des antiquités du Musée national de Budapest, M. HAMPEL, dont les beaux travaux sur l'archéologie magyare sont très appréciés par l'Europe savante. Sous le titre : *les Monuments nationaux de l'époque de la conquête*, il nous donne une description exacte des tombes et des objets qu'on y a trouvés au cours du XIX^e siècle et qui permettent de se faire une idée des armes, des bijoux et des ustensiles des anciens Magyars et de leur manière d'enterrer les morts. Cent trente-cinq illustrations aident à la compréhension du texte. — L'Index (p. 831-877), dû à la patience de M. MAROTH, est d'une grande exactitude.

Ce volume, quoique venu quelques années après les fêtes, conservera longtemps sa valeur; il sera la source indispensable à tous ceux qui voudront s'occuper du premier siècle de l'histoire des Magyars en Europe.

La Commission, chargée de préparer cet ouvrage, a pensé un instant à faire écrire les introductions et les notes en latin, mais, finalement, le sentiment patriotique l'a emporté et on les a publiées en magyar. « Nous avons pensé, » dit M. Jules Pauler dans la Préface, « que le peuple hongrois, après un séjour et des luttes de mille ans, a conquis le droit de parler dans sa langue aux autres peuples de l'Europe et que celui qui veut s'occuper de lui d'une façon *scientifique* doit aussi considérer comme une *tâche scientifique* d'apprendre la langue hongroise. »

2^e En surveillant l'impression des *Sources*, M. Jules PAULER a pu se convaincre que, si l'on veut écrire l'histoire des Hongrois jusqu'à saint Étienne, on ne peut plus suivre le récit de l'Anonyme et faire un gros volume sur un siècle qu'en somme on connaît très peu. Chargé par l'Académie de compléter, pour ainsi dire, son admirable *Histoire du peuple hongrois sous la dynastie arpadienne* (1893, 2 vol.) par un volume sur l'époque des ducs (895-1000), il s'est montré fort sobre d'hypothèses. Sur les 276 pages que contient son volume, il n'y a, en effet, que 114 pages de texte : la valeur d'une bonne dissertation ; tout le reste, ce sont des notes et des *excursus*. Examinons d'abord le texte.

L'Histoire des ducs magyars avait été écrite jusqu'ici à l'aide des sources magyares. Charles Szabó fut le premier qui, vers le milieu du xix^e siècle, appela l'attention sur les sources byzantines. Après de longues et patientes recherches, il publia, en 1869, son *Histoire des ducs magyars* (*A magyar vezérek kora*, 2^e édit., 1883) qui fit longtemps autorité. Aujourd'hui, une bonne partie de cet ouvrage a vieilli. L'étude de documents inconnus de Szabó, les travaux de Dümmler et de Waitz sur le ix^e et le x^e siècle, en Allemagne, où les incursions des Magyars ont été les plus fréquentes, les nombreuses études de la revue magyare *Ethnographia*, ont permis à M. Pauler de retracer un tableau plus fidèle des Hongrois du x^e siècle. Voulant écarter toute hypothèse sur l'origine du peuple magyar, il commence son récit avec les premières données des écrivains arabes et byzantins contemporains des tribus magyares qui, au vii^e siècle, vivaient autour de la mer Caspienne avec les autres membres de la famille ougrienne. M. Pauler trouve qu'à cette époque les Magyars, — appelés par les Byzantins *Tures*, — et les Bachkirs formaient une seule famille. Puis il accompagne ces hardis nomades en Lébédie et démontre, par l'histoire de l'empire des Khazares au milieu desquels ils vivaient alors, l'influence civilisatrice qu'ils subirent. Puis, à l'aide des historiens byzantins, nous sommes renseignés sur leurs mœurs et leur manière de guerroyer lorsqu'ils habitaient Etelköz, — actuellement la Moldavie, la Bessarabie et la Podolie, — cette dernière étape avant la conquête de l'ancienne Pannonie. Le récit de la prise de possession, les invasions en Allemagne et en Italie, tout cela est raconté d'après les sources dignes de foi, partant très brièvement. Il n'y a que le sac du couvent de Saint-Gall qui, grâce au chroniqueur Ekkehard, est raconté en détail. La bataille de Riade (anciennement on disait : *Merseburg*), celle d'Augsbourg, les premières tentatives de

Geyza (Gyejesa) pour introduire le christianisme forment les chapitres principaux de ce volume. Il n'est pas divisé selon le règne des quatre ducs : Arpad, Zoltan, Taksony et Geyza, car les sources authentiques ne permettent pas de fixer la date du règne de Zoltan ni de celui de Taksony. Il n'y a qu'Arpad et Geyza dont la physionomie se détache distinctement de l'obscurité de ce siècle. Les sources mentionnent encore, vers 944, comme successeur de Zoltan, un nommé Faisz. M. Pauler établit que l'organisation des tribus sous le commandement d'un seul duc n'existait guère au courant du x^e siècle. Lorsque le prince était énergique, comme Arpad et Geyza, les autres chefs lui obéissaient; sinon, ils agissaient à leur guise. Ainsi il arriva qu'après la mort d'Arpad les empereurs byzantins ne s'adressaient plus à un seul duc, mais envoyaient leurs missives : « Aux princes des Turcs. » Les invasions en pays étrangers ne furent pas toujours décidées par le duc régnant, mais chaque *clan* opérait à part et souvent une troupe poussait des pointes dans des contrées très éloignées sans que le gros des combattants participât à ces hardies excursions.

Dans ses 158 notes, souvent fort longues, M. Pauler appuie son récit du témoignage des sources et discute leur valeur. Dans l'Appendice, nous trouvons : 1^o « Les Données des sources nationales sur l'histoire du peuple hongrois jusqu'à Geyza, » discussion serrée sur l'Anonyme, que M. Pauler défend contre Dümmler qui le nomme « Fälscher » et « Verdreher. » Si le récit du notaire du roi Béla III, sur la conquête du pays, ne peut plus être considéré comme vrai, il demeure une source précieuse pour la géographie de la Hongrie au xii^e siècle. D'ailleurs, dit M. Pauler, certains historiens allemands feraient bien de ne pas parler du « Nationalstolz » de l'Anonyme. — 2^o L'Ethnographie de certaines peuplades ougriennes. — 3^o La Parenté bachkire-hongroise, étude déjà publiée à part dans la *Budapesti Szemle*.

Les longues années d'études que l'éminent historien a consacrées aux premiers siècles de l'histoire des Magyars, son sens critique et ses grandes connaissances de tout ce qui touche de près ou de loin aux questions qu'il traite assignent à ce volume une place importante parmi les travaux historiques magyars.

3^o Le Notaire anonyme du roi Béla III nous amènera au volume magnifique, vrai chef-d'œuvre de la typographie hongroise, qu'un groupe de savants, sous la direction de M. FORSTER, vient de consacrer à ce roi de la maison d'Arpad. Le livre fut écrit à l'occasion de la translation des cendres de Béla III (1173-96) et de sa femme Anne de Châtillon à l'église du couronnement de Bude, translation ordonnée par un rescrit royal. Le reliquat de la somme offerte par Sa Majesté François-Joseph, pour l'érection du monument funéraire, fut employé à l'impression de ce volume qui, d'ailleurs, n'est pas mis en vente. Il contient, en grande partie, des études archéologiques dues à la plume de M. Forster, président de la Commission des monuments historiques (*l'Église du couronnement d'Albe-Royale*, où les cendres du roi et de la

reine reposaient jusqu'en 1848; les *Vicissitudes des cendres royales*; l'*Eglise du couronnement de Bude*; la *Cathédrale de Nagy-Várád*; les *Monuments funéraires des Arpad*), et de M. Czobor (les *Fouilles d'Albe-Royale*; la *Sainte-Couronne et le manteau du couronnement*; la *Basilique d'Esztergom*; les *Insignes royaux trouvés dans les tombeaux*); une étude anthropologique sur les squelettes; puis quelques articles très importants sur l'histoire de la civilisation sous le règne de Béla III, articles qui démontrent la grande influence que la France a exercée dès le ^{xii}^e siècle sur le jeune royaume, et les rapports de la Hongrie avec l'empire français d'Orient. Béla III, en effet, fut élevé à Byzance; les deux seigneurs qui l'y avaient accompagné, Grégoire et Betse, étaient les descendants de familles françaises établies en Hongrie. Le jeune prince épousa Anne de Châtillon, la fille de ce Renaud de Châtillon, dont M. Schlumberger a récemment narré la vie aventureuse. Monté sur le trône de Hongrie, Béla s'efforça de greffer les institutions françaises sur l'arbre encore jeune de la civilisation magyare. Il fonde, à Veszprém, une haute école d'enseignement « prout Parisiis in Francia, » crée la chancellerie royale, s'adresse directement à l'abbé mitré de Cîteaux qui lui fait visite en 1183, pour établir des Cisterciens français dans le royaume. L'influence de cet ordre fut très grande; Béla fonda le monastère d'Egres, sur les bords de la Maros et y appela des moines de Pontigny en Champagne (1179), puis l'abbaye de Pils (1184), qui existe encore et dont les premiers membres vinrent d'Açay dans le diocèse de Besançon. Après la mort d'Anne de Châtillon, dont les enfants régnaient sur une bonne partie de l'Europe, — on a même démontré que les Habsbourg descendaient d'elle, — Béla III épousa, en secondes noces, Marguerite, sœur de Philippe-Auguste. Le roi de France fit prendre des renseignements sur la fortune de son futur beau-frère et c'est probablement à cette enquête que nous devons le relevé des revenus du roi magyar, relevé conservé dans un manuscrit de la Bibliothèque nationale de Paris. Quelques années après la mort de Béla III, nous trouvons à la cour de son fils Emeric le troubadour Peire Vidal, de Toulouse, qui nous a laissé quelques strophes sur l'hospitalité du roi. Tout cela montre que l'influence française en Hongrie remonte bien haut, et nous ne serons pas étonnés de voir, dans ce volume, la collaboration discrète de plusieurs savants français (Delisle, Paul Meyer, Schlumberger, Élie Berger, Lucien Paté, Servois) qui ont aidé à élever ce vrai monument des anciennes relations de la Hongrie avec la France. Rien de ce qui peut élucider le règne de Béla III n'a été négligé. Les chartes et les monnaies ont été utilisées et ont livré leurs secrets. Les planches en couleur et les nombreuses illustrations sont une véritable iconographie du ^{xii}^e siècle en Hongrie.

M. Forster mérite tous les éloges pour la façon dont il a conçu le plan de cette publication, une des plus belles que les presses hongroises aient produites.

4° L'ouvrage de KARÁCSONYI se rapporte également à l'époque des

Arpad. Le grand nombre de chartes publiées jusqu'aujourd'hui permet de dresser la liste des familles nobles depuis le commencement du *xii^e* siècle jusque vers le milieu du *xiv^e*. Mais l'auteur de cet ouvrage n'a pas seulement consulté les documents imprimés; il a eu recours également aux archives, et sa publication s'annonce comme le meilleur guide généalogique et héraldique pour l'époque des Arpad. Le premier volume embrasse l'histoire des familles de A jusqu'à E. Partout où les documents le permettaient, M. Karácsonyi donne, outre les tableaux généalogiques, le rôle politique joué par la famille, puis l'histoire du domaine et les procès dans lesquels elle fut impliquée. L'ouvrage sera complété par une partie, traitant de l'art héraldique, élaborée par Geyza Csergheő.

5^e et 6^e Nous signalons finalement deux publications bilingues. La première est écrite en hongrois et en français et intéressera surtout les historiens des ordres ecclésiastiques. L'ordre de saint Paul l'Ermite est peu connu en France. Il fut fondé par Eusèbe, chanoine d'Esztergom (Strigonie) et confirmé, sur les instances de saint Thomas d'Aquin, par le pape Urbain IV, en 1263. C'est le seul ordre fondé par un Magyar, la vie contemplative et la macération du corps n'étant pas innées chez le Hongrois. Cet ordre devint rapidement populaire; plusieurs de ses membres devinrent évêques et archevêques. Le cardinal Martinuzzi, connu également sous le nom de « frère Georges, » qui joua un rôle politique si important comme conseiller de Jean Zápolya et de sa veuve Isabelle, appartenait à cet ordre. Au cours des siècles, les frères s'adonnaient aux soins des malades et à l'enseignement. Joseph II les supprima, mais, chose curieuse, tandis que les autres ordres supprimés reprirent leurs maisons après la mort de l'empereur, les frères de saint Paul restèrent bannis de la Hongrie et les tentatives ultérieures pour les y ramener échouèrent. L'ordre hongrois se réfugia alors en Pologne où le couvent de Czenstochova l'abrite encore aujourd'hui. Les frères y ont transporté leurs collections artistiques qui sont de provenance hongroise. M. Nyári a visité ce couvent, appelé la Notre-Dame de Lorette polonaise à cause d'une image miraculeuse de la Vierge qui remonte à la plus haute antiquité. Dans le beau volume qu'il consacre à ce couvent, M. Nyári retrace brièvement l'histoire de l'ordre, décrit minutieusement l'image de la Madone, raconte ses tribulations et donne l'histoire assez détaillée du couvent, qui remonte au *xiv^e* siècle. Le siège qu'il soutint contre les troupes suédoises en 1655 est particulièrement bien étudié et le rôle du prieur Kordecki, qui s'y distingua, est bien mis en relief. La description des fêtes et des pèlerinages est moins scientifique. Les nombreuses illustrations qui reproduisent toutes les fresques et tous les tableaux du couvent, — il y en a surtout beaucoup qui représentent des scènes de la vie de Martinuzzi, — donnent un grand attrait à ce volume, qui fait honneur aux ateliers de l'Athenaeum.

La dernière publication est écrite en hongrois et en allemand. C'est le Catalogue raisonné des objets que le voyageur hongrois Louis Bmó a

recueillis à la Nouvelle-Guinée, notamment à Berlinhafen. Le premier voyageur hongrois qui ait exploré cette île fut Samuel Fenichel, mort, en 1894, à l'âge de vingt-six ans. Après lui, Biró alla dans cette contrée peu explorée, et il y séjourne encore. Les objets qu'il a envoyés au Musée national de Budapest ont été catalogués par Jankó, qui les a décrits minutieusement en les classant en quatre groupes : Vêtements et bijoux; Ustensiles et outils, objets du culte, armes. Les savants étrangers pourront, grâce à la traduction allemande, se rendre compte de l'importance de cette collection qui est venue enrichir la section ethnologique nouvellement créée au Musée national de Budapest.

J. KONT.

— Nous avons reçu de M. GYALUI, bibliothécaire en chef de la bibliothèque de l'Université à Kolozsvár (Klausenburg), un article sur les bibliothèques en Hongrie et à l'étranger, qui a paru dans l'*Oesterreichisch-Ungarische Revue*, t. XXVII.

Grande-Bretagne. — M^{me} Paget TOYNBEE a eu la bonne fortune de découvrir, dans les mains d'un particulier, les originaux des lettres (huit cents environ), adressées par M^{me} du Deffand à Horace Walpole entre 1766 et 1780. Quelques-unes sont de la main même de la marquise, mais la plupart ont été écrites par son secrétaire, Wiart. M^{me} Toynbee espère donner une édition complète de ces lettres, dont plus de la moitié n'ont pas encore été imprimées (*The Athenaeum*, juin 1901).

— La librairie Methuen vient de mettre en vente deux importants volumes : l'un sur les Jésuites en Angleterre (*The history of the Jesuits in England, 1580-1773*), par Ethelred L. TAUNTON, l'autre sur la Mandchourie (*Manchuria; its people, resources and recent history*), par Alexandre HOSIE.

Roumanie. — Sous le titre : *Une carrière philologique en Roumanie, 1885-1900* (Bucarest et Paris, 1901, 56 p.), le distingué philologue israélite Lazare SAINÉAN raconte les péripéties de la pétition qu'il adressa aux Chambres roumaines en vue d'obtenir sa naturalisation. Après avoir publié des ouvrages sur la *Sémasiologie de la langue roumaine*, sur l'*Histoire de la philologie roumaine*, un vaste recueil de *Contes roumains* et cet ouvrage de premier ordre : *Influence orientale sur la langue et la civilisation roumaines*; après avoir obtenu les plus hautes récompenses de l'Académie roumaine et professé comme suppléant à l'Université de Bucarest, M. Sainéan s'est vu refuser la naturalisation grâce aux menées de MM. Urechia et Stourdza. Sa brochure est un réquisitoire des plus véhéments contre le premier surtout, qui, en qualité de président de la Ligue roumaine, remplit l'Europe de ses doléances sur les vexations imaginaires subies par les Roumains de Transylvanie. Ces pages tragico-comiques pourront servir aux futurs historiens du mouvement nationaliste et antisémite dans l'Europe orientale. Elles justifient pleinement ces mots amers de M. Sainéan : « Ce n'est pas en vain que le

Phanar a régné pendant un siècle sur ce pays. » M. Sainéan s'est exilé; il vit actuellement en France, où les sympathies de quelques Roumains éclairés l'ont accompagné. Ainsi, le prince Alexandre Bibesco n'a pas hésité à élever sa voix contre le déni de justice dont il est la victime. « Tous ceux, écrit-il, qui s'occupent de philologie roumaine et romane apprécient à leur juste valeur les publications qui vous placent au premier rang de nos philologues nationaux, et même à un rang distingué parmi les philologues européens. » Il se rallie « à cette glorieuse minorité » qui a voté pour la naturalisation. J. K.

— Notre collaborateur M. A.-D. XÉNOPOL, professeur d'histoire à l'Université de Jassy et recteur de ladite Université, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, a, dans la séance du 13 juillet de cette Académie, lu une étude sur les rapports de la psychologie avec l'histoire de France. Il y apporte de nouveaux arguments à l'appui de la théorie qu'il a développée dans son livre sur les *Principes fondamentaux de l'histoire*, et dont la *Revue* a parlé dans un numéro précédent. Il montre qu'en histoire les lois psychologiques ne jouent presque aucun rôle et que ce sont, au contraire, les complexités mentales particulières aux individus, comme aussi celles des masses (peuples, foules, partis, sectes, etc.), qui présentent seules un intérêt historique. A ses yeux, l'histoire n'est qu'un enchaînement de faits singuliers, faits qui ne se produisent qu'une seule fois dans le courant des âges et qui ne se reproduisent plus jamais d'une façon identique. Loin que les lois psychologiques soient les lois de l'histoire, cette dernière ne s'en préoccupe presque pas. Et pourtant le développement ne se produirait pas sans l'action continue de ces lois qui pousse les faits au jour. Mais, pour le faire, les lois psychologiques passent à travers les circonstances singulières de la vie, et l'élément général, la loi, se perd lorsqu'elle s'incorpore dans le fait individuel historique, puisque ce dernier est toujours *unique et particulier*. Au contraire, dans les sciences des faits de répétition (telles que les sciences ainsi appelées naturelles), c'est l'élément général, la loi, qui prédomine, tandis que le fait individuel, qui reste toujours le même, sans différences caractéristiques, n'a presque pas d'importance.

Cette distinction a conduit M. Xénopol à diviser les sciences en deux groupes : les *sciences de répétition*, qui s'occupent du général, peuvent formuler des lois de production des phénomènes et prédire ces derniers, et les *sciences de succession*, qui s'occupent de l'individu, ne peuvent formuler que des séries de développement et ne sont pas en état de prévoir l'avenir.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

